



Pour une linguistique du développement

Essai d'épistémologie sur
l'émergence d'un nouveau
paradigme en sciences du langage

Léonie Métangmo-Tatou


éditions science
et bien commun

Pour une linguistique du développement

Pour une linguistique du développement

*Essai d'épistémologie sur l'émergence d'un nouveau
paradigme en sciences du langage*

LÉONIE MÉTANGMO-TATOU

ÉDITIONS SCIENCE ET BIEN COMMUN



Pour une linguistique du développement de Léonie Métangmo-Tatou est sous une licence License Creative Commons Attribution - Partage dans les mêmes conditions 4.0 International, sauf indication contraire.

Pour une linguistique du développement. Essai d'épistémologie sur l'émergence d'un nouveau paradigme en sciences du langage

Autrice : Léonie Métangmo-Tatou

Design de la couverture : Kate McDonnell, photographie de Bienvenu Denis
NIZESETE

Édition et révision linguistique : Gilbert Tio Babena, Mohamadou Ousmanou, Gilbert Daouaga Samari, Jacques Zra (du Cabinet Logos et LADYRUS) et Florence Piron

ISBN pour l'impression : 978-2-924661-85-7

ISBN pour le PDF : 978-2-924661-86-4

ISBN pour le ePub : 978-2-924661-87-1

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec 2019

Dépôt légal – Bibliothèque et Archive nationale Canada

Dépôt légal : 4e trimestre 2019

Ce livre est sous licence Creative Commons CC BY-SA 4.0

Éditions science et bien commun

<http://editionscienceetbiencommun.org>

1085 avenue de Bourlamaque

Québec (Québec) G1R 2P4

Diffusion: info@editionscienceetbiencommun.org

À ma mère.

Et à toutes les Amazones de ce monde.

Table des matières

| | |
|---|------|
| Préface | xi |
| Sammy Beban Chumbow | |
| Remerciements | xiii |
| Abréviations et sigles | xv |
| Liste des tableaux, figures et fiches | xvii |
| Introduction | 1 |
| 1. Les prémisses : l'homo loquens | 13 |
| 2. Vers une épistémologie de la linguistique du développement | 31 |
| 3. Cerner la complexité linguistique pour ajuster l'action <i>Cameroun, Madagascar et les multilinguismes</i> | 65 |
| 4. Lutter contre l'onchocercose, combattre les maux par les mots | 105 |
| 5. Corriger la précarité communicationnelle <i>La langue, la formation et le développement</i> | 131 |
| 6. Faire de la recherche en linguistique du développement <i>Quelques orientations thématiques et moyens opérationnels</i> | 157 |
| Pour conclure | 185 |
| Épilogue plurilingue | 193 |
| Références | 197 |
| Biographie de l'autrice | 209 |
| Annexe 1. Carte linguistique du Cameroun | 211 |
| Annexe 2. Questionnaire de l'enquête CAP sur l'onchocercose | 213 |

| | |
|--|-----|
| Annexe 3. Extrait d'une grille de programme de Radio Garoua | 223 |
| À propos de la maison d'édition | 231 |

Préface

SAMMY BEBAN CHUMBOW

L'assertion suivante a souvent été démontrée : les sciences du langage sont en mesure de contribuer valablement à l'épanouissement durable des communautés humaines.

Ce qui manquait jusqu'à présent, c'était la mise en exergue de la convergence de travaux issus de champs différents de ces sciences, mais procédant d'un socle commun de principes heuristiques, d'objectifs pragmatiques et d'options méthodologiques. Ce qui advient aujourd'hui, sous la plume de Léonie Métangmo-Tatou, c'est la théorisation d'un champ disciplinaire qu'elle baptise du nom de *linguistique du développement*. Ce que nous saluons, c'est la formalisation des principes qui structurent, en profondeur, ce nouveau paradigme.

La démarche de l'autrice consiste en une tentative de regard rétrospectif, mais également prospectif, sur un domaine en émergence, sur un espace de recherche et d'action dans lequel les langues africaines retrouvent leur légitimité comme expression d'une culture – c'est-à-dire comme *facteur du développement*. Ce développement ne se conçoit plus seulement dans l'expression d'objectifs didactiques, mais adresse des questions plus générales. Comment l'*homo loquens*, l'être humain défini du point de vue de son activité de parole, peut-il communiquer pour mieux se développer? Comment peut-il tirer parti de la complexité linguistique et non la subir, afin de maîtriser l'environnement dans son acception la plus large?

L'autrice du présent ouvrage, chercheuse au profil exigeant, et dont nous suivons la carrière depuis de nombreuses années, adopte ici une double posture de témoin et d'actrice.

Évoluant sur le plan professionnel dans le « Grand-Nord », l'une des régions les plus riches du Cameroun relativement à la configuration des langues, Léonie Métangmo-Tatou devient témoin privilégié de l'émergence d'un paradigme héritier d'une linguistique sociale que Meillet appela de ses vœux.

Actrice éclairée, elle réunit sous une même saisie, dans une synergie décomplexée, langues africaines et langues européennes, pour peu qu'elles puissent, chacune en ce qui la concerne, réduire la précarité communicationnelle. Nul doute que ce que nous avons appelé ailleurs *l'économie du savoir* représente l'un des enjeux essentiels d'une linguistique nouvelle : cette dernière se déterminera par la pertinence des réponses qu'elle apportera à tout un ensemble de questionnements interdépendants et liés à la conception et la communicabilité des messages.

Est-ce une simple coïncidence si cette *linguistique du développement*, longtemps en gestation, fait son apparition alors que des facteurs strictement humains viennent de se voir reconnaître par les organisations internationales une place centrale comme indicateurs du développement économique?

La réflexion de l'auteur aboutit à un ouvrage qui, nous semble-t-il, comporte trois dimensions : une première dimension, épistémologique, concerne l'identification et la justification de ce qui apparaît véritablement comme un tournant historique. La seconde, pragmatique, correspond à une volonté d'offrir un éventail d'illustrations concrètes de cette tendance émergente. La troisième dimension enfin, induite par les deux autres, est d'ordre terminologique et conceptuel.

Il est heureux que l'auteur de *Pour une linguistique du développement* ait entrepris ce travail qui s'inscrit parmi les pionniers, éclaire *a posteriori* la cohérence d'une problématique tout à fait d'actualité et s'insère de plein droit dans celle, plus globale, de la communication pour le développement. Pour toutes les raisons évoquées, nous tenons à exprimer notre grande satisfaction au moment où nous introduisons à la communauté scientifique cet ouvrage qui ouvre incontestablement la voie.

Cette préface du professeur Sammy Beban Chumbow, Recteur honoraire, a été écrite en 2012.

Remerciements

Il me plaît de m'adonner ici à un agréable exercice, celui qui consiste à exprimer ma gratitude à des personnes dont l'action fut décisive dans le cheminement qui devait me conduire à théoriser la *linguistique du développement*.

Le soutien constant et jamais démenti de Maurice Tadadjeu, de regrettée mémoire, Sammy Beban Chumbow et Henry Tourneux fut déterminant dans l'atteinte du cap significatif que représente, dans mon parcours professionnel, la rédaction du présent ouvrage. Comment ne pas lier le dessein de conceptualiser la *linguistique du développement* à la longanimité passionnée des hérauts de ce champ avec lesquels j'ai eu le privilège de travailler dans le cadre de différents projets?

En outre, les enseignements d'épistémologie et de linguistique dispensés à plusieurs promotions d'étudiant-e-s m'ont offert l'heureuse opportunité d'affiner la théorisation du paradigme émergent. Qu'ils et elles soient ici remercié-e-s.

À des étapes différentes de sa rédaction, *Pour une linguistique du développement* a largement bénéficié des points de vue et encouragements de spécialistes éclairé-e-s des sciences du langage et de l'information tels que Jean-Jacques Marie Essono et Étienne Sadembouo (Université de Yaoundé 1, Cameroun), Mary-Annick Morel (Université Sorbonne Nouvelle, France), Mohamadou Aliou (Institut National des Langues et Civilisations Orientales, France) et Florence Piron (Université Laval, Canada). D'autres, comme Alphonse Tonyè (Université de Yaoundé 1, Cameroun) ou Théophile Calaina (Université de Ngaoundéré) ont contribué à la poursuite de la réflexion en acceptant des directions de recherche explicitement fondées sur les principes de la linguistique du développement.

Moult jeunes collègues, chercheurs et chercheuses, avec la fraîcheur et l'audace qui caractérisent leur âge, ont d'emblée adhéré au concept. La présente publication doit beaucoup à l'enthousiasme ainsi qu'à la si précieuse vigilance de mes brillant-e-s guerriers et guerrières du LADYRUS (Laboratoire Langues, Dynamiques & Usages) de l'Université de Ngaoundéré. La Providence les a voulu-e-s nombreux.

Pourtant, de cette chaleureuse équipe, je me dois de citer quatre personnes qui ont activement œuvré pour sauver de l'oubli ce texte achevé de longue date : Mohamadou Ousmanou, acteur essentiel grâce à la persévérance duquel le laboratoire LADYRUS a pu s'inscrire dans la durée, Gilbert Daouaga Samari, combinaison savante de discrétion et d'efficacité, Jacques Zra, l'un des benjamins les plus prometteurs et Gilbert Willy Tio Babena, enfin, dont la fougue décomplexée a su impulser et entretenir dans le groupe ainsi formé la dynamique évoquée.

Je ne saurais cependant achever mon propos sans m'assurer que tous ceux et toutes celles qui n'auront pas été nommément cités-e-s percevront malgré tout à quel point ils ou elles ont tantôt entretenu, tantôt restauré en moi le désir de m'élancer à la rencontre de nos aspirations communes.

Abréviations et sigles

- **ACALAN** : Académie Africaine des Langues
- **acc.** : accompli
- **ANACLAC** : Association Nationale des Comités de Langues Camerounaises
- **ANRS** : Agence Nationale de la Recherche Scientifique
- **anaph.** : anaphorique
- **aug.** : augmentatif (indice de classe)
- **bn.** : base nominale
- **CAP** : Connaissances, Attitudes et Pratiques
- **class.** : classificateur, indice de classe
- **cn.** : constituant nominal
- **dét.** : déterminant
- **dim.** : diminutif (indice de classe)
- **démons.** : démonstratif
- **DPGT** : Développement Paysannal et Gestion des Terroirs
- **FC** : fulfulde classique
- **FV** : fulfulde véhiculaire
- **GI** : Grammaire de l'intonation
- **IDH** : Indice de Développement Humain
- **IEC** : Information, Éducation et Communication (domaine de la santé)
- **IRD** : Institut de Recherche pour le Développement (ex-Orstom)
- **K** : koïnè
- **L1** : Langue première
- **LO1** : Langue officielle première
- **LO2** : Langue officielle seconde
- **OMD** : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- **ORSTOM** : Office de la Recherche scientifique et technique outre-mer
- **neg.** : particule négative
- **non var.** : non variable
- **paragr.** : paragraphe
- **pl.** : pluriel

- **poss.** : possessif
- **PROPELCA** : Projet de recherche opérationnel pour l'enseignement des langues au Cameroun
- **SAFEFOD** : Société Africaine d'Éducation et de Formation pour le Développement
- **SIL** : Société Internationale de Linguistique
- **sg.** : singulier
- **SLAO** : Société de Linguistique de l'Afrique de l'Ouest
- **var.** : variable
- **vs** : *versus*, s'oppose à
- « » : signalent le sens, la valeur, le signifié d'un signe linguistique
- / / : signalent le signifiant, grâce auquel le signe se manifeste
- (?) : signale un énoncé douteux

Liste des tableaux, figures et fiches

Tableaux

- Tableau 3-1. Indice de dynamisme des langues
- Tableau 3-2. Distribution linguistique des ascendant-e-s direct-e-s
- Tableau 3-3. Formes variables et formes fossilisées de l'adjectif en *fulfulde*
- Tableau 5-4. Intégration des langues africaines dans l'enseignement

Figures

- Figure 3-1. Un multilinguisme généralisé à Maroua (Cameroun)
- Figure 3-2. Position véhiculaire du *fulfulde* à Maroua
- Figure 3-3. Français, deuxième véhiculaire à Maroua
- Figure 3-4. Langues d'accès à la parole à Maroua
- Figure 3-5. Opinion sur une politique d'officialisation régionale du *fulfulde*
- Figure 3-6. Dynamisme intergénérationnel du *fulfulde* à Maroua
- Figure 4-7. Connaissance globale du M. (en nombre de personnes)
- Figure 4-8. Déclarations sur l'automédication
- Figure 5-9. Opinion sur l'introduction du *fulfulde* à l'école
- Figure 5-10. Opinions sur le statut du *fulfulde* à l'école
- Figure 5-11. Choix du type d'école
- Figure 6-12. Tracé mélodique

Fiches

- Fiche 4-1. 12 Messages clefs en français facile pour zones à risque d'onchocercose
- Fiche 5-2. Extrait d'une fiche de préparation d'une leçon

- Fiche 5-3. Fiche signalétique des dialogues chantés
- Fiche 6-4. Dix clefs pour le communicateur ou la communicatrice santé au Nord-Cameroun

Introduction

Voici la suite de l'histoire d'une quête commencée, il y a bien longtemps déjà, au pays du langage (Métangmo-Tatou, 1988, 1993).

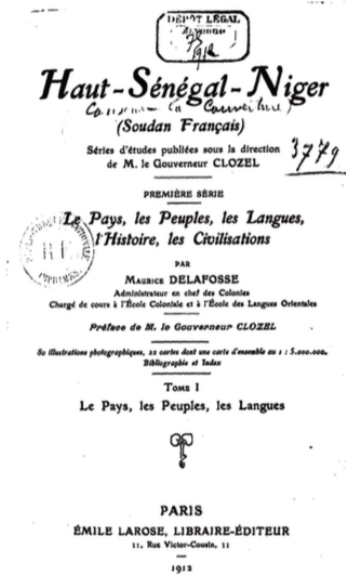
M'étant d'abord intéressée aux usages poétiques de la langue française, je m'oriente bientôt vers l'étude d'une langue éminemment assonante et poétique, le peul. Mais de la Sorbonne à l'INALCO¹, toujours la même interpellation, toujours le même questionnement à propos d'un code *a priori* partagé.

Argile docile entre les doigts du démiurge que fut le Césaire du *Cahier d'un retour au pays natal*, ou petite musique fluide s'échappant à leur insu des joyeuses grappes que formaient les petites camarades dans la cour du lycée de Garoua, la langue était là, « simple et tranquille ».

Ce sont ces réminiscences d'une adolescence comblée qui déterminent mon choix de mener une recherche sur le peul, langue africaine de grande extension appelée *fulfulde* au Cameroun, *fulani* au Nigéria voisin et *pulaar* au Sénégal. Roger Labatut, professeur de peul à l'INALCO, accepte de diriger mes travaux.

De retour au pays natal, je me lance passionnément dans l'observation des usages chez les jeunes locuteurs/locutrices du peul à Garoua. Deux langues se partagent le champ de la communication interethnique : d'une part le *fulfulde*, parler convivial et de connivence, et d'autre part le français, plus formel et n'accédant au statut de langue véhiculaire que lorsque s'avèrent inopérants le, ou plutôt, les *fulfulde*. En effet, une observation plus fine révèle l'existence non pas d'un *fulfulde*, mais d'un continuum linguistique constitué d'une multiplicité de lectes. Dans ce continuum, l'éloignement de la variété classique se traduit par une exploitation de plus en plus restreinte du système complexe des oppositions morphologiques. Et l'on finit par voir émerger une restructuration de la langue, notamment du système extrêmement diversifié des classes nominales.

1. Institut National des Langues et Civilisations Orientales, Paris.



Première page de l'ouvrage de Delafosse (1912). Merci à Henry Tourneux pour cette trouvaille.

Il s'avère stimulant – et par bonheur fructueux – de rechercher les circonstances historiques de l'expansion véhiculaire du *fulfulde* au Cameroun, car nulle part ailleurs, la langue peule ne dépasse les limites de la vernacularité. Delafosse (1912) ne notait-il pas, au début du siècle dernier, que la complexité de cette langue serait un obstacle à sa vernacularisation? Et pourtant, dans notre zone spécifique d'étude, l'histoire lui a donné à la fois tort et raison. En effet, contrairement à ce qu'il avait prédit, le *fulfulde* est bien devenu langue d'échange, ou langue véhiculaire, si l'on veut adopter une terminologie plus actuelle. Mais de quel *fulfulde* s'agit-il? Certainement

pas de la variété classique pratiquée essentiellement par les Peuls natifs et à laquelle, selon toute vraisemblance, faisait allusion Delafosse. Il s'agit d'une variété émergente en voie de standardisation, caractérisée par une réorganisation du système dans le sens de ce l'on pourrait analyser, de prime abord, comme une simplification. En cela, la prédiction s'est réalisée. Cette variété « moderne »² se distingue aussi par une « transethnicité » inédite et s'avère un médium efficient et digne d'intérêt par rapport aux enjeux de communication de masse liés au développement.

La réorganisation évoquée du système de la langue est due à trois ordres de facteurs distincts mais complémentaires : des facteurs linguistiques, pragmatiques et sociohistoriques.

2. Toutes choses étant égales par ailleurs, nous pourrions adopter la terminologie *fulfulde classique/fulfulde moderne* en nous référant à la différence que les hellénistes établissent entre *grec classique* et *grec moderne*, mais la caractérisation *véhiculaire* nous semble plus complète que celle de *moderne*, en ce qui concerne le *fulfulde*.

Parmi les facteurs linguistiques, il faut citer l'influence directe et immédiatement observable des langues maternelles des communautés de locuteurs non natifs et locutrices non natives sur le *fulfulde*. Sur le plan phonologique, nous pouvons citer la déglottalisation généralisée³ du phonème /y/. Du point de vue pragmatique, en plus des fonctions dévolues à toute langue en milieu ethniquement homogène, le *fulfulde* doit désormais assumer celle de moyen de communication interethnique dans un contexte où l'apprentissage se fait en l'absence de toute instance institutionnelle⁴. L'expansion du *fulfulde* devient si importante au sein de certaines communautés de locuteurs/locutrices non natifs/natives, qu'il en vient à se substituer à la langue identitaire et à assurer seul la communication intraethnique : la langue véhiculaire devenant ainsi langue plénière, cela entraîne la suspension de la transmission intergénérationnelle selon un schéma désormais connu⁵. Loin d'être spécifique à la situation du *fulfulde* et de ses langues partenaires, ce schéma permet d'analyser le passage du français, langue seulement véhiculaire à la génération des parents ou des grands-parents, au statut de langue plénière (L1) à la génération des enfants. Il va sans dire qu'une gestion appropriée du patrimoine linguistique devrait se préoccuper de maintenir un bilinguisme équilibré intégrant, à des degrés divers, et selon le contexte sociolinguistique, la langue identitaire ainsi que la langue véhiculaire.

En troisième position, viennent les facteurs socio-historiques. L'avènement du Jihad – Guerre sainte – dans la région a constitué le point de départ du rayonnement non seulement de la religion musulmane, mais aussi de la langue des conquérants peuls.

Ma recherche aboutit à la rédaction d'une thèse de doctorat de 3e cycle intitulée *Norme et tendances au sein du système classificatoire du fulfulde au Nord Cameroun. Essai de méthodologie pour une étude linguistique et sociolinguistique de l'évolution de la langue classique à la koïné moderne*, soutenue à l'INALCO en 1988.

3. Puisqu'elle atteint même les locuteurs natifs et les locutrices natives.

4. La prise en compte institutionnelle des langues identitaires est au centre de la réflexion au sein des ministères compétents.

5. Génération 1 : langue identitaire = L1 (langue plénière); Génération 2 : langue identitaire (L1) + langue véhiculaire; Génération 3 : langue véhiculaire + langue identitaire (L2); Génération 4 : langue véhiculaire = L1

Et de nouveau, au bout du petit matin, mon petit bureau et le petit train-train de la *Revue des sciences humaines*. Morne petit matin à l'altruisme contraint. Aguets.

Fort opportunément, cette recherche se poursuit avec ma participation, en tant que chercheuse associée, à une opération axée sur les processus de pidginisation et de créolisation en œuvre dans cette langue. Elle est menée sous la houlette d'Henry Tourneux dans le cadre d'un programme de l'ORSTOM⁶. Par la suite, je suis associée à un autre programme de cet organisme, programme portant sur les systèmes éducatifs et le multilinguisme dans un contexte où le français assume seul avec l'anglais⁷, et c'est encore majoritairement le cas aujourd'hui, le rôle de médium d'enseignement. Quelle(s) langue(s) pour quelle école? Avec quels contenus? La situation de brassage ethnique exceptionnel pose des questions linguistiques délicates. Les enjeux sont de taille; ils impliquent non seulement les linguistes et les pédagogues, mais aussi les décideurs et décideuses politiques. Il s'agit d'identifier la ou les langues de scolarisation, de déterminer les modes d'intervention de ces langues (langue d'accès à l'écriture, médium d'enseignement et/ou discipline?), d'élaborer les programmes, de confectionner le matériel didactique, de former le personnel enseignant, etc. Dans un texte déjà ancien intitulé « Le problème culturel en AOF », Senghor (1964), francophile convaincu s'il en est, n'hésitait pas à déclarer que l'entreprise éducative se doit de partir du milieu des civilisations négro-africaines où baigne l'enfant de manière à ce que ce dernier apprenne à en connaître et à en exprimer les éléments dans sa langue maternelle d'abord. Cependant, force est de constater que les résultats obtenus ne reflètent ni l'ampleur ni la détermination des efforts déployés. L'amer constat a été fait notamment par quelques intervenant-e-s lors de la conférence internationale Linguapax, en décembre 2006 à Yaoundé, en ce qui concerne le Cameroun tout au moins. Le peu de poids de ces langues sur le marché linguistique constitue, à n'en plus douter, un des obstacles les plus rédhibitoires de l'évolution du processus de leur intégration dans l'éducation.

6. Office de la Recherche Scientifique et Technique pour l'Outre-Mer.

7. Non pas conjointement, mais selon la zone géographique.

Cependant, à l'heure où l'étiollement linguistique se manifeste (tant au niveau du corpus que du statut) et a considérablement réduit, surtout parmi les jeunes, le public capable de s'exprimer dans une langue identitaire camerounaise, les initiatives centrées sur l'école s'avèrent définitivement insuffisantes. Mais ce qu'il faut redire, c'est que cette désaffection des langues identitaires s'explique par le déficit de leur pouvoir social. C'est lorsque ces langues auront conquis, ou reconquis, une certaine légitimité sociale qu'elles pourront se préparer à prendre en charge des contenus disciplinaires au sein de l'école.

Contrairement aux chercheurs et chercheuses qui, comme moi (Métangmo-Tatou, 2001), avaient salué avec grand enthousiasme les dispositions réglementaires relatives à la promotion des langues camerounaises prévues dans la constitution du 18 janvier 1996, et traduites par la loi d'orientation scolaire du 14 avril 1998, Bitjaa Kody (2002) était demeuré extrêmement critique, trouvant ces textes anachroniques et incomplets parce qu'ils ne cadraient pas avec le contexte sociologique camerounais qui valorise uniquement les langues officielles. Cette problématique de l'intégration des langues identitaires dans le circuit éducatif, loin de ne concerner que les langues africaines, s'exprime en réalité dans des contextes divers de diglossie de par le monde. Lisons en effet ceci, sous la plume de Bentolila, relativement au contexte français où l'histoire n'a pas offert aux langues régionales, autant qu'au français, l'occasion de se développer en répondant à des sollicitations sociales variées :

Créole, breton, basque et corse frappent aujourd'hui avec plus ou moins d'insistance à la porte de l'école, demandant réparation des injustes traitements que l'histoire leur a fait subir. La question que je veux poser ici est la suivante : frappent-elles [ces langues] à la bonne porte? (Bentolila, 2001, en ligne).

À l'heure où le partage des savoirs – savoirs savants et savoirs profanes – devient une condition *sine qua non* du développement humain, où les exigences du mieux-être de l'humain se focalisent sur les populations défavorisées (qui se trouvent également être les moins scolarisées), l'urgence de prendre également en compte la communicabilité des discours adressés à cette cible particulière s'impose de manière forte. En effet, il s'avère

désormais que ni dans le cadre spécifique du développement, pas plus que dans celui de l'école, les langues officielles ne devraient apparaître comme les références exclusives.

Dans le domaine de la santé, les concepts nouveaux sont fréquents. Ils sont souvent issus de langues peu familières, le français ou l'anglais, d'où le risque réel que les messages gardent opacité et ambiguïté dans la langue cible. Les concepts doivent être réaménagés, et les désignations rectifiées. *La Lettre de la société française de terminologie* (2009, no 15) rapporte qu'en France, l'expression *vierge de tout traitement* a été proposée en remplacement de *porteur naïf*, issu de l'anglais. Il faut reconnaître que cette formulation n'avait rien de limpide pour le profane et pouvait tout simplement être entendue comme « porteur qui s'ignore ». Pourtant, l'expression *porteur naïf* désigne en réalité « un patient qui, dans le cadre d'une affection donnée, n'a reçu aucun traitement préalable » (*La Lettre*, p. 4). Du fait de décalages culturels importants, l'innovation terminologique apparaît en Afrique comme une opération encore plus délicate que dans des contextes occidentaux.

Une nouvelle page de l'histoire des sciences du langage est désormais tournée. Un axe important de la linguistique africaine aujourd'hui s'est définitivement frayé un chemin après une longue gestation dont le début fut probablement marqué par le séminaire « Langues africaines, facteur de développement » tenu au collège Libermann du 2 au 14 juillet 1973. Pendant toutes ces années, ce courant s'est nourri de toutes les expériences développées dans les domaines de la sociolinguistique, de la linguistique appliquée, de l'analyse du discours, de la terminologie, de la didactologie des langues et des cultures et de la traductique. La problématique des langues nationales ne se focalise plus exclusivement sur la question de l'enseignement et de l'école. Elle ne se fonde plus sur une culture appréhendée comme une structure constituée de valeurs figées, mais plutôt comme un ensemble éminemment dynamique, intégrant les mutations sociétales ainsi que les attentes et comportements subséquents en matière de développement. Ces attentes ont commencé à marquer de manière décisive les perspectives de recherche en Afrique⁸, et particulièrement au

8. Cela ne s'observe pas seulement dans les sciences du langage : la *géographie de développement* prend en compte, dans un autre champ de recherche, les attentes sociétales en matière d'environnement.

Cameroun. Et voici que s'instaure un discours scientifique innovant, un *nouveau paradigme dans l'épistémologie des sciences du langage* qui enfin nous réconcilie avec une linguistique sociale voulue par Meillet. C'est ce tournant épistémologique que je propose de problématiser dans les pages qui vont suivre. Dans ce cadre, j'entends par *développement* ce processus holistique qui apporte un mieux-être à l'humain sur les plans prioritaires de la santé, de la sécurité alimentation, de l'éducation, etc. et qui permet une évolution globale de la société.

Mais comment ne pas s'interroger? De quelle crédibilité peut se prévaloir une *linguistique du développement*? Quelle compatibilité entre les notions de *linguistique* et de *développement*? Ou plus exactement, quel rôle peut bien jouer la *langue* dans le *développement*? Si l'on admet généralement que l'agronomie ou la médecine puissent jouer un rôle dans l'effort de développement des pays du Sud, il en est tout autrement des disciplines comme les sciences du langage, que d'aucun-e-s situent dans un terrain vague appartenant au domaine mal circonscrit des « Lettres ». Même en reconnaissant sa juste place dans les sciences humaines et sociales, certain-e-s perçoivent difficilement le type de relation que la linguistique pourrait entretenir avec le développement. Sans doute revient-il aux linguistes de démontrer que des éléments tels que le progrès de l'humain, son développement, comportent une dimension langagière essentielle. Qu'est ce que l'humain, en effet, sinon d'abord un *homo loquens*, un « être parlant »? Quelle activité peut-il donc efficacement mener sans le passage par le prisme de la langue? Les prémisses de cette réflexion sont posées dans un premier chapitre traitant précisément de l'*homo loquens*, selon l'heureuse formule d'Hagège (1985, p. 9). L'*homo loquens* peut-il se développer sans développer la langue avec laquelle il communique?

C'est ainsi que le concept de *linguistique du développement* s'est imposé à moi alors que je préparais mon intervention pour le séminaire de mi-parcours du projet « Les discours institutionnels sur la prévention du sida et leur impact sur la population cible (Nord-Cameroun) » soutenu par l'ANRS⁹ (Métangmo-Tatou, 2008). C'était à Garoua, en 2008. L'idée fut immédiatement encouragée par Henry Tourneux. Il était, et demeure, l'un des linguistes qui, sans quitter sa discipline, et sans dévoyer sa science,

9. Agence Nationale de Recherche sur le Sida et les hépatites virales, Paris (France).

apporte obstinément sa pierre à l'édification d'un développement durable. Je considère, en effet, que dans un domaine prioritaire du développement comme celui de la santé ou de la sécurité alimentaire, il importe de soigner les maux, certes, mais il importe tout autant de les expliquer et de les prévenir. Et c'est là qu'intervient le discours – explicatif, informatif, exhortatif, etc. C'est là qu'intervient le ou la spécialiste des sciences du langage. À quelles préoccupations correspond cette *linguistique du développement* qui existe, en réalité, depuis quelques décennies? Quelle est l'actualité de cette démarche? Développe-t-elle un métalangage spécifique, et si oui, lequel?

Le second chapitre, *Vers une épistémologie de la linguistique du développement*, montrera que si la nécessité d'une valorisation des langues africaines s'impose aux différent-e-s acteurs/actrices – les chercheurs/chercheuses et idéalement les décideurs/décideuses –, ce n'est plus seulement parce qu'elles constituent la clef qui permet à l'humain de se recentrer par rapport à une culture ancestrale, d'avoir une perception plus aiguë de son identité. De plus, cette valorisation n'a plus pour cadre exclusif l'école ordinaire, naguère espace privilégié. Dans le *nouveau paradigme*, le recentrage culturel intègre toutes les dimensions du progrès de l'humain et la promotion de ses ressources linguistiques doit permettre aux Africain-e-s d'être en phase avec leur époque et de maîtriser le développement socioéconomique¹⁰.

Ce changement de paradigme se laisse lire à la convergence de démarches heuristiques liées à la problématisation de la question des langues et du développement. Il se révèle à travers des similarités perçues au niveau des résultats et des actions mises en œuvre, toutes choses qui ont induit le repérage d'un nouveau champ de recherche ainsi que la proposition subséquente d'un concept nouveau capable de fédérer ces initiatives nouvelles. Mon projet s'inscrit dans le dessein non pas de construire *a priori* une théorie, mais d'élaborer *a posteriori*, à partir des orientations choisies par les différents acteurs et actrices, et sur la base des travaux menés,

10. Il y aurait là une dialectique complexe de recentrage et décentrage des Africain-e-s par rapport à leur culture, dialectique idéalement assumée par la langue grâce à sa plasticité.

une épistémologie qui soit en mesure de rendre compte du plus grand nombre possible d'aspects spécifiques d'un discours scientifique en cours d'élaboration.

L'expérience a montré qu'aucune démarche dans le domaine que je décris ici ne peut faire l'économie d'une analyse des configurations géolinguistiques, pas plus que des dynamiques sociolinguistiques. *Cerner le visage de la complexité linguistique* (chapitre 3) s'imposera toujours en amont de toute intervention linguistique. Dans l'environnement spécifique du Cameroun septentrional, notamment, la reconnaissance d'une *lingua franca* régionale, et de ses limites, s'impose comme un préalable.

Le génie de la langue, c'est sa grande plasticité, sa capacité à opérer de l'intérieur des ajustements sur ses propres composantes. La composante lexico-notionnelle est celle qui se réorganise de la manière la plus permanente, sous l'impulsion de facteurs non seulement externes, mais aussi internes. C'est ainsi qu'en français, l'ensemble *entendre-comprendre-ouïr* s'est organisé sous l'impulsion d'une dynamique interne. L'activité sensorielle est initialement prise en charge par l'ancien verbe français *ouïr* (< latin *audire* « entendre ») qui disparaît au 17^e siècle, victime de l'érosion phonétique. Depuis lors et jusqu'aujourd'hui, le verbe *entendre* (< latin *intendere*) a commencé à assumer des emplois sensoriels, alors que la langue ne lui reconnaissait jusque-là que le sens abstrait de l'actuel *comprendre* (Picoche et Marchello-Nizia, 1989, p. 331-332). Nous constatons que dans le cas d'espèce, c'est la langue elle-même, par des mécanismes internes qui lui sont propres, qui prend en charge son propre aménagement. Toutefois, l'action délibérée de l'humain peut venir suppléer, orienter, aux fins d'adapter le matériau linguistique aux besoins de la communication; cela se vérifie surtout dans des contextes de mutation sociétale ou d'innovation scientifique et technologique.

Dans un article daté de 2011, je montrais que la *linguistique du développement* tient compte de ce que la science moderne se développe désormais dans une logique de publicisation opposée au « paradigme isolant » de l'époque classique. Dans le contexte de l'Afrique et des communautés du Sud en général, les processus de diffusion et d'appropriation des savoirs nouveaux correspondent à des enjeux importants et se situent plus que jamais au centre d'une demande sociale forte. Mais cette circulation des savoirs se trouve bien souvent gravement hypothéquée par le fait que, pour des raisons historiques, ce processus s'effectue majoritairement dans les

langues officielles européennes, alors même que la compétence réelle dans ces langues demeure faible. À cela viennent s'ajouter des décalages culturels importants. L'accessibilité des contenus diffusés et l'impact réel des messages deviennent dès lors douteux.

Pourtant, la santé constitue un des leviers majeurs du développement humain, comme cela a été largement documenté et réaffirmé depuis la publication des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). L'opacité des messages, préjudiciable spécialement dans ce domaine, nous interpelle. De même que nous interpellent les tentatives spontanées – plus ou moins heureuses – des langues africaines¹¹ en vue de pallier les difficultés communicationnelles et barrières linguistiques qui s'érigent du fait de mutations profondes qu'expérimentent nos sociétés.

Nous verrons que des stratégies d'aménagement terminologique peuvent, entre autres, constituer des clefs puissantes pour améliorer la communicabilité ainsi que l'appropriation vernaculaire de concepts et messages nouveaux, sans préjudice, cependant, de l'instauration d'un dialogue portant sur les savoirs locaux reconnus pertinents. Sur le continent, langues et cultures sont désormais fortement marquées par les progrès de la science et de la technologie. Chacun peut constater à quel point la médecine moderne notamment, par le biais des discours innovants qu'elle développe, a influé sur les habitudes langagières, l'appréhension du monde et du corps humain. Nous constatons comment, par des modalités diverses de néologisme, les langues africaines tâchent de nommer, avec plus ou moins de bonheur, des réalités nouvelles telles que *seringue*, *visite prénatale*, *vaccination*, etc. Pas plus que d'autres, ces langues ne sauraient rester figées à travers les siècles. Nous observons aussi, dans le même ordre d'idées, les efforts déployés afin de traduire dans la langue de l'autre les *realia* qui nous sont propres : *ndamba* désigne en *fulfulde* une réalité complexe associant divers dysfonctionnements et dépasse l'acception ordinaire du terme *rhume*. À première vue, les barrières linguistiques ne peuvent apparaître qu'entre patient-e et médecin locuteurs et locutrices de langues différentes. Pourtant, c'est loin d'être le cas : seule la pratique enseignera aux jeunes

11. Mais pas seulement. Sont concernées toutes les nations en situation de précarité communicationnelle en Asie, en Amérique latine, etc.

médecins que le patient ou la patiente se plaignant, en français, d'un « mal de reins » souffre en réalité de douleurs lombaires ou dorsales et que les reins en tant qu'organes ne sont en rien concernés.

Cela étant, c'est dans les ressources linguistiques, mais bien souvent au-delà, que l'homme ou la femme de terrain doit rechercher les éléments pertinents afin de *Bâtir une stratégie de communication* (chapitre 4). Il ou elle devra faire l'expérience de la transversalité, tant les domaines d'application de la communication sont différents; il ou elle devra solliciter les ressources des systèmes sémiologiques disponibles et surtout pertinents – image, musique, théâtre – dans le contexte concerné. Dans une consultation visant l'éducation sanitaire en matière d'onchocercose (Métangmo-Tatou, 1996), j'avais préconisé de prendre comme canal le chant dialogué féminin.

Le cinquième chapitre, *Corriger la précarité communicationnelle*, part d'un bilan des solutions expérimentées en termes d'aménagement terminologique, de renforcement des médias traditionnels, etc. afin de déboucher sur des démarches et montages envisageables pour *faire de la recherche en linguistique du développement*, exposés dans le sixième chapitre.

Une dizaine d'années après la rédaction de ce texte en 2011, j'ai choisi de le publier sans modification majeure¹². Pourtant, comment passer sous silence de puissantes conceptualisations et démarches qui se sont imposées à moi ultérieurement, au fil de lectures et rencontres providentielles? *Science ouverte, épistémologie du lien, justice cognitive*. Ces conceptualisations que nous devons à Florence Piron (2017) et ses collègues (Piron, Régulus et Madiba, 2016), et qui sont intimement liées à une praxis, ont éclairé *a posteriori* cette linguistique du développement, ont appelé (et appellent encore) de nouveaux développements dans mon parcours de recherche et suscité l'approfondissement de mon engagement citoyen. Comment donc ne pas évoquer la parfaite congruence entre la *linguistique du développement*, d'une part et la *justice cognitive* d'autre part? En fait, toutes deux participent d'un même combat contre l'invisibilisation de pans entiers de savoirs à la pertinence sociale avérée, souvent du Sud et contre l'invisibilisation des langues dans lesquelles sont

12. Il est à noter que la comparaison avec des données actuelles montre la constance des grandes tendances relevées (voir notamment Daouaga 2018).

encodés ces savoirs. En fait, les différents chapitres de la réflexion qui s'ouvre ici pourraient bien illustrer la résistance à l'injonction de neutralité de la science positiviste (Brière, Lieutenant-Gosselin et Piron, 2019).

I. Les prémisses : l'homo loquens

[L'humain se caractérise par une] aptitude obstinée au dialogue avec son semblable, vocation à pratiquer l'échange. À commencer par celui qui fonde tous les autres et les rend possibles, à savoir l'échange des mots. S'il est homo sapiens, c'est d'abord en tant qu'homo loquens, homme de paroles.

Claude Hagège, *L'Homme de paroles*, 1985.

Ici les données sont intuitivement assez parlantes, mais complexes à théoriser.

Laurent Danon-Boileau & Mary-Annick Morel, dans Jean-Marie Merle, *Le sujet*, 2003.

La langue comme fait social

La langue est un fait social : voici une affirmation que partagent aussi bien Meillet que Saussure et dont on pourrait d'ailleurs se demander avec Chiss et Puech s'il ne s'agit pas là aujourd'hui d'un truisme massivement partagé par les linguistes¹. Les néogrammairiens avaient en effet eu le mérite de rompre avec une conception du langage qui en faisait un organisme naturel : elle devenait désormais, selon l'expression de Saussure, un « produit de l'esprit collectif des groupes linguistiques » (Saussure, 1979, p. 19). On assiste ainsi dans le dernier tiers du 19^e siècle, à une révolution scientifique dans ce que l'on ne nomme pas encore les sciences du langage : il y a substitution d'un paradigme historique au paradigme organiciste, même si l'on constate, au-delà de la valeur polémique de l'argument, que Saussure et Meillet ne donnent pas le même contenu positif à l'affirmation selon laquelle « la langue est un fait social ». Toutefois, si Chiss et Puech ont pu faire remarquer qu'aucun chapitre n'est consacré à la thématization du statut social de la langue comme tel, à une exception près, je prendrai

1. J'exploite, dans ce paragraphe, les analyses de Chiss et Puech (1987) sans adhérer toujours à leurs conclusions et je reprends certaines des considérations que j'ai développées ailleurs (Métangmo-Tatou, 1999b).

le contre-pied de cette affirmation en argumentant plutôt que Saussure a consacré tout le cinquième chapitre du *Cours de linguistique générale* – Type linguistique et mentalité du groupe social – à la dimension sociale du langage. En tout état de cause, si la thèse de la tiédeur de Saussure vis-à-vis de la dimension sociale de la langue était retenue, nous pourrions volontiers l'interpréter, à l'instar de Martinet, comme une posture stratégique. En effet,

l'analyse d'une langue supposée uniforme est chose assez délicate pour qu'on ait intérêt à simplifier au maximum les données du problème. Cependant, une fois réalisée cette analyse, il est indispensable de faire intervenir dans l'examen celles des données qui avaient été provisoirement écartées (Martinet, 1969, p. 45).

En somme, les contradictions ne sont que superficielles puisque Meillet et Saussure, Martinet et quelques autres s'accordent sur l'essentiel, c'est-à-dire la « socialité », l'institutionnalité de la langue : la langue est une institution, c'est un fait social. Mais quelle signification donnent-ils à cette assertion? L'analyse des textes de Saussure et de Meillet montre une différence, voire des divergences notables dans l'interprétation de ce postulat. Chez Saussure, en effet, l'affirmation de la langue comme une institution sociale veut marquer une rupture épistémologique par rapport à l'ancien paradigme qui présentait la langue comme une faculté naturelle. Cela étant dit, la rupture d'avec l'ancienne conception « naturaliste » étant consommée, la nécessité se fait jour de prendre comme objet de la linguistique quelque chose qui lui soit propre, sans appartenir à un champ autre comme celui du social, par exemple.

Arbitraire et stabilité

Saussure a le désir de systématiser, d'affirmer l'autonomie d'une nouvelle science. Car l'établissement de cette linguistique générale, et même d'une sémiologie générale, passe par son ancrage dans une certaine stabilité. C'est ainsi que, dans le couple « langue/parole » qu'il pose comme étant constitutif du langage humain, Saussure semble accorder une fois pour toutes la primauté à la langue, fait social, sur le discours, fait individuel, la langue ayant vocation à être actualisée par l'acte individuel de parole. Non actualisée, la langue se définit comme un système stable, cette stabilité étant précieuse au moins à deux titres : elle apparaît comme une condition pré-

requis à l'établissement d'une science positive. De plus, elle apparaît, étant donné le caractère arbitraire du signe linguistique, comme le seul garant de la communicabilité de l'expérience.

Pourtant, cette stabilité – immutabilité dans le texte de Saussure – loin d'être définitive, s'inscrit plutôt dans une véritable relation dialectique avec la mutabilité. Ainsi, bien qu'elle se caractérise par l'affirmation exacerbée de la primauté de la langue sur la parole, la pensée saussurienne a su poser le principe de l'interdépendance étroite entre les deux ordres de faits. Bien plus, elle reconnaît le rôle de la parole dans le processus de changement linguistique puisque « c'est la parole qui fait évoluer la langue » (Saussure, 1979, p. 37). Essentiellement stable, mais nécessairement changeant, le signe linguistique porte en lui-même les conditions profondes de sa mutabilité ainsi que de son immutabilité. Le caractère immotivé de la relation signifiant/signifié, l'arbitraire du signe, constitue le garant de la stabilité de la fonction référentielle. En effet, le lien Signifiant/Signifié, arbitraire et contingent dans l'absolu, devient nécessaire et contraignant parce que « institutionnalisé », tributaire des conventions en vigueur *dans une communauté donnée*. Le signe ne dépend pas du libre choix du locuteur, de l'individu. Il ne souffre pas non plus de la remise en question. Il est loisible de constater que, sortant des faits de langues, c'est dans les faits sociaux que Saussure va tirer un exemple pour illustrer sa démonstration. En effet,

pour qu'une chose soit mise en question, il faut qu'elle repose sur une norme raisonnable. On peut, par exemple, débattre si la forme monogame du mariage est plus raisonnable que la forme polygame et faire valoir les raisons pour l'une et l'autre. [...], mais pour la langue, système de signes arbitraires, cette base fait défaut, et avec elle se dérobe tout terrain solide de discussion (Saussure, 1979, p. 106-107).

C'est dire qu'aucun rapport de nécessité n'existant entre signifié et signifiant, la communication ne peut faire fi de ce lien et fonctionner en marge des conventions du système : la stabilité conférée au signe linguistique par la mise en œuvre du principe de l'arbitraire permet l'exercice de la fonction référentielle. À l'inverse, le fonctionnement régulier de cette dernière, parce qu'elle s'inscrit dans le temps, autorise la pérennité du signe. Contradiction apparente et complexité de l'objet langue fondent, paradoxalement, sa mutabilité. Ainsi, les initiatives d'aménagement terminologique, dont il sera question plus tard au chapitre cinq notamment,

ne contredisent en rien ce principe, puisqu'elles se mettent en œuvre du fait d'un consensus implicite avec la « masse parlante » porteuse de besoins sociétaux.

Et pourtant, elle change...

Autant Saussure développe longuement la question de l'immutabilité du signe linguistique et de sa nécessité, autant il se montre peu prolix à propos de sa mutabilité. Pourquoi le signe linguistique change-t-il? Sur l'immanence du changement, il commence par une boutade aux allures de sophisme (Saussure, 1979, p. 111) : le temps altérant toute chose, pourquoi la langue échapperait-elle à cette loi universelle? Mais rapidement, la démonstration s'oriente, comme de mauvaise grâce, vers une explication plus rationnelle, en relation avec la dimension historique et sociale de la langue. En effet, de même que la langue ne se conçoit pas en dehors de la masse parlante, c'est-à-dire en dehors de sa dimension sociale, de même, « en dehors de la durée, la réalité linguistique n'est pas complète » (*ibid.*, p. 113). La « langue s'altère, ou plutôt évolue, sous l'influence de tous les agents qui peuvent atteindre soit les sons soit le sens » (*ibid.*, p. 111). Ce que Saussure appelle « les agents », sera nommé quelques pages plus loin avec moins de pusillanimité les « forces sociales » (*ibid.*, p. 113). Chez Martinet (1969), il sera question plus clairement d'une évolution qui touche plusieurs domaines (intellectuel, social et économique). C'est précisément cette mutation que prend en charge la linguistique du développement.

Nous savons que l'évolution intellectuelle, sociale et économique d'un groupe donné entraîne nécessairement l'émergence des nouveaux besoins communicatifs pour ce même groupe. Il est vrai que

Tout peut changer dans une langue : la forme et la valeur des monèmes, c'est-à-dire la morphologie et le lexique; l'ordre des monèmes dans l'énoncé, autrement dit la syntaxe; la nature et les conditions d'emploi des unités distinctives, c'est-à-dire la phonologie (Martinet, 1969, p. 173).

Mais il reste que le lien avec l'évolution sociale est plus manifeste sur le plan de la composante lexicale : l'apparition de nouveaux modes de vie fait apparaître, naturellement, de nouvelles désignations. Ces dernières peuvent ou non être assorties de nouveaux signifiants.

Nous savons comment un changement dans les habitudes cybernétiques a entraîné une resémantisation du lexème *voler* : l'apparition de la fauconnerie et l'utilisation d'oiseaux de proie dans la chasse a en effet provoqué l'évolution de ce lexème. Venant de l'étymon latin *volare* « se déplacer dans les airs grâce à des ailes », le verbe *voler* a acquis le sens nouveau de « dérober » par désignation métaphorique de l'action des oiseaux de proie qui, en plein vol, enlevaient le gibier pendant la course de celui-ci, comme s'ils le *volaient* (Arrivé, Gadet et Galmiche, 1986, p. 223-224).

Forme et fonction : le laboratoire créole

Concernant ce qu'il appelle les nouveaux agencements entre monèmes, Martinet aura eu l'immense mérite de tenter une explication de l'apparition de nouvelles fonctions syntaxiques. Il admet tout de même qu'il est « très difficile de marquer exactement la causalité du changement linguistique à partir des réorganisations de la structure sociale et des modifications des besoins communicatifs qui en résultent » (Martinet, 1969, p. 176). Mais s'il faut reconnaître l'influence décisive de la structure sociale sur celle de la langue et pas seulement au niveau le plus immédiatement appréhendable qu'est le niveau lexico-notionnel, sur le plan syntaxique, par contre, la recherche des facteurs extralinguistiques ne s'effectue pas aisément. À ce propos, Martinet émet une hypothèse hardie selon laquelle un accroissement de la complexité des relations humaines entraînerait une perception plus aiguë de la complexité des rapports entre les différents éléments de l'expérience, ceci déterminant de nouveaux agencements linguistiques destinés à marquer ces rapports. C'est ainsi que la forte corrélation entre la langue et ses fonctions déterminerait des changements structurels profonds dans celle-ci, lorsque ces fonctions évoluent. Les changements profonds des statuts des langues – de langue plénière à langue véhiculaire notamment – déterminent une transformation du corpus : restructuration de l'idiome concerné dans le sens d'une plus grande régularité des paradigmes. Je l'ai montré dans le cas de la restructuration du *fulfulde* en une koinè véhiculaire (Métangmo-Tatou,

1988). Ceci intéresse au plus haut point la présente problématique à cause de l'enjeu que représentent les langues véhiculaires dans la dissémination de l'information ainsi que de la gestion de la communication.

Rappelons qu'en sociolinguistique, le concept de *corpus* se distingue de l'acception ordinaire – ensemble fini d'énoncés recueillis pour constituer une base d'informations permettant d'entreprendre la description et l'analyse de la langue. En marge de cette acception déjà classique, il faut noter celle d'« inventaire des règles et formes que constitue un système linguistique, et permettant son fonctionnement comme système sémiotique » (Robillard, 1997a, p. 102). Il s'oppose au *statut*, qui désigne la « position relative d'une langue dans la hiérarchie sociolinguistique d'une communauté linguistique, cette position étant étroitement liée aux fonctions (fonctions pédagogiques, économiques, scientifiques, etc.) assumées par cette langue » (Robillard, 1997b, p. 262). C'est, du reste, ce lien étroit entre statut et fonction qui explique les pesanteurs observées au Cameroun depuis que les langues nationales ont été explicitement valorisées dans la Constitution de 1996 : ces langues ne sont pas encore investies de fonctions effectives. Il est à noter en outre que, loin de constituer un attribut intrinsèque établi et acquis une fois pour toutes, le statut est investi d'une valeur sociale *relative*. La même langue peut avoir un statut différent d'un espace géographique à un autre, ou dans le même espace géographique, d'une époque à une autre. Pour ne citer qu'un exemple, rappelons que le français n'accède au statut de langue officielle en France qu'après l'Edit de Villers Cotterêts de 1539. Il existe une profonde solidarité entre corpus et statut d'une langue.

Dans une étude toujours d'actualité, Hymes affirme que pidgins et créoles présentent des constantes remarquables :

*Invariance in form, rather than allomorphic variation; invariant relation between form and grammatical function, rather than derivational and inflectional declensional and conjugational variation; largely monomorphemic words, rather than inflected and derived words; reliance on overt word order*² (Hymes, 1968, p. 73).

2. Traduction libre : « Invariabilité des formes, plutôt que variation allomorphique; forme du mot non- dépendante de la fonction grammaticale plutôt que variation dérivationnelle, désinentielle ou encore variation morphologique du verbe; mots largement monomorphémiques, plutôt que mots flechis et dérivés; pertinence syntaxique de l'ordre des mots ».

Hagège ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme, dans un chapitre intitulé fort à propos « Le laboratoire créole », que le développement des créoles délivre à la linguistique générale des enseignements forts relativement aux langues humaines. Concernant toujours la relation de covariance entre langue et société, il a justement été montré que les conditions historiques de l'émergence des pidgins et créoles, ainsi que les fonctions dévolues à cet ensemble de langues, ont donné forme à leur structure interne : ces langues se ressemblent par trois tendances fondamentales : l'économie, l'analyticité et la motivation. L'économie se manifeste notamment par l'invariabilité des formes, et son corollaire, la syntaxe de position (Hagège, 1985, p. 9). C'est celle des trois tendances qui concernent le plus la koinè peule du nord Cameroun (Métangmo-Tatou, 2003).

Antoine Meillet et les bases d'une linguistique sociale

« La détermination du caractère social de la langue dans l'œuvre de A. Meillet est toujours corrélative de la détermination des causes des changements linguistiques » (Puech et Radzynski, 1978, p. 47). Mais le paradoxe vient de ce que Meillet essaie de fonder l'autonomie de la linguistique par rapport aux autres sciences, alors même qu'il affirme le caractère exogène de sa caractéristique principale. En somme, pour Meillet, la langue est un fait social, car c'est grâce aux changements sociaux que l'on arrive à expliquer les changements linguistiques. Il nous semble évident aujourd'hui que la causalité du changement linguistique ne peut être ramenée à sa seule dimension externe. En effet, bien des changements, à tous les paliers de la langue, peuvent être expliqués par une référence à des facteurs purement internes.

Il reste que Meillet peut être considéré à la fois comme le continuateur et, en ce qui concerne les principes les plus généraux, le héraut d'une linguistique sociale, comme l'affirment Chiss et Puech – tout en déplorant la rareté des travaux qui s'inspirent de sa problématique. Ces auteurs nous font remarquer qu'en France, à date précoce, des impératifs sociopolitiques – parmi lesquels l'unification linguistique du pays et la question scolaire – ont pu infléchir cette perspective. Bien que l'Afrique n'ait pas produit un Abbé Grégoire de Tours publiant son fameux *Rapport sur la nécessité et les moyens d'anéantir les patois et d'universaliser la langue française*, elle a hérité

du jacobinisme linguistique né au lendemain de la Révolution française de 1789. Le monolithisme absolu (tout en français) qui y a régné surtout dans les territoires francophones en est la résultante directe.

Cela étant, la linguistique du développement se veut l'héritière de cette linguistique sociale qui exigeait probablement, pour s'exprimer véritablement, l'expression d'attentes sociétales éminemment pressantes. Il s'en manifeste en Afrique et dans les pays en développement peut-être plus que dans tout autre espace du monde. Il me plaît, à ce propos, de citer assez largement Chiss et Puech.

Sans cesse, Meillet est confronté à cette double et contradictoire évidence : le principe d'une linguistique sociologique est universellement reconnu, mais il reste la plupart du temps lettre morte et ne suscite que peu de travaux originaux, ni dans le détail des analyses ni dans une réflexion plus générale.

Deux domaines toutefois sont enregistrés et "réfractés" comme étant des "domaines de progrès" de la linguistique sociale :

a) le champ d'étude des "parlers spéciaux", techniques [...] ou socio-différentiels [...]

b) le domaine de la géographie linguistique [...]. Les espoirs investis par Meillet en une linguistique sociale échouent donc sur le double écueil d'une linguistique générale "en croissance" pour laquelle l'affirmation du caractère social des faits de langue est une formule sans effet heuristique, et d'autre part, d'un émiettement de travaux partiels, relativement marginaux, peu conscients de leur importance et desquels il serait prématuré de tirer quelque conclusion à valeur générale (Chiss et Puech, 1987, p. 145-146).

Il semble bien que le relatif échec de la linguistique sociale à l'époque contemporaine de Meillet soit à mettre en relation avec la volonté d'une science encore jeune de se théoriser, de fonder son autonomie et sa généralité, d'autant qu'elle visait, en dernière analyse, à s'intégrer dans une *sémiologie générale*.

Aujourd'hui, ma *linguistique du développement* s'intègre précisément dans une sémiologie générale. Tirant ses bases d'une linguistique sociale, et empruntant des outils entre autres à la lexicologie, à la traductique, et à la théorie de la communication, elle professe des problématiques explicitement

orientées vers un réaménagement de la société pour un mieux-être social et économique. Une telle linguistique se distingue radicalement de la linguistique générale par ses orientations, car elle est essentiellement guidée vers l'intervention³ et l'action citoyenne. Par contre, elle ne saurait se passer de la linguistique générale dans l'affûtage des moyens qu'elle met en œuvre pour atteindre ses objectifs. Le projet de cet ouvrage est de théoriser la linguistique du développement en parvenant à en cerner les contours, à en repérer les principaux hérauts et acteurs déterminants, à en théoriser les axiomes de base, les objectifs majeurs et moyens d'action opérationnels. Nous pourrions aboutir ainsi à une formulation prospective des conditions de réussite d'une telle démarche en relation étroite avec un environnement spécifique.

L'homo loquens et la connaissance

Les interactions entre le langage et la connaissance sont de plusieurs ordres. Ces interactions se manifestent au niveau de la perception du monde sensible, préalable à toute connaissance, au niveau de la diffusion de la connaissance, et enfin à celui de la conceptualisation de la connaissance et de la construction du concept.

Langage et culture

Les interactions entre langue et culture sont notables tout d'abord, au niveau de la perception même des faits, d'où procède toute connaissance, mais également la connaissance scientifique, y compris les systèmes culturels, et, partant, les langues qui les expriment. Comme le dit très bien Hall (1971, p. 61-62), « pour comprendre l'homme, il faut avoir une notion de ses systèmes de perception et de la façon dont la culture transforme l'information que ceux-ci fournissent ». Dans le même ordre d'idées, l'exemple désormais classique de la perception particulière de chaque langue

3. On parle aujourd'hui de *linguistique d'intervention*.

des variations chromatiques du spectre solaire illustre de façon magistrale cette transformation proprement culturelle qu'opère chaque langue particulière à partir du monde sensible.

L'analyse que propose Pottier (1992) de l'activité de langage présente l'avantage de théoriser, sur le plan linguistique, cette solidarité forte entre le domaine expérientiel et les faits de langue. Il propose un modèle de l'activité de langage qui comporte quatre paliers ou niveaux :

- le niveau de l'expérience ou niveau référentiel qui renvoie à tout ce à quoi on réfère par le biais des sens, de la mémoire ou de l'imagination;
- le niveau conceptuel qui désigne la représentation mentale que l'on se donne de l'événement au niveau de l'expérience;
- le niveau de la langue qui, s'énonçant en terme de compétence, désigne toutes les stratégies disponibles au niveau d'une langue particulière pour exprimer une idée ou des relations entre idées;
- le niveau du discours performé qui correspond au terme de l'activité de langage, c'est-à-dire au texte produit.

Ainsi, la solidarité est si étroite entre l'*expérience* et la *mise en mots* que la culture peut influencer sur cette *mise en mots* et, qu'inversement, l'humain peut opérer des choix langagiers spécifiques dans le but clairement exprimé de modifier l'expérience⁴.

C'est vraisemblablement cette philosophie qui présida à la création d'un département de *Langues et Cultures camerounaises* à l'École Normale Supérieure de Yaoundé. L'ouvrage *Langue et culture ewondo* d'Essono (2012) illustre parfaitement cette option. D'ailleurs, le lexique proposé à la fin dudit ouvrage intègre aussi bien des items liés à la culture ancestrale ewondo – *məndzáŋ*, « balafon », *ɲláy* « chantefable » – que des lexies telles que *fám* « sortie de secours », *abólí*, « pollution », ou même *ɲya*, « chambre à air », qui témoignent quant à elles d'un travail terminologique de fond effectué

4. On attribue généralement dans la Ménoua (région de l'Ouest Cameroun) à un célèbre magistrat municipal la modification de la teneur de l'échange rituel de salutations : la question traditionnelle « comment allez-vous? » appelait en principe la réponse « c'est le statu quo », littéralement « c'est toujours pareil ». Ce maire proposa, avec succès, de substituer à la réponse ancienne une autre dynamique : « cela est en train d'évoluer », « ça progresse ».

en amont. Ce travail rend lui-même compte d'une ouverture de la culture ewondo à la contemporanéité, en même temps qu'il favorise une telle ouverture.

En réalité, la complexité des interactions entre langue et société se lit aussi bien de manière rétrospective – action de la société sur la langue – que de manière prospective – action de la langue sur la société. En effet, la langue porte en elle la marque des interactions sociales. De la même façon, les phénomènes linguistiques – élaboration de dictionnaires, institution d'un standard linguistique, alphabétisation – peuvent infléchir les pratiques sociales.

Langage et circulation de la connaissance

En deuxième lieu, il faut citer l'importance capitale du langage dans la circulation de l'information, la connaissance scientifique n'étant qu'un type particulier d'information. Mains exemples tirés tant de l'histoire ancienne que de l'époque contemporaine illustrent le travail permanent d'adaptation du message pour une optimisation de sa diffusion. Le latin fut longtemps dans l'Europe christianisée l'idiome privilégié – voire exclusif – de la science ainsi que de la religion. Cette langue traverse une crise importante vers le VIIe siècle après Jésus-Christ. Les habitants de la Gaule sous domination romaine doivent adopter le latin, la langue du colonisateur. Mais les populations parlent une variété de latin très « simplifié » qui tend en fait à se pidginiser, s'écartant notablement du latin classique; bientôt, la variation linguistique est telle que le clergé se voit contraint d'élaborer une version simplifiée de la Bible en latin, pour une meilleure lisibilité par les masses : c'est la Vulgate. Mais ils doivent bientôt se rendre à l'évidence : cette version extrêmement simplifiée de la Bible n'est déjà plus comprise par le peuple. Une nouvelle action s'impose : c'est l'élaboration des Gloses dites de Richenau au siècle suivant. Tout un travail d'adaptation, de création d'un lexique spécialisé va s'effectuer pendant le passage au latin, travail rendu nécessaire du fait de la nouveauté et de la spécificité proprement culturelle de la parole messianique. Le latin classique distinguait *hostia*, « offrande aux dieux d'un corps en compensation d'une faute » et *victima*, « l'offrande d'un corps en remerciement » (Benveniste, 1966, p. 321-322). Il est intéressant d'examiner le parcours néologique qui a permis au latin ecclésiastique de récupérer le vocable *hostia* (*hostie* en français) et de l'investir, par

reconceptualisation et métaphorisation⁵, dans son sens chrétien actuel. Aujourd'hui en Afrique, au Cameroun notamment, le texte biblique existe désormais dans de nombreuses langues identitaires. L'idéal de congruence entre le véhicule de la connaissance et le contexte de diffusion dudit message a donné lieu à un certain nombre d'adaptations linguistiques (et culturelles) : création néologique, traductions, etc. afin que le texte soit le plus largement accessible aux destinataires ciblés. En réalité, bien avant les informations relatives à la sécurité alimentaire ou à la santé, le message messianique a atteint sa cible dans une langue accessible à la plupart. Mais il est de la responsabilité des chercheurs et chercheuses – et des politiques – de mettre à la disposition du plus grand nombre, c'est-à-dire de *vulgariser*, les résultats fondamentaux de la recherche actuelle, dans la mesure où ceux-ci peuvent avoir un impact bénéfique sur le quotidien.

On m'a quelquefois fait remarquer, non sans malice, que nous, Africains, avons souvent parcouru le chemin à l'inverse, en abandonnant la langue du plus grand nombre (la langue vulgaire, dans son sens étymologique). Au Moyen Âge, l'homme instruit lisait, s'exprimait, écrivait en latin, langue largement ignorée par le peuple qui croupissait dans l'obscurantisme le plus total. Il s'isolait ainsi du peuple. Il a été dit, non sans raison, que l'avènement de la Renaissance – avec l'adoption de la langue vulgaire, le français – n'est pas étranger au bouillonnement intellectuel qui donna au monde les grands esprits de ce temps. Tout se passe aujourd'hui comme si les politiques linguistiques d'Afrique noire francophone, en abandonnant la langue du plus grand nombre, s'efforçaient de réduire le plus drastiquement possible l'avènement de grands esprits. Malheureusement, ces politiques linguistiques extraverties ont eu des effets si désastreux sur la transmission intergénérationnelle des langues africaines que, dans certains contextes, les langues africaines sont complètement ignorées. Des sondages effectués au sein de la population estudiantine me l'ont confirmé. Dans ces conditions, la promotion des langues nationales n'aura probablement plus, auprès de ces publics, ni l'audience ni l'efficacité escomptées. Dès lors, est-il exagéré de dire que pour ces locuteurs en principe « natifs », il faudra sérieusement envisager pour l'enseignement des ces langues, le recours à la didactologie

5. Hostie : rondelle de pain azyme (sans levain) consacré pendant la messe pour figurer le corps sacrifié du Christ. Benveniste a fait remonter ce vocable *hostie* au verbe latin *hostire* « égaliser, compenser ».

des langues et cultures étrangères? Le réalisme voudrait que l'on prenne acte de cet état de choses, sans passion. Et que l'on en tire les conséquences qui s'imposent.

Rôle de la langue dans la conceptualisation scientifique

On sait l'importance de l'affûtage terminologique en science d'une manière générale. Si la mise en place du métalangage est déterminante pour tout développement scientifique, elle l'est davantage pendant la phase de détermination d'une nouvelle discipline ou dans l'essai de théorisation et de problématisation d'un axe émergent. Bachelard nous enseigne que la « pensée scientifique commence par une *epochè*, c'est-à-dire une mise entre parenthèses de la réalité » (1966, p. 33), des sensations brutes. Les données de l'expérience, les idées reçues, doivent faire l'objet d'une critique incessante et éclairée tant par l'intuition que par la raison. C'est par le biais d'une démarche dialectique entre l'intuition et la raison que nous posons les trois actes essentiels de la recherche scientifique. Le fait scientifique, en effet, nous dit le philosophe, est *conquis, construit et constaté*. Il est conquis sur les apparences immédiates du sensible par l'intuition rationnelle. Sa construction se fonde alors sur un ensemble de procédures admises par la communauté scientifique. L'étape du constat démontre la cohérence et la validité de l'architecture proposée pour lire le monde sensible.

Le langage, et plus spécifiquement la conceptualisation scientifique, occupe une place centrale dans l'élaboration de la science. Alors que je préparais un cours d'épistémologie pour nos étudiants de la faculté des sciences, il y a plusieurs années, je leur avais fait découvrir un document qui m'avait vivement enthousiasmée et définitivement séduite. Dans le *Discours préliminaire au Traité élémentaire de Chimie*, Lavoisier s'exprimait en ces termes :

Tandis que je croyais ne m'occuper que de nomenclature, tandis que je n'avais pour objet que de perfectionner le langage de la chimie, mon ouvrage s'est transformé insensiblement entre mes mains sans qu'il m'ait été possible de m'en défendre, en un traité de chimie. L'impossibilité d'isoler la nomenclature de la science et la science de la nomenclature tient à ce que toute science physique est en principe formée de trois choses : la série des faits qui constituent la science;

les idées qui les rappellent; les mots qui les expriment [...] et comme ce sont les mots qui conservent les idées et les transmettent, il en résulte qu'on ne peut les perfectionner sans perfectionner la science, ni la science sans le langage, et que, quelque certains que fussent les faits, quelque justes que fussent les idées qu'ils auraient fait naître, ils ne transmettraient encore que des impressions fausses, si nous n'avions pas des expressions exactes pour les rendre (Lavoisier, 1770, p. 10).

Il me plaît de citer ici l'un des grands chimistes des temps modernes, lui qui eut l'intuition rationnelle que la combustion n'entraînait pas une perte, mais plutôt un gain de matière, révolutionnant ainsi le paradigme admis à cette époque.

Incontestablement, la construction du concept, mais également de l'objet est indissociable de la science. Qu'est-ce que l'entreprise de Saussure sinon un processus de construction de l'objet de la linguistique, réflexion systématique sur l'observable – oral ou écrit – que représente la langue et qui dit le monde, les êtres et événements de ce monde? Concomitamment, la construction de l'objet de la linguistique reste, chez lui, indissociable de l'élaboration des outils conceptuels qui lui donnent forme. Est-ce un fait fortuit, ou une tendance archétypale de l'humain à polariser sa démarche réflexive ou encore un choix stratégique de binarités scolaires en vue d'une plus grande efficacité didactique? Toujours est-il que Saussure et les post-saussuriens sont profondément marqués par la dualité. Au commencement, dualité – bifacialité – du signe linguistique, constitué d'un signifiant et d'un signifié, d'un concept et d'une image acoustique. Puis, la récurrence frappante des oppositions binaires désormais classiques : langue *vs* parole; social *vs* individuel; synchronie *vs* diachronie; arbitraire *vs* motivation; valeur *vs* signification; essentiel *vs* accessoire, etc. Chez Chomsky, tout un cadre théorique s'organise autour de l'opposition compétence *vs* performance, concepts centraux qui ne représentent pourtant pas, contrairement aux apparences, la réplique générativiste de l'ancien couple langue/parole. Dans cette perspective, la compétence n'est pas un système de signes stockés dans la mémoire d'une communauté linguistique, mais un système de règles permettant à un locuteur de *générer* et d'interpréter un nombre infini de phrases dans la langue envisagée. Là encore, je note la création d'un concept, le *générativisme*, en rapport direct avec le paradigme proposé.

La construction du concept

De la théorisation proposée par Pottier (1992) pour rendre compte du parcours de sémiotisation, je peux tirer des éléments pertinents pour tenter une reconstruction du concept dans le cadre du discours scientifique qui n'est, au fond, qu'une des modalités spécifiques du discours. Aussi je considère que la conceptualisation, à l'instar de la sémiotisation, s'élabore en un processus que l'on peut décomposer en quatre étapes :

- en premier lieu, le chercheur ou la chercheuse fait l'expérience d'éléments nouveaux qui interpellent ses sens, son intelligence ou son imagination;
- puis, il ou elle se donne une représentation mentale des différentes facettes de l'événement perçu empiriquement;
- ensuite, il ou elle sollicite sa compétence linguistique et toutes les stratégies disponibles de la langue particulière usitée afin de conférer une forme matérielle à cette représentation mentale, compte tenu des différents paramètres retenus comme significatifs – et désormais définitoires;
- la dernière étape consiste en l'intégration du concept nouvellement élaboré au niveau du discours performé d'abord par le chercheur lui-même ou la chercheuse elle-même; puis ce concept pourra s'imposer plus ou moins fortement dans le métalangage de la communauté scientifique concernée⁶.

La mise en place d'un métalangage, ou même la construction d'un seul concept représente un travail de sémiotisation laborieux dont on trouve quelquefois les traces dans le *travail de formulation* du discours scientifique. Au niveau des marques graphiques, on note le rôle important des guillemets dans la construction du discours scientifique : en comparant la reproduction de certains textes, on remarque, par endroits, la disparition des guillemets, indice de l'évolution interne que peut connaître un discours. Comme le note

6. Car dans un contexte caractérisé par la généralisation des TIC et la connaissance partagée, une des particularités de la science moderne est la diffusion de ses résultats et son pendant, l'exposition à la critique de ses avancées.

très justement Mohamadou Ousmanou (2008), les signes graphiques sont d'autant plus significatifs qu'ils consolident les acquis de la théorie, les autres marques d'évolution étant à trouver du côté de l'énonciation⁷.

Il est intéressant de mener une analyse de quelques occurrences du guillemetage dans le discours de Morel. Dans le passage suivant, les guillemets qui encadrent le groupe « petits mots » apportent une information capitale à la définition : « Ce chapitre a pour objet de présenter le rôle spécifique d'un certain nombre de 'petits mots' qui balisent l'oral, dont certains (prépositions et conjonction de coordination) sont, on le verra, depuis longtemps répertoriés dans l'analyse de l'écrit » (Morel, 1998, p. 94).

J'adhère totalement à l'analyse selon laquelle, au-delà de la petitesse des mots, la typographie trahit une certaine insatisfaction de la théoricienne quant à cette désignation. La difficulté réside dans l'absence d'un terme qui puisse convenir afin de nommer le nouveau concept, le *ligateur*, puisque c'est de lui qu'il s'agit. L'indéfini « certains », suivi de la parenthèse qui énumère une classe limitée de mots, appuie par ailleurs toute la difficulté à mettre en mots le concept. Ce dernier est d'abord perçu au niveau des opérations mentales préverbales qui précèdent la sémiotisation. Loin de varier au gré des humeurs du scripteur, la présence et l'effacement d'un signe graphique sont porteurs de sens. Notamment, le *guillemetage* des notions et son contraire, le *déguillemetage*, balisent le discours « vers une certification de la connaissance ».

L'émergence d'un concept nouveau se justifie par le contexte sociohistorique et scientifique. Bien souvent le chercheur ou la chercheuse ressent la nécessité de contextualiser le néologisme proposé. C'est le cas du concept de *bilinguisme identitaire* proposé dans un contexte national où le terme « bilinguisme » renvoie presque automatiquement à la connaissance tant individuelle que sociale des deux langues officielles que sont le français et l'anglais. Tadadjeu a explicité le sens du concept ainsi que son contexte d'émergence : « le *bilinguisme identitaire* comprend [donc] la langue maternelle (L1) que l'enfant parle déjà en arrivant à l'école, et la langue officielle première qu'il découvre progressivement à l'école » (Tadadjeu, 2003, p. 6). Concernant le contexte historique de ce néologisme, il explique

7. L'auteur examine notamment le rôle des adverbes modaux dans la construction d'une pertinence scientifique relativement à l'instance réceptrice qui est la communauté scientifique.

que dans les années 80, il avait réussi à faire admettre le concept de *bilinguisme officiel* pour désigner exclusivement cette connaissance individuelle du français et de l'anglais. Puis dans le cadre de ses travaux visant l'intégration de la langue maternelle à l'école, la configuration en deux langues officielles associées à la langue maternelle a conduit à l'adoption du concept de *trilinguisme extensif* appliqué à l'enseignement des langues dans l'enseignement secondaire. Cependant, le modèle pédagogique préconisé pour l'intégration des langues maternelles à l'école prévoyait un premier palier caractérisé par l'utilisation conjointe de la langue maternelle de l'enfant (L1) ainsi que de la langue officielle principale de la région concernée (LO1); c'est alors qu'il proposa un nouveau concept doté d'une réelle efficacité opérationnelle, celui de *langue officielle première*. Il s'agit donc du français pour les francophones et l'anglais pour les anglophones. Précisons tout de même que « francophone » et « anglophone » correspondent chacun bien souvent à une caractérisation maximale d'une pratique minimale puisque qu'il suffit d'être originaire de l'une des huit provinces de l'ancien Cameroun sous protectorat français pour assumer, d'emblée, la caractérisation de *francophone*, quelle que soit par ailleurs sa compétence effective en français.

La théorie de la grammaire de l'intonation (GI), initiée par Morel et Danon-Boileau à l'Université Paris 3, offre aussi un exemple du lien entre théorisation et construction du concept. Là encore, les concepts de base de la GI – *ligateur*, *indice posturo-mimo-gestuel*, *locuteur vicariant*, *repli égocentré*, etc. – ont été élaborés progressivement, au fur et à mesure des besoins de la description et de l'interprétation scientifique des faits. Il est vrai que devant un concept donné, l'évidence de son opérationnalité et son figement subséquent peuvent laisser l'illusion tenace que le concept n'est que le reflet du réel, une traduction du monde sensible. Pourtant, le concept reste une pure construction de l'esprit, une interprétation du réel. Le lecteur ou la lectrice de la GI ne peut que se sentir fortement impressionné-e par la prodigieuse force de la conceptualisation et de la reconceptualisation, toujours en quête d'une formulation, plus précise et plus *élégante*, tant il est vrai que l'élaboration d'un concept doit, autant que possible, procéder d'un souci non seulement d'exactitude, mais encore d'intégration harmonieuse dans l'ensemble de la théorie. Chaque chercheur ou chercheuse engagé-e dans une démarche d'affûtage conceptuel fait l'expérience, à un moment

ou à un autre de sa carrière, de cette exigence d'ordre scientifique, mais aussi esthétique qui, lorsqu'elle semble comblée, le gratifie d'un sentiment jubilatoire très comparable à celui que procure l'approche de l'absolu.

J'évoquerai, pour terminer, une expérience personnelle. J'avais eu l'intuition, à l'occasion de la préparation d'un colloque à l'Université de Ngaoundéré en 1999 par Hamadou Adama sur le thème « l'Université et son environnement », que la langue pouvait, à des titres divers, être associée aux efforts de développement dans son environnement historique. Au fil des années, de mes travaux de terrain et de mes lectures, un agrégat de traits saillants, récurrents, mais étrangement dispersés s'est imposé à ma conscience, presque à mon insu. C'est ainsi que, progressivement, j'ai conçu l'idée qu'il serait logique de rassembler, dans l'espace d'un même champ disciplinaire, des recherches animées par une même philosophie, une même problématique, mais jusque-là abritées chacune sous des labels divers. Linguistique, sociolinguistique, terminologie, linguistique appliquée, etc., autant de champs divers qui ne permettaient guère de percevoir l'unité fondamentale des préoccupations de tout un faisceau de recherches orientées vers une même finalité : la réduction de la précarité communicationnelle en vue d'une maîtrise de l'environnement dans son sens le plus large. La nécessité s'imposait de repérer les jalons épistémologiques du discours sur le développement qui s'écrivait à plusieurs voix dans les sciences du langage.

2. Vers une épistémologie de la linguistique du développement

[La] science normale désigne la recherche solidement fondée sur un ou plusieurs accomplissements scientifiques passés, accomplissements que tel groupe scientifique considère comme suffisants pour fournir le point de départ d'autres travaux.

Thomas Kuhn, *La Structure des révolutions scientifiques*, 1983.

De l'épistémologie comme *méta-science*

Prenons, par exemple, la formule $g = f \text{ (mm}'/d^2)$ qui indique, nous dit-on, que « l'attraction entre deux corps est proportionnelle au produit de leurs masses et inversement proportionnelle au carré de la distance qui les sépare ». Cette formule est un énoncé théorique. Par contre, lorsque nous disons « la physique se donne pour objectif de décrire le monde sous la forme d'un ensemble de lois universelles », nous sommes dans le domaine méta-scientifique. L'épistémologie n'est rien d'autre qu'une méta-science (méta = qui enveloppe, qui dépasse). Littéralement, le terme *épistémologie* – des éléments grecs *épistémè* « connaissance » et *logos* « discours » – est en effet paraphrasable en « discours sur la science ». Si l'on consulte des sources diverses, on observe naturellement quelques nuances dans les définitions proposées.

J'ai examiné, d'une part, un dictionnaire de langue, *Le Robert*, et d'autre part un dictionnaire spécialisé, le *Vocabulaire des études philosophiques* d'Auroux et Weil (1994). *Le Robert* donne, à l'entrée *épistémologie*, les gloses suivantes : a) étude critique des sciences, destinée à déterminer leur origine, leur valeur et leur portée; b) issu de l'anglais *epistemology*, le second sens enregistré renvoie à la théorie de la connaissance et à sa validité. Dans cette seconde glose, on le constate, la nature de la connaissance n'est pas spécifiée. Il pourrait s'agir d'une connaissance non scientifique, de légendes par exemple ou de mythes. Le *Vocabulaire des études philosophiques* d'Auroux et Weil (1994) enregistre, quant à lui, pour le terme *épistémologie*, deux sens sensiblement différents, mais non exclusifs l'un de l'autre. En premier

lieu, il renvoie à l'examen critique de la science, c'est-à-dire la branche philosophique des sciences; les sciences sont alors considérées comme données, aussi bien dans leurs développements que dans leurs résultats. En second lieu, est enregistrée une acception plus large : à la suite des auteurs anglais comme Peirce, le terme *épistémologie* désigne la théorie de la production et des normes de la connaissance scientifique. Il est signalé que le terme *gnoséologie* est quelquefois utilisé comme un synonyme, mais il renvoie en fait non pas à la connaissance scientifique, mais à la connaissance au sens large.

Je retiens, pour ma part, que l'épistémologie désigne la théorie de la connaissance scientifique, de ses méthodes, de sa validité et de sa portée. En réalité, ainsi définie, la réflexion épistémologique apparaît comme une activité proprement constitutive de la démarche scientifique. Comment, en effet, s'engager dans une telle démarche sans jamais réfléchir sur la valeur de ses méthodes d'observation, de collecte, de traitement des données? Comment faire l'économie d'une réflexion sur la validité ou la portée des résultats produits? Il apparaît qu'en fait, tout(e) chercheur ou chercheuse est un peu épistémologue sans le savoir. Me penchant, dans le cadre de cette étude, sur la linguistique du développement¹ en tant que corps de connaissances scientifiques en voie de constitution sur le langage et visant l'amélioration de la communicabilité des messages en contexte de précarité, je cherche donc plus spécifiquement à explorer ses méthodes, sa validité, et sa portée. La validité de la recherche est liée aux méthodes adoptées, mais aussi, en amont, à l'expression sans ambiguïté du format de la recherche (problématique, objectifs, etc.)

Par ailleurs, je voulais entendre par « portée d'une science » l'impact, l'influence que peut avoir cette science sur l'expérience. Il me semble évident que la portée de la recherche scientifique ne se mesure pas exclusivement à l'aune de ses applications pratiques ni de ses effets sur la société. L'un des présupposés théoriques de la linguistique du développement consiste en la volonté du chercheur ou de la chercheuse de résoudre un problème concret de la société. Au demeurant, de tous les temps, les plus grand-e-

1. J'avais au départ formulé « linguistique de développement » dans le volume présenté dans le cadre de l'Habilitation à diriger des recherches en 2009, contre l'avis de mon ami Henry Tourneux. J'ai depuis adopté la formule « linguistique du développement » qu'il m'avait conseillée. Aujourd'hui, on admet aussi bien qu'il s'agit d'une « linguistique de développement » ou « pour le développement ».

s savant-e-s ont mené une activité réflexive sur leur démarche d'hommes et de femmes de science et de citoyen-ne-s, en même temps qu'ils et elles furent des mathématicien-ne-s ou des physicien-ne-s de génie. Concernant la portée de la science, il faut reconnaître que la position des scientifiques a grandement évolué depuis la fin du 19^e siècle. En effet, cette science s'est développée selon un paradigme dans lequel l'activité scientifique est idéalement isolée des réalités sociales, selon des postulats d'objectivité absolue, de rationalité universelle et même de scientisme. Comme le rappelle Blanchet (2000), ce positivisme concernait les sciences de la nature (physique, génétique, chimie...), mais aussi celles de l'humain. Cet auteur relève fort pertinemment le double sens du verbe *isoler*. Il a le sens positif de « protéger », mais également celui, négatif, d'« enfermer ».

On retrouve ce paradigme « classique » dans les sciences du langage. La tendance la plus dure de cette linguistique soutient que les conséquences pratiques des découvertes scientifiques ne concernent pas l'homme ou la femme de science, dont le seul but est la recherche de la « vérité », laquelle reste vérité supérieure, quoiqu'en fassent les utilisateurs. À ce propos, nous lisons sous la plume d'Auroux – mi-agacé, mi narquois –, que l'éthique scientifique

développée par les linguistes depuis la seconde moitié du XIX^e siècle repose sur le refus absolu de toute considération pratique. Cette attitude a sa source dans une conception extrêmement limitée de ce qu'est la pratique scientifique. Il semble aux linguistes que le statut "scientifique" ne se puisse assumer qu'à condition de ne pas intervenir dans la réalité de leur objet (Auroux, cité par L'église, 2000, § 2).

L'attitude des linguistes visé-e-s est à replacer dans son contexte historique. D'ailleurs, sommes-nous totalement affranchi-e-s de la philosophie de Port Royal pour laquelle la langue n'était pas encore perçue comme une institution humaine, mais une espèce quasi naturelle, soustraite à la *volonté et à l'action* des locuteurs et locutrices?

Aujourd'hui, sans s'inverser totalement, cette tendance connaît une évolution progressive : dans certains environnements sociaux ou politiques, l'impact visible des résultats de la recherche en sciences humaines et sociales est en passe de devenir un des critères importants de validité de l'activité scientifique. Dans le domaine africaniste ou occitaniste,

l'orientation est intrinsèquement interventionniste : des chercheurs et chercheuses mènent des études fondamentales sur le *corpus* et le *statut* des langues, mais pour beaucoup, la finalité réside dans l'intégration de ces langues dans une dynamique éducative ou, beaucoup plus récemment, communicationnelle. Sont concerné-e-s, au fond, tous ceux et toutes celles dont les recherches ont pour objet des langues ou des variétés de langues non majoritaires dans un espace territorial linguistiquement complexe. Citons également un pan des recherches menées dans le cadre de l'Équipe d'Accueil 1485 à l'Université Sorbonne Nouvelle, explicitement orientées vers la réduction de pathologies comme l'aphasie et la compréhension de phénomènes comme l'autisme. Dans tous ces contextes, l'implication citoyenne et politique du chercheur ou de la chercheuse tend à devenir un impératif catégorique. Mais là comme en toute chose, il convient de rester mesuré-e et de se garder d'un terrorisme intellectuel qui deviendrait, à terme, fatal à la recherche tant fondamentale qu'appliquée.

En considérant l'éthique comme une réflexion sur la valeur des comportements humains, et les sciences – singulièrement celles du langage, un exemple de comportement –, nous pouvons nous interroger sur la dimension éthique de toute recherche. Quelle est la valeur de mon questionnement par rapport aux travaux antérieurs? Par rapport au contexte social, politique, scientifique? Quelle est la valeur de l'objet que je construis? Quelle est ma responsabilité de chercheur ou chercheuse par rapport à mes résultats et à leur diffusion éventuelle? Dans le domaine de la linguistique, une recherche portant sur les langues en danger, ou le développement de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la *francographie*, est-elle dénuée de tout parti pris théorique? Il est de plus en plus évident aujourd'hui qu'une réflexion sur la science ne peut se départir d'une réflexion sur l'éthique des actions de la recherche, c'est-à-dire sur leur sens, leur finalité et leur valeur.

En fait, la science d'aujourd'hui devient le théâtre d'un conflit de valeurs. « Éthique et science dans la globalisation », tel était le thème principal d'un colloque qui s'est tenu à Mexico en 2006. J'ai appris à ce propos, dans le paragraphe intitulé « La globalisation, changement de contexte », que

Toutes les interventions ont souligné qu'avec la mondialisation, les contextes de la recherche deviennent plus complexes. La science n'est, de toute évidence, plus uniquement inspirée, si elle l'a jamais été, par la simple curiosité et le désir de repousser les limites du

connu. La demande sociale joue un rôle majeur pour abrégé le temps qui sépare l'obtention des résultats de leur mise en application. Les pressions des marchés sont plus importantes, les tensions plus fortes, les conflits d'intérêts exacerbés. On s'est longtemps interrogé sur les entorses à l'éthique qui s'en suivent et les conséquences qu'elles peuvent avoir, en particulier sur les populations les plus démunies (Chifflet, 2006, p. 71-72).

De plus en plus, la science contemporaine s'éloigne du paradigme isolant. Ce que l'on a appelé la « publicisation » de la science a pour conséquence d'encourager la participation du plus grand nombre à des débats qui engagent l'avenir de tous en même temps qu'ils augmentent la masse critique dans l'ensemble de la société. Mais de façon paradoxale, ce débat présuppose lui-même que la société soit suffisamment informée, c'est-à-dire qu'elle a atteint un degré suffisant d'*alphabétisation scientifique*.

Dans le domaine des recherches linguistiques pour le développement, beaucoup a été fait par l'Université, le PROPELCA², le Centre ANACLAC³, la SIL⁴... et même des chercheurs et chercheuses isolé-e-s, mais beaucoup reste à faire pour développer les langues relativement à leur corpus et à leur statut : les deux démarches me semblent profondément solidaires l'une de l'autre. Des progrès importants ont été accomplis sur le plan de l'instrumentalisation des langues, ainsi que sur le plan de leur didactique. Des grammaires, des lexiques et des contenus divers ont été élaborés. Malgré tout cela, les politiques linguistiques accusent un retard certain que de nombreux chercheurs et chercheuses déplorent.

Il n'est pas impossible qu'une attention insuffisante portée au développement systématique du statut ait gravement hypothéqué le développement du processus. En d'autres termes, les chercheurs et chercheuses ont peut-être sous-estimé l'importance d'une action de promotion systématique du statut et des fonctions réels des langues identitaires. Ils et elles ont, dans un premier temps, consacré toute leur énergie et leur expertise à mener des études descriptives souvent très fines, à développer des systèmes d'écriture, à travailler sur le corpus des langues.

2. PROPELCA : Programme Opérationnel pour l'Enseignement des Langues au Cameroun.

3. ANACLAC : Association Nationale des Comités de Langue du Cameroun.

4. SIL : Société Internationale de Linguistique (Summer Institute of Linguistics).

Mais ils et elles ont vraisemblablement évolué pour beaucoup dans une démarche « isolante », pas suffisamment en prise avec les urgences du terrain : ces langues pour lesquelles ils et elles travaillaient d'arrache-pied étaient en train de perdre leurs utilisateurs et utilisatrices potentiel(le)s, leurs fonctions primaires étaient en train de se laisser corroder par d'autres langues d'un statut plus affirmé; les valeurs culturelles véhiculées par ces codes linguistiques perdaient du terrain. Bref, ils et elles menaient un travail de Sisyphe dans un contexte de conflits de valeurs profonds aboutissant à un étiolement linguistique dont on ne soupçonnait pas l'ampleur. En effet, à quoi servirait-il de mettre au point une grammaire du *masa* si, pour une grande partie de la cible potentielle, le *masa* est devenu une langue étrangère, sans prestige et sans fonction socialement reconnue?

Une rupture épistémologique?

L'association des concepts *sciences du langage* et *développement* n'est pas, n'en déplaise aux positivistes irréductibles, une association contre nature. Elle constitue à elle seule la preuve matérielle que nous assistons à la naissance d'un nouveau paradigme.

Naguère, en effet, on ne prenait en compte que les éléments strictement matériels pour définir le développement. Ce dernier renvoyait exclusivement au domaine économique. L'Indice de développement Humain (IDH) ne faisait pas encore partie des agrégats nécessaires à l'évaluation globale du développement. C'est pourquoi lorsque nous, spécialistes des sciences du langage, évoquions naguère notre participation à des projets de développement, c'est-à-dire la contribution au développement de notre champ de connaissance, il n'était pas rare que l'on nous lance des regards suspicieux, ou pire, amusés et condescendants. À qui donc voulions-nous faire croire qu'il existait un quelconque rapport entre la linguistique et le développement?

Mais qu'entend-on par développement? Pour ce qui est de ce vocable, il faut d'emblée remarquer qu'il constitue déjà une notion complexe en économie, son domaine de prédilection. Dans le champ de la linguistique, le concept de *développement* revêt une acception particulière. L'ouvrage *Sociolinguistique. Concepts de base* de Moreau (1997) ne prévoit aucune entrée pour ce terme très usité chez les linguistes africanistes. En

linguistique africaniste, *développement* renvoie à la modernisation du matériau langue. Dans cette perspective, développer une langue, c'est élaborer sa phonologie, doter cette langue d'une écriture, de matériels didactiques, d'une littérature scientifique, etc. Mais dans l'expression *linguistique du développement*, ce terme est pris dans son sens économique et social.

Comment ai-je procédé pour déterminer les lignes de force de ce champ spécifique? J'ai d'abord regroupé sous une même visée un ensemble de travaux de linguistique qui me semblaient relever de la linguistique du développement. À partir de la base ainsi constituée, j'ai adopté une démarche interprétative en procédant par induction. Ainsi, j'ai pu remonter des faits empiriques à des principes généraux en examinant les résultats, mais aussi les objectifs et présupposés tels qu'ils étaient annoncés de façon explicite ou non par les différents textes consultés. Une large gamme de travaux en sciences du langage pourrait se réclamer de la linguistique du développement; d'autres, sans s'inscrire *a priori* dans cette mouvance, sont régulièrement réinvestis dans une perspective développementaliste. Il semble clair, par exemple, que des travaux de réaménagement lexicographique dans des domaines techniques ou innovants ne sont possibles, et n'ont de pertinence que si une phase purement descriptive se déroule en amont. L'élaboration d'un technoclecte en *munday* est nécessairement subordonnée à une connaissance en profondeur de cette langue, de la structure de son lexique, de ses ressources dérivationnelles, et de la culture des Moundang.

Les grandes lignes susceptibles de contribuer à la fondation d'une linguistique du développement se déclinent en quelques repères forts tels que la justification et le contexte d'émergence, la problématique, les principes de base, l'actualité de la démarche, les concepts centraux.

Justification et contexte d'émergence

La justification d'une linguistique du développement passe par le repérage de ses difficultés potentielles de reconnaissance. Dans l'inconscient collectif, les linguistes, mais également les autres chercheurs et chercheuses en sciences humaines et sociales, sont considéré-e-s comme des êtres évoluant dans des sphères éthérées, et c'est justement cette

absence supposée de connexion avec la réalité qui semble les disqualifier non en tant que chercheurs et chercheuses, mais en tant qu'acteurs et actrices du développement. Pourtant, le langage se situe au centre de toute activité spécifiquement humaine; l'humain étant *homo loquens*⁵, « humain parlant » avant d'être *homo sapiens* – sa condition d'*homo sapiens* est subordonnée à celle d'*homo loquens*. En amont de toute action, la pensée d'un humain se structure au travers d'une langue particulière. En aval, c'est encore la langue qui lui permet d'interagir avec ses semblables dans tous les domaines. Le ou la spécialiste des sciences du langage ne saurait donc apparaître comme un intrus dans une activité humaine, quelle que soit l'activité envisagée. Or, les démarches en vue du développement ne constituent qu'un pan de l'activité humaine.

L'on pourrait se demander comment se met en place une linguistique explicitement orientée vers la promotion du progrès socioéconomique, car une science se développe généralement en prenant le contre-pied de l'existant. Ainsi que le rappelle Grawitz, la linguistique de Saussure se détermine contre une tendance à la réduction de la langue à un matériau physique, phonétique en l'occurrence, car il considère la langue comme un fait social.

Les dernières années du XVIIIe siècle et les premières du XIXe constituent un tournant décisif. On découvre une parenté entre le latin, le grec, le sanskrit et les langues germaniques et l'on fait l'hypothèse qu'elles dérivent toutes d'une langue mère, l'indoeuropéen. [...] Plus qu'au détail des recherches en grammaire comparée, il faut être sensible aux conséquences sur la démarche du linguiste (Grawitz, 2000, p. 317).

Ces chercheurs et chercheuses recherchent des lois d'évolution naturelle, considèrent la langue comme un objet physique soumis à des lois d'évolution naturelle : ils et elles évacuent complètement la dimension psychologique et sociale de la langue. La linguistique de Saussure se détermine en privilégiant la synchronie et en se démarquant de l'étude historique comparatiste.

5. Voir le chapitre 1.

En réalité, aucun discours scientifique ne se développe en l'absence totale de paramètres historiquement situables. La démarche heuristique est bien souvent déclenchée, non par la curiosité scientifique, mais par une nécessité sociale. Grawitz a montré comment l'expérience de la guerre a influencé le développement des sciences sociales. L'autrice démonte les réactions en chaîne découlant d'un fait historique : c'est par ce type de réaction que le développement des pays du Tiers-Monde pose à l'ethnologie le problème de la signification et de la valeur de la civilisation occidentale.

Aujourd'hui, une linguistique du développement voudrait s'impliquer, avec les moyens spécifiques qui sont les siens – traduction, innovation terminologique, planification linguistique, etc. –, dans la transformation du champ social et l'amélioration des conditions de vie de l'humain. Elle émerge dans un contexte socio-économique caractérisé par l'échec plus ou moins visible de politiques ayant ignoré la dimension humaine du développement. Une telle linguistique n'est possible que du fait de la solidarité de la langue et de la société affirmée par Meillet et bien d'autres. Mais l'ambition de l'étape présente n'est pas tant de problématiser la relation de connivence entre la langue et la société que de montrer que c'est précisément cette connivence incontestée qui fonde l'implication citoyenne du/de la linguiste relativement au développement humain.

De la problématique et de quelques questions polémiques

Dès lors, une problématique se met en place que l'on pourrait présenter ainsi : outre la volonté de promouvoir le bien-être humain d'une part, et la difficulté de mettre en place des politiques efficaces de réduction de la pauvreté d'autre part, il s'avère nécessaire de rechercher ailleurs que dans les facteurs strictement économiques les causes profondes des pesanteurs constatées.

Il se trouve que l'insuffisance qualitative des actions d'information et de communication menées réduit notablement l'implication des populations cibles, lorsqu'elle ne biaise pas complètement l'impact escompté. Les populations ont en effet besoin de l'information pour répondre efficacement non seulement aux défis qui résultent des mutations sociétales actuelles, mais aussi aux opportunités qui y sont inévitablement liées. Eldridge Mohammadou, de regrettée mémoire, aimait à citer l'exemple d'un

contresens redoutable né de la confusion entre le français « tasse » et le fulfulde « taasa »⁶, désignant quant à lui une soupière émaillée d'une contenance nettement supérieure à celle de la « tasse ». Lorsque l'on sait qu'il s'agissait d'une campagne d'éducation pour la sécurité alimentaire visant, dans le cas d'espèce, à encourager la consommation régulière d'une « tasse de lait », on peut imaginer l'importance des désagréments engendrés par une telle confusion pour la santé des auditeurs et auditrices⁷. En tout état de cause, une communication insuffisante ou inappropriée peut aboutir, comme dans le cas d'espèce, au résultat contraire et constitue, de ce fait, l'un des écueils sur lesquels achoppent les discours institutionnels dans les domaines classiques de la communication visant le développement. La communication s'opérant par des ressources verbales et non verbales, la linguistique du développement s'attache potentiellement aux deux niveaux; elle optimise ou met en place les outils et procédures pour un meilleur impact des discours diffusés dans le cadre de la promotion du bien-être humain.

La problématique ainsi déclinée suppose un questionnement complexe à propos de toutes les instances de la conception, ainsi que de la circulation du message. Sans vouloir épuiser les questions sous-jacentes, citons-en quelques-unes. L'exemple cité au paragraphe précédent met en lumière la question polémique « Quel message? » Par ailleurs, le messenger peut être tout aussi important que le message lui-même. La question « Qui doit ou qui peut le dire? » est en effet un autre des éléments centraux du questionnement : une information diffusée dans la presse, par exemple, ne vaut que par rapport à l'organe qui la relaie. Si nous nous situons dans le cadre du Cameroun ou d'un pays plurilingue, « dans quelle langue faut-il articuler le discours? »

Cette complexité de la situation camerounaise ne se mesure pas seulement à l'aune de la pluralité des langues : pour la même langue, par exemple le peul dans la zone septentrionale du Cameroun, deux variétés concurrentes se partagent le champ de la communication : une variété caractérisée de littéraire, et une variété véhiculaire, pratiquée par les locuteurs non natifs, bien évidemment, mais aussi par les couches jeunes de la population native. Dans ce contexte, la recherche des stratégies

6. [s] ici est une sifflante sonore, d'où la confusion.

7. Il s'agissait d'une campagne radiophonique.

pertinentes ne peut faire l'économie d'une réflexion poussée sur ces deux variétés pour une meilleure congruence des messages relativement au groupe visé. Une fois ce choix effectué, il faudra que les communicateurs et communicatrices établissent – sur la base de paramètres précis – le canal ou plus vraisemblablement les canaux par lesquels circuleront les messages à produire. *Quel sera le support le plus approprié* dans un environnement culturel donné? Comment utiliser les médias audiovisuels? Quel parti pourra-t-on tirer des médias traditionnels (contes, chants dialogués féminins, chant exécuté en solo, etc.) bien connus dans nos cultures?

Quelques figures de proue

Un certain nombre de chercheurs et chercheuses s'affirment justement comme les figures de proue de ce champ spécifique. On peut citer parmi ces pionniers Bot Ba Njock, Bearth, Beban Chumbow, Diki-Kidiri, Tadamjeu, Tourneux et Sylla⁸, entre autres. Ces chercheurs sont de ceux qui, depuis vingt ou trente ans, ont mené avec opiniâtreté des actions de recherche pour que soit reconnue par les décideurs de tous horizons – mais également par certains de leurs confrères et consœurs linguistes – la contribution d'une recherche en sciences du langage dans la mise en place de stratégies en faveur du développement. Il n'est pas indifférent que certains d'entre eux aient doublé leurs actions de recherche par des interventions de plaidoyer.

Principes de base

D'autres, comme Mutaka (2011), Bitjaa Kody, ou même l'autrice du présent ouvrage, s'y sont résolument engagés à date plus récente. Mais l'on retrouve chez tous de manière plus ou moins affirmée, explicitement ou non, des convergences théoriques édifiantes. Si l'on examine les travaux de tous ces chercheurs et chercheuses, on y repère rapidement tout un ensemble

8. Cofondateur de la Société Africaine d'Éducation et de Formation pour le Développement (SAFEDOD),

de traits communs en termes de principes de base⁹, de méthodes, d'axes prioritaires de recherche et d'action. J'ai ainsi pu dégager les six principes ci-dessous.

1. Le concept de développement est entendu comme un processus holistique qui permet aux êtres humains d'accéder à un mieux-être non seulement au plan économique, mais aussi sur les plans prioritaires de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de l'environnement, etc.
2. Il y a une exigence de participation du plus grand nombre - et singulièrement des plus démunis - au processus de développement global d'une nation.
3. L'épanouissement individuel, comme celui de toute la société, passe aussi par la réduction de la dépendance communicationnelle.
4. La création, la circulation et le partage de savoirs sont facteurs de progrès. Or, le manque de congruence entre le contexte et les stratégies de communication (langues utilisées, supports sollicités, etc.) peut en hypothéquer gravement le processus.
5. Nonobstant la complexité des situations sociolinguistiques africaines, le patrimoine linguistique, sous réserve d'une gestion adéquate, a son rôle à jouer pour soutenir le développement en vue d'une certaine durabilité.
6. L'école ne constitue pas l'espace exclusif de promotion des langues identitaires.

Remarquons que les deux premiers points impliquent la notion de gouvernance, entendue comme une démarche de concertation et d'implication responsable du plus grand nombre dans la prise de décision. Elle suppose donc une information compréhensible et accessible au citoyen. La notion de gouvernance est intimement liée à celle de développement.

Évolution des priorités : « culturalistes » vs « ingénieristes »

La théorisation de la relation entre langue et société en général n'est pas récente, loin de là. Celle de la relation particulière entre langue et développement l'est davantage. Elle s'enracine dans une théorisation

9. Il s'agit bien ici de *principes de base*, et non d'*axiomes*. La démontrabilité de ces principes de base est bien établie.

explicite de la gestion des ressources linguistiques disponibles. Ces ressources se définissent en termes de répertoire et de statut des langues (extension des répertoires, renforcement des fonctions des langues, question d'institutionnalisation et de prestige) aussi bien qu'en termes de corpus (instrumentalisation, aménagement terminologique).

En ce qui concerne le renforcement des fonctions des langues identitaires, il me semble noter une évolution dans la perception des priorités de l'ensemble de ces différents chercheurs et chercheuses : d'une approche « culturaliste » à une approche « ingénieuriste ».

L'approche « culturaliste »

On a d'abord cru, et cela pendant des décennies, que la scolarisation était l'espace privilégié de la valorisation des langues africaines. Il semblait alors évident que le meilleur créneau pour une telle option ne pouvait être que leur intégration dans le système éducatif. Nous avons caractérisé cette approche particulière de *culturaliste*, car l'objectif clairement exprimé ici est la sauvegarde des valeurs culturelles.

Les chercheurs et chercheuses opérant dans cet axe s'impliquent dans l'action pédagogique, la didactique des langues et des cultures. Cette vision admet comme soubassement théorique le principe selon lequel la langue est le véhicule d'une culture particulière. De plus, il est établi que l'intégration culturelle par le biais de la langue comporte des conséquences positives sur le plan pédagogique (UNESCO, 1953). Cette éducation intégrée doit avoir pour objectif, selon Tadjadjeu, le « trilinguisme extensif ». En effet, en dehors de la langue officielle, « à partir du secondaire, l'élève pourra apprendre une autre langue camerounaise appelée "langue d'ouverture" » (Tadjadjeu, 2003, p. 6).

Les arguments forts de la vision culturaliste se fondent ainsi sur un certain nombre de postulats liés au premier chef à l'enracinement et l'enrichissement culturels et non au progrès socioéconomique comme ce sera le cas dans l'axe ingénieuriste. Nous pouvons notamment citer :

- le besoin d'enracinement de l'humain dans sa propre culture;
- la nécessité de l'intégration nationale;

- l'ouverture aux autres cultures du monde.

C'est ainsi que dans le chapitre traitant des programmes d'enseignement au primaire et au secondaire, Tadadjeu indique clairement :

L'éducation de la jeunesse aujourd'hui ne saurait nulle part être limitée au monolinguisme; car non seulement l'Afrique a besoin de vivre pleinement sa culture comme les autres peuples partout dans le monde, mais encore, elle ne peut envisager de vivre en autarcie. Elle doit s'ouvrir aux autres cultures environnantes de la région et celle des autres peuples du monde, qui de plus en plus, prend la forme d'un village planétaire (Tadadjeu, 1982, p. 6).

Mais les échecs cuisants ou, à tout le moins, les pesanteurs constatées suscitent depuis quelques années remises en questions et interrogations sérieuses. L'école constitue-t-elle la meilleure – ou la seule – chance pour éradiquer l'illettrisme et promouvoir les langues africaines? Est-il raisonnable et pertinent de limiter le public potentiel de l'alphabétisation en langue africaine au seul public scolaire? La survie même dudit public dans un contexte d'étiollement linguistique n'est-elle pas déjà problématique? L'approche exclusivement culturaliste, pour ne pas dire folkloriste, proposée si souvent dans nos écoles (contes, fables, légendes, etc.) est-elle suffisante dans un monde où le progrès se fonde, pour une bonne part, sur les connaissances techniques et scientifiques?

Il est vrai qu'il n'y a pas de développement durable sans prise en compte du problème de l'éducation. Tous les spécialistes s'accordent pour le dire, et cela a été à maintes reprises affirmé, la bataille pour le développement suppose que soient recherchées les solutions susceptibles de vaincre l'analphabétisme et renforcer l'éducation. Il s'agit, du reste, d'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement et, maintenant, des Objectifs de développement durable. Or, la langue occupe une place centrale non seulement dans le processus d'appropriation des connaissances, mais dans la coopération nécessaire de l'apprenant-e à l'entreprise éducative. En réalité, l'école africaine a besoin d'une refondation en termes de gestion des langues en son sein, car la seule intégration des langues dans les cursus scolaires ne peut d'un seul coup et à elle seule permettre le développement.

L'approche « ingénieuriste »

Contrairement à la vision culturaliste qui a pour priorité la sauvegarde du patrimoine culturel, idéalement par le biais de l'intégration des langues nationales dans le système éducatif, la vision *ingénieuriste* se donne comme objectif la planification de l'intervention (*linguistic engineering*) sur la langue en vue de sa réintégration dans tous les circuits de la vie sociale. L'approche *ingénieuriste* s'intéresse à la langue soit du point de vue du matériau même (son lexique par exemple), soit de celui de ses statuts et fonctions.

La terminologie que je propose se fonde, comme on peut le constater, sur la justification de l'action dans le premier cas (préservation de la culture) et sur le mode privilégié d'intervention dans le second cas. Je dois d'ailleurs signaler que l'appellation *ingénieuriste* est le résultat, encore perfectible, d'une hésitation entre les caractérisations « pragmatiste » et « interventionniste » : il m'est rapidement apparu qu'aucune des deux n'était véritablement adaptée. En effet, même les didacticiens sont pragmatistes et interventionnistes. *In fine*, dans ma tentative de désignation de la seconde approche, il m'a semblé important de me situer par rapport au fait que la plupart des chercheurs et chercheuses concerné-e-s entreprennent des activités d'ingénierie aux fins d'adapter au plus près le matériau langue aux défis auxquels sont confrontés les locuteurs et locutrices, compte tenu des mutations sociales qu'ils et elles expérimentent.

Toutefois, le paradigme nouveau qui se consolide depuis une dizaine d'années se fonde sur la nécessité d'une *capacitation* des langues dans tous les domaines de la vie. Le président-secrétaire exécutif de l'Académie africaine des langues, Adama Samassekou, résume ainsi les objectifs de cet organisme dans le rapport de la Conférence de Yaoundé :

Il s'agit donc de faire en sorte que les langues africaines deviennent de véritables moyens de formation, d'information et de communication des citoyens à tous les niveaux, en vue de garantir une plus grande participation des masses laborieuses dans le processus de développement. En d'autres termes, il s'agira de les capaciter en leur conférant des compétences leur permettant d'être utilisées de nouveau dans tous les domaines de la vie (ACALAN, 2008, p. 47).

En somme, le fait d'identifier un axe ingénieuriste dans la linguistique du développement ne revient nullement à dénier tout fondement à l'approche « culturaliste », d'autant que plusieurs chercheurs et chercheuses du champ ont évolué, sur le plan chronologique, de cette approche à l'approche « ingénieuriste ».

Actualité de la démarche : quelques jalons

L'actualité d'une linguistique du développement s'illustre parfaitement par le choix récurrent et révélateur de cette thématique dans le cadre de quelques événements d'importance de l'actualité nationale et internationale relevés pendant ces quarante dernières années :

- 2009 : défense d'une linguistique du développement dans le cadre de mes travaux d'Habilitation à diriger des recherches à l'Université Sorbonne Nouvelle;
- 2008 : Communication orale intitulée « La linguistique de développement : mise en place d'un nouveau paradigme en sciences du langage » lors du séminaire à mi-parcours du projet ANRS « Discours institutionnels sur le SIDA et impact sur la population cible (Nord Cameroun) »;
- 2008 : publication de l'ouvrage collectif de Tourneux *Langues, culture et développement en Afrique*;
- 2007 : tenue du 2^e colloque international de l'ACALAN à Yaoundé, lors duquel fut réaffirmée la nécessité d'œuvrer en sorte que les « langues africaines deviennent de véritables moyens de formation, d'information et de communication » en vue du développement des communautés africaines;
- 2007 : choix du thème « Langue et développement » pour les Universiades Académiques du Cameroun organisées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur à Yaoundé;
- 2004 : “The Language Factor in the Development of Science and Technology”, article inédit, Beban Chumbow.
- 2003 : lancement, en Côte d'Ivoire, du projet LAGSUS (Language, Gender and Sustainability);
- 2003 : publication en deux volumes différents des communications présentées lors de la 23^e conférence internationale de la Société de

- Linguistique d'Afrique de l'Ouest (SLAO), « La linguistique africaine, un outil de développement des communautés africaines »;
- 2002 : tenue de la 23e Conférence internationale de la SLAO avec pour thème « La linguistique africaine, un outil de développement des communautés africaines »;
 - 1991 : publication du numéro « Plurilinguisme et développement » de la revue *Cahiers des sciences humaines* comportant notamment un article à l'intitulé fort évocateur rapportant une étude menée dans le Grand-Nord camerounais : « Plurilinguisme et développement rizicole et rapportant un cas concret de contribution de la linguistique à une opération de développement socioéconomique » de Barreteau et Dieu¹⁰ ;
 - 1991 : création à Dakar, par un linguiste, de la Société Africaine d'Éducation et de Formation pour le Développement (SAFEFOD). La pauvreté, l'analphabétisme et le déficit de communication et d'information sont combattus ici en tant que principaux freins au développement;
 - 1973 : tenue au Collège Libermann de Douala d'un atelier de travail sur le thème « Langues camerounaises facteur de développement »¹¹ .

Citons également des événements significatifs :

- La création d'une section « Langue et développement » au LLACAN (CNRS, Paris);
- La mise sur pied d'un programme « Langue et développement » par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF);
- Et surtout, la popularisation par les instances des organisations internationales (UNICEF, UNESCO, PNUD, etc.) du concept *communication pour le développement*¹² qui intègre en principe toutes les composantes de la communication sociale, alors que l'approche de la *linguistique du développement* privilégie spécifiquement les messages écrits ou oraux.

10. Il s'agissait d'une étude qui a été menée dans le cadre d'un projet de restructuration du paysannat dans le secteur rizicole de Maga, au Nord-Cameroun.

11. Les actes de ce séminaire ont été publiés en 1974.

12. La communication pour le développement, en anglais « Communication for development » ou C4D. URL : https://www.unicef.org/cbsc/index_42148.html

Tout comme la communication pour le développement, la linguistique du développement insiste sur la place centrale de la langue identitaire dans la mise en place d'un dialogue communautaire et l'appropriation des messages. Mais c'est la linguistique qui maîtrise l'arrière-plan théorique permettant de problématiser la question de l'identification non pas seulement de la langue, mais de la *variété de langue* la plus appropriée dans un environnement donné. L'étude de Barreteau et Dieu (1991) portant sur le développement rizicole avait, par exemple, pour objectif de dégager, dans un contexte de brassage ethnique exceptionnel, les comportements linguistiques d'une population multilingue afin d'en tirer des propositions sur le choix d'une ou de plusieurs langues devant servir de médium de communication et de formation. Plus concrètement, l'étude devait déterminer quelles langues premières sont parlées et par combien de locuteurs, quelles langues sont parlées à titre de langue seconde, s'il émerge une ou plusieurs langues véhiculaires, par quel pourcentage de la population ces langues sont comprises et avec quel degré de compétence, quelles langues seraient les mieux acceptées comme langues de travail dans le cadre du développement de la riziculture. Enfin, au-delà de la question de l'identification de l'idiome pertinent (réflexion glottopolitique adossée à une sérieuse enquête dialectologique), c'est encore dans les sciences du langage (aménagement linguistique) que l'on trouvera la compétence scientifique nécessaire pour éventuellement équiper ces langues ou variétés de langue afin qu'elles puissent véhiculer les contenus voulus.

La communication pour le développement se préoccupe beaucoup des canaux que les messages empruntent. Elle catégorise notamment les médias en « médias nouveaux », incluant la télévision, la radio¹³, les journaux, le téléphone portable et les « médias traditionnels », à savoir le théâtre (y compris le théâtre de rue), les marionnettes, etc. Elle plaide, avec raison, pour une combinaison appropriée de ces deux catégories de médias.

Nous pouvons considérer que les deux domaines, intimement liés par leur objet, la communication humaine, et leur finalité, le développement, s'inscrivent dans un rapport d'inclusion de l'une par rapport à l'autre.

13. Voir un extrait des programmes de Radio Garoua en annexe 3.

Concernant le colloque de la SLAO ci-dessus cité, il est vrai que le développement des langues (au sens de leur instrumentalisation) ouvre la voie au développement socioéconomique des communautés. Cette relation, d'abord intuitivement perçue, et pas toujours clairement démontrée, est de plus en plus clairement établie. L'examen des titres des communications laisse apparaître comme un malentendu ou un flou vraisemblablement dû au caractère plurivoque du concept de développement, mais aussi au lien intrinsèque entre les deux processus. Dans la réalité, s'est-il agi de *développement* (instrumentalisation) *des langues* ou de *langues pour le développement* avec le sens que nous donnons à cette expression dans le paradigme nouveau qu'il est question de théoriser ici? Il apparaît clairement, en tout état de cause, un net déséquilibre entre les communications traitant du *développement des langues sans lien explicite avec le développement socioéconomique* et celles traitant de *langues pour le développement*, et ceci au détriment de la seconde catégorie.

Très clairement, les communications de ce colloque « Développement des langues gabonaises : état des lieux et perspectives », « Velar Stop palatalization in Kinande », « Intonation et syntaxe en basaa » et bien d'autres sont à enregistrer pour le compte de la thématique « *développement des langues* ». Si l'on s'en tient aux seuls titres, nous observons que sur les 83 communications présentées, nous pouvons considérer que 24 seulement abordaient le thème sous l'angle des langues¹⁴ comme facteurs de développement socioéconomique. Nous citons ci-dessous quelques titres significatifs :

- “Exploring African linguistics for sustainable African development : focus on the Nigerian milieu”;
- « Le volet linguistique du développement »;
- « Les enjeux de la traduction en langues africaines »;
- “The English language policy in Africa yesterday and today, its consequences, and some contradictions”;
- « Linguistique et intégration sociale »;
- “Loan adaptation as a universal”;
- « Politique linguicide : un frein au développement de l'Afrique »;
- “A linguistic bases Language Teaching Model for Deaf Communities”;

14. Pas exclusivement des langues africaines, au demeurant.

- “*Tongue-tiedness and vanishing voices : implications for African Development*”;
- “*The Rivers readers project as an attempt to develop communities*”;
- « Politiques linguistiques, politiques de développement et politiques d'intégration en Afrique »;
- “*Transborder languages of Africa and transnational co-operation*”;
- « La koinè peule du Cameroun septentrional et les enjeux du développement »;
- “*Oratorial strategies of the Ekiti-Yoruba in adjudication of social conflicts*”;
- “*Some challenges and efforts involved in setting up an adult literacy model for Cameroon*”.

De quelques concepts de base

La linguistique du développement emprunte un grand nombre de concepts à d'autres domaines à savoir la sociolinguistique¹⁵, la pragmatique, la didactique, la sémantique... Le concept de *construction identitaire*, par exemple, tire son origine de la psychologie : il pourrait apparaître comme un intrus; pourtant, l'inscription de la dimension langue au centre de l'identité de l'individu en fait un concept familier de ce champ. Certains autres de ces concepts sont des néologismes rendus nécessaires par les spécificités du contexte ou de l'action sur le terrain.

Action linguistique

Ce concept regroupe tous les dispositifs concrets d'intervention sur le corpus ou le statut d'une langue dans une communauté linguistique donnée (édition d'un dictionnaire, campagne contre l'illettrisme, etc.)

15. Certains de ces concepts ont été définis dans Moreau (1997) par différents auteurs. Je reprends, éventuellement en les commentant, les définitions proposées.

Aménagement linguistique

L'aménagement linguistique se fonde, du point de vue théorique, sur le principe selon lequel les langues et les situations linguistiques ne satisfont pas toujours les locuteurs et locutrices. Il peut alors se définir, dans un premier temps, comme un ensemble d'efforts délibérés visant à l'aménagement des langues au niveau de leur corpus ou de leur statut. Il intègre idéalement la réflexion théorique et méthodologique visant à mettre en place des procédures d'enquête préalables à l'action. Je considère que, comme des greffières, les langues portent en elles le témoignage des mutations sociales tant sur le plan du statut, des répertoires que des usages. Mais à l'inverse, la langue a la capacité d'impulser un changement au sein du corps social ou encore d'anticiper sur les changements latents. L'accès d'une langue à l'écrit, par exemple, en fera d'autorité une candidate à la standardisation et accélérera, dans le même temps, la production d'une littérature. Cette langue deviendra du même coup éligible à de nouvelles fonctions sociales.

Capacitation

Nous devons à Adama Samassekou le concept de *capacitation des langues*. Il parle de *capacitation des langues africaines* comme d'un processus au terme duquel elles deviennent des moyens privilégiés de circulation de l'information, d'acquisition des connaissances, et de maîtrise progressive de l'environnement, faisant ainsi de leurs locuteurs et locutrices de véritables acteurs et actrices de leur développement¹⁶.

16. Définition reconstituée à partir de ses déclarations rapportées par ACALAN (2008, p. 47).

Capital linguistique

Il concerne la répartition des rôles dans les interactions verbales; il peut induire des inégalités d'accès à la parole dans l'espace public, et donc dans l'estime de soi et la construction de l'identité. Or, la langue s'affirme incontestablement comme un élément central et structurant de l'identité. Ainsi, le capital linguistique constitue une dimension, non pas exclusive, mais essentielle dans la construction de l'identité. Il s'entend comme l'ensemble des ressources linguistiques dont dispose un individu pris isolément ou comme un être social pour dire le monde, communiquer son expérience¹⁷, etc. Cet héritage peut être familial (langue ethnique, identitaire, grégaire) ou social (langue véhiculaire, langue de scolarisation, langue officielle). En outre, loin de constituer une réalité historiquement figée, le capital linguistique – individuel ou collectif – se réaménage continuellement sous la pression de sollicitations diverses.

La fonction sémiotique de la langue, liée au *corpus* (opposé au *statut*), a donc pour particularité d'analyser le vécu, *analyser* étant pris au sens étymologique de « segmenter ». Elle ne se confond pas à la fonction référentielle qui permet de communiquer une expérience, de parler des objets du monde, qu'ils soient réels ou imaginaires. La fonction référentielle est tributaire de la langue, de la formalisation linguistique. La fonction sémiotique, par contre, se manifeste indépendamment de la formalisation linguistique; pourtant c'est cette dernière qui offre à la segmentation sémiotique sa matérialisation. La segmentation sémiotique entendue comme l'analyse de l'expérience manifestée de manière spécifique à travers le prisme d'une langue donnée, et intériorisée par tous les membres de la communauté linguistique, se situe en amont de la langue¹⁸. En fait, la segmentation sémiotique fait partie intégrante de notre identité et la langue constitue un puissant marqueur de cette dernière. Pour cette raison, et sans vouloir adopter un point de vue essentialiste, j'estime que l'adoption d'une langue,

17. Depuis la découverte des énoncés performatifs et les développements de la pragmatique (Austin, Searle, etc.) nous savons que la langue n'est pas un simple dispositif permettant de *communiquer* son expérience à ses semblables, mais c'est aussi un moyen d'accomplir un certain nombre d'actes sociaux, d'*agir*.

18. De même que la conceptualisation dans la théorie de Pottier (1992).

quelle que soit son origine, par une communauté humaine ne saurait être considérée comme un phénomène fortuit dénué de conséquences notamment sur le plan de la construction identitaire.

Construction identitaire

J'entends par *construction identitaire* le processus aboutissant à l'organisation en un tout cohérent de tous les éléments constitutifs de l'identité. Mais qu'est-ce que l'identité? Ce passage de Dufresne exprime bien la difficulté d'une définition en même temps qu'elle a le mérite d'exprimer la place centrale de la langue dans cette élaboration :

Quand on songe à la variété des éléments qui doivent être rassemblés et harmonisés pour créer une solide identité, on est pris de vertige. Les gènes, l'histoire – personnelle et collective –, l'économie, la société, la religion, tout entre dans la formule qu'on appelle soi. L'importance particulière de la langue dans cette alchimie tient au fait qu'elle est par excellence l'outil qui sert à harmoniser les autres éléments (Dufresne, cité par Chareille, 2003, p. 114).

Tout comme lui, plusieurs auteurs et autrices s'entendent pour accorder à la langue – aux langues – un statut particulier dans la construction de l'identité. C'est ainsi que pendant le deuxième colloque régional de l'ACALAN¹⁹, il a été clairement affirmé, par des chercheurs et chercheuses ainsi que par des politiques, la nécessité d'une reconstruction de l'identité africaine pour obtenir le rétablissement de l'identité et de la souveraineté linguistique aux niveaux national et international. Le constat et l'évidence de la marginalisation des langues africaines dans l'élaboration des politiques n'empêchent pourtant pas, bien évidemment, de considérer avec sérénité l'opportunité d'un partenariat entre les langues africaines et les langues héritées de la colonisation²⁰.

19. Yaoundé, du 9 au 11 octobre 2007, deuxième colloque régional de l'Académie Africaine des Langues. Voir notamment les allocutions prononcées par Ama Tutu Muna, Ministre de la Culture, représentante personnelle du Premier Ministre empêché, et Adama Samassekou, Président-Secrétaire exécutif.
20. Cf. Rapport général et Recommandations du Colloque (notamment p. 9, 63 et *passim*).

Développement

Il convient de relever le caractère polysémique de cette notion : en linguistique on peut parler de « développement d'une langue » pour faire mention des actions entreprises en vue de sa codification par exemple, s'il s'agit d'une langue à tradition exclusivement orale, ou de son équipement en terminologie scientifique et technique. En anglais, on parle de *language engineering activities*, activités entreprises pour mener une langue du stade oral au stade de langue standardisée, codifiée, munie d'une littérature, de glossaires thématiques, etc. Ici, « développement » dans l'expression « linguistique du développement » n'a pas ce sens, comme nous l'avons vu, mais il est bien certain qu'un de ses moyens d'action consiste en la mise en œuvre d'opérations d'ingénierie linguistique.

Ingénierie linguistique

Elle désigne aujourd'hui une partie de l'aménagement linguistique spécialisée dans l'action sur le corpus. L'ingénierie linguistique peut donc intervenir au niveau de la phonologie, de la graphie, de la morphologie, du lexique, de la syntaxe, etc. L'appellation « instrumentalisation » est une appellation concurrente qui offre toutefois l'avantage d'annoncer explicitement un rapport entre les opérations d'aménagement du corpus et les besoins sociaux. Il est clair par ailleurs qu'une intervention sur le corpus d'une langue peut modifier son statut.

Langue quasi maternelle

Tadadjeu, Bot Ba Njock, Binam Bikoï et Dieu (1982) définissent la langue quasi maternelle comme la langue qui, au départ, n'est pas la langue première de l'élève, mais qui a été apprise par ce dernier grâce à l'environnement scolaire, avec une compétence très proche de celle du locuteur natif. Remarquons ici la référence à l'élève faite par les auteurs, ce qui ne surprend pas compte tenu de travaux longtemps liés aux systèmes d'enseignement. Mais il est évident que bien des adultes possèdent eux aussi dans leur

répertoire des langues de ce type. La plupart des locuteurs peuls non natifs ont fini par posséder une compétence quasi maternelle de cette langue compte tenu de sa véhicularité dans son contexte d'expansion²¹.

Linguistique du développement

C'est une approche en sciences du langage qui a pour objectif d'analyser les problèmes de développement sous le prisme du langage et dans l'optique de réduire, entre autres, la dépendance communicationnelle en vue d'améliorer les conditions de vie des populations et d'un meilleur contrôle de leur environnement. Ses moyens d'intervention sont l'étude puis la mise en œuvre de stratégies orientées vers une gestion optimale des répertoires, des fonctions et des usages linguistiques.

Planification linguistique

Ce terme désigne la constitution ou la transformation du répertoire et des règles d'une langue, de son corpus, afin qu'elle puisse remplir certaines fonctions auxquelles elle était, avant instrumentalisation, peu adaptée. Elle pourrait se confondre avec la standardisation, mais on réserve ce terme pour désigner les opérations de standardisation qui ne concernent que le corpus.

Politique linguistique

Robillard (1997, p. 230) entend par politique linguistique la formulation d'objectifs, postérieurement à l'évaluation d'une situation faisant apparaître des aspects perfectibles, soit dans le corpus d'une langue (inadéquation des structures par rapport aux besoins), soit dans le statut des langues. Pratiquement, l'usage associe plus volontiers la notion de statut à celle de

21. Les résultats d'une enquête menée de 1992 à 1993 par Tourneux et Iyébi-Mandjek (1994, p. 62) révèlent que 78 % des enfants scolarisés dans la ville de Maroua déclarent parler le *fulfulde* avec leurs frères et sœurs. Ce pourcentage s'élève à 84 % lorsqu'on considère la question à l'échelle de la « concession » ou unité d'habitation.

politique linguistique. À ce propos, de manière explicite ou le plus souvent implicite, tout pouvoir politique opère des choix linguistiques parmi toutes les langues de son ressort territorial : choix des langues d'éducation, de la communication gouvernementale, des médias d'État, etc. En Afrique, un consensus tacite est établi sur la nécessité de reconstruire l'identité africaine sur le partenariat entre les langues officielles européennes, le français, l'anglais, le portugais et les langues identitaires. Notons déjà, à ce propos, que certains États africains se distinguent par le statut de langue officielle accordé à certaines de leurs langues nationales, ce qui n'est pas le cas au Cameroun. Robillard fait remarquer, à juste titre, que l'élaboration des politiques linguistiques n'est pas toujours l'apanage de l'État, même si cela se vérifie dans nombre de cas concrets. En effet, des agences nationales ou internationales peuvent également, *de facto*, mettre en œuvre des actions relevant au moins implicitement de l'élaboration de la politique linguistique. Nous pouvons en effet citer, pour le cas du Cameroun, l'Alliance Française, l'Alliance Biblique Internationale, la Société Internationale de Linguistique, etc. En tout état de cause, les choix opérés s'inscrivent nécessairement dans une historicité et sont tributaires de rapports de force et de jeux d'intérêt économiques identifiables au sein de la société concernée. La construction identitaire a ainsi, de manière intrinsèque, partie liée avec les politiques linguistiques.

Sens prototypique

Dans la démarche néologique, il est fréquent de partir d'un sens central, prototypique (*souris* = « petit mammifère rongeur ») pour créer un signifié différent (*souris* = « en informatique, dispositif électromécanique périphérique de pointage ») sur la base d'une relation analogique, ici, la forme ovoïde commune aux deux²².

22. Pour un enfant vivant dans une grande ville occidentale et ayant grandi dans une culture marquée par les jeux vidéo, le mot « souris » évoquera majoritairement, prototypiquement, l'accessoire informatique (Diki-Kidiri, 2008a, p. 38-39).

Traduction-adaptation

Ce concept, qui apparaît sous la plume de Tourneux, trouve sa pertinence dans le fait que la traduction d'un concept nouveau, surtout lorsque cette dernière part d'une langue européenne vers une langue africaine (l'inverse est possible aussi), nécessite bien souvent des réajustements prenant en compte l'arrière plan culturel liées aux langues source et cible pour une meilleure appropriation dudit concept. Il donne l'exemple tout à fait parlant des essais de traduction en peul du concept *contraception* :

Supposons qu'un expert, accompagné de son traducteur, veuille encourager des gens de langue peule à recourir à la contraception. La première expression peule disponible la considère comme une façon de « barrer la route aux enfants »; elle entraînera un rejet si elle est utilisée, car elle heurte la sensibilité des populations. La seconde, calquée sur une opération agricole que tout le monde connaît, l'espacement des plants de sorgho lors du repiquage, sera bien accueillie, car chacun sait qu'il faut une distance suffisante entre les plants pour qu'ils se développent de façon optimale. L'interprète non contrôlé traduira le discours de l'expert en utilisant tantôt l'une tantôt l'autre expression en introduisant ainsi un malentendu, sans s'en rendre compte (Tourneux, 2008, p. 16).

Terminologie culturelle

D'après l'inventeur de ce concept, Diki-Kidiri, la *terminologie culturelle* renvoie à une terminologie spécialement pensée pour les langues en développement. Elle vise principalement l'appropriation de nouveaux savoirs et savoir-faire qui arrivent dans une société donnée (Diki-Kidiri, 2008b, p. 117-118).

Trilinguisme extensif

Le *trilinguisme extensif* désigne pour Tadadjeu, qui a élaboré cette notion,

la maîtrise par chaque Camerounais, à l'oral et à l'écrit, d'au moins trois langues, à savoir la langue maternelle et les deux langues officielles. Ce trilinguisme sera extensif dans la mesure où, à partir du secondaire, l'élève pourra apprendre une autre langue camerounaise appelée « langue d'ouverture culturelle » (Tadadjeu, 2003, p. 5-11).

Une série d'autres concepts sont liés à la théorie de la communication. La recherche opérationnelle en matière de linguistique du développement touche toutes les composantes de la communication et elle réconcilie, en cela les deux tendances (tendance *culturaliste* et la tendance *ingénieuriste*)²³. Comme tout discours, le discours développé dans le cadre de l'école ou dans celui des projets de développement se conforme globalement au modèle hexafonctionnel de tout procès linguistique tel que mis en lumière par Jakobson (1963, p. 209-223).

Partant du schéma alors classique de la communication linguistique qui décomposait celle-ci en trois éléments seulement – le destinataire du message, le destinataire et le message lui-même –, Jakobson en a affiné le modèle et abouti à l'identification de six composantes principales, tout en insistant sur l'imbrication des différentes composantes dans le cadre d'une même interaction²⁴.

Plusieurs auteurs et autrices ont repris à leur compte les composantes du schéma hexafonctionnel de Jakobson, ce qui constitue une preuve, *a posteriori*, de la clarté et de l'intérêt didactique de celui-ci, malgré les

23. D'autant que l'examen chronologique des axes de recherche et des publications des un-e-s et des autres révèle chez certains chercheurs et chercheuses non pas un figement dans un axe donné, mais des évolutions notables. Le schéma le plus fréquent semble être une orientation progressive de la vision culturaliste vers la vision ingénieuriste, et de la linguistique purement descriptive à la linguistique appliquée.

24. Il sera lui-même critiqué quelquefois avec une sévérité excessive pour les imperfections de sa propre analyse. Cf. essentiellement Klinkenberg (1996, p. 43-64).

réserves, explicites ou non, que l'on a pu lui opposer. Le schéma est assorti de quelques aménagements terminologiques pour une meilleure adaptation à l'environnement particulier d'une linguistique du développement.

Le *communicateur* ou la *communicatrice* devient ici l'initiateur de la communication et non plus son unique ou principal(e) destinataire ou destinatrice. Il s'agit de l'enseignant-e dans sa salle de classe, du vulgarisateur ou de la vulgarisatrice sur une exploitation agricole, ou de l'assistant-e sanitaire dans une structure hospitalière. Il y a là une spécificité qui n'a pas souvent été relevée bien qu'elle semble tomber sous le sens. La question ici est de déterminer qui parle, mais surtout, dans certains contextes, qui l'envoie, au nom de qui il parle. Comme le souligne Bearth,

communication for development in an oral environment such as the Tura society is not in the first place a technical task but a question of choosing its human agent. This accounts for the observation that the first, and often decisive, question is not "what is the message?" but "who is the messenger?"; and : "who sends him or her?"²⁵ (Bearth, 2008, p. 86).

Le communicateur ou la communicatrice entretient des relations de coopération avec le ou la destinataire du message : c'est l'élève de l'école ordinaire, mais aussi l'agriculteur ou l'agricultrice sur sa parcelle de coton, le ou la pasteur-e confronté-e à une épidémie de brucellose, la population destinataire d'une boîte à image ou d'une brochure d'éducation sanitaire ou encore, la mère de famille participant dans un centre de PMI²⁶ à une causerie éducative sur les propriétés de l'allaitement maternel²⁷. La coopération suppose une écoute de part et d'autre, un dialogue constructif. Dans une

25. Traduction libre : « La communication pour le développement dans un environnement oral tel que celui de la société Tura n'est pas d'abord une tâche technique mais pose la question du choix de l'agent humain. D'où l'observation que la première question, souvent décisive, n'est pas " quel est le message ?", mais " qui est le messenger ?", et " qui l'envoie ?" ».

26. PMI : Protection maternelle et infantile.

27. Il faut malheureusement signaler qu'en dépit des efforts consentis par les gouvernements respectifs, et des encouragements prodigués par les organisations non gouvernementales, la jeune fille et la femme demeurent les parentes pauvres de l'éducation : elles constituent encore les deux tiers de la population adulte mondiale touchée par l'analphabétisme; ce qui représente 960 millions d'adultes (UNICEF, 1990).

linguistique du développement, l'expression *population cible* ou *population réceptrice* sont des expressions commodes, mais qui ne correspondent pas à l'idéal d'une communication efficace pour le développement.

Le contenu informatif du message peut être considéré comme le « référent ». Or, l'éducation fondamentale constitue une des conditions *sine qua non* du développement. Le contenu de l'éducation fondamentale fut précisé par l'UNESCO. Ses objectifs spécifiques sont définis dans la *Déclaration mondiale de l'éducation pour tous* qui stipule en son article premier :

Toute personne – enfant, adolescent ou adulte – doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux. Ces besoins concernent aussi bien les outils d'apprentissage essentiels (lecture, écriture, expression orale, calcul, résolution de problèmes) que les contenus éducatifs fondamentaux (connaissances, aptitudes, valeurs, attitudes) dont l'être humain a besoin pour survivre, pour développer toutes ses facultés, pour vivre et travailler dans la dignité, pour participer pleinement au développement, pour prendre des décisions éclairées et pour continuer à apprendre (UNICEF, 1990, article 1, alinéa 1).

Le contenu informatif doit entretenir avec tous les autres éléments, notamment le destinataire, le code, la forme ainsi que l'environnement des relations de congruence pour une efficacité optimale de l'échange.

La *connivence socioculturelle* renvoie au « contact » entre les différents acteurs et actrices de la communication, c'est-à-dire l'un des facteurs de réussite de l'échange verbal. Cette connivence est en effet importante, mais quelquefois problématique dans un contexte de fortes disparités culturelles.

Si nous réinterprétons le « contact » en termes de connivence socioculturelle, nous devons prendre en compte l'environnement ou en d'autres termes le contexte économique, socioculturel, politique ou écologique qui influe de manière significative sur les choix communicationnels, les contenus, les langues de travail. Bearth affirme ceci : *“even if the message as such is not rejected, failure to customize it according to local categories will inevitably limit the degree of participation in its*

implementation²⁸, (2008, p. 46). C'est également une contrainte liée aux systèmes de référence spécifiques qui justifie la forme particulière de telle ou telle traduction (cf. la traduction-adaptation du concept de « planning familial » en peul). La recherche de la congruence avec l'environnement peut expliquer qu'au Nord-Cameroun, le communicateur ou la communicatrice essaie de tirer parti des compétences en arabe d'une partie de la population; il existe parmi certain-e-s lettré-e-s musulman-e-s une pratique déjà ancienne de l'*ajamiya* (transcription du *fulfulde* en caractères arabes). Mais il peut sembler démagogique ou simplement déraisonnable d'utiliser l'*ajamiya* (on trouve aussi la graphie *ajami*. Voir Hamadou Adama 2008, p. 52) en direction d'une cible chrétienne.

Le message en tant que forme : au-delà du contenu informationnel, le message adopte une forme physique particulièrement signifiante. Un même message sur la prévention de l'onchocercose peut être exprimé en prose ou en vers, en français courant ou en verlan, chanté, mimé, représenté graphiquement, etc. L'impact d'un message peut être déterminé par sa forme – c'est dire avec laquelle rigueur doit s'effectuer ce choix. Il a été montré que la portée subversive de certains messages, féminins notamment, socialement irrecevables *a priori* pouvait acquérir une acceptabilité totale du fait de la forme, chantée ou psalmodiée (Deluz, 1999). Le message, ainsi traité selon des modalités spécifiques, influe sur la gestion du groupe et de la chose publique. Les chants nuptiaux chez les Peuls participent de la même logique. Il serait souhaitable, dans le but de maximiser l'impact du message éducatif, de mener des recherches en vue de recenser, d'étudier et enfin d'adapter les formes et les canaux de communication endogènes à des contenus informatifs nouveaux.

La langue : dans une situation optimale, le message requiert un ou des code(s) linguistique(s) pertinent(s). Il peut s'agir d'une langue africaine strictement locale dans un environnement linguistiquement homogène. Il peut s'agir aussi d'une langue africaine véhiculaire ou encore du français²⁹. Sachant que la réussite d'un projet de développement dépend du degré d'implication des populations cibles, le volet alphabétisation du projet

28. Traduction libre : « même si le message en tant que tel n'est pas rejeté, le fait de ne pas l'adapter en fonction des catégories locales limitera inévitablement le degré de participation à sa mise en œuvre ».

29. Au Cameroun, l'anglais, par contre, n'adopte dans aucun contexte le statut véhiculaire, lequel est plutôt assumé par le *pidgin-English*.

Développement Paysannal et Gestion des Terroirs (DPGT) de la SODECOTON (Société de développement du coton)³⁰ a porté son choix sur le *fulfulde* comme véhicule d'enseignement dans le cadre de la professionnalisation des producteurs et productrices de coton, en raison de son usage largement véhiculaire dans une zone de forte fragmentation linguistique. L'objectif de cette professionnalisation est de fournir aux groupements de paysan-ne-s des *personnes capables de lire, d'écrire et de calculer dans leur langue en vue d'améliorer la gestion, grâce à la possibilité ainsi offerte d'avoir, dans le groupe, des lettré-e-s capables d'occuper des postes nécessitant ces capacités.*

En définitive, la consultation des travaux des différents auteurs et autrices œuvrant dans le champ de la linguistique du développement fait ressortir tout un ensemble de traits communs, en termes de principes de base, de concepts, de méthodes, d'axes prioritaires de recherche et d'action. Dans un tel champ, ces axes prioritaires sont très majoritairement liés au « code », pour reprendre la terminologie jakobsonienne. Il s'agit notamment de la planification linguistique, de l'aménagement terminologique, de l'aménagement morphosyntaxique ou de la traduction. Il est vrai qu'aujourd'hui, nombreuses sont les initiatives qui se réclament d'un domaine qui dépasse le cadre strict des sciences du langage – celui de la *communication pour le développement* – et dont les méthodes sont utilisées pour atteindre une large gamme d'objectifs :

faciliter l'établissement de liens, accroître les connaissances et la sensibilisation, développer les capacités en ressources humaines des communautés locales et du gouvernement, modifier les comportements et les pratiques, changer les attitudes et les normes sociales, et promouvoir la confiance en soi et l'auto-efficacité à l'intérieur des communautés locales et entre elles (ONU, 2010, p. 12).

Ainsi, la communication pour le développement affiche des priorités et des objectifs qui, sans contredire celles de la linguistique du développement, adoptent des méthodes sensiblement différentes. L'utilisation de

30. Nama (s. d.).

l'iconographie³¹, par exemple, relève du vaste domaine de la communication, même si l'analyse ou la mise en forme des textes accompagnant ladite image pourrait relever des sciences du langage.

Conclusion

Ce chapitre avait pour objectif de développer un discours méta-scientifique sur la linguistique du développement en déterminant les éléments fondateurs qui permettent d'en dégager l'autonomie par rapport aux champs préexistants. Par une démarche inductive et comparative, j'ai donc effectué un travail de repérage sur la base des travaux publiés dans ce cadre, de façon explicite ou non. J'ai pu dégager la problématique qui sous-tend ces travaux en termes de présupposés théoriques, d'objectifs et de moyens d'intervention. J'ai également identifié quelques concepts de base, dont certains constituent des innovations, de même que quelques pionniers de ce champ.

Les deux chapitres qui vont suivre vont permettre de montrer comment, sur le terrain, des actions réelles dans le champ de la linguistique du développement ont pu se mettre en place. Ce sont en réalité deux études de cas. L'une concerne les modalités de mise en place d'une stratégie d'information et de communication dans la lutte contre l'onchocercose. La seconde présente une opération d'évaluation des comportements et attitudes linguistiques dans la région de l'Extrême-Nord et débouche sur des pistes pertinentes pour la prise de décision.

Il est à peu près clair pour chacun-e aujourd'hui que la communication doit s'intégrer à l'environnement. Mais sommes-nous suffisamment conscient-e-s du fait que la première cause de hiatus entre les différents protagonistes de l'acte de langage est l'utilisation de langue(s) inadéquate(s) ou insuffisamment maîtrisée(s) comme vecteur de la communication? Je considère qu'au sein du vaste domaine de la communication, il y a place

31. Le document *Communication pour le développement* rapporte que, dans le cadre d'une campagne mondiale de plaidoyer anti-tabac, un ancien fumeur conçut une nouvelle image : des orchidées remplaçant des cendriers (ONU, 2010).

pour une réflexion spécifiquement linguistique qui s'attache, au niveau microstructurel, à l'élément central que représente la langue dans toute communication spécifiquement humaine.

3. Cerner la complexité linguistique pour ajuster l'action

Cameroun, Madagascar et les multilinguismes

Afin qu'il n'y ait cause de douter sur l'intelligence des arrêts de nos cours souveraines, nous voulons et ordonnons qu'ils soient faits et écrits si clairement, qu'il n'y ait ni puisse avoir ambiguïté ou incertitude, ni lieu à demander interprétation.

Nous voulons donc que dorénavant tous arrêts, et ensemble toutes autres procédures, soient de nos cours souveraines ou autres subalternes et inférieures, soient des registres, enquêtes, contrats, testaments et autres quelconques actes et exploits de justice ou qui en dépendent, soient prononcés, enregistrés et délivrés aux parties en langage maternel français et non autrement.

Ordonnance de Villers-Cotterêts pour l'officialisation de la langue française, *transcription moderne du texte de 1539, articles 110-111.*

La communication représente un élément clef de toute démarche de développement. Le développement durable dépend de la capacité des êtres humains à cerner au plus près les multiples facettes de la complexité linguistique, en vue d'opérer les choix les plus pertinents socialement et les plus économiquement rentables. Cela suppose que soit établi en amont un bilan clair de la configuration réelle de ce plurilinguisme, et que soient pris en compte les soubassements socio-historiques qui le fondent. Toute analyse de la dépendance linguistique, toute initiative de gestion des langues devrait en effet s'appuyer sur une analyse fine non seulement des répertoires en place, mais aussi des représentations, lesquelles sont repérables à travers les discours épilinguistiques. Cela permettrait d'établir le plus exactement possible la situation des langues et les attitudes psychosociologiques déterminantes pour la définition des stratégies les plus pertinentes.

Il peut arriver, en effet, que les populations cibles d'un projet d'alphabétisation rejettent la langue identifiée, car elles perçoivent cette dernière comme un instrument de domination. Le choix du *fulfulde* comme

langue d'alphabétisation à Garoua (SODECOTON¹) par exemple était objectivement le plus pertinent, mais à l'évidence, ce choix n'était pas neutre. Dès lors, il doit être intelligemment négocié avec les parties prenantes et ne pas sembler surimposé. Il peut arriver également que l'importance d'une langue en tant que véhiculaire soit surévaluée. C'est le cas du *hausa* dont il a été mentionné des « îlots » à Garoua, Guider et Maroua. Il est vrai que l'on trouve aussi dans toutes ces localités des individus d'origine nigériane, mais ils se sont généralement fondus aux populations locales (peuples essentiellement) par le biais d'alliances matrimoniales. La représentativité du *hausa* demeure, de ce fait, strictement individuelle et n'a aucune dimension supraethnique dans ces localités. En revanche, dans un espace limité à la zone frontalière avec le Nigéria voisin, le *hausa* peut fonctionner comme véhiculaire. Une évaluation erronée de la situation sociolinguistique conduirait à l'élaboration de stratégies inefficaces parce que non pertinentes.

Le *tout en français* (ou en anglais), manifeste dans les campagnes de sensibilisation, et tant déploré, tire en fait sa justification des politiques monolithiques visibles dans l'administration, l'école et les médias. L'analyse de situations variées mène à considérer que les arguments objectifs avancés ici et là pour justifier le monolithisme linguistique – l'extrême hétérogénéité linguistique des États notamment – se trouvent invalidés par la comparaison des situations camerounaise et malgache. Madagascar en effet peut se prévaloir d'un taux de monolinguisme rare. Pourtant, cet État n'a jamais réussi la mise en place durable d'une politique linguistique équilibrée accordant une place suffisamment représentative au malgache aux côtés du français et de l'anglais. Un fait notable dans des situations aussi diverses est l'apparition, dans l'un et l'autre cas, d'un idiome mixte, le *variaminanana* et le *camfrançais*.

Le présent chapitre a pour objectif d'analyser quelques ressorts de la dépendance linguistique des communautés africaines et malgaches aux langues européennes, sachant que ce qui rend nécessaire la linguistique du développement, c'est la non-pertinence des politiques linguistiques et l'inadaptation de la gestion d'un capital linguistique extrêmement riche. Il y a bien, au niveau institutionnel, la volonté affirmée d'améliorer cette gestion

1. Société de Développement du Coton basé à Garoua (Cameroun).

(cf. les différents textes législatifs) et de promouvoir les langues identitaires – sans préjudice de la place des langues officielles (français et anglais), mais force est de constater la lenteur de la mise en œuvre effective des politiques annoncées.

Je commence, dans un premier temps, par analyser quelques aspects de la configuration géolinguistique particulière du Cameroun afin de repérer quelques dynamiques sociolinguistiques à l'œuvre, tout en esquissant une comparaison avec Madagascar – malgré les éléments importants qui les distinguent de manière apparemment radicale. Puis j'observe plus particulièrement la situation linguistique nord-camerounaise et les dynamiques d'une rare complexité qui s'y font jour et qui déterminent des choix inédits en matière de communication de masse.

Aspects de la configuration linguistique du Cameroun

On a souvent expliqué le caractère longtemps monolithique de la gestion des langues au Cameroun par la forte diversité linguistique qui caractérise cet État. Mais il semble bien que l'ostracisme qui a longtemps prévalu à l'égard de l'héritage linguistique endogène n'a que peu à voir avec les conditions objectives de la réalité géolinguistique. Il tire plutôt sa source de défiances et de réticences d'ordre idéologique.

Pour en faire la démonstration, j'ai, à dessein, choisi deux États que séparent de fortes différences sur le plan de la configuration linguistique ainsi que des dynamiques sociolinguistiques, mais qui appliquent des politiques comparables sous bien des angles.

Aspects géolinguistiques

Avec des statistiques démographiques plus ou moins égales en 2017 puisque, selon les estimations de la Banque Mondiale, Madagascar et le Cameroun² comptent environ 25 millions d'habitants, les deux pays s'opposent diamétralement par le taux de diversité sur le plan des langues

2. L'Institut National de la Statistique du Cameroun situe cet effectif à 19 406 100 habitants en 2005. URL : <http://www.statistics-cameroon.org/news.php?id=18>

locales et par leur configuration linguistique respective. En effet, alors que la *malagasy* s'impose à Madagascar comme langue majoritaire parlée par au moins 98 % de la population³, le Cameroun présente l'une des situations les plus fragmentées d'Afrique du fait non seulement de l'importance numérique des langues représentées – 280 langues nationales vivantes (mais non officielles⁴), mais aussi de la variété exceptionnelle des familles auxquelles appartiennent ces langues. Le territoire camerounais se situe en effet au confluent de trois grands phylums linguistiques sur les quatre que compte le continent : le phylum Nilo saharien, le phylum Afro-asiatique et le phylum Niger-Congo. Seul le phylum Khoïsan, langues des Boschimans et des Hottentots (que l'on trouve surtout dans la partie méridionale de l'Afrique) n'est pas représenté au Cameroun. Signalons que les deux régions les plus morcelées sont sans doute celles des zones de l'Ouest où l'on dénombre une cinquantaine de langues et celle des Monts Mandara – plus d'une trentaine⁵.

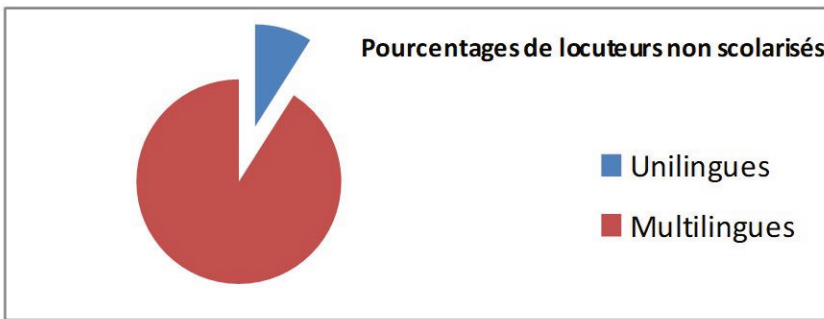


Figure 3-1. 9% = Monolingues; 91% = Plurilingues. Un multilinguisme généralisé à Maroua (Cameroun). Figure réalisée à partir des données de Tourneux et Iyébi-Mandjek (1994).

3. Cela correspond à la communauté d'origine afro-asiatique.
4. Rappelons que la terminologie en usage au Cameroun réserve le terme *langues nationales* pour désigner les langues identitaires camerounaises par opposition aux *langues officielles* que sont le français et l'anglais.
5. Une des particularités du Cameroun par rapport à la Grande Île, c'est que certaines de ses langues sont d'envergure transfrontalière, alors que la zone d'extension de la langue malgache se limite à Madagascar. Nous pouvons citer, pour la partie septentrionale du pays, le peul, le *kanuri*, le *mundaŋ*, le *tupuri*, le *gbaya*.

Les enquêtes réalisées par Tourneux et Iyébi-Mandjek (1994, p. 64) fournissent des informations intéressantes sur la généralisation de ce plurilinguisme dans la ville de Maroua, durant la période allant de 1992 à 1993⁶. Sur un échantillon de 200 personnes non scolarisées, il ressort que 18 sont monolingues (soit 9 %) contre 182 bilingues et plus (soit 91 %). Le multilinguisme dans cette ville est donc un fait établi et l'on peut même soupçonner que l'essor des médias et le développement des structures éducatives ont renforcé ce résultat. La mosaïque camerounaise s'oppose à la situation éminemment homogène de Madagascar où une langue, le malgache, est parlée par 92 % de la population (Leclerc, 2016, en ligne). Il est vrai que le malgache comporte 18 régiolectes, mais ils sont tous mutuellement intelligibles.

À Madagascar, le régiolecte majoritaire, le *merina*, parler de la région de Tamatave, fut préféré aux 17 autres parlers répertoriés en raison de sa longue tradition d'écriture. Langue co-officielle avec le français et l'anglais, le malgache occupe le statut de langue nationale unique. En somme, sur le plan géolinguistique, la relative homogénéité malgache s'oppose à une fragmentation généralisée en contexte camerounais.

Dynamiques sociolinguistiques : diglossies et construction identitaire

Bien que Madagascar représente à la base un peuplement très diversifié – afro-asiatique en majorité (mais il existe aussi des Comoriens, des Européens, des Indiens et Chinois) – les brassages anciens ont fini par constituer un peuplement linguistiquement homogène. Quoi d'étonnant si dans ce pays on ne peut faire état d'aucune langue véhiculaire, alors qu'au Cameroun, le morcellement linguistique ou dialectal, mais aussi l'apparition d'espaces d'hétérogénéité ethnique (dus à des facteurs tels que l'urbanisation, l'islamisation, l'évangélisation, la scolarisation, etc.) ont constitué des conditions idéales pour le développement de langues véhiculaires. Au Cameroun, nous pouvons en citer au moins huit, dont le *fulfulde* dans les trois régions septentrionales, l'*ewondo* au centre et à l'est sous sa forme pidginisée (*mongo ewondo*), le pidgin-english (zones de

6. Les données concernant la situation malgache sont, quant à elles, majoritairement tirées de Razafindratsimba (2010), de Harijaona (2004).

l'Ouest, du Littoral) qui, en relativisant une hétérogénéité linguistique que l'on ne saurait nier, contribuent à relever le défi de la communication et de la circulation de l'information compte tenu des exigences du développement.

Au Cameroun, le français, lui aussi, joue *de facto* un rôle déterminant dans la communication interethnique et acquiert dans les régions francophones, une fonction véhiculaire au sens strict du terme. Il parvient même à se vernaculariser, entrant en concurrence avec les langues camerounaises et contribuant fortement à des phénomènes d'hybridation ou d'étiollement linguistiques. Il faut en effet noter l'émergence de phénomènes d'hybridation auxquels la littérature scientifique s'intéresse désormais. Dans ce registre, nous trouvons au Cameroun le pidgin-english et le *camfranglais*; le premier est une langue mixte de manière intrinsèque et le second, un sociolecte à valeur cryptique et à base lexicale camerounaise, française et anglaise. Il est habituellement pratiqué par les jeunes. Citons, dans le même ordre d'idées, le *variaminanana*⁷ à Madagascar. La comparaison entre les deux contextes d'apparition du *camfranglais* et du *variaminanana* remet en question l'idée selon laquelle l'émergence d'idiomes mixtes s'expliquerait par la fragmentation linguistique. Le *variaminanana*, qui se développe dans un contexte national où le *malagasy* (dialecte *merina* de la région d'Antananarivo) est pratiqué par la majeure de la population, correspond à une démarche implicite de construction identitaire. De même, le *camfranglais* est né non pas du fait de l'hétérogénéité des milieux urbains, mais d'un souci de revendication identitaire (Esson, 2001).

La transmission intergénérationnelle de la majorité des langues identitaires connaît un fort déclin au Cameroun. Cela est le fait non seulement des brassages ethniques et de l'adoption subséquente de véhiculaires (y compris le français), mais encore du prestige de ces véhiculaires sur le marché linguistique. Bitjaa Kody (2000) dresse un bilan sans complaisance de cette situation. Ses prévisions, apocalyptiques pour certain-e-s, relèvent simplement du réalisme et du constat. La situation décrite n'est pas sans renforcer l'audience du français et de la francophonie. Par contre, à Madagascar, la forte proportion des malgachophones à l'heure

7. Le *variaminanana*, désigné à l'origine par analogie avec un mets particulier constitué d'un mélange de riz, de brèdes et d'éléments divers, est décrit comme une pratique langagière mixte. Harijaona (2004) lui donne comme équivalent les termes *frangache* ou *frangasy*. En tout état de cause, ces désignations portent bien, métaphoriquement, la marque des métissages qu'elles permettent d'encoder.

actuelle laisse supposer que la transmission intergénérationnelle y demeure vivante. Une enquête de Razafindratsimba (2010, p. 139) révèle que seulement 2,01 % des personnes interrogées utilisent le français comme seule langue de communication en contexte familial. Dans les villes camerounaises, la majorité des jeunes francophones parlent exclusivement cette langue en contexte familial (Feussi, 2006). Les 2 % cités pour Madagascar sont pourtant constitués, comme l'indique l'auteur, d'enfants ou d'enseignants ayant été scolarisés depuis le primaire dans des écoles d'expression française.

En fait, les bilinguismes officiels, au Cameroun aussi bien qu'à Madagascar, cachent en réalité des situations bien plus complexes de diglossie et même de diglossie enchâssée (Beniamino Michel 1997, p.125-130)⁸. La diglossie malgache comprend une diglossie français-malgache où le français tient lieu de « variété haute », étant perçu comme la langue de la modernité et de la spécialisation de haut niveau, et ce malgré le fait que le malgache soit investi d'un statut juridique et soit enseigné dans un cadre institutionnalisé. Il faut noter par ailleurs une seconde diglossie dans laquelle s'opposent le malgache officiel (*merina*) et les autres régiolectes, le malgachophone étant alors en mesure d'activer l'une ou l'autre variété en fonction des situations discursives. Cela dit, le malgache officiel est celui utilisé dans l'institution scolaire ainsi que dans les médias régionaux. Au Cameroun, nous allons retrouver, au moins régionalement, cette configuration de diglossie français-langues camerounaises⁹ dans laquelle vient s'enchâsser une diglossie *fulfulde* littéraire/*fulfulde* véhiculaire. Au Cameroun, tout visiteur ou toute visiteuse peut remarquer que parmi les médias audiovisuels, seule la radio comporte des tranches d'antenne en langue nationale. La télévision nationale n'a pas encore de programme en langues camerounaises. Ces dernières ne sont présentes que sporadiquement à travers quelques spots publicitaires. Par contre, des chaînes privées diffusent des programmes d'information dans certaines langues du Cameroun, notamment en *ewondo*, *fulfulde*, *bassa* entre autres. À Madagascar, parmi les 140 radios FM qui émettaient en 2002, certaines

8. Notons, à propos du concept de diglossie, que les chercheurs et chercheuses dans leur grande majorité, Fishman parmi les sociolinguistes américains, ou Lafont chez les dialectologues français, n'ont pas conservé le critère linguistique d'apparementement génétique des idiomes en présence (comme chez Ferguson), mais plutôt un critère sociologique, voire sociopolitique de différence de statut des deux langues.

9. Les textes officiels accordent aux langues camerounaises un statut *de jure*, mais elles bénéficient encore à l'heure actuelle de peu de reconnaissance dans les faits.

s'inscrivent dans un bilinguisme malgache officiel/régiolecte, pendant que d'autres sont bilingues français/malgache, ou encore unilingues malgache ou français (Harijaona, 2004).

Concernant les configurations marquées par la diglossie, notons qu'il a été relevé, au Nord-Cameroun, l'émergence d'un idiome commun issu de la variété véhiculaire du *fulfulde*, mais tendant désormais à devenir une koinè consensuelle et transethnique qui assure désormais une fonction de construction identitaire (Métangmo-Tatou, 1988, 2003). Une analyse de la situation nord-camerounaise révèle en effet qu'il s'est constitué, en diachronie, une polyglossie étagée avec différents paliers d'enchâssement :

- français vs langues locales;
- français vs langues supra-locales (*fulfulde* essentiellement);
- *fulfulde* vs langues locales;
- *fulfulde* littéraire vs *fulfulde* véhiculaire.

Toutefois, entre le standard littéraire de base et la variété véhiculaire, il ne s'inscrit pas une rupture franche, mais plutôt un continuum constitué d'un faisceau de lectes intermédiaires. À partir de contextes géolinguistiques diamétralement opposés – homogénéité malgache vs hétérogénéité camerounaise –, des dynamiques sociolinguistiques comparables vont finalement aboutir, dans un cas comme dans l'autre, à des phénomènes d'hybridation linguistique.

Razafindratsimba, dans son analyse des pratiques et représentations concernant le malgache, le français et le *variaminanana*, explique – et cela se vérifie dans le cas du *camfranglais* également :

Ces langues – et ces pratiques langagières – ne se limitent pas à leur fonction simple d'outil de communication puisqu'elles traduisent des positionnements, des enjeux, des représentations, projettent des systèmes axiologiques et s'inscrivent dans un jeu de rapports complexes (Razafindratsimba, 2010, p. 135).

Cette autrice considère que les pratiques plurilingues et plurielles, de même que la complexité du rapport aux langues, trouvent leur origine dans le contexte général de contact de langues. J'adhère à cette hypothèse et j'ajoute que ces pratiques pourraient également fonctionner comme un révélateur de l'ambivalence de ces rapports animés en même temps

d'attitudes d'attraction et de répulsion. Cela se manifeste au Cameroun, où se développent des formes identitaires, mais basilectales, du français. Toutefois, comme je l'ai indiqué ailleurs, « l'attrait exercé par ce français commun, légitimé de surcroît par des pratiques littéraires et des démarches scientifiques, n'a d'égal que la séduction des Camerounais par rapport aux formes les plus épurées du standard international » (Métangmo-Tatou et Tourneux, 2006, p. 67).

Au moins, dans le cas de Madagascar, en présence d'un malgache pratiqué par la quasi-totalité de la population et investi d'un statut juridique ancien et bien établi, l'on pourrait difficilement poser l'hypothèse que ces parlars hybrides témoignent d'une volonté d'élaborer un code commun. J'adhère à la position de Razafindratsimba pour qui la pratique d'une langue étrangère, la langue française en l'occurrence, peut être interprétée comme « vectrice de l'intégration de soi dans des schèmes culturels autres que les siens, et plus largement, vectrice d'expression de l'appartenance de l'individu à des identités plurielles » (Razafindratsimba, 2010, p. 141).

Mais si l'hypothèse de la recherche d'un code commun identitaire est retenue dans la genèse tant du *camfrançais* que du *variaminanana*, cela mène à envisager le recours à ces lectes dans le cadre de campagnes d'information, et ce, malgré le prestige limité dont ces lectes sont investis. Jusqu'à présent, au moins dans le cas du Cameroun, les communicateurs et communicatrices ne revendiquent pas officiellement le recours au *camfrançais*, même si des pratiques de terrain lui réservent une certaine part dans la communication relative au VIH dans les milieux jeunes. Actuellement, des campagnes initiées par les opérateurs de téléphonie mobile lancent des slogans en *camfrançais*, sans toutefois faire, on peut s'en douter, l'unanimité.

En réalité, l'ensemble des phénomènes évoqués ici, et dont les chercheurs et chercheuses n'ont pas encore exploré toute la complexité, trouvent leur origine dans des évolutions sociétales qui méritent explicitation et des dynamiques historiques mettant en jeu langues, identités et intérêts sociopolitiques divers.

Politiques linguistiques et construction identitaire

Je voudrais, dans cette section, relever les similitudes et les dissemblances entre les deux pays en ce qui concerne les politiques mises en œuvre en focalisant l'attention sur quelques jalons significatifs de l'histoire.

L'administration publique

Notons d'emblée que dans l'un et l'autre État, les bilinguismes *de jure* ne coïncident pas toujours avec des situations de fait. Comme nous l'avons indiqué, le Cameroun se distingue par un bilinguisme officiel français/anglais – surtout de contigüité, alors qu'à Madagascar, un idiome local, le malgache, vient s'ajouter au couple français/anglais, et cela sans bipartition régionale comme au Cameroun. Cela est révélateur de l'histoire de Madagascar, marquée par des épisodes forts de *malgachisation* (promotion de la langue malgache). Rien de tel au Cameroun, où 50 ans de monolithisme linguistique centré sur une langue européenne, le français ou l'anglais, selon que l'on se trouve en zone « francophone » ou « anglophone », sont interprétables comme un avatar du jacobinisme linguistique caractéristique de la Révolution française. La volonté de construire la nation française se traduit dans ce contexte par une politique d'éradication des langues régionales (breton, gallois, provençal, etc.) et de francisation générale. La Révolution française considérait que l'unicité de langue allait permettre tout un enchaînement de bienfaits cités ici avec une certaine fébrilité, à savoir :

extirper tous les préjugés, développer toutes les vérités, tous les talents, toutes les vertus, fondre tous les citoyens dans la masse nationale, simplifier le mécanisme et faciliter le jeu de la machine politique [...]. Le peuple doit connaître les lois pour les sanctionner et leur obéir (Grégoire de Tours, 1794, en ligne).

L'auteur de ces lignes, l'Abbé Grégoire de Tours, s'appuie sur une argumentation spécieuse. Il évoque avec raison le caractère préjudiciable de la barrière linguistique dans le développement du processus démocratique (*le peuple doit connaître les lois pour leur obéir*). Mais contrairement à ce qu'il laisse entendre, la diversité linguistique n'est pas, tant s'en faut, un obstacle rédhibitoire à la bonne gouvernance de la société. C'est ce radicalisme qui

a finalement abouti à la « romanisation » de la France par l'éradication des idiomes régionaux, notamment par l'application de mesures coercitives dans les institutions scolaires (mesures de stigmatisation des contrevenants à la consigne du « tout en français »). C'est la loi Deixonne de 1951 qui met officiellement fin, en France, au monolithisme linguistique instauré à la Révolution. Cependant, la pression uniformisatrice de la langue française se fait encore sentir en France, malgré des initiatives locales dans les domaines breton, occitan et corse notamment.

Il n'est pas étonnant que les tenants de cette idéologie « jacobiniste » aient tout naturellement, et en toute bonne foi, tenu à l'implanter dans leurs territoires et colonies. Nous lisons ainsi sous la plume d'Imbert¹⁰ quelques *a priori* et prises de positions illustratives de ce point de vue :

Si les particularités ethniques n'ont pas encore disparu, notamment du fait de l'utilisation des langues ou de dialectes différents, elles s'effacent progressivement devant les impératifs de la construction nationale, ainsi que le rappelle à toutes occasions le Chef de l'État : « notre indépendance aboutit à l'unité nationale; elle doit nous obliger, les uns et les autres, à nous élever au-dessus de nos tribus, de nos villages, pour former ensemble une nation » (Imbert, 1976, p. 74).

On peut aisément imaginer les profondes perturbations causées par ces politiques assimilationnistes lorsque l'on connaît la relation complexe qui lie l'humain – *homo loquens* – à sa langue, et la place de celle-ci dans l'édification de son identité. Si ce radicalisme des révolutionnaires français a pu s'avérer préjudiciable aux communautés locutrices des différentes langues ostracisées, il est comparable à l'imposition de politiques assimilationnistes menées dans les pays africains francophones, à cela près que ce radicalisme se fondait, après tout, sur un des idiomes de la nation, le français, alors qu'en Afrique, il avait pour socle des langues étrangères. Ces tendances assimilationnistes d'une politique linguistique centrée sur les langues de la colonisation sont longtemps demeurées d'actualité au Cameroun, malgré quelques velléités d'irréductibilisme linguistique.

10. Il occupa des fonctions importantes à l'Université de Yaoundé.

Au Cameroun, jusqu'à une date récente, une politique d'occultation a fini par consacrer la régression de l'usage des langues camerounaises, programmant presque leur disparition. Ces cinquante dernières années, les fonctions sociales du français sont allées grandissant comme le dépeint Bitjaa Kody. Dans ce contexte,

cette langue [française] est passée du statut de langue officielle des institutions républicaines (administration, enseignement, publications gouvernementales, médias, justice, etc.) pour devenir tout d'abord une langue véhiculaire utilisée dans la majeure partie du pays, puis une langue maternelle pour plus de la moitié des enfants urbains qui l'ont pour seule et unique langue de communication (Bitjaa Kody, 2004, p. 48).

Dans un domaine comme l'administration publique, le Cameroun admet les langues nationales de manière officieuse sur le plan des communications verbales lorsqu'une langue locale s'impose régionalement comme véhiculaire. C'est également le cas, plus largement encore à Madagascar, où le malgache est parlé par 98% de la population. Cependant, dans l'un et l'autre cas, la langue de travail et des communications écrites reste plus ou moins largement la langue européenne. Notons toutefois qu'à Madagascar, le ministère des finances envoie aux usagers et usagères des formulaires bilingues (malgache-français), ce qui n'est pas actuellement envisagé au Cameroun ni à l'échelon local, ni *a fortiori* à l'échelon national¹¹. D'abord, Madagascar instaure un bilinguisme officiel français-malgache, même s'il s'agit d'un bilinguisme déséquilibré en faveur du français. 1972 connaît un changement de cap à la faveur d'un régime d'orientation socialiste. C'est ce que les historiens et historiennes ont appelé la « malgachisation ». Mais, en réalité, cette démarche fut mal vécue par les ressortissants des autres entités ethniques : il s'agissait plutôt, à leur sens, de « méréénisation ». C'est ainsi que dès 1989, l'on note un retour au français avec le président Ratsiraka. Le français bénéficie, ici comme dans de nombreux États africains, d'une apparente neutralité. L'arrêté 08 AN/P portant règlement intérieur de

11. J'avais applaudi la publication en version bilingue malgache-français de tous les documents relatifs au colloque « Madagascar : 50 ans d'indépendance » organisé par le Centre de Recherches et d'Études sur les Constructions Identitaires (CRECI), Université d'Antananarivo (Madagascar) du 1er au 04 décembre 2010.

l'Assemblée nationale stipule notamment que la langue malgache est la langue de l'Assemblée nationale. Toutefois, la langue française peut y être employée. Une telle mesure n'a jamais prévalu au Cameroun.

L'école

Sur le plan de l'éducation, l'année 1996 aurait pu marquer un tournant décisif dans l'histoire des langues au Cameroun. En effet, la loi no 96-06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 02 juin 1972 venait clore, officiellement tout au moins – et cela a son importance – l'ère de la marginalisation des langues camerounaises : la Constitution du Cameroun prévoit désormais en son Article premier la protection ainsi que la promotion des langues nationales. Deux ans plus tard, la loi d'orientation scolaire no 98/004 du 14 avril 1998 précisa le cadre institutionnel de cette promotion.

Dès le début des années soixante-dix, la recherche fondamentale et appliquée en langues africaines connaît un essor considérable dans les universités et centres de recherche africains, précédés de loin par leurs homologues du Nord¹². Il s'agit de préparer l'intégration des langues africaines à l'environnement contemporain, et notamment à l'enseignement formel. Il n'est pas indifférent qu'en 1998, une institution financière comme la Banque Mondiale ait reconnu les effets positifs de l'éducation dans la langue de l'apprenant-e. L'UNESCO, institution culturelle, les avait déjà mis en lumière dès 1953. Le fait que des institutions financières réaffirment ce principe revêt une dimension toute particulière et légitime *a posteriori* l'émergence d'une linguistique du développement. La Banque Mondiale déclare en effet qu'il y a intérêt à utiliser la langue maternelle comme langue d'enseignement dans les premières années du primaire, même lorsque l'objectif est de scolariser l'enfant dans sa langue officielle. En effet, l'apprentissage de la lecture dans une langue étrangère est d'une complexité que l'apprenti-e lecteur ou lectrice n'a pas les moyens de formuler, et dont le lecteur ou la lectrice confirmé-e n'a pas toujours le souvenir. Apprendre à lire ne devrait pas signifier apprendre une nouvelle langue, mais plutôt apprendre à retrouver, sous une forme différente, une langue que l'on

12. *L'Afrikanistik* – Études africanistes – a environ 150 ans dans certaines universités allemandes.

connaît déjà en grande partie. Le consensus est désormais établi sur la question. Lorsque l'on parvient à éviter la rupture entre l'enfant et l'élève, le gain se situe non seulement au niveau pédagogique, mais également au niveau psychologique et cognitif.

Remarquons que les premiers mots du préambule de la Constitution de 1972 évoquent la question linguistique, en opposant tout de même implicitement la volonté d'unité et la diversité. Il est en effet stipulé que :

Le peuple camerounais, fier de sa diversité linguistique et culturelle, élément de sa personnalité nationale qu'elle contribue à enrichir, mais profondément conscient de la nécessité impérieuse de parfaire son unité, proclame solennellement qu'il constitue une seule et même nation, engagée dans le même destin et affirme sa volonté inébranlable de construire la patrie camerounaise sur la base de l'idéal de fraternité, de justice et de progrès (Constitution de 1972, préambule, nous soulignons).

Quant à lui, le texte révisé de 1996 prévoit en son article 1, 3e alinéa, cette disposition particulière et inédite : « La République du Cameroun œuvre pour la protection et la promotion des langues nationales » (*Constitution* de 1996, article 1, alinéa 3).

Cette disposition annonce la loi d'orientation de 1998 :

L'éducation a pour mission générale la formation de l'enfant en vue de son épanouissement intellectuel, physique, civique et moral et de son insertion harmonieuse dans la société, en prenant en compte les facteurs économiques, socioculturels, politiques et moraux (Loi d'orientation no 98 /004 du 4 avril 1998, article 4).

L'article 5 précise ensuite que l'éducation a, entre autres objectifs, celui de la promotion des langues nationales. Il s'agissait là d'une des premières prises de positions officielles en faveur d'une valorisation des langues camerounaises dans la vie nationale, étant donné que jusque là, les seules langues reconnues et nommément mentionnées par la Constitution demeuraient l'anglais et le français. Ces modestes alinéas avaient pu apparaître aux yeux de beaucoup comme une avancée vers une officialisation de certaines de ces langues ou au moins de véritables initiatives de promotion. La reconnaissance d'un statut officiel aux langues camerounaises

devait contribuer à les redynamiser à une époque où le peu de crédit qui leur était accordé sur le marché linguistique, ainsi que la régression subséquente de la transmission intergénérationnelle, les entraînait inéluctablement vers l'étiollement. Mais il n'en a rien été. Aujourd'hui, tous les analystes déplorent le fait que les résultats obtenus ne reflètent pas vraiment les efforts jusqu'à présent déployés en vue d'une intégration effective de l'enseignement des langues camerounaises dans le système éducatif. De nouveau, il est placé de grands espoirs dans le projet ELAN Afrique, projet concernant huit pays de la sous-région, y compris le Cameroun.

Sur le plan de l'institution universitaire, des efforts furent également déployés, avec des résultats divers. La recommandation no 13 de la conférence des chefs des institutions universitaires du 6 octobre 2008 à Yaoundé invitait les États à développer les études sur les langues et cultures africaines.

Il n'empêche que, des années après la promulgation de la constitution révisée de 1996, les progrès accomplis ne semblent pas avoir été à la hauteur des attentes légitimes, et que certaines institutions universitaires ne comportent toujours pas de structure officiellement dédiée à l'enseignement des langues camerounaises. Il arrive encore aujourd'hui au Cameroun que des recherches ou des enseignements portant sur les langues camerounaises soient hébergés par des départements de français.

Les médias et la communication

C'est dans le domaine de la communication et des médias que les situations du Cameroun et de Madagascar diffèrent le plus l'une de l'autre. À Madagascar, d'après les auteurs cités, le rôle officiel du français n'empêche pas sa pratique de rester fictive et marginale dans les faits à certains niveaux. Si la presse nationale ne paraît qu'en malgache, la presse privée peut être rédigée en français. La radio nationale, pour sa part, diffuse majoritairement en malgache en dehors de quelques heures d'émissions par jour en français (bulletin d'information notamment). Il existe, en outre, une chaîne de télévision publique : le journal télévisé est diffusé en malgache d'abord, en français ensuite. Quant à la presse écrite, elle comptait 6 quotidiens en 2002, dont un entièrement en malgache : pour les cinq autres, le français domine à 80 % au moins. En ce qui concerne les magazines, la langue exclusive

reste le français dès qu'il s'agit de politique, de commerce, d'économie ou d'éducation, le malgache intervenant dans le culturel, le récréatif et le religieux. Les régiolectes, quant à eux, ont du mal à se faire une place dans les médias, même localement. Cependant, certains régiolectes qui naguère n'avaient pas droit de cité dans leur propre zone d'extension, car exclus par l'omniprésence du malgache officiel de la capitale, semblent avoir connu une expansion relative de leurs fonctions (Harijaona, 2004, p. 207).

Au niveau de la communication internationale, on note qu'à Madagascar, et malgré le processus de malgachisation en cours, le français conserve sa place, comme dans la majorité des pays africains. De façon paradoxale, malgré une homogénéité linguistique exceptionnelle, l'affichage publicitaire, la signalisation routière, ainsi que les domaines de la politique, du commerce, de la science et de la technologie échappent assez largement à la malgachisation. Comme au Cameroun, il semble bien que l'attitude des Malgaches vis-à-vis du français soit faite d'un sentiment complexe d'attraction et de répulsion, attraction liée au prestige de la modernité, de la technicité, mais aussi répulsion née du souvenir de son hégémonie encore perceptible aujourd'hui malgré une volonté de malgachisation bien affirmée.

Au Cameroun, les médias écrits utilisent, presque exclusivement, la langue française, et de manière assez prévisible, les langues camerounaises n'interviennent à la radio que lors de tranches spéciales, ou alors régionalement. De rares publications à diffusion limitée ont réussi à se départir de la dépendance de la langue officielle, le français en l'occurrence, en adoptant une langue camerounaise. Nous pensons particulièrement au journal *Kubaruuji*, journal en *fulfulde* diffusé dans le cadre du volet Alphabétisation du Projet « Développement Paysannal et Gestion des Terroirs » de la SODECOTON à Garoua, au Nord-Cameroun. Des recherches récentes montrent que lorsque certaines agences privées ou confessionnelles s'essayent à la diffusion du film en langue locale, l'inexpérience et le manque de moyens peuvent aboutir à des incompréhensions, voire à des contresens (Mohamadou Ousmanou, 2010).

Le déséquilibre en faveur de la langue française, encore aggravé au Cameroun, ne peut qu'être reproduit dans la construction identitaire, induisant des situations de « schizophrénie psycholinguistique » dans lesquelles l'individu pense le culturel et le ludique dans sa langue, mais n'a pas les moyens linguistiques ni de penser, ni de dire, ni *a fortiori* d'intégrer

les connaissances technologiques et scientifiques du monde contemporain. Ceci constitue un des défis majeurs que doit affronter une linguistique du développement.

Le peul au Nord-Cameroun : une langue pour la communication de masse

La région septentrionale du Cameroun¹³ représente une des régions les moins sujettes à la dépendance linguistique par rapport à une langue étrangère. Elle doit cette particularité à la position véhiculaire d'une de ses langues identitaires, le peul (ou *fulfulde*). Mais au-delà de ce constat, il est utile d'appréhender les bases socio-historiques de la configuration exceptionnelle d'une région où, cas exceptionnel en Afrique, le *fulfulde* fonctionne comme langue largement véhiculaire alors que ses particularités linguistiques ne laissent guère présager une telle fortune.

Ces diverses particularités du peul, en même temps qu'elles en font une langue intéressante, harmonieuse, riche et puissante, en font aussi une langue dont l'assimilation est malaisée. Aussi est-il fort rare de l'entendre parler par d'autres indigènes que ceux dont elle est la langue maternelle et elle n'a aucune chance de devenir une langue d'échange (Delafosse, [1912] 1972, p. 409-410).

C'est en ces termes que s'exprimait Delafosse (administrateur français des colonies, Haut-Sénégal Niger) au début du siècle. Ses prévisions se sont révélées exactes partout où la langue peule est parlée avec une seule exception : le Cameroun. Lors de la dernière grande migration que connaît le Nord du pays, les Peuls se sont imposés dès le 19^e siècle comme un puissant foyer d'assimilation des ethnies autochtones, conférant à la région, sur le plan des structures sociales, mais aussi de la répartition des groupes humains et linguistiques, le visage que nous lui connaissons aujourd'hui. Bien que le facteur démographique n'ait jamais joué en faveur des Foulbés au Nord-Cameroun, ils ont malgré tout réussi, aidés en cela par tout un enchaînement d'événements historiques favorables, à imprimer à la région,

13. À savoir, sur le plan administratif, l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord.

en de nombreux domaines, linguistique notamment, son visage actuel. Une réflexion concernant les stratégies de communication pour le développement ne peut faire l'économie d'une prise en compte de ces événements. Cela dit, il convient de relativiser l'incidence du poids démographique des locuteurs natifs sur la véhicularisation d'une langue : il faut rappeler les cas, comme celui du *sango* en Centrafrique, qui nuancent l'importance des natifs dans la véhicularisation d'une langue. Car cette langue a pu s'imposer comme véhiculaire dominant devant des langues comme le *bande* et le *gbaya* qui sont parlées par dix fois plus de gens et sur les trois quarts du territoire centrafricain (Caprile, 1982). Par ailleurs, le cas du *pidgin-English* au Cameroun montre de manière patente que le poids démographique de la population locutrice d'une langue ne détermine pas à lui seul l'aptitude de cette langue à assumer une fonction véhiculaire.

Le peul au Nord-Cameroun : la conquête de la véhicularité

Les Peuls du Nord-Cameroun situent traditionnellement leurs origines au Massina d'où ils se seraient dispersés dès le 14^e siècle. Ils auraient poussé leur progression vers l'Est pour atteindre les uns, le Bornou, les autres, les pays haoussas. Seuls trois groupes foubés se sont finalement installés dans les régions que les Peuls occupent aujourd'hui au Nord-Cameroun : les *feroobe* dans le Diamaré, les *yillaga* dans la Bénoué et les *wolaarbe* sur le plateau dans l'Adamaoua (Mohammadou, 1970, 1978, 1980; voir aussi Boutrais, 1984).

Rôle de l'islamisation

Dans les premiers temps, ils vivaient en bonne intelligence avec les agriculteurs autochtones. Mais, très vite, les tensions classiques entre pasteurs et agriculteurs se font jour. Ainsi, le climat est déjà à l'insurrection à la fin du 18^e siècle lorsque, vers 1805, le Cheik Ousmanou de Sokoto lance le Jihad. L'islamisation, qui va suivre, constitue, avec l'occupation des terres par les Foubés, les facteurs géniteurs de l'émergence du *fulfulde* en tant que véhiculaire. Alors qu'ailleurs, en pays haoussa par exemple, ce sont les conquérants foubés qui ont adopté la civilisation et l'organisation sociale et politique des populations locales, au Nord-Cameroun, certains

facteurs ont favorisé l'expansion du *fulfulde* comme langue véhiculaire. On peut regrouper ces facteurs en trois catégories selon un critère à la fois chronologique et d'importance : le facteur premier ou géniteur, le facteur second et les facteurs d'appoint.

Le facteur géniteur qui donna l'impulsion initiale est l'islamisation de l'actuel Nord-Cameroun, et son corollaire, la foubéisation. Ces deux processus ne constituent en fait que les deux faces d'une même réalité. Face aux Foubés investis de la mission d'asseoir l'Islam dans les régions occupées se trouvent les populations non musulmanes qui essayaient de maintenir, non sans mal, leurs traditions politiques, culturelles et linguistiques. L'expansion peule adopta, selon la région, des stratégies variées, où l'on a pu noter, par endroits, des rapports de forces. Le mode d'implantation revêt, pourquoi l'éluider, une importance qu'il ne faut pas mésestimer. En effet, ce sont ces rapports de force qui expliquent en partie la régression quelquefois drastique de certaines langues. Dans la recherche des stratégies pour une communication efficace, il est important d'identifier les circonstances qui expliquent, en partie au moins, les réticences que l'on peut noter aujourd'hui encore dans certains milieux par rapport à l'alphabétisation en langue peule par exemple. En tout état de cause, l'expansion peule a entraîné la constitution d'une catégorie de personnes qui allaient, les premières, adopter la langue et la religion des Peuls. Comme l'écrivait Lacroix (1962, p. 76), qui le premier parla d'une « koinè », le peul est employé dans la plus grande partie du Nord-Cameroun, y compris dans les zones sans peuplement peul, comme langue d'intercommunication entre individus appartenant à des communautés linguistiques différentes, et qu'il s'est ainsi constitué une « koinè » dont les caractéristiques propres s'écartent sensiblement du « peul standard » des manuels et, *a fortiori*, de la langue littéraire.

Mais il est à noter que le *fulfulde* pratiqué pendant cette phase primaire d'apprentissage était une langue approximative, un *baby-talk*, selon l'expression des créolistes, un *bilkiire*, littéralement « *fulfulde* enfantin ». Mais cette expression est comprise aujourd'hui par la plupart des locuteurs/locutrices interrogé(e)s, toutes origines confondues, comme désignant « le *fulfulde* des païens » – une formule quelque peu brutale, mais surtout étymologiquement inexacte. En tout état de cause, la foubéisation culturelle fonctionnait comme un puissant moteur d'ascension sociale (Boutrais, p. 282) et, en même temps, un vecteur très efficace de l'accroissement de

l'audience de la langue peule. Après le « temps de l'ignorance », avec le 19^e siècle, s'achevait ce que les Peuls eux-mêmes appellent *Zamaanu Diina*, le « temps de l'Islam », c'est-à-dire le temps du Jihad, le temps « de la cohésion de tous les Foulbé » (Boutrais, p. 245). Ils avaient en effet réussi, en moins d'un siècle à modifier profondément le visage humain et la configuration linguistique d'une région qui adopte *in fine* le *fulfulde* comme un des principaux médiums de communication. Leur langue « est devenue le moyen de communication utilisé par tous » (Boutrais, p. 289). Allait suivre, le temps de la présence européenne. Loin d'ébranler les positions des Peuls, cet épisode allait, contre toute attente, continuer à les conforter (Boutrais, p. 280).

Rôle de la politique coloniale européenne

À l'Extrême-Nord, le sort du *fulfulde* a été très tôt indissociablement lié au pouvoir traditionnel ainsi qu'au pouvoir colonial allemand, mais surtout français. Cela n'a pas été sans laisser de traces au niveau du statut propre de ces langues, ainsi que des fonctions qu'elles assument au niveau de la communication. Le facteur second, dans l'essor de la langue peule, n'est autre que la pénétration coloniale européenne, car, comme le font remarquer Caprile et Ngalasso Mwatha Musanji (cité par Caprile, 1982), la colonisation a joué dans l'essor des langues véhiculaires un rôle de puissant catalyseur, bien que l'existence des grandes langues véhiculaires l'ait souvent précédée de beaucoup. En République Démocratique du Congo (RDC) par exemple, la pénétration coloniale a joué un rôle dans l'essor du *ciluba*, une des quatre langues principales avec le *kikongo*, le *lingala* et le *swahili*, en ce sens que c'est principalement parmi les Baluba, locuteurs et locutrices du *ciluba*, que les colonisateurs ont recruté le plus grand nombre d'agents; ces derniers, étant amenés à se disperser à travers le territoire, utilisaient toujours leur propre langue comme moyen de communication. Ce rôle de catalyseur de l'administration coloniale dans l'essor des véhiculaires africains se retrouve également dans l'histoire de l'expansion du *swahili*, principalement parlé en Tanzanie. En effet, la colonisation allemande renforça le processus de normalisation et de véhicularisation de cette langue par diverses mesures. Les Anglais qui prirent les rênes de ce pays à l'issue de la Première Guerre Mondiale poursuivèrent la politique entamée par leurs

prédécesseurs. Ce n'est que grâce à cette politique que le *swahili* a pu très tôt être promu comme langue nationale. De cette langue qui avait commencé son expansion dès le 18^e siècle avant la pénétration coloniale, il se déclare très vite chez les administrateurs coloniaux une volonté nette d'en faire une langue intermédiaire entre le français et les langues locales.

Au tout début, en 1901 plus exactement, lorsque les Allemands arrivèrent des régions côtières, l'islamisation du Nord-Cameroun dans les limites actuelles était pratiquement achevée et la foubéisation suivait son cours. Le *zaamanu nasaara*, « le temps des Blancs », allait commencer. Dans un premier temps, les Foubés résistent à la colonisation, érigeant désormais l'islam comme facteur de cohésion face aux assauts des non-musulmans, tous peuples confondus (Boutrais, p. 245, 280, 282 et passim). Mais après l'affrontement initial, les Allemands, puis les Français au début de leur administration, s'appuyèrent sur les *laamiibe* pour administrer le pays, car la solide organisation politique des Foubés semblait l'intermédiaire tout trouvé entre les Européens et les populations locales. Cette politique coloniale d'administration indirecte, propre aux Allemands et aux Britanniques et connue aussi sous le nom d'*indirect rule*, s'est régulièrement traduite dans les zones qu'ils contrôlaient par des options spécifiques sur le plan culturel en général et sur le plan linguistique en particulier. Il est capital de le noter, car un tel système implique nécessairement la reconnaissance des langues locales qui étaient alors, jusqu'à un certain degré, promues, de fait sinon de droit, au statut de langue officielle de l'administration. Il n'est donc pas surprenant que le *fulfulde*, qui était déjà langue de commandement et donc de prestige, dans l'administration peule devienne, concurremment avec l'arabe, langue de l'administration écrite. En effet, dans le lamidat de Garoua, où les Allemands installèrent dès leur arrivée le chef-lieu de leur administration ainsi que leur principale garnison militaire, ils prirent des mesures pour que, jusqu'en 1950, toutes les instructions soient rédigées en *fulfude* (en caractères arabes). Cette prescription ne pouvait que contribuer à renforcer la véhicularisation du *fulfulde*. On peut donc affirmer que la colonisation européenne, loin de mettre un terme au rôle grandissant du *fulfulde*, renforça nettement son impact et son expansion à travers la région. Ce n'est d'ailleurs pas un cas isolé puisque, plus d'une fois dans l'histoire, l'administration coloniale a incidemment accru l'importance de langues de

grande diffusion pour en faire, à terme, des langues véhiculaires de statut quasi officiel. Ce fut le cas pour nombre de langues africaines, notamment pour le *swahili* en Tanzanie et le *ciluba* en RDC.

Mais alors que l'islamisation, relayée par la colonisation allemande puis française, assura au *fulfulde* un essor exceptionnel au Nord-Cameroun, l'importance des autres langues du pays demeura stationnaire, ou même régressa. Il est intéressant d'examiner cette situation pour établir l'originalité, sur le plan national, de la situation du peul. Les colonisateurs français, succédant aux Allemands après la défaite de l'Allemagne en 1918 et la perte de ses possessions coloniales, poursuivirent la politique initiée par leurs prédécesseurs, bien que leurs stratégies habituelles soient diamétralement opposées. On sait en effet que, contrairement aux Britanniques et aux Allemands qui pratiquaient l'administration indirecte, les Français ont généralement gouverné leurs colonies africaines par la méthode de l'administration directe. Au Nord-Cameroun cependant, ils trouvèrent en place un système fortement hiérarchisé qu'ils utilisèrent pour un meilleur contrôle de la zone. Cela se traduisit sur le plan linguistique par une confirmation supplémentaire du *fulfulde* dans sa fonction et son statut. Par contre, au sud du pays, la politique française était tout autre : il n'y fut fait aucune dérogation à la règle habituelle de l'assimilation. Certains autres facteurs peuvent aussi avoir contribué à la véhicularisation du *fulfulde* : il s'agit de l'urbanisation, du morcellement linguistique de certaines communautés et enfin du rôle des Peuls dans la vie politique et régionale avant l'indépendance.

Facteurs d'appoint de la véhicularisation du fulfulde

La ville étant par essence un lieu de brassage de populations, il s'y manifeste une hétérogénéité ethnique susceptible de rendre nécessaire l'usage d'une langue de contact, prédisposant des localités à l'avènement d'une langue véhiculaire. À cet égard, les cas de Maroua et de Garoua sont particulièrement significatifs. En effet, les migrations successives de commerçants kanouris et haoussas ont fortement contribué à leur transformation de gros bourg en ville en même temps qu'elles augmentaient encore davantage l'hétérogénéité linguistique. Un second facteur à prendre en considération est de nature linguistique : le morcellement linguistique

a rendu utile l'utilisation d'un véhiculaire de contact, le *fulfulde* en l'occurrence. C'est le cas des six groupes falis, dispersés en partie du fait de la conquête peule, entre lesquels une intercompréhension quasiment nulle est palliée grâce à l'usage de cette langue (Boutrais, 1984, p. 175-176). Le troisième facteur que nous devons citer est de nature strictement politique. On peut poser comme hypothèse que la position prestigieuse de l'élément peul dans la vie politique nationale a pu contribuer à améliorer le statut et l'audience du *fulfulde* au moins sur le plan régional : c'est un leader politique d'origine peule, le président Ahmadou Ahidjo, qui arriva à la tête de l'État camerounais en 1960 lors de son accession à l'indépendance¹⁴. Enfin, et de manière paradoxale, l'église et l'école, tard venues dans cette partie du territoire, ont encore contribué à renforcer le caractère véhiculaire du *fulfulde*. L'église, en effet, utilise le *fulfulde* comme vecteur d'évangélisation. Par ailleurs, indirectement parce qu'elle met en contact des enfants d'origines ethniques différentes, l'école, en principe chasse gardée de la langue française, contribue, et c'est assez piquant, à l'expansion du *fulfulde*, seule langue parlée aux intercourts et même, dans certains cas, pendant le cours dans les interactions entre maître et élève (Tourneux et Iyebi Mandjeck, 1994; Mahama, 2016; Daouaga Samari, 2018).

En somme, des facteurs pour la plupart interdépendants (politiques, linguistiques, sociologiques) ont, à terme, concouru à structurer l'économie générale de la communication dans la région du Nord-Cameroun autour d'un élément central : le *fulfulde*. Toutefois, si cette langue s'impose comme véhiculaire dans cette zone, il n'en reste pas moins qu'il existe des cas de compétition : le français entre en concurrence avec le *fulfulde* dans l'ensemble de la zone, et localement, on peut noter la présence du *wandala*, du *kanuri* et de l'arabe comme langues de communication interethnique.

Compétition/coopération pour la communication de masse

Le *fulfulde* constitue avec le *mango ewondo* (Pidgin A 70) et le *pidgin-English* l'une des trois langues véhiculaires nationales les plus importantes du Cameroun. Signalons qu'en l'absence de statistiques systématiques, je me réfère à l'extension géographique des différentes langues et non pas au

14. Il quitta le pouvoir en 1982.

poids démographique de leurs locuteurs et locutrices. Les autres langues assumant à des degrés divers une fonction véhiculaire sont, dans la zone forestière méridionale, le *bassa* et le *duala*. Il est intéressant, du reste, de noter que seules les trois grandes langues véhiculaires – le *fulfulde* au nord, le *pidgin-English* dans le littoral et l'ouest, le *mongo-ewondo* dans l'aire dialectale *bəti-fay* – ont des aires de diffusion contiguës. Ces langues peuvent s'inscrire, selon le cas, dans une relation de coopération ou de compétition dans le cadre global de la communication pour le développement.

Contiguïté et coopération des langues véhiculaires

La contiguïté géographique de l'aire de diffusion du *fulfulde* avec celles des deux autres véhiculaires principaux présente un intérêt sur le plan de la communication, car elle permet la circulation des matériaux et documents conçus à des fins de communication de masse, pour peu que l'on utilise la variété dialectale appropriée. La contiguïté – voire l'interpénétration – des zones de véhicularité peut, en effet, donner lieu à une mutualisation bénéfique des ressources, des messages conçus principalement pour une zone A donnée pouvant être exploités, même marginalement, dans une zone B contiguë à la première.

Dans le cas d'espèce, notons que le *fulfulde* étend son influence pratiquement jusqu'à la limite nord de l'aire *bəti-fay*. Cette dernière, qui recouvre la plus grande partie du centre, du sud et de l'est du pays, constitue en fait un continuum linguistique plutôt qu'une langue unique. Il est organisé essentiellement autour de la langue *ewondo*, parler des originaires de la capitale Yaoundé et de ses environs, qui fut choisie comme vecteur d'évangélisation par les missionnaires catholiques¹⁵ ; il s'en est d'ailleurs suivi l'apparition d'une variété pidginisée de la langue dont le produit est connu sous le nom de *mongo ewondo* (littéralement « petit ewondo »). Le *fulfulde* est également contigu à l'aire pidginophone. Rappelons que le *pidgin-English* camerounais, le seul de toutes ces langues à être intrinsèquement véhiculaire (spécialement constitué pour résoudre des problèmes de

15. Et la langue *bulu* pour les Protestants.

communication interethnique)¹⁶, s'étend sur une aire très vaste dépassant les deux provinces du Sud-Ouest et du Nord-Ouest de l'ex-Cameroun sous tutelle britannique pour recouvrir la majeure partie des communautés tika, bamum, bamiléké, duala ainsi que l'ouest de l'aire basaa-bakoko. Le *pidgin-English* a connu son essor sous l'impulsion d'un facteur strictement commercial, ce qui explique probablement les controverses suscitées sporadiquement lorsqu'il fut adopté comme langue d'évangélisation; il a également servi comme langue de l'administration.

Concernant la contiguïté avec l'aire *bəti-faŋ*, il faut noter que le *fulfulde* s'infiltré, à titre véhiculaire dans les régions du Centre, du Sud et de l'Est. L'enquête à l'échelon national intitulée *Sociolinguistic profile of urban centers in Cameroon* indiquait que le *fulfulde* comportait respectivement 27 % et 15 % de locuteurs/locutrices dans la ville de Mbandjock située à 100 km de Yaoundé, et dans celle de Bertoua, chef-lieu de la région de l'Est (Koenig, Chia, Povey, 1983). Si le *fulfulde* parvient à se tailler une place significative dans certaines villes situées dans la mouvance *bəti-faŋ*, l'inverse ne se vérifie pas. Par contre, entre l'aire pidginophone et l'aire fulfuldéphone, l'interpénétration est bilatérale : l'enquête mentionnée montre que le *fulfulde* a étendu son influence jusque dans la région de l'Ouest : pour Foubam, en pays bamoun, il est enregistré jusqu'à 10 % de locuteurs/locutrices du *fulfulde* dans une région qui présente pourtant la plus forte homogénéité linguistique du Cameroun : 89 % d'adultes possèdent le *bamum* comme langue plénière, contre 73 % pour le *fulfulde* à Maroua. Ce pourcentage représentatif de fulfuldéphones en pays bamoun s'explique par les réalités géographiques et historiques de cette région : elle est partiellement islamisée et située aux confins des lamidats de l'Adamaoua. L'enquête ci-dessus signale par ailleurs que les locuteurs/locutrices du *fulfulde* l'utilisent comme L2 à 16 % à Kumbo et à 7 % à Bamenda. Ces taux prennent toute leur signification lorsque l'on sait que la région du Nord-Ouest fait partie de l'ex-Cameroun anglophone où l'usage du *pidgin-English* prévaut, solidement implanté à titre véhiculaire et même dans certains cas à titre plénier.

16. Ceci étant, il s'impose désormais comme langue première et langue d'accès à la parole dans un certain nombre de cas au sein de sa zone d'extension privilégiée.

Compétition/coopération linguistique entre les véhiculaires

Dans la zone septentrionale, le *fulfulde* est sans conteste la première langue véhiculaire. Il s'inscrit dans un rapport de compétition avec le français, en milieu urbain. Localement, nous devons prendre en compte les trois autres véhiculaires de la zone, d'expansion nettement moindre; il s'agit, par ordre décroissant d'importance, de l'arabe, du *wandala* et du *kanuri*.

L'arabe, attesté dans l'Extrême-Nord (département du Logone et Chari), est la seule langue de la famille sémitique parlée au Cameroun; appelée *arabe shwa*, par les allophones, cette langue assure en outre une fonction véhiculaire en milieu *mandage* (glossonyme propre du groupe plus communément connu sous le nom de *kotoko*) caractérisé par un morcellement linguistique important : il ne compte pas moins de six langues non mutuellement intelligibles. La prédominance de l'arabe sur le *fulfulde* apparaît lorsque l'on prend en compte l'exemple de la ville de Kousséri, où l'on ne peut que constater la faible représentation du *fulfulde* : seulement 10 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête citée parlent comme langue première le *fulfulde* contre 24 % pour l'arabe et 29 % pour le *mandage*, tous les dialectes confondus. Du point de vue de la langue seconde, le *fulfulde* est encore battu en brèche par l'arabe qui fait plus que doubler sa performance : 25 % de la population parlent le *fulfulde* en seconde langue, contre 66 % pour l'arabe, dans la même position. En fait, le *peul* joue le rôle de véhiculaire dans le Septentrion, à l'exception du département du Logone et Chari qui est essentiellement peuplé de *Kotokos* et d'Arabes, et dans l'arrondissement de Mora où les *Mandaras*, anciennement islamisés, ont un statut assez proche de celui des *Peuls* et où leur langue, le *wandala*, est devenue véhiculaire.

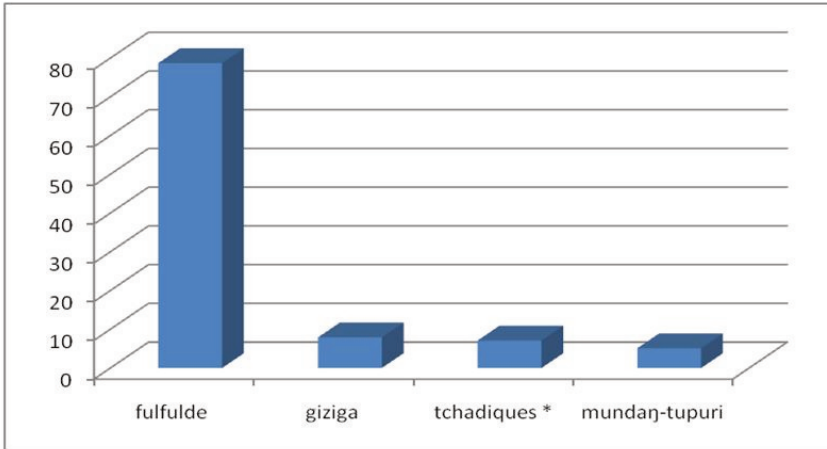


Figure 3-2. Position véhiculaire du fulfulde à Maroua (pourcentages). Figure constituée à partir des données de Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdulaye Oumarou Dalil (1992).

Concernant le *wandala*, langue de la famille tchadique parlée par les populations mandaras situées au Nord de Mora, il assume une fonction véhiculaire dans l'ensemble des Monts Mandara. Il est concurrencé dans le Sud de sa zone de diffusion par l'expansion grandissante du foyer fulfuldéphone du Diamaré.

Le *kanuri* est la seule langue du phylum Nilo-Saharien parlée au Cameroun. Langue de l'ancien empire du Bornou, le *kanuri* ne connaît au Cameroun qu'une implantation limitée eu égard à l'importance qu'il occupe au Nigéria et au Niger voisins. Pourtant on peut dire avec Barreteau, Breton et Dieu (1984, p. 174) que bien que relativement peu nombreux au Cameroun, les locuteurs et locutrices de cette langue en accroissent la zone d'influence par leur implantation dispersée et leur activité économique. Le *kanuri* partage ainsi le rôle de véhiculaire avec le *fulfulde* autour de Maroua et Bogo dans le département du Diamaré et plus à l'Est encore jusqu'à Guirvidig dans le département du Mayo-Danay.

Le cas du *hausa* au Nord-Cameroun, évoqué en début de chapitre, mérite que l'on s'y arrête quelque peu pour indiquer que, contrairement à certaines idées reçues, cette langue apparaît peu comme véhiculaire au

Nord-Cameroun¹⁷. En fait, le *hausa* ne joue véritablement un rôle véhiculaire – et de façon très marginale – que dans la zone frontalière du fait des échanges, essentiellement de nature commerciale, entre le Cameroun et le Nigéria où il est langue maternelle et véhiculaire. En dehors de ce cas précis, les échanges en *hausa* ne répondent que rarement à un besoin coercitif de communication puisque les interlocuteurs et interlocutrices possèdent nécessairement en commun le *fulfulde*. Comment se déroulent les situations concrètes d'échange? J'ai pu observer, dans une zone urbaine telle que Garoua où le *fulfulde* est largement véhiculaire, des cas de code-switching chez des Haoussa ayant pour langue quasi maternelle le *fulfulde* : les échanges de salutations rituelles s'effectuent en *hausa*, le recours à cette langue dénotant alors un besoin affectif des interlocuteurs et interlocutrices de marquer symboliquement leur identité particulière. Une fois les salutations rituelles achevées, la suite de l'interaction se déroule en *fulfulde*.

Citons, pour terminer, la concurrence du français dans une région où il peut être, comme dans la ville de Maroua, déclaré deuxième langue la plus parlée immédiatement après le *fulfulde*, et ce pour près de 30 % de l'échantillon. Cela fonde la décision d'utiliser cette langue, au moins sous sa forme simplifiée, pour bâtir une stratégie de communication efficace dans le Nord-Cameroun, comme cela a été préconisé dans Tourneux et Métangmo-Tatou (2010). En effet, des guides bilingues furent élaborés en français et *fulfulde* simplifiés.

Comme nous le verrons, l'importance constatée du français dans cette zone fonde le recours au français dans l'élaboration de documents dédiés à la sensibilisation. En effet, si 30 % de la population déclarent le français comme seconde langue, cela rend légitime une démarche de confection de documents bilingues prenant en compte le français – français commun et français facile – comme cela fut préconisé dans le cadre de l'information sanitaire relative au VIH¹⁸. Cela n'exclut pas, l'utilisation du *fulfulde*, qui là également, va se décliner en *fulfulde* classique et *fulfulde* véhiculaire.

17. Il n'est pas exclu que le mythe d'un *hausa* véhiculaire provienne d'une vision stéréotypée du Nord-Cameroun chez le Camerounais moyen, des régions méridionales surtout, dans l'imaginaire duquel se confondent la religion (islam) et l'ethnie (Haoussa).

18. Voir à ce propos le chapitre 5.

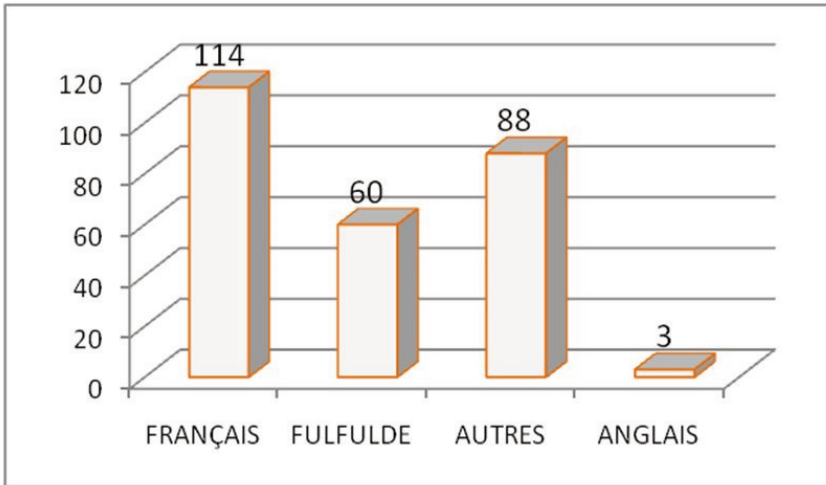


Figure 3-3. Français, deuxième véhiculaire à Maroua (données brutes). Figure constituée à partir des données de Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdoulaye Oumarou Dalil (1992).

Le *fulfulde*, la koinè peule et la communication

Cela ne fait de doute pour personne, le *fulfulde* s'impose comme élément central de la communication verbale au Nord-Cameroun. Tout promeneur le constate dans les lieux publics, tout usager de l'administration l'expérimente. Le chercheur ou la chercheuse peut évaluer cette prééminence à divers niveaux : le rôle de cette langue dans le processus d'accès à la parole, son usage oral fréquent dans les rapports avec l'administration, les attitudes favorables de ses locuteurs et locutrices quant à son officialisation, son dynamisme démolinguistique. Mais ce dynamisme démolinguistique n'est pas allé sans des mutations importantes au niveau de la structure même de cette langue, comme je l'ai annoncé précédemment, renforçant son éligibilité comme langue de communication de masse. En outre, des démarches d'aménagement linguistique sont entreprises afin de renforcer la communicabilité des messages (Tourneux, Boubakary Abdoulaye et Hadjidja Konaï, 2010).

Le *fulfulde* assure la fonction importante de langue d'accès à la parole, ou langue d'apprentissage de la parole, pour 69,9 % de l'échantillon de 389 personnes interrogées dans le cadre de l'enquête¹⁹ conjointe MINREST-ORSTOM (Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdoulaye Oumarou Dalil, 1992). Aucune des langues représentées n'approche ce score, quel que soit le niveau d'instruction ou la catégorie sociale. Cela est remarquable, car dans d'autres contextes, et en milieu urbain essentiellement, cette fonction est de plus en plus assumée par le français.

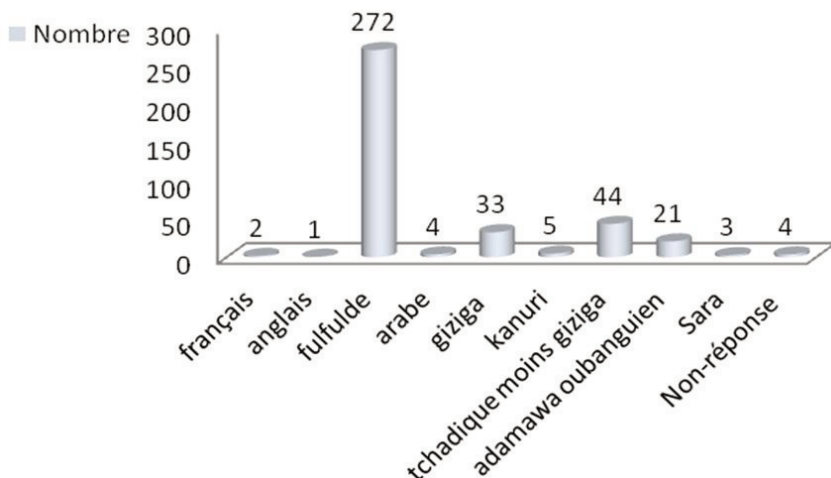


Figure 3-4. Langues d'accès à la parole à Maroua. Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdoulaye Oumarou Dalil (1992).

Le *fulfulde* est, sans conteste, la langue que l'on parle tous les jours pour 92,5 % des personnes interrogées. En outre, 75 % des gens l'emploient dans leurs rapports avec l'administration, la langue officielle principale de la zone (LO1), le français, attirant en revanche le quart des usagers/usagères. C'est pourquoi je constate sans surprise aucune, à la lecture de la figure 3-5, qu'une majorité confortable se prononce pour l'officialisation du *fulfulde* : globalement 84 % de l'échantillon (soit 327 personnes), avec 68,1 % des

19. Cette étude a été financée par l'Institut de Recherche pour le Développement (ex-ORSTOM).

personnes interrogées exprimant un « oui » sans réserves. En somme si le planificateur officialisait le fulfulde à l'échelon régional, il ne s'agirait que d'une manière d'entériner un état de fait.

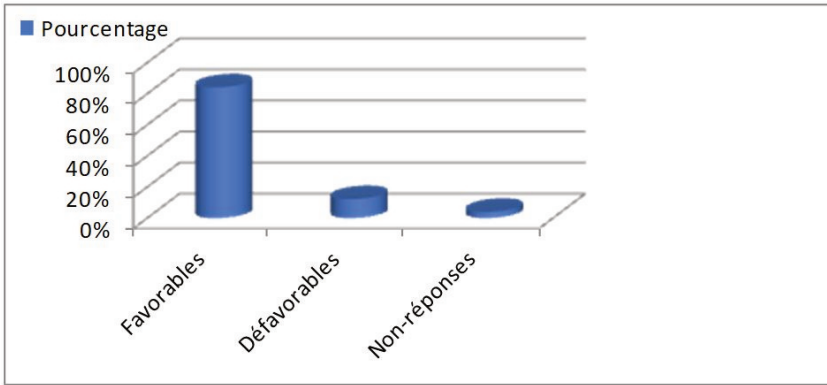


Figure 3-5. Opinion sur une politique d'officialisation régionale du fulfulde. Figure réalisée à partir des données de Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdoulaye Oumarou Dalil (1992).

Notre enquête a également révélé l'importance de la variable « âge » en ce qui concerne la dépendance linguistique à une langue non maternelle : plus les locuteurs et locutrices sont jeunes, plus ils ou elles utilisent le français. Sans vouloir porter de jugement de valeur sur ce comportement langagier, nous pouvons tirer de cette forte corrélation entre l'âge et la langue utilisée la conclusion que cette variable devrait intervenir dans le choix de la langue d'une campagne de sensibilisation.

En réalité, dans le cas du Cameroun septentrional, la position du *fulfulde* est extrêmement dynamique : il ne perd pas de locuteurs et locutrices, mais bien au contraire, il en gagne au fil du temps. Faut-il rappeler que, dès l'époque de la conquête peule (Boutrais 1984, p. 282), l'adoption de la langue, de la culture en même temps que la religion des Peuls, a constitué un facteur puissant d'ascension sociale? En outre, tous les autres facteurs d'expansion de la langue peule – urbanisation, scolarisation, évangélisation, etc. – se sont au moins maintenus depuis lors.

Pour évaluer le dynamisme démolinguistique en termes d'expansion ou de régression des langues utilisées par les répondants, nous avons mis au point et expérimenté un outil spécifique : il s'agit d'un questionnaire portant non seulement sur leur propre pratique linguistique, mais aussi sur celle de leurs ascendant-e-s. Cet outil a pour objet la reconstitution chronologique des usages par des générations successives de locuteurs et locutrices et d'en déduire l'indice de dynamisme.

Calcul de l'Indice de dynamisme

Le tableau ci-contre montre quatre paliers chronologiques, quatre temps différents – de T1 à T4 – renvoyant respectivement à la langue des ascendant-e-s du second (T1) et premier degré (T2), à la langue d'accès à la parole (T3) et à la langue principale déclarée par un individu (T4).

Tableau 3-1. Indice de dynamisme des langues

| | T1 | T2 | T3 | T4 | Indice de dynamisme |
|--------------------------|---------------------------------|---------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| <i>Langue</i> | <i>Langue du grand-père (%)</i> | <i>Langue du père (%)</i> | <i>Langue d'accès à la parole (%)</i> | <i>Langue déclarée (%)</i> | |
| Fulfulde | 51,1 | 54,2 | 69,9 | 78,6 | 27,5 |
| Giziga | 14,6 | 13,6 | 8,5 | 7,6 | -7 |
| Tchadiques ²⁰ | 18,7 | 17,8 | 11,3 | 7,1 | -11,6 |
| Adamawa | 6,9 | 6,7 | 5,3 | 5,1 | -1,8 |
| Kanuri | 5,3 | 5,4 | 1,3 | 0,3 | -5 |
| Sara | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,5 | -0,3 |
| Arabe | 1,2 | 1 | 1 | 0,3 | -0,9 |

La lecture des résultats figurant dans le tableau 3-1, et surtout la différence entre le T4 et le T1, nous permet d'évaluer l'indice de dynamisme, positif ou négatif, de la langue concernée. Cette lecture nous permet d'observer la situation particulière du *fulfulde* : les écarts entre ces quatre différentes strates illustrent la puissance attractive ainsi que la rapide évolution démolinguistique de cette langue en trois générations seulement. En partant de la génération des grands-parents des informateurs et informatrices, nous constatons :

- au temps T1, seulement 51,1 %, c'est-à-dire environ la moitié de l'échantillon, déclarent le *fulfulde* comme langue des grands-parents;

20. Langues tchadiques hormis le *giziga*.

- au temps T2, 54,2 % de l'échantillon déclarent un père ayant le peul comme langue plénière, ce qui représente, par rapport à la génération antérieure, une hausse légère de l'ordre de 3 %;
- au temps T3, nous enregistrons une hausse plus sensible de plus de 18 % : 69,9 % de l'échantillon ont effectivement eu le *fulfulde* comme langue d'apprentissage de la parole;
- enfin, au temps T4, 78,6 % de l'échantillon déclarent le *fulfulde* comme langue principale.

Le graphique ci-dessous a le mérite de montrer clairement l'évolution au cours du temps de la pratique du *fulfulde* à Maroua. Quels enseignements pouvons-nous tirer de ces résultats?

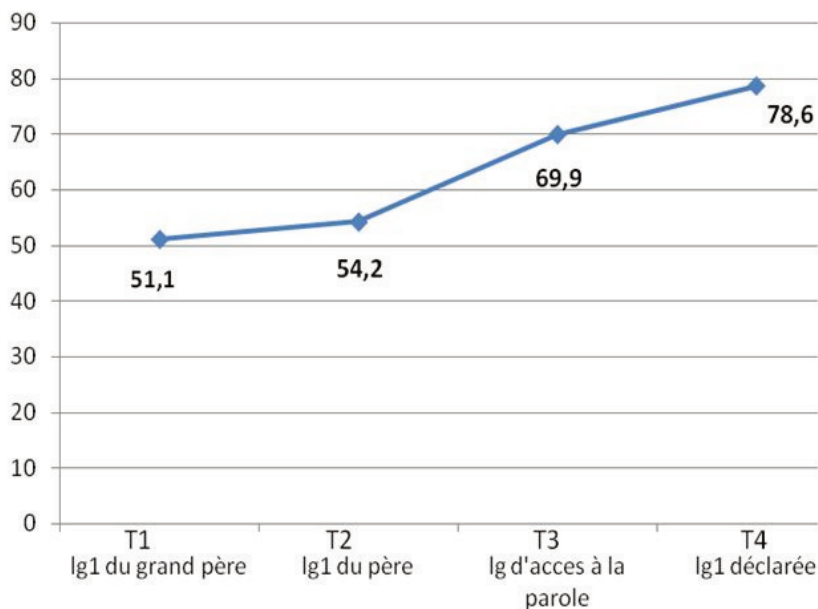


Figure 3-6. Dynamisme intergénérationnel du *fulfulde* à Maroua (pourcentages). Figure réalisée à partir des données de Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdoulaye Oumarou Dalil (1992).

1. Entre le temps T1 (génération des grands-parents) et le temps T4 (celui de la pratique actuelle des répondants), le *fulfulde* a enregistré un gain de locuteurs pléniers de 27,5 %;

2. Ainsi, pour 78,6 % d'individus déclarant le *fulfulde* comme langue majoritaire (T4), la génération des grands-parents (T1) ne pratiquait cette langue qu'à 51,1 %. Par contre, si l'on considère la langue *giziga*, les 7,6 % d'individus qui la déclarent langue principale descendent d'une lignée où elle était plénière pour 14,6 % de la population. Nous pouvons donc noter un indice de dynamisme positif pour le *fulfulde*, mais négatif pour le *giziga*;
3. Toutes les autres langues enregistrent des taux en baisse de T1 à T4;
4. L'expansion spectaculaire du *fulfulde* s'observe même dans l'intervalle d'une seule génération; 69,9 % de locuteurs/locutrices ont eu le *fulfulde* comme langue d'accès à la parole; pourtant, une proportion supérieure – 78,6 % – déclare le *fulfulde* comme langue principale : cela représente un gain de locuteurs/locutrices de plus de 9 %.

La différence entre ces différentes strates pourrait s'expliquer par une tendance à l'exogamie, mais la distribution des ascendant-e-s direct-e-s, qui révèle des taux tout à fait comparables des hommes et des femmes, exclut cette hypothèse.

Tableau 3-2. Distribution linguistique des ascendant-e-s

| Langues | Hommes (%) | Femmes (%) |
|----------------------------------|------------|------------|
| Fulfulde | 54,2 | 52,9 |
| Giziga | 13,6 | 14,1 |
| Tchadique (moins <i>giziga</i>) | 17,8 | 18,2 |
| Adamawa | 6,7 | 5,9 |
| Kanuri | 5,6 | 5,9 |
| Sara | 0,8 | 0,7 |
| Arabe | 01 | 1,5 |
| Non-réponses | 0,5 | 0,5 |

Si l'on exclut l'exogamie pour expliquer les décalages constatés entre les langues pratiquées aujourd'hui et celles pratiquées par les générations antérieures, on doit bien relativiser la pertinence de cette hypothèse et évoquer des raisons subjectives telles que la puissance attractive de la langue peule. En tout état de cause, la détermination d'un tel indice de dynamisme démoulinguistique importe au plus haut point au planificateur ou la planificatrice ainsi qu'au communicateur ou à la communicatrice.

L'accès à la fonction véhiculaire s'accompagne généralement de transformations structurelles. C'est ainsi que le *fulfulde*, en évoluant vers une koinè²¹ véhiculaire, a subi des mutations profondes et a donné lieu à une divergence *fulfulde* classique vs koinè.

21. La koinè se définit ici, conformément à son étymologie (grec *koïnos* : « commun »), comme une langue commune à plusieurs communautés linguistiques. Le concept a ceci de particulier qu'il renvoie à l'émergence d'un parler fédérateur par rapport à plusieurs parlers linguistiquement apparentés.

De la langue classique à la koinè : spécificités et transformations

Martinet (1969, p.180) enseigne que « les nécessités pratiques de la communication exigent de la forme linguistique, qu'elle soit constamment et sur tous les plans largement redondante »; le *fulfulde* classique illustre parfaitement ce principe.

Le fulfulde classique : une situation « idéale » de redondance morphologique dans la classe nominale

La koinè peule se distingue essentiellement du *fulfulde* classique par une organisation interne différente, plus « économique » puisque par divers aspects moins « redondante ». Le recul de la redondance sera examiné ici sous l'angle des schèmes d'accord au sein du système nominal.

Le *fulfulde* est une langue à classes (Lacroix 1962; Mohamadou Aliou 1998); ses indices de classe, ou classificateurs, sont suffixés à la base nominale (bn). Voici ce que dit Lacroix (1962, p. 79) de ce système : « D'un excellent rendement fonctionnel, puisqu'il permet la formation d'un nombre élevé de formes nominales à partir d'un seul radical et des thèmes qui peuvent par ailleurs être construits à partir de lui, un tel système n'en est pas moins d'un maniement assez délicat ». La structure du constituant nominal en *fulfulde* est la suivante :

bn class.

1. *suu – du*

- *suudu* : « maison, habitation »

2. *jaa – ngol*

- *jaangol* : « froid sec »

3. *ɓok – ki*

- *ɓokki* : « baobab ».

La structure du constituant nominal (cn) en *fulfulde* impose ainsi un fonctionnement spécifique du syntagme nominal :

cn dét. (accordé)

L'accord entre le déterminant et le constituant nominal exige donc la parfaite maîtrise du système complexe de classification nominale. Même chez les Peuls du Diamaré – région réputée pour son conservatisme linguistique – cette maîtrise n'est pas immédiate. À preuve, l'existence dans la littérature orale de cette région d'une série d'exercices mnémotechniques visant la maîtrise d'un des aspects les plus délicats de la langue (Noye, 1971). La pression de la fonctionnalité de la langue a fini par aboutir à la restructuration des schèmes d'accord vers une redondance moindre.

Dans les énoncés 4 et 5, caractéristiques de la variété classique de la langue, notons l'accord entre le possessif non-personnel (Sylla, 1982, p. 68) *maaru* et le possesseur *suudu* (4), et entre le déterminant *ndu* et le déterminé *suudu* (5).

4. *tiitol maaru*

- //toit / possessif //
- « Son toit » (possesseur *suudu* : « habitation »)

5. *suudu ndu, tiitol maaru wonni*

- //case / dét. // toit / poss. //
- « Cette case, son toit est abîmé ».

Notons parallèlement l'assonance *suudu/ndu/maaru*. Sylla (1982, p. 69) signale qu'au Sénégal, ces formes variables (*maaru*) peuvent être remplacées « dans le langage courant » par une forme invariable, ou possessif neutre, *mum*.

6. *laabi ki, hoore mum ko leggal* « le (couteau, sa tête est en bois » (Sylla, 1982, p. 69).

7. *Iisa taawi binngel mum haa luumo* « Issa trouva son enfant au marché » (Labatut, 1982, p. 79).

C'est cette tendance à l'invariabilité que nous allons retrouver dans le *fulfulde* véhiculaire.

C'est donc le *fulfulde* véhiculaire, la *koïnè* peule, qu'il serait utile de retenir dans le cadre de la communication de masse (Metangmo Tatou, 2003; Tourneux et Konaï, 2010), sans préjudice de la préservation de la variété classique à laquelle tous les locuteurs et locutrices, sans exclusive, demeurent attaché-e-s.

Conclusion

Ce panorama des paysages sociolinguistiques du Cameroun²² – avec une insistance marquée sur sa région septentrionale – et de Madagascar nous a révélé qu'ils ont plus à voir avec un arrière plan idéologique qu'avec la situation objective. J'ai notamment évoqué l'émergence de lectes hybrides tant dans les cas d'extrême hétérogénéité linguistique que dans ceux d'exceptionnelle homogénéité.

Compte tenu du rôle de la langue comme identifiant culturel fort, et dans un contexte socio-économique où le lien entre la communication et le développement s'affirme de plus en plus clairement, la linguistique du développement se sent interpellée par la nécessité de cerner les éléments de la complexité linguistique qui permettront un meilleur ajustement de l'action. La pertinence des solutions dépend de l'établissement d'un diagnostic rigoureux de la situation de départ, recherche qui ne se dispense pas, bien au contraire, d'une démarche rétrospective sur les éléments historiques fondateurs des politiques en cours. La réflexion théorique en rapport avec ces phénomènes se situe au niveau macrolinguistique des répertoires et des statuts; elle met en lumière des situations complexes de diglossie, ainsi que des phénomènes désormais classiques d'alternance codique, d'hybridation des codes ainsi que de véhicularisation.

Cette réflexion s'étend au niveau microlinguistique de la structure des langues, c'est-à-dire des corpus. En effet, identifier le *fulfulde* comme langue véhiculaire du Nord-Cameroun n'est pas suffisant : il existe dans la zone couverte par le véhiculaire deux variétés de *fulfulde*, ce qui appelle un choix de la part du linguiste ou de la linguiste qui souhaite bâtir une stratégie de

22. Voir l'annexe 1.

communication. En amont de ce choix, une évaluation sérieuse de l'ensemble de la situation signale la variété véhiculaire comme étant à promouvoir dans le cadre d'une communication pour le développement.

4. Lutter contre l'onchocercose, combattre les maux par les mots

With the great technological advancement the world is currently experiencing and the pace with which the world is shrinking into a global village, the lexical expansion of languages has become all the more crucial. This is because languages need to accommodate new concepts if this knowledge is to be available to all in the global village¹.

Ayu'nwi N. Neba, Beban S. Chumbow et Pius N. Tamanji, *Towards the Universals of Loan Adaptation : The Case of Cameroonian Languages*, 2006.

Dans le cadre d'un champ de recherche-action que l'on ne nommait pas encore *communication pour le développement*, j'ai vécu, dans la période allant de 1994 à 1995², l'expérience passionnante de piloter le volet *Communication sociale* d'un programme de lutte contre l'onchocercose (ou cécité des rivières) dans quelques localités de l'Ouest-Cameroun. Cette enquête avait pour but d'analyser les connaissances, attitudes et pratiques des populations de manière à poser les bases d'une campagne d'*Information – Éducation – Communication* (IEC) en adéquation avec la population cible, en vue de la distribution de masse de l'Ivermectine de la marque M.

Le cahier des charges prévoyait une enquête : j'avais choisi de focaliser notre questionnement sur les ressources linguistiques, les désignations de la maladie, celles de son vecteur, les moyens d'information et de communication usités. Je n'avais pas prévu de questions relatives aux médias traditionnels, mais à l'issue de l'enquête, j'ai dû me rendre à l'évidence : dans ce contexte précis, les moyens d'information classiques – presse audiovisuelle, brochure, boîte à image – ne pouvaient pas être d'un grand secours. C'est ainsi que, au vu des données collectées, j'ai pris la décision de bâtir l'essentiel de notre stratégie de communication autour d'un média

1. Traduction libre : « Avec les grands progrès technologiques que le monde connaît actuellement et le rythme auquel le monde se réduit pour devenir un village planétaire, l'expansion lexicale des langues est devenue encore plus cruciale. En effet, les langues doivent s'ouvrir à de nouveaux concepts si l'on veut que ces connaissances soient accessibles à tous dans le village planétaire ».
2. Par l'entremise d'Henry Tourneux. Voir Métangmo-Tatou (1996).

traditionnel, le *chant dialogué féminin*. Cela ne devait pas exclure complètement le recours complémentaire à d'autres médias : dans le cas d'espèce, des brochures pouvaient parfaitement venir nourrir les contenus particuliers à transmettre (« il existe un lien entre la similie et l'onchocercose », « l'onchocercose existe bel et bien dans la région », etc.).

Ne possédant aucune compétence particulière en ce qui concerne l'onchocercose, j'ai dû, cela va sans dire, consulter des médecins et compulser la documentation technique. Notre équipe comprenait des techniciens de santé expérimentés. Les réalités de la linguistique et, plus largement, de la communication pour le développement exigent en effet une aptitude non négociable à la transversalité. Il était désormais question de nous intéresser à l'onchocercose, une pathologie qui touche des populations importantes dans le monde. Elle constitue une des principales causes de déficience visuelle au monde. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le manque à gagner annuel causé par cette maladie était estimé à 30 millions de dollars américains dans les années 1970. On compte 90 % des cas en Afrique, pour une population de 37 millions de personnes affectées par le parasite, dont cinq millions au Cameroun. La lutte contre l'onchocercose s'inscrivait donc en bonne place dans les stratégies de promotion de la santé, mais aussi de promotion du développement au sens le plus large. C'est à cette époque que j'ai commencé à percevoir l'impact potentiel d'une communication pertinente dans la réussite de projets de développement, ainsi que les enjeux des choix linguistiques dans ce contexte.

Problématique de la lutte contre l'onchocercose et objectifs généraux

L'onchocercose, appelée aussi « cécité des rivières »³, est devenue un problème prioritaire en santé publique en Amérique latine, mais plus encore en Afrique.

3. Du fait des caractéristiques écologiques – proximité des cours d'eau rapides – où se développe son vecteur, la similie.

Problématique

La gravité de l'onchocercose se manifeste sur les plans sanitaire, social et économique. Sur le plan sanitaire, on note des affections graves et multifformes pouvant conduire à la cécité. Sur le plan social, les modifications cutanées et oculaires plus ou moins défigurantes et marginalisantes entraînent la stigmatisation de l'individu affecté. Enfin, les conséquences sont hautement invalidantes sur le plan économique. Les conséquences sociales et économiques de cette pathologie ne sont pas, du reste, sans rappeler celles du VIH. Compte tenu de la gravité des conséquences de ces pathologies sur le développement économique et social, et vu l'importance de l'information dans leur maîtrise par les humains, la contribution des sciences du langage peut être sollicitée pour la conception d'une politique de diffusion des connaissances pertinentes.

La lutte contre l'onchocercose s'analyse en termes de réduction de l'impact de la maladie, soit par chimiothérapie, soit par chirurgie légère – en l'occurrence la nodulectomie⁴. La nodulectomie présente un inconvénient majeur : elle n'intervient que tardivement et uniquement au niveau du syndrome kystique; elle ne peut atteindre les microfilaires qui vivent librement dans le derme lorsque la maladie est déclarée.

Longtemps, la lutte contre l'onchocercose s'est effectuée par le biais de l'épandage de larvicides sur toute l'étendue des gîtes connus. Mais cette stratégie s'avère coûteuse, surtout lorsqu'elle se fait par voie aérienne, compte tenu du fort pouvoir dispersif de la simule et de la réinvasion périodique des sites. Pour ce qui est de la chimiothérapie, l'Ivermectine semble à l'heure actuelle le seul principe actif qui allie :

- efficacité précoce : puisqu'elle tue les microfilaires;
- protocole d'administration simple : une prise orale annuelle;
- dose unique;
- effets secondaires indésirables faibles et contrôlables;
- modicité de la contribution financière.

4. Ablation des nodules qui se forment sous la peau.

Objectifs généraux

L'objectif de cette campagne était d'identifier et d'évaluer, sur la base des discours développés par les populations vivant dans la zone de prévalence de l'onchocercose, les facteurs cognitifs, langagiers et socioculturels susceptibles de favoriser la réussite d'une campagne de distribution de masse du produit ou, au contraire, de la compromettre. Il s'agissait alors, bien évidemment, de minimiser les premiers et de valoriser les seconds. En somme, je devais proposer, sur la base de ces études, des orientations stratégiques pertinentes en vue d'une campagne d'IEC (*Information – Éducation – Communication*) pour une distribution massive du médicament.

Les objectifs spécifiques de l'enquête CAP sur l'onchocercose

L'outil préconisé pour cette recherche était l'enquête CAP (Connaissances, Attitudes et Pratiques) bien connue dans les démarches de santé publique. Nous avons axé la recherche, c'est-à-dire les interrogations, sur trois points : la maladie, le traitement par le M. et l'accès à l'information.

La maladie

Les questions portaient sur la maladie en général et l'onchocercose en particulier. Il était important de recueillir des informations relatives aux cadres nosologiques et aux recours thérapeutiques connus. Cette collecte de données concernant la connaissance de la maladie était nécessaire, car l'on sait aujourd'hui (Buchillet, 1995; Tourneux, 2006) à quel point les nosographies populaires autochtones peuvent différer de celles validées par la médecine moderne. En aval de cette phase d'enquête, le dialogue permettrait d'aller au plus près des formulations adéquates.

Le traitement par le M.

Concernant le M., l'étude recherchait les réponses aux questions ci-après.

- Les populations connaissent-elles le M.?

- En connaissent-elles les effets secondaires?
- Accepteraient-elles de participer financièrement au recouvrement des coûts?
- Quel serait l'agent de distribution le plus indiqué?
- Quelle serait la période de distribution la plus appropriée pour les populations concernées?

L'accès à l'information

De manière à concevoir une stratégie d'approche des populations tant pour la distribution du M. que pour la campagne d'éducation sanitaire, il est nécessaire de connaître les canaux et lieux privilégiés de la diffusion de l'information chez ces populations, de même que les outils linguistiques et les sources d'information à leur disposition, le canal de diffusion le plus approprié pour une campagne de sensibilisation à la prise du M. et le ou les types de message le(s) plus approprié(s) pour une telle campagne (poste, messages, radiodiffusés, causeries villageoises, vidéo, etc.).

Méthodologie : l'enquête CAP (Connaissances, attitudes, pratiques)

Dans la trilogie CAP, quelquefois la lettre « P » est interprétée comme étant l'initiale de « perception », ce qui ne constituerait pas un contresens absolu. Mais c'est plutôt une formulation redondante puisque ce sont en fait « les perceptions » qui fondent les attitudes.

Analyse critique de quelques « prénotions »

La trilogie Connaissances – Attitudes – Pratiques, désormais classique dans le domaine de la santé publique, comporte des concepts tellement courants, d'usage tellement banal et quotidien, qu'il peut sembler fastidieux, voire superflu de vouloir les définir. De fait, les études CAP parues à ce jour ne s'y sont pas souvent attardées. Pourtant, de même qu'il existe des préjugés, il existe des « prénotions » qui nécessitent analyse et critique. Le travail du chercheur ou de la chercheuse commence donc avec l'identification de ces notions molles ou vides et leur critique, car comme

le dit si bien le médecin et anthropologue Fassin, « en se donnant comme évidentes, elles empêchent de s'interroger réellement sur les choses » (1990, p. 73).

Connaissances

Signalons d'emblée que, compte tenu du contexte pratique dans lequel nous nous situons ici, il ne saurait s'agir de la *connaissance* dans un sens abstrait signifiant « le fait de connaître, la manière de connaître », mais plutôt d'une acception plus concrète. Il s'agira plutôt de « l'ensemble des connaissances ». S'il faut à présent circonscrire le sens de *connaissances*, le premier pas c'est de dire avec *Le Robert*, les connaissances « c'est ce que l'on sait, pour l'avoir appris ».

Mais *connaître*, *savoir* et *apprendre* sont des termes tellement chargés culturellement que l'on peut être tenté de ne reconnaître comme *connaissances* que des savoirs entérinés par des instances scientifiques. De plus la proximité historique de notions telles que *encyclopédie*, *science*, *académie* pourrait pousser à accorder aux sociétés industrielles – à l'exclusion des sociétés traditionnelles – le monopole du savoir. Or, si l'on considère avec Bachelard que, de manière intrinsèque « toute connaissance est une réponse à une question » (1947, p. 14), alors seront recensées comme *connaissances* les représentations du monde naturel ou social, les interprétations de la vie, de la mort, de la maladie transmises à l'individu dans les sociétés dites traditionnelles, les réponses aux questions existentielles que s'est toujours posé l'humain face à la création. Qui sommes-nous? D'où venons-nous? Où allons-nous après la mort? Seront également reconnues comme *connaissances* les réponses formulées devant les dysfonctionnements – biologiques, psychologiques, sociologiques, etc. – auxquels l'humain peut se trouver confronté.

Connaissances et pratiques

Nous entendrons par *pratiques* les comportements, sous-tendus par les connaissances et codifiés par la société, que l'individu peut mettre en œuvre dans une situation donnée. On l'aura compris, ce développement

préliminaire n'a rien d'un ornement philosophique. C'est plutôt une nécessité d'abord empirique. C'est aussi et surtout une nécessité pragmatique. En effet, il s'agit en dernière analyse de déterminer les données à prendre en compte dans le cadre d'une campagne de promotion de connaissances et pratiques nouvelles – éducation sanitaire – en vue d'une prise régulière du M.

L'exemple suivant emprunté à Fassin (1990) illustre parfaitement mon positionnement théorique : un planificateur ou une planificatrice décide d'implanter un dispensaire obstétrical dans une localité donnée. Dans cette localité, le savoir et les pratiques crédités prévoient l'enterrement immédiat du placenta après l'accouchement. L'impossibilité de respecter cette pratique est susceptible de limiter le recours des populations à l'infrastructure hospitalière pourtant disponible. La non-prise en compte de ces données anthropologiques peut s'expliquer par l'ignorance des réalités d'un contexte spécifique. Elle peut également être le fait d'un parti pris délibéré du planificateur ou de la planificatrice d'intervenir directement sans étude préalable. Cela dit, il faut préciser ici que la prise en compte des savoirs et pratiques ne signifie pas nécessairement la création, dans le cas d'espèce, d'une unité d'inhumation des placentas... Cette prise en compte peut prendre des formes variées en fonction de l'environnement socio-économique et devrait être décidée en concertation avec les différentes parties concernées. Les connaissances, *entendues comme l'ensemble des savoirs crédités par un groupe social à un moment donné et lui permettant d'interpréter, et /ou d'intervenir sur le monde*, déterminent les pratiques, mais aussi les attitudes.

Les attitudes et les opinions

Je considère que l'expression d'une opinion est la formule nuancée qui, sur une question déterminée, à un moment donné, reçoit l'adhésion sans réserve d'un sujet. Généralement, les opinions relatives à un même sujet se caractérisent par une certaine cohérence. Cette cohérence est la manifestation *a posteriori* de quelque chose de plus profond qui serait en fait constitutif de l'attitude. Je peux alors définir *l'attitude* comme l'ensemble des dispositions cohérentes qui sont la somme d'un grand nombre d'opinions et de pratiques.

La démarche choisie

Si l'on considère que la sociologie analyse les régularités socio-économiques et que l'anthropologie examine d'un point de vue compréhensif les aspects culturels ainsi que cognitifs (savoir, usages, etc.), on peut dire qu'une démarche en vue de cerner les Connaissances, Attitudes et Pratiques se situe à la zone frontalière entre ces deux disciplines connexes. Comme on le voit, il ne s'agit pas d'inscrire sociologie et anthropologie dans une sorte de duel antinomique : la première étudiant « le même » et la seconde « l'autre ». Il n'est pas question non plus de se cantonner à une perspective historique exclusive, le présent ou le passé. De même, sur le plan des types d'approche, la quantitative ne s'oppose pas de manière irréductible à la qualitative.

En fait, tant au niveau de la collecte de l'information qu'à celui de l'interprétation des données, il s'agit de faire l'effort permanent d'associer les deux points de vue, en n'essayant de quantifier que ce qui peut l'être, et surtout ce qui aurait intérêt à l'être. Nous le savons, les chiffres concernant la fréquentation de l'église ou de la mosquée ne nous apprendront rien sur la foi des participants à ces cultes. De plus, comme nous le verrons à propos du recours aux tradipraticien-ne-s, les déclarations d'individus soumis à un questionnement systématique révèlent souvent, à propos de problèmes d'une certaine sensibilité, des distorsions inconscientes.

Choix des variables

La préparation du travail de terrain s'est effectuée grâce à divers éléments tels que ma propre connaissance expérientielle de la région d'étude, l'exploration documentaire et les indications verbales du médecin responsable du programme. Compte tenu des objectifs de la recherche, il a été retenu comme variables explicatives, outre les variables classiques, des variables plus spécifiques au terrain.

Le sexe et l'âge constituent les données les plus fréquemment prises en compte lors de ce type d'enquête. Par contre, certaines autres enregistrées dans le cadre de la collecte par questionnaire n'ont finalement pas eu d'incidence réelle. Il s'agit par exemple de la *profession*, du *degré de scolarisation*. De même le *profil matrimonial*, donnée centrale dans un champ comme celui du VIH par exemple, ne joue pas ici un rôle

véritablement distinctif. Par contre, la *proximité d'un cours d'eau rapide* est une donnée pertinente, compte tenu de la distribution écologique de l'onchocercose. La connaissance des *répertoires linguistiques* ainsi que les moyens d'accès à l'information donnent des clefs pour élaborer une stratégie de communication de masse. Ils permettent aussi l'évaluation et l'interprétation des connaissances, attitudes et pratiques d'une population donnée. La connaissance du *critère d'endémicité de la localité* peut avoir une incidence sur les attitudes et pratiques des populations.

Sélection des techniques d'enquêtes et des populations

L'entretien semi-directif devait permettre d'appréhender de manière plus directe, et quelquefois plus fine, les informations collectées par le questionnement systématique. Les deux opérations se sont effectuées simultanément. Il ne m'a pas été possible d'interroger plus particulièrement les attitudes et pratiques de la population féminine, même si c'est à cette population que revient traditionnellement le rôle de gardien de la vie; c'est donc naturellement à la mère qu'incombent les initiatives d'accès aux soins – ainsi que les démarches y afférant – même si c'est le père qui finance l'opération. Et ceci reste vrai quelle que soit la catégorie de recours thérapeutique concernée : centre de santé, médecine traditionnelle, etc.

L'interview par questionnaire, mené sur un échantillon de 601 individus de plus de 15 ans répartis sur 5 districts sanitaires⁵, nous a permis de collecter une masse importante de données. Pour ce qui est des caractéristiques générales des personnes soumises au questionnement systématique, il faut signaler une proportion supérieure des hommes (57 %) sur les femmes et un niveau d'éducation primaire pour 44 % de l'échantillon. Pour ce qui est de la profession, les agriculteurs et agricultrices constituent l'écrasante majorité (61 %). On note en outre 10 % de sans-emplois. Le questionnaire élaboré⁶ a été rapidement pré-testé, puis ajusté en conséquence par des reformulations, des révisions du codage. Signalons que le terme « tradipraticien » a été maintenu bien qu'il recouvre des réalités diverses (naturopathie, pratiques religieuses et mystiques, kinésithérapie,

5. Penka-Michel, Baham, Bangangté, Bafang et Fombot

6. Voir annexe.

divination, etc.), et ce pour la simple raison que toutes ces catégories de pratiques thérapeutiques représentent dans l'esprit des populations non pas autant de catégories différentes, mais plutôt une alternative à la médecine conventionnelle.

Résultats de l'étude : attitudes et discours développés

L'étude révèle globalement que :

- Les populations connaissent la simlie, ainsi que divers symptômes et complications de la maladie (syndrome de grattage, « peau de léopard », cécité), mais ne soupçonnent en aucun cas le lien qui existe entre tous ces faits.
- Dans la zone d'étude, peu de personnes connaissent l'onchocercose; elles pensent de toute façon que l'Ouest-Cameroun n'est pas concerné.
- En dehors des zones où ce médicament a déjà été distribué, le M. n'est pas largement connu, pas plus que ne le sont ses effets secondaires.
- Le personnel médical ne semble susciter chez les populations de cette zone qu'une confiance assez limitée : seulement 50 % des personnes interrogées le pressentent comme agent idéal pour la distribution du médicament. Par contre, une proportion non négligeable de la population (25 %) souhaiterait qu'un représentant de la chefferie – sans compétences médicales particulières – se charge d'une telle distribution.
- La gratuité ne bénéficie que de peu de suffrages. On note un fort degré d'acceptation d'une contribution financière à la campagne de distribution du médicament.
- Au moment de l'enquête, l'utilisation de la radio et de la télévision restait limitée : pas plus de 17 % des personnes déclarent posséder un poste de radio; mais il existe un modèle traditionnel de transmission des informations par le biais du chant, pratiqué par des groupes de femmes.
- La médiatisation des actions de lutte contre l'onchocercose renforcerait les efforts de sensibilisation et d'information des Camerounais, qui pensent dans leur grande majorité que l'onchocercose ne touche que la partie septentrionale du pays.

Discours sur les connaissances et pratiques concernant l'onchocercose

La cécité des rivières n'est guère connue que par une proportion infime de personnes « éduquées ». Même pour ceux et celles qui la connaissent, elle demeure une maladie exotique. Certains individus en ont entendu parler, mais ils ne se sentent en rien concernés : « c'est la maladie des Haoussas »... C'est pourquoi ils contestent la pertinence de toute opération de lutte contre l'onchocercose dans la région de l'Ouest alors même que, disent-ils, « d'autres maux laminent la santé des populations ».

Il est important de savoir que dans tous les villages visités, au moins 75 % de la population enquêtée connaît le nom de la simulie en langue locale. Aucune des appellations citées n'est identifiable à un emprunt. Dans les aires de santé de Badenkop, Baloum et Baboutcheu-Ngaleu, l'appellation *mətu'* dénote les caractéristiques physiques de la mouche : on remarque dans la plupart de ces termes la récurrence du lexème *tu'* qui renvoie, dans les langues des Grassfields, au sème « court et rond ». Ceci reflète bien l'aspect physique de la simulie, spécialement après son repas sanguin, et prouve la justesse de l'observation ainsi que la précision du lexique. Aucun nom ne semble, à l'analyse, emprunté à une autre langue comme cela peut arriver pour les réalités étrangères. Remarquons que certaines personnes connaissent son existence à l'Ouest-Cameroun, mais ne perçoivent absolument pas la relation causative entre la piqûre de la simulie et les symptômes subséquents, à savoir affections cutanées – kystiques et ophtalmologiques.

Malgré cette connaissance généralisée du vecteur, puisque jusqu'à 95 % des personnes enquêtées connaissent son nom en langue locale, l'onchocercose reste très largement ignorée. L'onchocercose est citée par une proposition infime de la population : moins de 2 %. Les maladies perçues comme étant liées à la piqûre sont uniquement le paludisme, la fièvre, les filaires, la gale et, dans une moindre mesure, la trypanosomiase et la fièvre jaune.

Signalons que la mauvaise qualité de l'information n'est pas nécessairement due au caractère récent de ce foyer, mais semble exister aussi dans des zones hyper endémiques de longue date. Le film *Mara*⁷ tourné au Burkina Faso et au Mali, régions où sévit l'onchocercose des savanes reconnue comme la plus cécitante, montre que les populations touchées connaissent l'existence d'une relation causale entre similie et cécité, mais ignorent le mode de contamination réel. Pour certains, le contact des yeux par une main ayant touché la mouche suffirait à contaminer l'humain.

Connaissance du M.

On pourrait penser que le M., pour sa part, est peut-être d'introduction encore trop récente et de circulation encore trop contrôlée pour pouvoir intervenir en dehors des campagnes de distribution de masse organisées sous la tutelle du Ministère de la Santé publique. Mais la situation s'avéra quelque peu différente. La connaissance du M. dans les villages parcourus peut sembler élevée. En moyenne près de 40 % des personnes interrogées en avaient déjà entendu parler.

En réalité, ces moyennes masquent des disparités frappantes que révèle l'examen des données désagrégées par localité. À Bantoum (district Bangangté), 85 % de personnes interrogées en avaient entendu parler. Cette proportion passe à 10 % à Koupara (district Fombot).

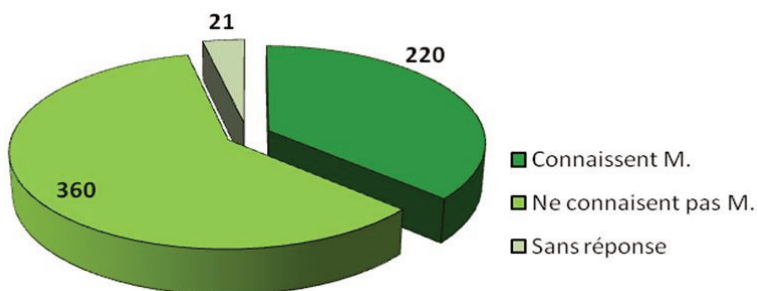


Figure 4-7. Connaissance globale du M. (en nombre de personnes). Figure réalisée à partir des données de Métangmo-Tatou (1996).

7. Court-métrage réalisé par Surugue en 1986, diffusé en 2010. URL : <https://numerisud.ird.fr/documents-et-films/films/MARA-LE-REGARD-DU-LION>

Il aurait pu exister une relation significative immédiate entre degré de prévalence du village et la connaissance du M. Mais la connaissance du M. dans les deux villages cités infirme cette hypothèse. En effet, des villages réputés hyperendémiques comme Bakambe (district de santé de Bafang), Bantoum (district de santé de Foumbot) affichent des scores de connaissance du M. de 62,5 % et de 85 % respectivement. Par contre, d'autres comme Fossang (district de santé de Foumbot), Koupara (district de santé de Foumbot) et Ndionzou (district de santé de Banganté) affichent, malgré leur prévalence élevée, 15 %, 10 % et 17,5 % sous la même rubrique.

On remarque que des facteurs tels que le passage d'équipes de distribution du M. influencent certainement les connaissances et opinions, positivement ou négativement, selon les modalités de la distribution. Par exemple, on note des attitudes de rejet très net dans des localités où les effets secondaires n'ont pas été suffisamment pris en charge. On relève également un taux de connaissance relativement élevé dans les zones hypo-endémiques comme la ville de Penka-Michel où près de 50 % des personnes interrogées connaissent le M. Peut-être faudrait-il émettre, ici, l'hypothèse de l'importance du facteur urbain pour la connaissance de ce médicament qui se vend à la criée sur les marchés de la place.

Concernant le facteur âge, il semble que le M. soit le mieux connu chez les 25-34 ans : 50 % de cette classe d'âge le connaît contre 43,5 % chez les 35-44 ans, 35,5 % chez les 45-54 ans, 29,6 % chez les 15-24 ans et 24,8 % chez les plus de 55 ans. La variable sexe, quant à elle, semble déterminante puisque 42 % d'hommes contre 28 % des femmes interrogées déclarent connaître le produit. On peut imputer cet écart à la différence des taux de scolarisation sur le plan régional, et même national, entre les hommes et les femmes.

Concernant les effets secondaires, nombreux sont ceux et celles qui, déclarant connaître le M., ne se prononcent pas (68,6 %) sur l'existence ou non d'effets secondaires. Les effets secondaires sont les mieux connus dans les villages où le produit a été distribué (Bantoum et Ndionzou notamment). La population semble alors bien connaître ces manifestations et offre des descriptions assez précises du prurit, du syndrome algique (douleur corporelle), du syndrome inflammatoire (les œdèmes de la face et des membres reviennent fréquemment), de même que des éruptions papuleuses (boutons), de l'asthénie, etc. Il est à noter que les villageois-e-s peuvent attribuer l'apparition des effets secondaires à un surdosage. À ce propos,

étant donné qu'un suivi défectueux des patient-e-s après administration de l'ivermectine peut gravement hypothéquer la réussite ultérieure du programme – c'est-à-dire son acceptation par les populations – il serait judicieux d'identifier, au sein des communautés, des individus capables d'assurer ce suivi. Ce suivi à base communautaire s'imposera d'autant plus que les localités seront d'accès difficile.

Discours sur le recours aux soins

J'entends par « recours aux soins » non seulement l'automédication, mais aussi le recours aux praticien-ne-s.

La distribution des médicaments

Dans ces sociétés où toute ressource matérielle est soumise à une économie parcimonieuse, la gratuité du produit n'encourage nullement sa consommation : elle le rend plutôt suspect.

Pour ce qui concerne l'époque la plus favorable à la distribution, là encore il ne se dégage aucune préférence. Les populations seraient toujours prêtes, pour peu qu'il existe des moyens curatifs ou préventifs et qu'elles soient prévenues à l'avance des lieux et date des opérations. Une proportion non négligeable estime cette question superfétatoire dès l'instant que des moyens curatifs et préventifs existent : la distribution pourrait s'effectuer à n'importe quel moment, il suffirait que les populations soient prévenues. Concernant le jour de la semaine, le « jour sacré » ou « jour interdit »⁸ est souvent préconisé.

8. Journée de repos obligatoire fixée par le chef de chaque village.

Discours sur l'automédication

L'automédication semble un recours thérapeutique important : en ces temps de difficultés financières, il est signalé en premier recours. Les médicaments sont alors achetés la plupart du temps sur le marché, chez les *nde man*⁹. Auto-administrés, à la posologie incertaine, ils portent aussi le nom de *sans dose*. On notera l'homophonie piquante avec les laboratoires pharmaceutiques bien connus du même nom. Les praticien-ne-s ne sont consultés qu'en deuxième recours en cas de non-amélioration, toujours auto-appréciée, de l'état du malade ou de la malade.

À l'analyse, l'origine étymologique du terme *nde man* serait l'énoncé en *pidgin-English* *nde man i no de* (< anglais « the man is not there »). La fricative dentale [θ] de l'anglais « the » a été adaptée en *de*, puis prénasalisée en *nde*. Cette prénasalisation matérialise probablement l'intégration phonologique dans les langues de la région. L'abréviation *nde man* apparaît comme une formule cryptée dans un contexte de répression policière du commerce clandestin des médicaments. Concernant précisément ce commerce, l'analyse superficielle des données collectées (figure 4-8) suggérerait que les achats « au poteau »¹⁰ sont moins importants que ceux en officine (17,2 % vs 29,7 %), et que d'autre part la pharmacopée traditionnelle n'est sollicitée que par 10,7 % de la population. Mais il est probable que les adeptes des pharmacies du « poteau » se soient drastiquement autocensurés lors des interviews formelles du fait du caractère illicite de ce commerce, mais aussi en raison du prestige que peut revêtir l'atmosphère aseptisée des officines : le chiffre réel des achats de médicaments dans le secteur informel devrait dépasser les 30 %.

9. Voir *infra*.

10. Point de vente dans la rue des produits clandestins ou d'occasion.

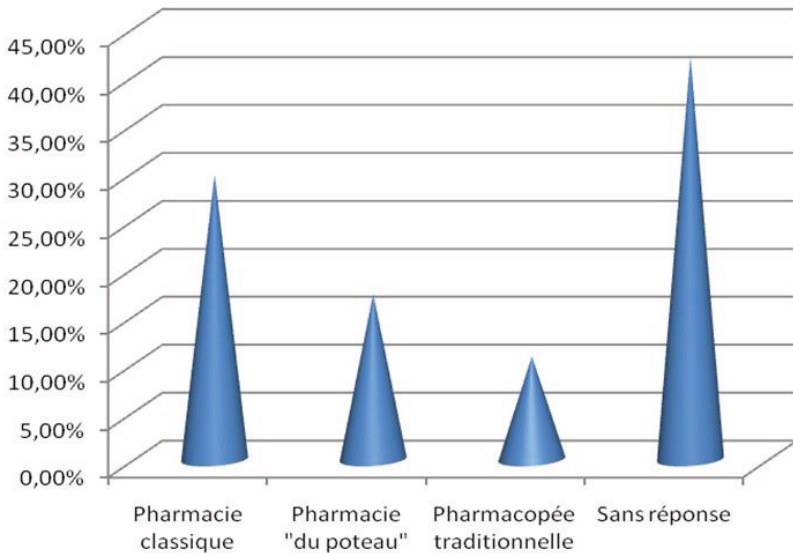


Figure 4-8. Déclarations sur l'automédication. Figure réalisée à partir des données de Métangmo-Tatou (1996).

Il est tout à fait pertinent d'interroger l'impressionnante cohorte des non-réponses qui s'élève à 42 %. Ce taux est probablement constitué pour partie des habitué-e-s des pharmacies dites du « poteau » et pour partie d'adeptes de la pharmacopée traditionnelle. Cela peut se comprendre puisqu'il s'agit pour le premier cas d'une pratique commerciale non seulement illicite, mais aussi socialement marquée¹¹, et pour le second, d'une médecine non conventionnelle, difficilement contrôlable, et qui commence tout juste à recevoir une certaine attention institutionnelle.

11. Elle s'explique par la précarité économique.

Recours aux praticien-ne-s : des pratiques plurielles

Les anthropologues ont relevé le caractère artificiel d'une distinction nette entre les différents types de pratiques. Une telle distinction masque en réalité la multiplicité et le caractère éclaté des recours thérapeutiques, ainsi que la mixité fréquente des pratiques. Il n'est pas rare effectivement qu'une tradipraticien-ne formé-e sur le tas à la pratique des injections et perfusions intègre ce genre de pratique à ses interventions pour se donner un vernis de modernité qu'il ou elle pense de bon aloi. Inversement, il arrive qu'un infirmier ou une infirmière titulaire exerçant en clientèle privée ait recours à certains éléments de la pharmacopée ou même à des pratiques magico-divinatoires, se rapprochant ainsi des processus thérapeutiques traditionnels, fiables *a priori* aux yeux des populations. Il ne faut pas oublier que l'étape de la divination chez un guérisseur ou une guérisseuse, avant même ce que l'on pourrait appeler les soins proprement dits, revêt en soi une véritable pertinence thérapeutique pour celui ou celle qui y a recours.

Il faut signaler que sur trois naturopathes visités dans la ville de Bafoussam, deux s'estimaient en mesure de soigner les filarioses « simples », alors que le troisième affirmait détenir un produit traitant toutes les filaires excepté l'éléphantiasis. Il ne semblait pas connaître le terme *onchocercose*, mais décrivait parfaitement les symptômes d'une maladie qui lui ressemblait fort, citant notamment le prurit intense, les éruptions et les modifications cutanées. Pour les affections oculaires, il mentionnait la rougeur, le larmolement et la baisse de l'acuité visuelle que son produit soignait également.

Fiabilité du corps médical : l'implicite du discours

Le corps médical est pressenti par 53 % des personnes interrogées pour assurer la distribution du médicament, alors qu'une proportion non négligeable, environ 25 %, souhaiterait qu'un représentant de la chefferie (chef de village, chef de quartier, etc.) soit impliqué dans le processus.

Il est à remarquer que, lors des entretiens particuliers, nombreuses sont les personnes qui manifestent une certaine méfiance vis-à-vis du personnel de santé que l'on soupçonne d'organiser la fuite et la revente des

médicaments sur le marché. Dans cette optique, signalons que plusieurs personnes considèrent que le critère de sélection doit être non pas le niveau de compétence du distributeur, mais son niveau de conscience (elles souhaitent que « n'importe qui de consciencieux » puisse s'en charger). Une des personnes souhaiterait même que l'on en charge un analphabète. Ce désenchantement est typiquement symptomatique, au-delà de la crise économique, de la crise des valeurs sociales observable depuis un certain nombre d'années. Car n'est-il pas surprenant que *seulement* la moitié des personnes interrogées porte leur choix sur un agent de distribution appartenant au corps médical? Cette opinion, pour le moins mitigée, agit comme une entrave socioculturelle au recours aux soins en milieu hospitalier. Cette suspicion mérite d'être prise en compte tant par les planificateurs que par les communicateurs¹².

Le tradipraticien ou la tradipraticienne, un-e thérapeute clandestin-e?

De même que l'on ne déclare que de mauvaise grâce sa fréquentation des circuits informels de distribution des médicaments, de même on répugnera à reconnaître que l'on consulte le tradipraticien ou la tradipraticienne¹³. Si l'on s'en tient aux seules déclarations, environ 70 % des personnes interrogées consultent les praticien-ne-s institutionnel-le-s alors que la moyenne pour les consultations non institutionnelles plafonne à 5 %. Foubot est le seul district de santé des zones visitées où ce dernier chiffre atteint les 15 %, non pas tant parce que l'on y « pratique » plus qu'ailleurs, mais parce que les pratiques thérapeutiques parallèles dans cette région marquée fortement par l'islam sont traditionnellement associées au Coran. L'islam, religion révélée, les rehausse donc par son propre prestige. Ailleurs, dans les zones non musulmanes, les pratiques thérapeutiques non institutionnelles ne peuvent se prévaloir de ce type de référence et sont marquées dans l'inconscient collectif par le stigmate d'une sorte de « primitivisme ».

12. J'avais préconisé une prise en charge communautaire de la dissémination du message.

13. Il est à noter une évolution de la perception des pratiques non conventionnelles au sein de la société dans sa globalité depuis l'époque de l'enquête.

Si l'on considère le listing des causes présumées de cécité collectées par l'enquête, on est frappé par le caractère apparemment hétérogène des facteurs évoqués. Mais une analyse un peu plus poussée laisse apparaître trois ordres d'interprétation : des interprétations que je dirai mécaniques (mauvaise hygiène alimentaire¹⁴); des interprétations que je qualifierai de « maléfiques », car fondées sur la recherche d'un agresseur ou agresseuse; et des interprétations sociales (transgression d'un interdit, d'un tabou social).

Choix stratégiques pour la communication en matière d'onchocercose

Communiquer sur l'onchocercose dans la région d'étude suppose que l'on prenne en compte les savoirs partagés par les populations, qu'on transmette de nouveaux savoirs et enfin que leur soit proposée une nouvelle organisation des savoirs existants. Pour citer un exemple, les populations connaissent incontestablement la similie, la nomment par ses caractéristiques physiques et connaissent des dysfonctionnements oculaires liés à un environnement aquatique. Ce qu'elles perçoivent mal, c'est l'identité de l'agent pathogène : la baisse de l'acuité visuelle chez le pêcheur provient-elle de la réverbération du soleil sur l'eau, comme cela est mentionné, ou de l'exposition aux piqûres de similies qui peuvent exister dans cet environnement précis? Les populations ignorent en outre le processus pathogène liant entre elles toutes les manifestations connues.

Nous avons essayé, dans le cadre de ce programme, d'identifier les connaissances enregistrées et les attitudes et pratiques observées dans les communautés visées afin de proposer une campagne d'éducation sanitaire en accord avec le contexte socioculturel et économique dans lequel les différentes caractéristiques de contenu, de langue, de support, etc. seraient de nature à favoriser l'implication active des populations cibles.

Là était le gage d'une réussite durable d'autant que la prise du M. devait idéalement se prolonger sur une période minimale de 10 ans et se poursuivre même après le départ des organismes qui en soutenaient alors la

14. Il est attesté que l'avitaminose A constitue une des causes importantes de cécité dans le monde. Cf. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Décembre 2009. *La nutrition dans les pays en développement*, Chapitre 15 – § Epidémiologie <http://www.fao.org/3/W0073F/w0073f16.htm>

distribution. Je n'ai pas la prétention de présenter les résultats de cette étude comme un modèle. Il s'agit plutôt de fixer un modeste jalon dans la « préhistoire » d'une communication pour le développement encore très largement méconnue à cette époque.

Quel message?

Le message sera simple et clair, valorisant les acquis pour mieux intégrer les idées nouvelles et induire des pratiques subséquentes.

Fiche 4-1. Douze messages clés en français facile pour zones à risque d'onchocercose

1. Il existe une petite mouche noire dans ce village qu'on appelle _____ (nom de la similie dans la langue identitaire de la localité ou, le cas échéant, dans la langue véhiculaire). Elle vit près des cours d'eau rapides.
 2. Quand cette mouche te pique, elle dépose de petits vers dans ton corps : ils marchent dans ta peau et peuvent arriver aux yeux.
 3. Si elle te pique, tu ressentiras de violentes démangeaisons. Plus tard, tu risques de voir des boules apparaître sous ta peau et des taches rouges sur tes tibias.
 4. À la fin, tu ne verras plus bien. Tu pourras même devenir aveugle.
 5. Dès que tu sens des démangeaisons, il faut immédiatement aller au Centre de Santé.
 6. Il existe un médicament qui soigne ces démangeaisons, empêche les boules de venir sur toi et te permet de ne pas devenir aveugle.
 7. Ce médicament s'appelle le M.
 8. On le prend une fois par an seulement pendant au moins 10 ans.
 9. Où trouver le M.? Le centre de santé du village te donnera toutes les informations utiles.
 10. Mais attention! certaines personnes ne doivent pas le prendre.
 11. Quelles sont ces personnes?
 - Les enfants de moins de 5 ans;
 - Les femmes enceintes;
 - Les femmes ayant accouché depuis moins d'une semaine;
 - Les personnes très malades.
 12. En cas de problème, (par exemple : démangeaisons, fatigue, maux de tête), va immédiatement au Centre de Santé.
-

Ce message pourra être décomposé en une dizaine de spots mettant en exergue les idées suivantes :

- identification de la similie et des troubles liés à la piqûre de cette mouche sur le plan cutané, dermique et ophtalmologique;

- existence d'un médicament, le M., capable de prévenir ces troubles et de les traiter dans une certaine mesure;
- modicité de la contribution individuelle;
- existence de contre-indications liées à l'âge et à l'état de santé général de l'individu;
- existence d'effets secondaires gênants, mais contrôlables.

On peut ainsi formuler une série de messages clés adaptables en fonction du support ou du médium choisi : chant, brochures, messages radiodiffusés, boîtes à images, films documentaires, spots télévisés, etc.

Quelle langue?

La langue idéale, dans l'environnement rural des localités visées, sera la langue identitaire (maternelle) des populations. Elle est dépositaire de la classification du monde naturel et social qui caractérise chaque peuple. C'est pourquoi, d'une langue à une autre, il ne s'agit pas d'une simple procédure de traduction. Il est question du passage d'une organisation de la vision du monde naturel et social à une autre (Martinet, 1967, p. 11-12). Le stock lexical pléthorique des appellations du lait dans certaines cultures peut offrir une illustration intéressante de ce propos. Chez les éleveurs peuls, par exemple, il existe un terme désignant le lait maternel *endàm* et un terme désignant le lait d'origine animale *kosam*. Une série de termes spécifiques servent à différencier les laits d'origine animale et désignent le lait frais *biraadàm*, le lait bouilli *dollaadàm*, le lait non écrémé *nyallunde*, le lait fouetté *burwaadàm*, le lait caillé *pendidàm*, lait qui a caillé *dannam*, etc. (Tourneux et Daïrou, 1998). Par contre, chez les populations sans tradition reconnue d'élevage bovin, comme celle de l'Ouest-Cameroun notamment, la langue nommera le lait maternel, mais ne saura nommer le lait d'origine animale que par un terme d'emprunt (généralement par emprunt à l'anglais *milk* via le *pidgin-English* *milik*). A fortiori, les fines distinctions existant chez les Peuls pour spécifier la qualité du lait d'origine animale seront ignorées. La langue représente ainsi un des angles, un des outils les plus performants pour comprendre intimement une communauté donnée. C'est aussi le meilleur véhicule pour intégrer de manière non invasive des savoirs et des comportements nouveaux.

En effet, les nouvelles connaissances viennent déjà heurter les savoirs acquis. Pour un villageois, par exemple, le *mitou'* ne constitue qu'une nuisance bénigne ne méritant même pas que l'on s'y arrête. Mais l'éducation sanitaire viendra suggérer que ce même *mitou'* peut-être le facteur causal d'une maladie aux conséquences physiques, psychologiques et socio-économiques graves. Si la langue dans laquelle ce nouveau savoir intervient est une langue étrangère et que, de ce fait, ce savoir provient de manière trop évidente, de « l'autre », l'efficacité du message peut s'en trouver réduite pour cause de rejet pur et simple d'une part, par les risques de malentendu d'autre part.

L'adoption de la langue ethnique ne devrait pas poser de problèmes pratiques majeurs dans la mesure où les populations à risque, dans le cas d'espèce, sont des populations rurales, c'est-à-dire à forte homogénéité ethnique et linguistique. Mais en cas d'hétérogénéité avérée de la population cible, le communicateur ou la communicatrice, en accord avec les décideurs, doit examiner les solutions spontanément mises au point par les communautés. Il faut notamment se demander si une langue véhiculaire a réussi ou non à émerger, examiner sur la base de recherches sociolinguistiques approfondies s'il convient ou non de l'adopter.

La LO1, ici le français, ne m'avait pas semblé le médium le plus approprié, bien qu'une proportion non négligeable de la population ait déclaré un niveau de scolarisation au moins primaire. Nous connaissons en effet la tendance à l'illettrisme chez les individus qui n'ont pas régulièrement l'occasion d'activer leurs compétences en lecture et écriture dans le cadre, par exemple, de leurs activités professionnelles. Il pourrait, à la rigueur, constituer une alternative acceptable à condition de subir une simplification lexicale et syntaxique considérable.

Quel support?

J'avais la possibilité de préconiser le recours à des supports et canaux classiques tels que la radio, la brochure, le film, la boîte à images, etc., mais nous avons choisi un média traditionnel.

Les messages radiodiffusés ne m'avaient pas semblé les mieux indiqués à cette époque pour des raisons pratiques évidentes : les activités des populations rurales s'effectuaient exclusivement en plein air et pas toujours

dans des conditions climatiques idéales pour un poste de radio. De plus, seuls 17 % seulement des personnes enquêtées avaient déclaré posséder un appareil de radio en état de marche. Cette condition à elle seule était rédhibitoire.

Les brochures auraient pu constituer un support intéressant pour la population lettrée de l'échantillon, et l'information aurait pu être relayée de manière organisée à l'ensemble de la communauté dans le cadre de réunions d'association. On connaît, en effet, le rôle prépondérant que jouent les associations dans l'organisation de la société ouest-camerounaise, constituant de véritables réseaux au sens moderne du terme. Rappelons à cet égard que les discours recueillis auprès de la population préconisaient justement le cadre de ces réunions périodiques d'associations comme canal idéal de la diffusion des messages d'information sur l'onchocercose.

L'avantage le plus patent des médias, comme la boîte à images, est la conservation et la disponibilité de l'information dans les locaux aménagés à cet effet : à l'intérieur d'un centre de santé, dans une école, etc. Cependant, les inconvénients de ces méthodes semblent, à l'analyse, assez importants. La lisibilité des images fixes pour des populations non accoutumées est loin de constituer une évidence. On a relevé des problèmes liés à la stylisation, à la perspective, aux proportions, aux couleurs utilisées, etc. C'est pourquoi l'exploitation des images fixes nécessite un double apprentissage de la part du public cible : cela ne peut être qu'antiéconomique, voire inefficace. Il s'agit d'une part de l'apprentissage de la lecture d'images et d'autre part de l'assimilation du message ainsi que de son contenu. Cela rappelle beaucoup la difficulté que rencontrent les instituteurs et institutrices dans nos écoles à enseigner aux jeunes enfants la lecture, l'écriture et le calcul dans une langue qui leur est complètement étrangère. Difficulté qu'ils ou elles contournent fort bien, dès que possible, en passant de la langue officielle à la langue ethnique.

Je considère que la lecture de l'image ne saurait couler de source. Elle nécessite un certain apprentissage. En effet, l'implication réelle des populations peut rester douteuse dans bien des cas et cette pratique ne s'intègre que peu aux pratiques sociales déjà existantes qui accordent une place importante à la participation. De plus, certaines de ces méthodes, le film notamment, sont assez coûteuses.

C'est pour toutes ces raisons que la réputation des méthodes audiovisuelles classiques me semblait largement surfaite. Mais l'honnêteté impose de reconnaître que le choix des méthodes reste, somme toute, bien limité, si bien que la tentation de n'adopter que les méthodes déjà connues et appliquées, avec des fortunes diverses, peut l'emporter sur la volonté d'expérimenter des méthodes innovantes avec ce que cela comporte de risques. L'adoption de la pratique des *dialogues chantés* pourrait bien constituer dans ce contexte une alternative pertinente si les utilisateurs ou utilisatrices potentiel-le-s s'attachent à identifier ainsi qu'à circonscrire ces risques (cf. chapitre cinq).

La stratégie préconisée devait s'appuyer sur une approche multimodale. À la mise en place de chants dialogués, elle devait associer des offensives télévisées. En effet, comme nous l'avons vu, même au sein de zones où l'onchocercose sévit à un niveau endémique, elle reste « la maladie des autres » aux yeux de la population. Plus spectaculaire par définition, la télévision est plus convaincante que la radio pour permettre une visualisation de l'onchocercose et de la cécité. De plus, pour une pathologie réputée comme étant limitée au Nord-Cameroun, les images d'handicapés visuels dans des sites clairement identifiables, la région du barrage de Bamendjin, par exemple, ont valeur de preuve. Ces offensives télévisuelles devaient avoir lieu en amont de l'action sur le terrain, soutenues par des interviews de responsables et des tables rondes sur le sujet, des reportages et interviews sur les lieux de la distribution du médicament. À la fin d'une première phase, nous avons prévu une enquête-bilan.

J'ai fait le choix de privilégier ici des résultats inédits, mais j'évoquerai brièvement un projet de recherche mené récemment au Cameroun septentrional dans le domaine de la santé. Il portait sur la communication dans le contexte du VIH¹⁵ et a véritablement enrichi mon expérience dans ce domaine, ainsi que ma réflexion.

Quelle en était la problématique? Dans le cadre africain dit « francophone », les langues locales sont le parent pauvre de la réflexion sur la communication. Pourtant, une majorité d'Africain-e-s de ces pays ne possèdent qu'une maîtrise approximative des langues officielles

15. Projet ANRS 1272 conduit par Tourneux (CNRS-LLACAN) et moi-même (Université de Ngaoundéré-LADYRUS). Les lignes qui suivent sont inspirées de l'ouvrage qui en est résulté : Tourneux et Metangmo, 2010.

européennes. De plus, les décalages notoires entre la médecine moderne et les cultures populaires africaines, manifestes dans le domaine de la conception du corps et de la maladie, contribuent encore à complexifier les interactions verbales et plus globalement, la communication. Les promoteurs (nationaux ou internationaux) de campagnes d'information et de conseil ont bien été obligés de le constater sur le terrain. Ils font donc doubler leurs discours en français – ou en anglais¹⁶ – par des traductions la plupart du temps improvisées ou non contrôlées en langues africaines. Avec une telle procédure, les concepts nouveaux ou délicats sont mal perçus, lorsqu'ils ne sont pas évacués ou déformés. Les phrases non comprises sont occultées, ou substituées par un remplissage quelconque.

Nos recherches ont démontré que les discours véhiculés par les médias publics (radio, télévision) ont un impact très important. Cependant, ils entretiennent aussi dans le public un discours inutilement dramatique, propre à générer stigmatisation et fuite de la réalité. C'est ce que confirme l'étude fine des attributs sémantiques du sida dans l'échelle de gravité des pathologies. Ce constat est de nature à légitimer, dans ce cadre, des démarches de recherches terminologiques et devrait convaincre de privilégier, pour une prévention efficace, les expressions les moins négativement connotées.

Sur le plan de la langue, l'ouvrage réaffirme la nécessaire prise en compte du *fulfulde* véhiculaire pour les besoins de la communication de masse, malgré la stigmatisation dont il a été naguère l'objet. En effet, un transfert partiel subséquent de légitimité vers le *fulfulde* véhiculaire a fait perdre au *fulfulde* classique son absolue préséance d'antan et constitue désormais un élément fondamental que chercheurs et chercheuses, planificateurs et planificatrices commencent à prendre en compte. J'en veux pour preuve le chapitre de Tourneux, Boubakary Abdoulaye et Hadjidja Konaï intitulé « Un niveau *fulfulde* véhiculaire destiné à la communication pour le développement » dans l'ouvrage *Parler du Sida au Nord-Cameroun*. Ainsi, je ne dis plus seulement, comme à l'époque de ma thèse de 3^e cycle, que le *fulfulde* véhiculaire tend à se constituer en une koinè transdialectale,

16. Il faut toutefois noter que l'anglais n'assume que rarement au Cameroun, contrairement au français, des fonctions véhiculaires ou vernaculaires. Dans la zone où l'anglais est langue officielle, il entre en concurrence avec le *pidgin-English* et ce dernier parvient même à supplanter l'anglais dans certaines de ses fonctions régaliennes.

débarassé des stigmates dépréciateurs qui le marquaient naguère. Je ne plaide plus pour l'adoption de cette variété « en voie de standardisation », comme je le faisais dans mon texte de 2003. Aujourd'hui, je salue toutes les initiatives concrètes d'aménagement linguistique en vue de la normalisation de ce véhiculaire et apprécie hautement d'y être associée.

À titre de contribution pratique, dans un contexte où la promotion de la santé constitue incontestablement un des leviers majeurs du développement, ce projet a produit des guides bilingues (français – *fulfulde*) de communication sur le sida ainsi qu'une chanson peule (*Le baptême peul du VIH*) offrant une description dédramatisée du VIH destinée à populariser son appellation en *fulfulde* : *barsooban*¹⁷. Il présente également un ensemble de recommandations dans ce domaine à l'endroit des pouvoirs publics. On y trouve aussi bien les résultats d'enquête sur la perception du sida et les moyens de prévention, que des études sur les divers discours que tiennent différent-e-s intervenant-e-s dans le domaine (personnels de santé, hommes d'Église, personnalités islamiques, agences spécialisées, élèves). Une attention particulière a été accordée à l'étude d'affiches, de dépliants et de films éducatifs.

En somme, je trouve symptomatique qu'un calembour aussi facile que celui associant *mots* et *maux* soit aussi largement adopté autant par les écrits scientifiques concernant la santé que par les discours de vulgarisation. Nous en sommes conscients, notre capacité à réduire la précarité communicationnelle détermine largement le succès de la prise en charge thérapeutique.

17. Voir chap. 5, « L'aménagement terminologique », pour plus de détails.

5. Corriger la précarité communicationnelle

La langue, la formation et le développement

Vouloir ôter la liberté à un savant homme, qui voudra enrichir sa langue, d'usurper quelquefois des vocables non vulgaires, ce serait restreindre notre langage, non encore assez riche, sous une trop plus rigoureuse loi que celle que les Grecs et les Romains se sont donnée. Lesquels, combien qu'ils fussent, sans comparaison, plus que nous copieux et riches, néanmoins ont concédé aux doctes hommes user souvent de mots non accoutumés ès choses non accoutumées.

Joachim du Bellay, Défense et illustration de la langue française, 1549.

Dans un domaine aussi sensible que celui du développement, l'élaboration d'une communication pertinente constitue une condition *sine qua non* dans l'atteinte des objectifs visés. Il est donc urgent de corriger la précarité communicationnelle, notamment par la prise en charge de l'insécurité linguistique, de la déficience des répertoires linguistiques et de l'insuffisance des compétences discursives. En effet, le renforcement et la gestion adéquate des ressources communicationnelles permettent d'améliorer la qualité des interactions humaines et l'épanouissement socio-économique des personnes, ainsi que de la société dans son ensemble.

Globalement, à tous les niveaux de l'activité humaine, la correction de la précarité communicationnelle s'appuie sur quelques assertions fondamentales.

1. L'humain, c'est-à-dire l'*homo sapiens*, se distingue fondamentalement par sa faculté de parole : il est d'abord *homo loquens*.
2. La langue constitue le prisme premier à travers lequel l'individu perçoit et analyse le monde. C'est donc un identifiant personnel et social fort : cela explique pourquoi le non-respect de la langue a si souvent, au cours de l'histoire, déclenché des réactions pouvant aller jusqu'à des

affrontements meurtriers¹.

3. L'Afrique se caractérise par un taux de diversité linguistique élevé sur le plan des langues africaines, mais aussi sur celui des langues européennes héritées de la colonisation.
4. Les langues véhiculaires, quelle que soit leur origine, constituent un facteur important dans la correction de la précarité communicationnelle.
5. L'Afrique a longtemps souffert d'un ostracisme de ses langues identitaires. Mais il serait irréaliste et stérile de vouloir adopter aujourd'hui la même attitude vis-à-vis de l'héritage linguistique de la colonisation, car des pans entiers de la vie nationale sont gérés par le biais de ces langues. En outre, c'est en grande partie d'elles que dépend l'ouverture au monde extérieur.

Rôle de l'école et de la formation dans le développement

La dépendance communicationnelle fut détectée, dans un premier temps, dans le cadre de l'école. C'est dans ce domaine qu'il convient d'abord de déployer les efforts. Il est important de le réaffirmer : les programmes actuels n'introduisent pas suffisamment l'enfant dans l'environnement culturel qui est le sien. La nouvelle preuve en est qu'à la fin de son cycle primaire, tous les systèmes de l'organisme humain ont été objet d'enseignement et d'évaluation à l'exception de celui qui fonde notre humanité même, faisant de nous des *homo loquens*. Pourtant, des enseignements prévoyant une sensibilisation précoce à la diversité linguistique devraient se mettre en place, *a fortiori* dans des environnements africains souvent marqués par la complexité.

Dans le domaine de l'éducation, des résultats globalement positifs ont été enregistrés. En effet,

[...] on relève des initiatives où une seule langue africaine est utilisée pendant tout le cycle primaire (Tanzanie) et même jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire (Somalie). On recense aussi des tentatives

1. Souvenons-nous par exemple que des questions de choix de langues pour les curricula furent à l'origine des émeutes de Soweto (Afrique du Sud).

d'utilisation de plusieurs langues africaines pendant huit années de scolarité (en Guinée durant la période de Sekou Touré et en Afrique du Sud sous le régime de l'apartheid). Ces exemples montrent qu'il est techniquement possible d'utiliser les langues africaines jusqu'à la fin de l'éducation primaire et au-delà (Heugh, 2005, p. 11-12).

Plus particulièrement, signalons qu'une expérience sud-africaine a montré qu'une imprégnation préscolaire par des livrets et imagiers en langues africaines est susceptible de favoriser une culture de l'écrit chez les enfants africains (Trudell, Dowd, Piper, Bloch, 2012). Par ailleurs, la pertinence d'une exploitation des ressources de l'oralité ne fait pas encore l'unanimité, malgré les avantages significatifs, culturels aussi bien qu'économiques, qu'offrirait une telle option. Je considère, pour ma part, que l'exploitation de l'écrit, indispensable dans le contexte actuel, ne devrait pas nous amener à renoncer aux ressources substantielles et séculaires de l'oralité. De même, la promotion et la valorisation des langues africaines, indispensable dans l'optique d'un développement durable, ne devraient pas remettre en cause l'appropriation et la consolidation du patrimoine linguistique exogène. Il s'agit d'inventer des orientations nouvelles susceptibles de permettre une *refondation* profonde de l'entreprise éducative en Afrique (Moumouni Dioffo 2019 [1964]).

Face à cela, que peut faire l'école dans son acception la plus large? Il serait inconcevable que l'Université, instance supérieure de recherche et de formation, de concert avec toutes les instances responsables de l'éducation, ne s'implique pas de manière citoyenne dans un débat qui touche l'ensemble du corps social. Chacune de ces instances se doit d'apporter sa contribution à l'analyse de la question du développement dans le cadre spécifique qui est le sien, à travers ses programmes d'enseignement, de recherche, des ateliers pluridisciplinaires de réflexion, etc.

Sachant que le déficit en matière d'éducation et de formation et la persistance de l'analphabétisme – incapacité à lire et à écrire – constituent un des caractères majeurs du sous-développement, il est bon de rappeler que la langue occupe une place privilégiée en tant que vecteur essentiel du discours éducatif.

Langue, école et développement

Dans le domaine de l'éducation, condition *sine qua non* du développement, le succès passe aussi par la capacité d'adapter et d'inventer les voies les plus appropriées pour promouvoir la connaissance. Pour le cas spécifique des pays du Sud, dans un contexte de mutations politiques, économiques et socioculturelles rapides, toute volonté de développement devrait se prémunir contre la tentation facile du mimétisme : un modèle éducatif doit se définir en fonction du contexte particulier dans lequel il doit fonctionner. Mais la bataille n'est pas gagnée d'avance, du fait d'un contexte global de mondialisation et d'uniformisation.

Pour gagner la bataille du développement, et tout particulièrement la bataille contre la sous-scolarisation, il importe d'élaborer, localement, des stratégies appropriées, éventuellement innovantes. Cet *impératif catégorique*, résoudre localement le problème de l'éducation, comporte deux volets : d'une part, résoudre le problème de l'éducation et d'autre part, agir localement. Si nous souhaitions dresser un énième diagnostic des maux qui minent notre système éducatif, nous commencerions par redire que l'un des handicaps majeurs de l'éducation au Cameroun est son caractère monolithique. *L'éducation pour tous* ne devrait pas signifier *la même éducation pour tous*. En effet, le message éducatif ne doit pas rester constant à tous les points du tissu social. Pour ne parler que du code utilisé, les langues d'enseignement devraient-elles être les mêmes en milieu urbain et en milieu rural alors que le contexte sociolinguistique varie notablement d'un milieu à un autre? Par ailleurs, l'école est-elle la voie obligée pour transmettre le message éducatif? N'a-t-on pas intérêt à promouvoir des structures parallèles de formation destinées à intervenir dans le cadre d'un soutien aux structures classiques de formation?

Parlant de code, on connaît depuis plus d'un demi-siècle la relation positive entre l'éducation et la langue maternelle. En effet, dès 1953, l'UNESCO, dans un rapport intitulé *The Use of Vernacular Languages in Education*, indiquait que l'utilisation de la langue maternelle africaine comme vecteur d'enseignement constitue la solution la plus efficace sur le triple plan psychologique, sociologique et pédagogique. De fait, la politique coloniale britannique intégra très rapidement les langues locales, alors que le modèle français reposait sur le principe de l'assimilation, privilégiant l'enseignement de la culture et de la langue françaises. Il n'est pas superflu

de redire le poids de l'histoire coloniale sur les politiques linguistiques. Cela peut sembler surprenant, mais un des théoriciens les plus convaincus de la francophonie, Senghor, n'hésitait pas, une dizaine d'années après la publication du rapport de l'UNESCO, à préconiser pour le Sénégal l'introduction des langues africaines dans l'éducation. Voici ce qu'il écrit : « Il s'agit de partir du milieu des civilisations négro-africaines où baigne l'enfant. Celui-ci doit apprendre à en connaître et à en exprimer les éléments dans sa langue maternelle d'abord, puis en français » (Senghor, 1983, p. 12).

Comme l'on sait, et comme chacun le répète à l'envi, l'école doit s'intégrer au milieu; mais la première cause de coupure, et sans doute la plus grave, est l'utilisation comme langue d'enseignement exclusive d'une langue qui, pour la grande majorité des enfants, reste une langue étrangère. Il est tout aussi vrai que nous aurions tort de considérer l'intégration linguistique, à quelque niveau que ce soit, selon quelque formule que ce soit, comme une panacée. En effet, l'expérience de nations largement unilingues, telles que Madagascar, nous prouve que le problème de l'intégration de l'école au milieu dépasse largement le cadre linguistique. Il interpelle aussi des questions comme celles du contenu de l'enseignement, des stratégies éducatives, des objectifs mêmes de l'enseignement à une époque où la récession économique et le chômage pèsent de tout leur poids sur l'imaginaire collectif, renforçant par là même le caractère intrinsèquement anxiogène de l'institution scolaire. Il importe de repenser l'école dans ses objectifs, et donc ses contenus : il s'agit de renforcer une démarche globale qui rétablirait l'école dans son rôle d'outil de socialisation et d'instance d'enseignement et de connaissance tant théorique que pratique en vue de l'intégration agissante de l'enseigné-e dans son milieu. Cela étant, la désaffection plus ou moins grave des langues identitaires au Cameroun laisse aujourd'hui dubitatif quant aux chances de réussite de politiques linguistiques rééquilibrées, c'est-à-dire intégrant les langues nationales à côté des langues officielles.

Entre les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, la réflexion théorique portant sur le choix du code dans l'entreprise éducative sort du cadre de l'institution scolaire pour s'ouvrir à l'éducation non formelle. Le concept d'éducation fondamentale – visant des compétences en lecture, en écriture et en calcul – devient un concept clé de la lutte contre l'analphabétisme. Jusqu'aujourd'hui, la nécessité d'utiliser la langue maternelle ou une langue de grande extension régionale, au moins pour l'éducation fondamentale,

n'a cessé d'être affirmée². À ce propos, remarquons qu'aucun des acteurs ou actrices n'a jamais sérieusement éludé la difficulté que représente une politique linguistique intégrationniste. Citons à ce sujet l'opinion de la Banque Mondiale :

Malgré les difficultés soulevées par la mise en œuvre d'une telle politique, d'un point de vue purement pédagogique [...] il paraît acquis maintenant qu'il y a intérêt à utiliser la langue maternelle comme langue d'enseignement dans les premières années du primaire, même quand l'objectif visé est de scolariser les enfants dans la langue nationale (Banque Mondiale, 1988, p. 44).

Il est clair que, pour le Cameroun, ceci ne remet absolument pas en question l'utilisation des langues officielles, le français et l'anglais. Il s'agit simplement de définir de manière cohérente les domaines d'intervention de chacune des langues en présence dans le cadre d'un État au multilinguisme complexe. Il s'agit aussi, et ceci n'est pas la moindre tâche, de progresser dans la voie de la recherche didactique en vue d'une meilleure acquisition de ces langues qui sont, dans la majorité des cas, non pas des langues premières, mais des langues étrangères ou secondes en situation de contact, selon le contexte.

D'une première étape de monolithisme linguistique effectif (aucune langue identitaire), nous sommes passés à une phase d'accélération et de multiplication d'initiatives officielles d'intégration des langues camerounaises dans l'éducation, lesquelles bénéficient d'appui institutionnel. Cependant, c'est peut-être hors de l'école que les langues camerounaises conservent le plus de chances de contribuer à promouvoir le développement humain.

Le Cameroun fait partie des États d'Afrique noire dans lesquels les langues nationales sont longtemps demeurées hors du champ de l'école, la langue européenne jouant le triple rôle de langue d'accès à l'écriture, de matière d'enseignement et de véhicule d'enseignement. L'Université semble paradoxalement le lieu où le plurilinguisme camerounais est le mieux représenté : quelques langues nationales, de même que les deux langues

2. Les pesanteurs s'expliquent aussi par le fait que la plupart des décideurs ont fréquenté, avec quelque succès, l'école française.

officielles (et d'autres langues européennes) fonctionnent comme matière d'enseignement; les deux langues officielles fonctionnent conjointement comme véhicules d'enseignement. On peut déplorer qu'une telle configuration ne se rencontre que dans un lieu accessible seulement à une minorité de Camerounais.

Le collège Libermann de Douala a constitué une des rares exceptions en matière d'enseignement fondé sur le bilinguisme langue nationale-langue officielle. Il s'agit d'un établissement secondaire privé catholique. Le Collège Libermann adopta en 1966, à l'initiative du père Meinrad Hebga, une option éducative qui correspond à la solution no 4 de l'éventail établi par Bole-Richard et Houis (voir tableau 5-4) : le français y reste « langue d'accès » à l'enseignement, tandis que la fonction de « matière d'enseignement » se partage entre le français, majoritaire, et la langue africaine.

Tableau 5-4. Intégration des langues africaines dans l'enseignement. Légende : Lg 1 A : Langue première africaine, Lg 2 F : Langue seconde française, Sol. : Solution. Source : Bole-Richard et Houis, 1977, p. 35).

| | Sol. 1 | Sol. 1 | Sol. 2 | Sol. 2 | Sol. 3 | Sol. 3 | Sol. 4 | Sol. 4 | Sol. 5 | Sol. 5 | Sol. 6 | Sol. 6 |
|----------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| | Lg 1A | Lg 2F | Lg 1A | Lg 2F | Lg 1A | Lg 2F | Lg 1A | Lg 2F | Lg 1A | Lg 2F | Lg 1F | Lg 2F |
| Lg d'accès à l'écrit | x | | x | | x | | | x | | x | | x |
| Lg matière d'enseignement | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x | x |
| Lg véhicule d'enseignement | x | | | x | x | x | | x | x | | x | x |

Dans cet établissement, la discipline est obligatoire dans le premier cycle et facultative dans le second. Les langues retenues sont le *duala* et le *basaa* en raison de leur statut de langues régionales véhiculaires.

Le programme prévoit deux niveaux d'enseignement : un premier niveau d'étude et d'approfondissement est destiné aux locuteurs et locutrices natifs d'une de ces deux langues, qui étudient la grammaire, le lexique et la littérature orale. Un second niveau est réservé à ceux des élèves non-locuteurs ou non-locutrices des deux langues retenues qui s'initient à l'une ou à l'autre de ces langues. Le collège produit ses propres manuels d'initiation et recueils de contes. Mais l'entreprise prenait alors l'allure, aux

yeux des parents d'élèves, d'une initiative inutile et injustifiée, car les langues nationales ne figuraient pas aux programmes officiels³. Je pense donc que la nature par définition « buissonnière » d'une telle initiative peut fonctionner comme un obstacle puissant à l'adhésion des personnes concernées, apprenant-e-s et parents, d'autant qu'elle n'est pas précédée d'une sensibilisation. Car, comme l'a prédit Alpha Ibrâhîm Sow (1977), le préalable à la promotion des langues africaines est une campagne psychologique à mener en vue de leur donner un statut de langue à part entière aux yeux des gens qui les parlent.

Je vois un autre facteur démobilisateur dans l'opinion relativement bien répandue selon laquelle le plurilinguisme est susceptible de renforcer le tribalisme et l'esprit de clocher. Je considère que le narcissisme et le dénigrement systématique n'ont d'égal que la méconnaissance, voire l'ignorance de la culture de l'autre.

Le *fulfulde*, le français et l'école

Le peul, *fulfulde* au Cameroun, langue de la famille Niger-Congo sous-groupe Ouest-Atlantique dans la classification de Greenberg, est une langue intéressante d'un quadruple point de vue :

- C'est une langue camerounaise, mais aussi une langue africaine de grande extension, ce qui en fait un élément important dans toute entreprise de mutualisation⁴ des résultats de la recherche en Afrique. Le *fulfulde*, parlé par plusieurs millions de personnes, couvre une bonne partie de l'Afrique centrale et occidentale.
- Une importante littérature scientifique lui est consacrée.
- Au Cameroun, cette langue possède un statut véhiculaire au niveau régional : elle couvre une partie importante des trois régions septentrionales du Cameroun et ses fonctions véhiculaires lui confèrent une importance considérable dans la mise en œuvre d'une linguistique du développement.

3. Au Cameroun, les programmes officiels de Langues et Cultures Nationales ont été signés en 2014.

4. Rappelons que la mutualisation potentielle des résultats de recherche constitue un principe important pour l'ACALAN (Académie africaine des langues).

- Des modifications structurelles dignes d'intérêt y sont observables.

Sans doute faut-il ajouter qu'au Cameroun, le *fulfulde* gagne du terrain grâce au poids démographique croissant de ses locuteurs non natifs et locutrices non natives dans la vaste zone de diffusion qui est la sienne. Une expérience pilote d'enseignement formel du *fulfulde* au début des années 2000 fut l'une des rares tentatives de l'enseignement de cette langue.

Les atouts que possède cette langue auraient pourtant pu largement justifier son introduction dans les systèmes formels d'éducation, et même son officialisation au niveau régional il y a plusieurs années. Partant de cette hypothèse, j'avais voulu, dans le cadre de l'enquête MINREST-ORSTOM (Tourneux, Métangmo-Tatou et Oumarou Dalil, 1992), recueillir les opinions des personnes directement concernées par l'introduction éventuelle du *fulfulde* au sein d'une institution jusque là chasse gardée de la langue française.

J'avais distingué deux groupes : d'une part la masse des locuteurs et locutrices de la langue, en incluant élèves et parents d'élèves, toutes professions confondues, et d'autre part une promotion d'élèves de l'ENI-ENIA (École Normale d'Instituteurs et d'Instituteurs-Adjoints) de Maroua. L'échantillon de 27 personnes était majoritairement composé de Toupuris et de Mundangs. Aucune élève-maître peul-e ne fut recensé.

J'ai donc pris en compte les données obtenues auprès de deux échantillons différents : un échantillon général de 389 sujets à partir duquel l'ensemble de l'enquête a été mené, et un échantillon parallèle de 27 élèves en cours de formation à l'École Normale d'Instituteurs de Maroua; il ne s'agit donc pas d'un sous-échantillon du premier. L'interrogation portait sur les langues dans le système éducatif. Seuls étaient pris en compte le *fulfulde* et le français, c'est-à-dire des langues pouvant à juste titre se prévaloir d'un statut véhiculaire dans la région. À ce propos, la remarque générale qu'il convient de faire d'emblée est que, dans l'ensemble, les positions défendues par les élèves-maîtres-ses sont plus radicales vis-à-vis du *fulfulde* que celles défendues par la masse des locuteurs et locutrices.

Il est clair, compte tenu de la spécificité de chaque échantillon, tant du point de vue de la taille que de celui de leur nature propre, que l'on ne saurait procéder à des comparaisons systématiques. C'est pourquoi d'ailleurs j'ai exclu, pour ce qui est de la présentation matérielle, le tableau classique

censé présenter des données recueillies selon les mêmes principes et sur les mêmes bases. De même, je me suis gardée de traduire en pourcentage les données recueillies à l'ENI, vu la petitesse de l'échantillon. Il est en effet préférable dans ce cas de rapporter des valeurs brutes à l'échantillon global (exemple : 17/20, 16/27, etc.)

Il apparaît que les sujets de l'échantillon général sont largement favorables à l'introduction du *fulfulde* à l'école (figure 5-9). Ces personnes s'expriment pour près de 90% en faveur de cette option. C'est la tendance inverse que l'on observe à l'ENI : 16 élèves-maîtres-ses sur 27, c'est-à-dire plus de la moitié, expriment à ce sujet une opinion défavorable.

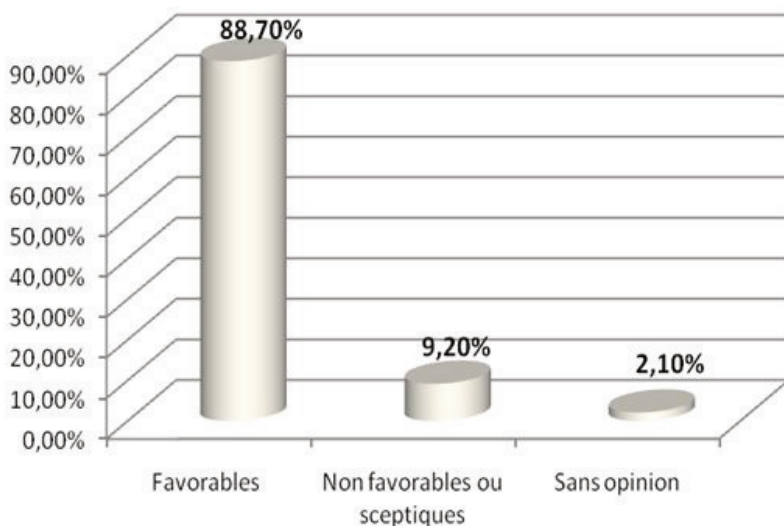


Figure 5-9. Opinion sur l'introduction du *fulfulde* à l'école (échantillon général). Figure réalisée à partir des données de Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdoulaye Oumarou Dalil (1992)

Ils se partagent quasiment à égalité entre les partisans du « plutôt favorable » et les sceptiques. Cette position mitigée ne surprend guère lorsque l'on connaît les résistances historiques qu'opposèrent certains peuples de la région à la présence peule.

Choix de modules d'enseignement

Les quatre formules proposées au choix des personnes interrogées étaient les suivantes :

- *formule 1* : *fulfulde* est matière d'enseignement au même titre que l'histoire ou les mathématiques;
- *formule 2* : *fulfulde* et français se partagent la fonction de véhicule d'enseignement;
- *formule 3* : *fulfulde* assume seul la fonction de véhicule d'enseignement (le français étant enseigné comme 'matière');
- *formule 4* : *fulfulde* est utilisé uniquement pendant les trois premières années de la scolarisation, puis relayé par le français.

Hormis une tendance commune aux deux échantillons à refuser plus ou moins vigoureusement au *fulfulde* le statut de véhicule exclusif de l'enseignement, ils expriment des sentiments quelque peu opposés. Alors que les élèves-maîtres-ses (17/27) s'expriment assez nettement en faveur d'une intégration du *fulfulde* au titre de matière d'enseignement, 17 % seulement de l'échantillon général choisissent cette formule. Par contre, une formule rejetée par presque tous les élèves-maîtres-ses – *fulfulde* pendant les trois premières années de la scolarisation – obtient la faveur de l'échantillon général pour un taux de 27,8 %. Cela représente un peu plus du quart de l'échantillon global, mais c'est aussi et surtout le meilleur score obtenu pour cette question. Il faut d'ailleurs remarquer que les écarts pour l'échantillon général ne sont pas très marqués, contrairement à ce que l'on observe pour l'échantillon de l'ENI. La formule intermédiaire, d'après laquelle le français et le *fulfulde* se partagent le rôle de véhicule d'enseignement, arrive presque à égalité avec la formule prévoyant l'utilisation précoce du *fulfulde* pour un quart de l'échantillon général (25 %). À l'ENI, cette formule n'obtient que 3 voix sur 27.

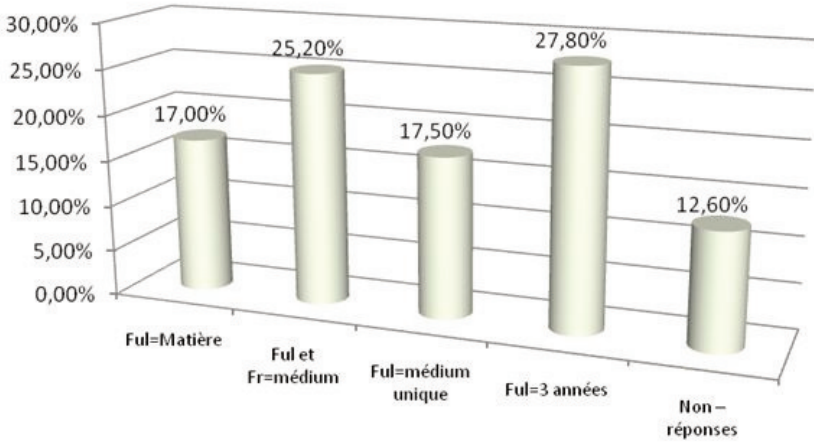


Figure 5-10. Opinion sur le statut du fulfulde à l'école. Figure réalisée à partir des données de Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdoulaye Oumarou Dalil (1992)

En somme, la masse des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête générale se prononce en faveur de la mixité (simultanée, ou alternée) du véhicule d'enseignement. Par contre, à l'ENI, pour la masse des personnes interrogées, une seule formule est plébiscitée : l'utilisation du *fulfulde* à titre de matière d'enseignement. Les deux groupes se rejoignent pour refuser la formule du tout en fulfulde.

Type d'école

On constate que la tendance à la mixité plus ou moins radicale est confirmée à l'occasion d'une question plus générale concernant le type d'école. Au Cameroun, le choix de la mixité *fulfulde*-français est quelque peu entamé par l'option concurrente français-anglais. Cette dernière trouve d'assez nombreux adeptes au sein de l'échantillon général, mais encore plus chez les élèves-maîtres-ses.

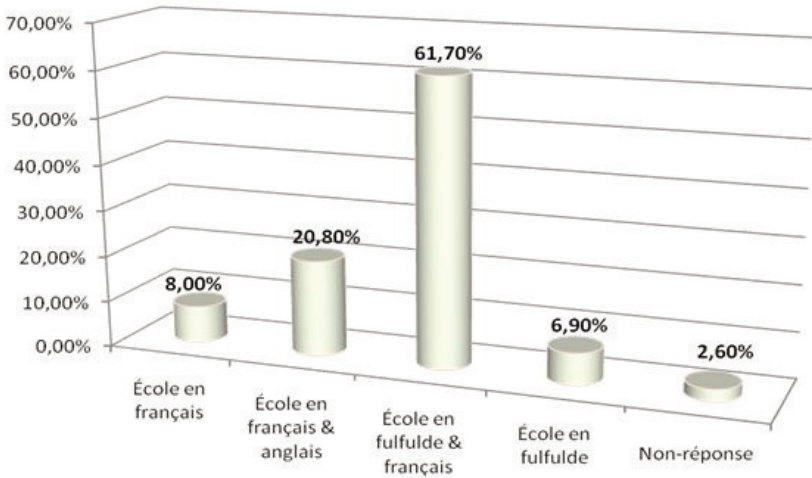


Figure 5-11. Choix du type d'école. Figure réalisée à partir des données de Tourneux, Métangmo-Tatou et Abdoulaye Oumarou Dalil (1992)

La position des uns et des autres constituerait un point de référence obligé dans l'optique d'un éventuel réaménagement, voire d'une réforme d'un système éducatif. En effet, les un-e-s (l'échantillon général) présentent le corps social dans son ensemble, au profit de qui seraient élaborés des programmes, les autres constituent *a priori* les premiers acteurs ou premières actrices potentiel-le-s de leur mise en œuvre.

Il est à ce titre intéressant de relever un certain nombre de déclarations faites par les élèves-maîtres-ses :

- 15 d'entre eux sur 27 seraient prêts à assumer des tâches pédagogiques en *fulfulde* pour un peu qu'ils et elles aient reçu une formation adéquate préalable; 5 personnes y sont hostiles, 7 ne donnent aucune réponse;
- 19 sur 27 ont une compétence orale moyenne dans la langue, les 7 restants la comprenant à peine ou pas du tout;
- la moitié soigne son expression orale, 5 ne le font pas du tout, pendant que les 9 autres ne se prononcent pas;
- 7 seulement ont déjà eu l'occasion de lire des écrits en *fulfulde*;
- tous se prononcent en faveur de la fixation de la langue.

Mais de quelle langue s'agit-il? La question mérite d'autant plus d'être posée que près de la moitié (12/27) des élèves-maîtres-ses considèrent le *fulfulde* pratiqué par les jeunes comme un bon *fulfulde*.

Pour un référentiel d'Éducation à la Parole et aux Langues dans les écoles

Formation des enseignant-e-s

Compte tenu de la complexité des situations linguistiques africaines, des représentations qui y sont attachées, des tensions et contradictions latentes que l'on peut y percevoir (justifiées entre autres par une recherche légitime de rentabilité immédiate), je considère que l'enseignement des langues africaines devrait être entouré d'un certain nombre de précautions. Une telle démarche devrait, à mon sens, être précédée et accompagnée par des contenus plus généraux liés par exemple à l'histoire des langues et à leur cartographie : extension spatiale, place des langues dans le développement des communautés, etc. J'avais, à une certaine époque, plaidé pour l'introduction dans les Curricula des écoles africaines d'une discipline nouvelle que j'appelais *Éducation à la Parole et aux Langues* (EPL). Fort heureusement, au Cameroun, les pouvoirs publics ont intégré les langues et cultures nationales dans les curriculum des écoles normales. Toutefois, une telle démarche devrait, à mon sens, être soutenue par des contenus plus généraux : l'histoire des langues, leur cartographie, leur place dans le développement communautaire, etc.

Pourquoi une Éducation à la Parole et à la Langue?

L'éducation, telle que nous la concevons aujourd'hui, fait la part belle aux sciences humaines et sociales : philosophie, histoire, géographie, linguistique, etc. Mais le fait que tous ces enseignements utilisent l'outil *langue* a non pas rendu caduc, mais retardé une réflexion systématique sur la place de la *discipline Langue*. Une *Éducation à la Parole et aux Langues* aurait pour vocation d'intégrer dans les curricula des contenus spécifiques en rapport avec l'aptitude spécifique de l'humain à la parole.

Je considère avec Durkheim que l'éducation se définit comme suit :

l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui la société politique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné (Durkheim, 1973, p. 51).

C'est pourquoi l'Éducation à la Parole et aux Langues a pour but ultime l'intégration harmonieuse de l'*homo loquens* dans son milieu. L'éducation, en effet, ne se résume pas aux techniques, pas plus qu'elle ne concerne seulement l'éducateur ou l'éducatrice. Car au-dessus des techniques, il existe

une recherche plus difficile et plus urgente : c'est celle de la fin et de l'esprit de l'éducation. Cette recherche engage l'éducateur, elle engage aussi le philosophe, elle engage le politique. Et si on ne la tente d'abord, si l'on ne prend garde de la conserver toujours à l'horizon de ses pensées, le souci des techniques ne vaut pas cher (Château, 1976, p. x).

Plus difficile, peut-être pas, mais plus urgente, sûrement. C'est pourquoi je pense que les enseignements actuellement prévus dans les curricula, de même que l'ensemble des initiatives lancées sur le terrain pour l'enseignement et la pratique effective des langues africaines à l'oral comme à l'écrit, gagneraient à s'enraciner, au préalable, et de façon plus explicite *pour l'apprenant* et les politiques, dans un contexte plus global. Il s'agit pour l'éducateur ou l'éducatrice de justifier cet enseignement en faisant comprendre à chacun les enjeux de la maîtrise, ou du moins de l'usage, des langues africaines par les Africain-e-s, ainsi que de donner à l'apprenant-e les moyens nécessaires à l'intelligence de son environnement linguistique (Moumouni 1964 [2018]). C'est ainsi que serait créé ce *réflexe prédisposant* dont parlent les pédagogues. La plupart des linguistes et expert-e-s reconnaissent la lenteur relative des progrès accomplis dans l'institutionnalisation de l'enseignement des langues africaines. Il me semble, quant à moi, que la lenteur de ces progrès est en partie imputable à la faiblesse de l'explicitation de la philosophie d'ensemble dans laquelle s'insèrent ces enseignements. Il est vrai que les curricula que nous héritons des pays industrialisés ne présentent pas d'orientations particulières quant

aux langues. Mais ces nations qui inspirent nos programmes sont très largement monolingues, même si ce monolinguisme est limité, historiquement récent, et quelquefois contesté.

Dans nos régions fondamentalement multilingues, la langue constitue, plus que dans des espaces majoritairement monolingues, un élément fort d'identification personnelle et sociale; c'est à travers son prisme que nous décryptons le monde. La diversité linguistique de l'Afrique, dont le Cameroun est un digne représentant, constitue à n'en pas douter, une richesse. Mais elle fait, par la même occasion, coexister une variété de visions du monde et d'intérêts potentiellement contradictoires qu'une *Éducation à la Parole et aux Langues* permettrait de mieux comprendre et de mieux gérer.

Cette situation de multilinguisme, doublée d'une minoration des langues ethniques par rapport aux langues véhiculaires crée un sentiment de tension, de malaise, voire d'insécurité. Car si pour l'énonciateur ou l'énonciatrice en situation « idéale » de monolinguisme, l'éventail des possibilités pour exprimer l'expérience est déjà considérable, *a fortiori*, pour la personne en contexte fondamentalement multilingue, le parcours énonciatif se trouve quelque peu « brouillé », et ce pour des raisons linguistiques d'une part, et culturelles d'autre part. Il est au demeurant difficile de garder distincts ces deux plans fortement solidaires l'un de l'autre. Les écrivain-e-s et les intellectuel-le-s ont exprimé ce malaise de diverses façons : des questions se posent, de manière récurrente, suscitant des réponses consensuelles. Faut-il s'approprier la langue de l'autre, au risque, de surcroît, d'encourir la stigmatisation et les railleries? Résout-on le problème par la réappropriation de sa propre langue? Ne s'est-elle pas déjà abâtardie, devenant méconnaissable? Mveng exprime ainsi cette « aventure ambiguë » :

À la face de l'Occident

Je suis passé comme vent d'Éthiopie sur leur visage de surhomme...

Je me suis arrêté :

Le cœur des hommes palpitait...

Et j'ai parlé, Seigneur, pour te nommer dans leur langage d'intrigues

Et partirent d'un grand éclat de rire leurs masques d'épouvante...

Ils m'ont dit :

« Il parle *petit-nègre*! »

Et je suis reparti

[...]

Et j'ai parlé pour Te nommer dans la langue de ma mère,

Et clama d'épouvante ma tribu ahurie :

Quelle est cette parole? Il parle « *petit-blanc* »!

Et je suis parti dans la nuit,

Dans la nuit, soudain, de leur visage de silence!

(Mveng, 1996, p. 72-73, l'italique est de moi).

L'appropriation de la langue de l'autre est problématique. Certes. N'est-ce pas la langue de l'étranger? De plus, les appellations stigmatisantes ne manquent pas – *petit-nègre* pour les locuteurs non natifs et locutrices non natives du français, *bilkiire* pour ceux et celles du *fulfulde*. Notons ici l'ambiguïté des représentations et des rapports entre certaines langues : il y a véritablement, dans les régions septentrionales du Cameroun, chez les locuteurs non natifs et les locutrices non natives, des velléités de distanciation par rapport au *fulfulde*, velléités qui correspondent bien souvent à des positions purement idéologiques sans rapport avec la place réelle que cette langue occupe effectivement au sein de la société⁵ : langue véhiculaire dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et d'une grande partie de l'Extrême-Nord, langue du commerce, naguère langue de promotion sociale, d'un usage oral dans l'administration publique, et même récemment d'un usage écrit à la SODECOTON. Mais pour le paysan ou la paysanne mundang, le *fulfulde* demeure une langue non maternelle perçue comme un facteur d'occultation de sa propre culture; il reste une langue de la colonisation à laquelle il ou elle préférera presque l'apparente neutralité du français. Notons, dans le même contexte, des témoignages indiquant un plus grand pragmatisme chez les femmes⁶ ... Au titre des points d'inertie,

5. Un locuteur ou une locutrice Tupuri ne reconnaissait que difficilement, il y a une dizaine d'années, ses compétences en *fulfulde*.

6. Il nous a été rapporté qu'en 2005, certains groupes d'alphabétisation du Projet DPGT (Développement paysannal et gestion des terroirs) de la SODECOTON, désertés par les hommes, étaient devenus exclusivement féminins.

nous évoquerons la difficile situation générale des langues nationales malgré la sortie officielle du monolithisme linguistique depuis les aménagements constitutionnels de 1996 (Métangmo-Tatou, 2001). Mais il faut bien se rendre à l'évidence : la réappropriation des langues identitaires ne sera pas aisée.

Toutes ces forces antagonistes créent un arrière-fond de malaise et d'insécurité linguistique qu'une *Éducation pertinente à la Parole et aux Langues* permettrait de mieux appréhender pour un meilleur épanouissement psycho-social des locuteurs/locutrices et une paix sociale durable.

Principes d'action

Dans l'optique d'améliorer la qualité des curriculums actuels de Langues et Cultures Camerounaises, je propose ici quelques principes d'action pour une implémentation véritable de l'*Éducation à la Parole et aux Langues*. L'accent serait mis sur :

- le rôle de la langue ethnique comme élément constitutif de la personnalité de l'individu;
- la carrure internationale et interafricaine de certaines langues africaines;
- l'importance stratégique pour l'Afrique de la visibilité et de la consolidation des solidarités culturelles sous-régionales;
- la préservation du patrimoine linguistique de l'Afrique comme vecteur d'ouverture, de solidarité et de progrès;
- le respect des autres langues et cultures (cultures francophone, anglophone, hispanophone, lusophone, arabophone).

Orientations stratégiques de base

La mise en œuvre d'une *Éducation à la Parole et aux Langues* supposerait des recherches approfondies et pluridisciplinaires dont je ne donne ici qu'un aperçu. Il s'agira d'un travail complexe et de longue haleine. Il faudrait en effet que des commissions se mettent en place pour :

- adopter le principe général;

- définir les principes d'action;
- déterminer les niveaux d'intervention de cet enseignement (écoles, collèges et lycées, université, écoles normales de formation d'enseignant-e-s du primaire et du secondaire);
- préparer les référentiels de contenus pour les niveaux prévus;
- concevoir et publier le matériel didactique en envisageant l'apport des technologies de l'information et de la communication (TIC);
- former les formateurs/formatrices.

Toutes ces opérations pourraient être menées tant sur le plan national qu'interafricain. L'utilisation des TIC pourra, grâce à leur démocratisation, contribuer à réduire les coûts de confection et de diffusion des matériels didactiques.

Référentiel de contenus : quelques pistes

Une *Éducation à la Parole et aux Langues* débiterait aux paliers inférieurs du système, c'est-à-dire dès la première année de l'enseignement primaire, et viserait un triple objectif. Elle se centrerait sur l'individu capable de parole dans un premier temps, puis sur son insertion dans un ensemble national cohérent et enfin sur son appartenance à des ensembles transfrontaliers.

Premièrement, l'Éducation à la Parole et aux Langues aurait pour objectif une meilleure connaissance par l'enfant du fonctionnement de la phonation. En effet, le langage articulé constitue l'une des grandes spécificités de l'humain par rapport à l'animal. Il serait donc tout à fait opportun d'envisager l'enseignement des organes qui permettent le langage, de même que sont enseignés les systèmes respiratoire, digestif, etc. Seraient enseignés des rudiments de phonétique articulatoire (détail de l'appareil phonatoire, le classement articulatoire des sons produits par l'humain...). Cet enseignement viendrait compléter valablement l'apprentissage progressif des « sons utiles », les phonèmes, tel qu'il existe actuellement dès le début de l'enseignement primaire. Ci-dessous, un exemple de fiche de préparation pour les élèves de classe de sixième.

Fiche 5-2. Extrait d'une fiche de préparation d'une leçon (préparée par Mohamadou Ousmanou et Léonie Métangmo-Tatou)

Classe : 6e – Durée : 50 min – Séquence : 01 – Leçon : Grammaire

Titre de la leçon : Les sons [b] et [d] du fulfulde.

Objectif pédagogique opérationnel

Au terme de la leçon, l'élève devra être capable de repérer et de prononcer correctement les sons [b] et [d]

Corpus

| | |
|--|--|
| <p>Texte 1.</p> <p>Ndi wi :</p> <p>Miin w'i'ete njawdi mbaala</p> <p>Nga waalataako dammugal baaliido</p> <p>Koo bee habre boo,</p> <p>Sey mi lororo ɓaawo ɓaawo</p> <p>NOYE, <i>Blasons peuls</i>, 1976, p. 100</p> | <p>Texte 2.</p> <p>Ngal wi :</p> <p>Miin w'i'ete gertogal</p> <p>Mi sonndu, ngam mi fiirata</p> <p>Bee bileeji am bana sonndu</p> <p>Mi wiɗoto bana sonndu</p> <p>Nafudaaji am ɗuudɗi</p> <p>Kusel am boo belngel</p> <p>Geeraɗe am boo belɗe.</p> <p>NOYE, <i>Blasons peuls</i>, 1976, p. 117</p> |
|--|--|

| Objectifs pédagogiques intermédiaires | Étapes | Durée | Activités d'apprentissage | Activités d'apprentissage | Évaluations intermédiaires |
|---|----------------|-----------|--|--|---|
| | | | Activités / Enseignant-e | Activités / Apprenant-e | |
| Repérer les caractères spéciaux du texte | Mise en train | 5 minutes | Le professeur lit le texte et demande aux élèves de répéter après lui | Les élèves répètent après le professeur | Encercler les sons nouveaux |
| Identifier dans le texte les sons étudiés | Manipulation 1 | 5 minutes | Quels sont les symboles que vous ne connaissez pas? Soulignez-les. | Les symboles sont : ɓ et ɗ | Citer des mots contenant ces sons |
| Rapprocher ces sons des sons connus notamment en français | Manipulation 2 | 5 minutes | Connaissez-vous des symboles qui ressemblent à ceux qui sont soulignés au tableau? Qu'est-ce qui permet de les différencier au niveau de l'écriture? | - Ces deux symboles ressemblent respectivement à b et d. Mais ils comportent des crochets à leur bout supérieur. | Trouver des mots français contenant les phonèmes /b/ et /d/ |

Au Cameroun, dans la collection Champions inscrite au programme au début des années 2000, sont déjà enseignées des oppositions significatives ([a] / [ã], etc.). Mais l'absence totale de bases phonétiques chez la plupart des enseignant-e-s du primaire obère notablement l'efficacité de cet enseignement. Dans la même lancée serait prévue à certains paliers d'enseignement⁷ une approche par quelques textes illustratifs des troubles de la parole, qu'ils soient de type articuloire ou neurologique. À première vue, cet enseignement pourrait sembler hors de la portée du public visé, mais un travail de simplification serait opéré en amont, à l'instar de celui qui a dû s'effectuer lorsqu'il s'est agi de rendre accessibles à de jeunes enfants des systèmes tels que l'appareil circulatoire ou, plus récemment, l'appareil reproductif, qui sont pourtant d'une rare complexité. À ce palier, nous nous situons dans une continuité disciplinaire avec les enseignements en place puisque l'enseignement de la langue est apparu depuis la réforme de 1994 dans les programmes de la classe de terminale au Cameroun⁸.

À un deuxième stade, une intégration optimale de l'apprenant-e dans son environnement socioculturel national constituerait une préoccupation majeure. L'apprenant-e pourrait alors acquérir une meilleure connaissance des différentes langues et cultures de son pays. Pour le Cameroun, il s'agirait d'étudier les différentes catégories de langues – nationales, officielles, véhiculaires –, les familles de langues en présence, les différentes aires linguistiques et leur cartographie, les principales langues en termes de degré de véhicularité, le rôle de la langue dans la formation d'une vision du monde, etc. Une meilleure connaissance de la diversité des langues et cultures des différentes régions pourra favoriser le respect de l'autre et réduire des stéréotypes trop bien enracinés. Et il est probable que cet enseignement, correctement conçu et mené, sera de nature à réduire certaines tendances à l'amalgame. En effet, hors des cercles de linguistes, des Camerounais et Camerounaises en principe cultivé-e-s pensent encore aujourd'hui, en toute bonne foi, que les musulman-e-s partagent tou(te)s la même langue et que cette langue s'appelle indifféremment *hausa* ou *fulfulde*.

7. En liaison avec les enseignements de langue, de philosophie ou de sciences biologiques dans les classes terminales.

8. Puisque l'on y enseigne actuellement non plus seulement la littérature, comme par le passé, mais aussi la langue.

Aux niveaux avancés de cet enseignement, l'on pourrait viser d'approfondir la connaissance de la situation des langues au niveau local, sous-régional et continental : un enseignement minimal de la cartographie des langues africaines nationales mais aussi transfrontalières (le *fulfulde*, le *tupuri*, le *mundaŋ*, l'arabe, l'*ejagham*, le *faŋ*, le *gbaya*, etc.), une typologie des politiques linguistiques africaines actuelles donneraient la mesure de la proximité culturelle et politique des Africain-e-s; une initiation aux situations d'insécurité et même de conflits linguistiques, à la francophonie dans le monde; une connaissance des expériences actuelles d'intervention des langues et cultures africaines dans l'enseignement et les projets de développement, permettraient aux apprenant-e-s de percevoir les enjeux de la proportion ou de la disparition des langues africaines. Il serait bon d'envisager également une ouverture sur des aires linguistiques non africaines (Europe, Asie...) et sur l'histoire des langues en Afrique et dans le monde (langues africaines et écriture, le berbère en Algérie...). L'analyse de situations particulières non africaines telles que celles de la langue basque en Espagne et en France, de parlars à statut polémique comme le joul (vernaculaire québécois) et de bien d'autres, pourraient valablement enrichir la phase d'élaboration des contenus d'enseignement.

Les acteurs et personnes ressources

Les personnes ressources d'une entreprise si ambitieuse seraient à rechercher dans les cadres suivants :

- les différents départements ministériels chargés de l'éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Culture et de la Communication, des Affaires extérieures et de la Coopération;
- les organes sous régionaux et internationaux en charge de l'Éducation et de la Recherche;
- les départements de langue des Universités, les Instituts de Linguistique, les laboratoires de langue et comités de langue;
- toute personne ou organe reconnu pour son expérience dans les domaines évoqués.

Formations en langue officielle pour adultes

La correction de la précarité communicationnelle dans les langues officielles, langues de travail pour une proportion non négligeable d'hommes et de femmes, pourrait s'adosser à des dispositifs de formation continue, des formations d'appoint et des stratégies d'assistance en ligne qui viendraient compléter le travail de fond fourni dans les Centres linguistiques régionaux.

Formation continue en LO1 et LO2

La hiérarchie fonctionnelle des langues au Nord Cameroun comporte, à son pôle supérieur, le *fulfulde*, et dans une mesure moindre, le français, langue officielle majoritaire. Mais, étant donné la prégnance du *fulfulde* dans la diglossie *fulfulde*/français, et vu la structure pyramidale de la situation sociolinguistique du Cameroun et dans la plupart des États africains, le français, élément le plus faible du couple, mais aussi l'anglais, ont été victimes de ce que j'ai appelé le « principe de la saturation rapide du sommet » (Métangmo-Tatou, 1988). En d'autres termes, l'usage fortement répandu du *fulfulde* a notablement réduit le recours à la langue officielle première (LO1), le français, et *a fortiori* celui à la LO2, l'anglais. C'est ce qui explique, en partie, les faibles taux de scolarisation dans la région du Grand Nord en général et dans l'Adamaoua en particulier.

D'où l'idée de favoriser, à l'Université, une formation continue en LO1 et LO2 qui serait susceptible de contribuer à la correction de ce déséquilibre. Je suis consciente du fait que les difficultés liées à l'usage d'une langue étrangère comme médium exclusif de la communication à l'école constituent un facteur d'échec scolaire important. Cependant, pour des adultes, la question ne se pose pas en ces termes. Il s'agirait de renforcer les acquis par des méthodes appropriées telles que le Français Langue Étrangère (FLE) dans le cadre de programmes de capacitation en langue française. La formation en langue française serait soutenue par d'autres contenus disciplinaires de culture générale et scientifique.

Une telle formation, pas nécessairement diplômante, mais seulement qualifiante, permettrait à une certaine frange de la population d'acquérir une compétence suffisante, de construire des aptitudes langagières fiables dans la langue officielle et d'optimiser les performances intellectuelles et

même professionnelles. En effet, nul doute que la faiblesse des ressources communicationnelles constitue un facteur important d'exclusion et même de précarité (Métangmo-Tatou, Ndamè et Saïbou, 2003). Une telle offre de formation prévoirait des enseignements en langue officielle première et seconde, mais également en culture scientifique.

Langue officielle 1

Programme centré sur le renforcement des connaissances linguistiques de base dans la LO1. Renforcement des techniques de base d'expression et de communication : l'exposé, le rapport, la synthèse de documents, la contraction de texte, à partir de textes variés, littéraires ou non, de longueur et de difficulté croissante. Pratique des techniques d'expression écrite et orale visant l'amélioration et la fluidité de l'expression. Travaux pratiques à partir de supports écrits ou sonores.

Langue officielle 2

Renforcement minimal des connaissances linguistiques de base de la LO2. Pratique des techniques d'expression écrite et orale visant l'amélioration et la fluidité de l'expression. Travaux pratiques à partir de supports écrits ou sonores. Diversification des supports : textes littéraires, journalistiques, notices de procédure, etc.

Un enseignement de culture scientifique pourrait venir compléter celui de langue. Il aurait pour objectif de faciliter l'accès à l'information scientifique et technologique liée à notre environnement contemporain, et de donner à un public éventuellement réfractaire aux aspects fondamentaux de la science une compréhension minimale de ses applications aux domaines et activités de la vie quotidienne (les ondes, le courant alternatif, les micro-organismes, etc.)

Assistance à la carte en LO₁ et LO₂

En dehors des besoins en formation régulière, il existe des besoins en assistance ponctuelle. J'ai constaté qu'il y a place, en effet, pour des dispositifs d'aide ponctuelle à la rédaction pour des professionnel-le-s dont le français ou l'anglais constitue la langue de travail. La consultation des grammaires et des dictionnaires n'est pas nécessairement chose aisée pour le ou la profane. Un tel dispositif doit être conçu comme une assistance en ligne et même pourrait recourir à d'autres dispositifs des TIC tels que le téléphone portable. L'Internet n'est certes pas accessible à tou(te)s, mais contribuerait à diversifier les stratégies de renforcement de compétences communicationnelles.

Formation de technicien-ne-s pour la professionnalisation du paysannat

Du fait des conditions difficiles dans lesquelles évoluent les langues africaines⁹, il est impossible de concentrer tous les efforts dans les stratégies d'introduction des langues particulières dans l'enseignement. Des actions vigoureuses sont parallèlement menées auprès des utilisateurs et utilisatrices les plus assidu-e-s que sont aujourd'hui les paysans ou les paysannes.

Jusqu'à présent, les personnes travaillant sur le terrain avec les paysanne-s sont formées « sur le tas » avec des résultats variables. Il serait temps de systématiser la formation de technicien-ne-s spécialisé-e-s capables de mener des enquêtes de terrain, de participer à la traduction d'items spécialisés, à la mise au point de lexiques techniques modernes, etc. Ces technicien-ne-s spécialisé-e-s constitueraient une interface utile entre les expert-e-s et les bénéficiaires des projets de développement dans les domaines classiques de la santé, de l'agriculture, de l'élevage, etc. À terme, cela contribuerait à la professionnalisation du paysannat et à sa participation de plus en plus effective et responsable au processus de développement.

9. Ces langues sont menacées par le recul dans l'usage, l'étiollement avancé, faute de locuteurs/locutrices, les phénomènes d'alternance codique concourant à leur hybridation rapide.

Conclusion

Les contenus d'enseignement à mettre au point et les autres stratégies envisagées intéresseraient les institutions d'éducation primaire et secondaire, les institutions de formation des adultes ainsi que toutes les instances chargées de la culture. Elles seraient l'œuvre conjointe de toutes les instances responsables de ces secteurs tant au niveau national qu'au niveau international. Ces stratégies devraient, à court terme pour les unes, à plus long terme pour les autres, œuvrer à l'édification d'une culture du respect de soi-même, de compréhension mutuelle et de paix. Les stratégies proposées devront être approfondies et affinées pour apporter leur contribution au développement et au bien-être global des peuples.

6. Faire de la recherche en linguistique du développement

Quelques orientations thématiques et moyens opérationnels

Ce chapitre propose des orientations et des outils de recherche en linguistique du développement et les teste en prenant le cas des langues du Cameroun. Je parle volontairement de « langues du Cameroun » et non de « langues camerounaises », car je veux explicitement inclure dans cette problématique le français et l'anglais, les deux langues officielles de ce pays. Je me réclame en cela de l'ACALAN pour qui la valorisation des langues africaines prévoit un « partenariat avec les langues officielles, héritées de la colonisation, qui font désormais partie de notre patrimoine historique » (ACALAN, 2008, p. 41). Ce chapitre se focalise plus précisément sur les langues septentrionales, ce qui s'explique par des raisons de proximité : mes recherches portent en partie sur le *fulfulde* et je suis en poste à l'Université de Ngaoundéré, une université située au cœur d'un des trois principaux foyers natifs de cette langue au Cameroun. À travers ce cas camerounais, j'évoque ici, relativement à la linguistique du développement, les thématiques et stratégies générales, les orientations scientifiques spécifiques et quelques aspects du cadre institutionnel dans lequel elle se développe.

Thématiques et stratégies générales d'une linguistique du développement

La recherche en linguistique du développement se focalise sur des thématiques particulières du fait même de son objet spécifique. Les chercheurs et chercheuses de ce champ empruntent des stratégies générales qui se repèrent déjà à la lecture de leurs travaux ou qui s'affinent encore dans la discrétion des laboratoires.

Thématiques

L'approche de la linguistique du développement est nécessairement transversale puisqu'elle nécessite l'étude de problématiques diverses – santé, écologie, élevage, agriculture, etc. – liées au développement humain, étant donné que la vulgarisation s'opère dans tous les domaines. Par ailleurs, une telle linguistique s'intéresse également à l'expression des savoirs endogènes qui constituent ce que l'on a coutume de nommer « ethnoscience » et qui devraient jouer, pourvu que les conditions soient réunies, leur partition sinon dans l'élaboration d'un savoir universel, mais au moins dans celle des curricula scolaires. Au demeurant, il pourrait être édifiant d'étudier les terminologies développées dans les différentes langues identitaires au sein de ces domaines de connaissance.

Stratégies générales

La recherche opérationnelle en linguistique du développement inclut, au rang des stratégies pertinentes, la réflexion théorique et méthodologique en vue d'affiner les concepts scientifiques et les procédures heuristiques. Il y a également nécessité d'évaluer les solutions techniques en cours d'expérimentation qui visent à réduire l'opacité des messages techniques et d'améliorer l'acceptabilité, ainsi que l'appropriation de concepts et messages nouveaux par les populations visées.

En deuxième lieu, je pense à une recherche spécifique en littérature orale. Il serait souhaitable d'exploiter les formats discursifs répertoriés, dont l'efficacité séculaire ne fait plus de doute, pour donner forme à des messages novateurs liés au développement (Métangmo et Zouyane, 2011. Voir également Warayansa Mawoune, 2018). Par ailleurs, une grille analytique comme celle de la grammaire intonative (Morel et Danon-Boileau, 1998) pourrait permettre une appréhension plus précise des indices suprasegmentaux tels que la pause-silence, la hauteur mélodique, etc. chez le conteur ou la conteuse. Les chercheurs et chercheuses, et par conséquent les praticien-ne-s, pourront tirer, entre autres, des leçons édifiantes de la multimodalité, de l'interactivité du discours oral et des éléments posturo-mimo-gestuels.

Dans le cadre de l'équipe du LADYRUS (Université de Ngaoundéré), nous envisageons actuellement – à partir des travaux de l'Équipe d'Accueil Recherches sur le français contemporain (Université Paris III) – l'étude systématique de la littérature orale en vue, notamment, d'une exploitation dans le cadre de la communication pour le développement. La méthodologie mise en place permet en effet d'analyser autant les unités discursives segmentales (marqueurs lexicaux et morphosyntaxiques) que les unités suprasegmentales (la pause silencieuse, la durée, l'intensité et la hauteur mélodique) (Métangmo-Tatou et Morel, 2004). Cette recherche s'effectue sur la base de tracés mélodiques du type de celui représenté par la figure 6-12.

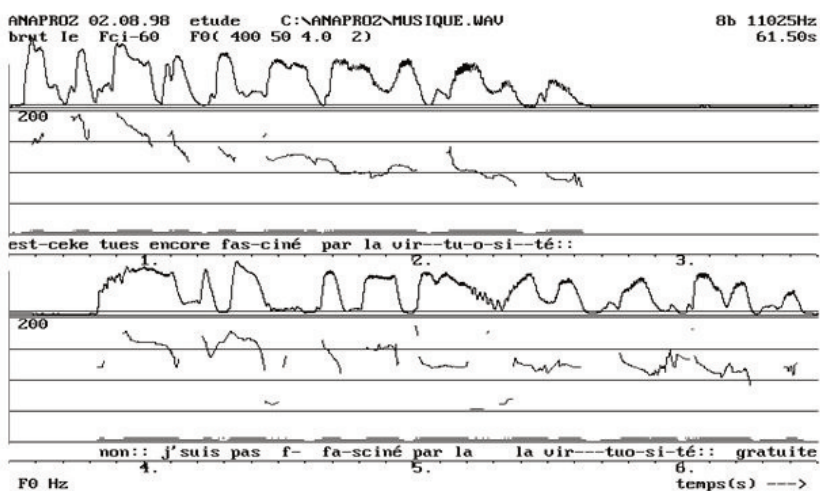


Figure 6-12. Tracé mélodique type. Source : Morel et Danon-Boileau, 1998.

En troisième lieu, l'intégration d'une perspective interculturelle me semble également une des stratégies déterminantes, quoique diffuse, de la linguistique du développement. L'exploration d'un champ de recherche récent, les études interculturelles, peut fournir un cadre théorique à la quête de la congruence culturelle et environnementale. En effet, la communication, particulièrement celle qui vise la promotion du développement, doit être le résultat d'une démarche intégrée associant la langue et la culture. C'est ainsi que l'on peut assurer aux projets de développement une certaine durabilité. Sans bien évidemment exclure l'écrit et les technologies novatrices de la communication, les expert-e-s pourront

élaborer des stratégies en adéquation avec le contexte d'oralité dans lequel baignent traditionnellement les populations cibles des projets de développement. Dans l'élaboration des messages à diffuser dans un plan de communication, la perspective interculturelle suggère de soigner aussi bien les messages eux-mêmes que le choix des canaux de diffusion desdits messages : mise en place de programmes radiophoniques, élaboration de chants traditionnels, etc.

Enfin, l'intérêt de collaborer avec des réseaux de recherche nationaux et internationaux n'est plus à démontrer. Cela se vérifie encore davantage dans un contexte de rareté des ressources où une démarche collaborative permet de mutualiser les résultats et bénéfices divers que l'on peut tirer de la recherche scientifique.

Les orientations scientifiques de la recherche en linguistique du développement

Il existe des orientations scientifiques particulièrement récurrentes chez les chercheurs et chercheuses qui opèrent dans le domaine de la linguistique du développement : la planification linguistique pour le développement, l'aménagement terminologique et morphosyntaxique, « l'aménagement culturel », la traduction-adaptation et les recherches sur les langues transfrontalières.

La planification linguistique pour le développement

La planification linguistique se fonde sur une idée fondamentale : les configurations sociolinguistiques et les choix de politiques ne satisfont pas toujours les besoins réels des locuteurs et locutrices. On admet désormais, mais malheureusement dans des cercles encore trop limités, que les langues exogènes, européennes, ne sont pas nécessairement les mieux adaptées en Afrique pour diffuser des messages d'information à grande échelle – concernant notamment la santé des populations, les activités économiques comme l'agriculture ou l'élevage. Il faut donc privilégier, dans certains contextes, les langues africaines de grande communication, car les langues véhiculaires occupent incontestablement une place centrale dans ce champ.

Mais une fois que l'on a dit cela, le problème n'est pas totalement résolu, et ce pour plusieurs raisons. Comme je l'ai signalé en amont, au Nord-Cameroun, dans les zones où le *fulfulde* fonctionne comme langue véhiculaire, certaines populations allophones manifestent une réserve, voire un rejet, vis-à-vis de cette langue qui demeure malgré tout pour elles une langue étrangère qui, de surcroît, n'est pas neutre dans cet environnement spécifique. La confection d'outils didactiques adaptés pour la communication de masse demeure une solution appropriée. Le guide bilingue français-*fulfulde*, mis en place dans le cadre du projet communication sida (Tourneux et Métangmo-Tatou, 2010), en est une illustration notable.

L'aménagement terminologique

Il se fonde sur le plan théorique sur l'idée que, dans les situations de mutation sociale notamment, les composantes lexicales des langues peuvent être en décalage avec les besoins réels de leurs locuteurs et locutrices. Il peut également arriver que les progrès de la science modifient peu ou prou des acceptions populaires, invitant ainsi la langue à accompagner l'aménagement terminologique. Sournia rapporte que « la médecine a désormais limité le sens de "fièvre" à l'élévation de température mesurée par un thermomètre, mais des gens du milieu du XIX^e siècle pourtant peu éloignés de nous avaient de ce vocable une idée beaucoup plus vaste » (Sournia, 1982, p. 139).

Dans le domaine de la santé, et du sida en particulier, des concepts¹ nouveaux apparaissent dans les documents initiés par les agences de développement, le plus souvent en anglais ou en français. Il est important que les populations s'approprient les notions nouvelles véhiculées – VIH, antirétroviraux, virus, défenses immunitaires – grâce à leur intégration linguistique dans leur langue. Cette intégration peut être spontanée, mais alors le processus peut prendre un certain temps.

1. Je me réfère à la distinction opératoire autant que fondamentale entre concept et référent telle qu'elle apparaît chez Depecker (2005) et Diki-Kidiri (2008a).

Techniquement, l'innovation terminologique utilise un certain nombre de procédures bien répertoriées en vue de renforcer ou d'accélérer l'intégration de concepts nouveaux au lexique de la langue cible. Elle se justifie par les besoins en terminologie (des langues africaines, mais pas seulement) par rapport aux sciences et technologies modernes.

En contexte médical, il s'agit pour les protagonistes de trouver non seulement un médium commun, mais aussi les termes adéquats pour nommer la pathologie. Si une tentative spontanée ou non de désignation du VIH fait apparaître ce dernier sous l'appellation « morsure de naja » comme en *tupuri* (Djakbé, 2006), l'assimilation VIH et « morsure de naja » est de nature à semer la confusion totale dans l'esprit de l'utilisateur ou de l'usagère relativement aux discours développés sur les voies de transmission, les moyens de prévention, la prise en charge des malades, avec toutes les conséquences malheureuses qui pourraient en découler. Les approximations fautives et potentiellement fatales sont essentiellement les effets de la précarité communicationnelle dans un contexte où des reconceptualisations rendues nécessaires du fait de l'avènement de phénomènes nouveaux ne s'opèrent pas suffisamment (ou pas du tout) sous le contrôle d'instances compétentes.

Il est tout à fait naturel que la langue élabore de nouvelles appellations pour baptiser des savoirs nouveaux ou des conceptions nouvelles. Il s'agit, selon le mot de Du Bellay (1549, chap. VI), d'« user (souvent) de mots non accoutumés ès choses non accoutumées ». Pour ce faire, la langue a recours à des procédés néologiques, la néologie pouvant être partielle ou totale. Comment dire « VIH » en *fulfulde* ou en *yémba*? Comment traduire le concept « abstinence »? L'innovation terminologique se fonde sur des procédés bien répertoriés tels que l'emprunt à une autre langue, l'affixation, la composition, l'acronymie, la métaphorisation, etc. Tous ces procédés ne sont pas également représentés dans toutes les langues naturelles. Par ailleurs, un néologisme peut mettre à contribution non pas un seul, mais plusieurs de ces procédés.

Il a notamment été proposé, pour désigner le VIH, un concept nouveau, celui de *barsooban*. En effet, comme l'explique le créateur de ce concept, Henry Tourneux, les recherches ont confirmé l'incidence très négative que l'emploi du sigle « SIDA » a sur la communication, le sida étant

inéluçtablement associé à la mort. Afin de remédier à ce problème, il a semblé nécessaire de réfléchir à une autre dénomination, nouvelle tout en reposant sur du déjà connu.

Ce vocable combine plusieurs procédés, à savoir la dérivation, l'emprunt, la métaphore, et l'acronymie. *Barsooöban* est décomposable en ses trois éléments constitutifs *bar-*, *soo-* et *öban-*; trois éléments prélevés en fait à l'initiale de chacun des éléments de l'expression « *barooyel sooje'en öbanndu* », expression signifiant elle-même littéralement : « le petit qui détruit les soldats du corps ».

barooyel sooje'en öbanndu

petit qui détruit/ soldat pl. / corps

barooyel < *baroowo* < *wargo* : destructeur ou tueur, détruire dim.

sooje'en < emprunt à l'anglais *soldier* via le *pidgin-English*; déjà bien intégré à la langue, il signifie au sens propre « soldats », mais ici, du fait de la métaphorisation, le terme renvoie plutôt à « défenseurs, défenses immunitaires »;

öbanndu : « corps » en *fulfulde*. Dans ce contexte, il est en position de complément de détermination.

Sur le plan de son sémantisme, *barsooöban* est une métaphore, un des procédés les plus productifs non seulement dans la désignation de nouveaux objets, mais aussi dans la reconceptualisation. À propos du rôle de la métaphore dans le domaine de la terminologie, je souscris totalement à l'affirmation suivante de Diki-Kidiri :

Loin d'être une simple figure littéraire, la métaphore est en terminologie un puissant procédé de reconceptualisation. Le filtre culturel détermine la saillance des traits d'un nouvel objet. Les traits saillants sélectionnés induisent une relation analogique entre l'objet nouveau et un objet ancien auquel il est comparé. Cette relation analogique justifie et induit le transfert de propriétés de l'ancien objet vers le nouvel objet, ce qui conduit à utiliser la même dénomination pour les deux objets avec éventuellement une spécification distinctive. Le nouvel objet porte alors un nom tiré de l'ancien objet (Diki-Kidiri, 2008a, p. 122).

L'expression *barooyel sooje'en banndu*, ramenée par acronymie à *barsooban* correspond à une reconceptualisation qui signifie donc « le petit qui détruit les défenses du corps », c'est-à-dire, dans ce contexte, « le virus de l'immunodéficience humaine ». *Barsooban* est, par définition, une innovation lexicale parce que le terme n'existait pas dans le stock lexical de la langue. D'autre part, dans sa facture même il y a innovation, car la formation par acronymie n'existe pas traditionnellement en *fulfulde* : l'innovation lexicale se fait le plus souvent par dérivation nominale ou verbale dans cette langue caractérisée par des ressources dérivationnelles extrêmement variées. Nous pouvons affirmer, sans grand risque de nous tromper, que *barsooban* constitue le premier acronyme en peul du Cameroun.

L'intérêt de ce nouveau concept est triple : l'expression « soldats du corps », au sens de « défenseurs du corps » pour désigner les défenses immunitaires, est déjà popularisée dans le milieu, comme l'indique Tourneux. De plus, à partir du nouvel acronyme, *barsooban*, il est très facile d'expliciter à la fois le rôle des défenses immunitaires et l'impact du VIH sur elles. Il est également facile de dissocier l'infection par le VIH, donc la séropositivité, du sida lui-même, déjà fortement stigmatisé. Enfin, le communicateur ou la communicatrice peut décrire les maladies opportunistes comme des pathologies qui s'installent progressivement à mesure que le nombre de « défenseurs du corps » diminue.

L'exemple ci-dessus démontre à suffisance les difficultés d'appropriation de la culture scientifique moderne en Afrique. La première difficulté a trait à la distance culturelle et cognitive qui existe entre les différentes conceptualisations du monde, différents types de savoir, comme cela a déjà été mentionné, distance matérialisée par la non-coïncidence des désignations si l'on prend en considération un champ notionnel donné. Par ailleurs, en dehors de la distance culturelle et cognitive, j'ai déjà cité, comme facteur hypothéquant la diffusion et l'accès aux savoirs nouveaux, la complexité de la majorité des situations linguistiques africaines.

Remarquons enfin que le travail lexicographique vient ici en appui, car il permet, par le biais de la fabrication de dictionnaires et lexiques, de fixer, de standardiser ainsi que de diffuser des savoirs de type encyclopédique. Le discours lexicographique devient alors une aide dans la production d'autres discours. Tourneux est l'un des chercheurs de ce domaine qui s'est le plus distingué par sa productivité : il a publié près d'une demi-douzaine de lexiques et dictionnaires au rang desquels il faut citer le *Lexique du munjuk*

des rizières, le *Vocabulaire peul de la nature et de l'agriculture*, le *Dictionnaire peul de la nature et de l'agriculture*, le *Dictionnaire peul du corps et de la santé*, le *Dictionnaire peul encyclopédique de la nature (faune/flore), de l'agriculture, de l'élevage et des usages en pharmacopée*.

« *L'aménagement culturel* » : le cas d'un média traditionnel, le chant dialogué

La *Communication pour le développement* (ONU, 2010) insiste sur l'utilité de mettre à profit les médias existants. Dans cet ordre d'idées, nous devons citer la chanson peule « Le Baptême du VIH », un modèle du genre, créé par Tourneux en collaboration avec le Ladyrus dans le cadre du projet de recherche *Communication sida* déjà évoqué. Cette chanson est d'emblée en conformité avec le style oral du conte peul, grâce à la formule d'introduction classique « *Kedïtee, kedïtee* »². Dotée d'un accompagnement musical local, elle s'intègre de manière parfaitement harmonieuse à la culture locale.

J'ai également préconisé, dans le cadre de mon travail sur la communication efficace à propos de l'onchocercose³, l'exploitation du *chant dialogué* dans la mise en place d'une stratégie d'I.E.C. Il s'agit d'une des traditions encore extrêmement vivante de transmission socialisée des savoirs populaires existant dans les communautés visées. Cette tradition est somme toute largement représentée en Afrique. Nous savons en outre que la philosophie de la communication pour le développement accorde une grande importance au renforcement de la capacité d'un média existant et anciennement intégré : cela favorise la durabilité du message. À partir de l'observation, j'ai pu esquisser le canevas typique de ce type de communication (cf. fiche 5-3), lequel est réutilisable pour satisfaire des besoins d'information sanitaire.

2. En français « Écoutez, écoutez! ».

3. Voir le questionnaire de l'enquête en annexe 2.

Fiche 5.3. Fiche signalétique des dialogues chantés

Intervenant-e-s

Des hommes/femmes

Participant-e-s

La communauté entière

Type de message

Oral et chanté

Structure du message

Une trame fixe

Des interpellations :

prises à témoins d'allié-e-s personnel(le)s, de notables, de personnalités ressources, etc.

Thème du message

Tous genres de thèmes :

Rapports sociaux : entre époux, entre coépouses

Relations d'histoires individuelles, d'événements heureux ou malheureux, etc.

Organisation de l'échange

Une soliste lance un message et stimule les réponses de la part des participant-e-s.

La soliste peut changer au cours du chant.

Dans les communautés féminines de la zone, on observe une spécialisation de la fonction de soliste. On compte généralement deux ou trois solistes spécialisées par communauté.

Le chant dialogué comporte, me semble-t-il, de nombreux avantages et fort peu d'inconvénients. Au titre des avantages, en voici plusieurs :

- L'échange se déroule dans la langue identitaire de la localité (langue maternelle).
- Le chant dialogué s'intègre naturellement aux événements sociaux du village puisque faisant partie de pratiques culturelles bien établies.
- C'est une démarche participative sollicitant l'implication effective de la communauté.

- Il favorise la réappropriation spontanée du message de la part des participant-e-s. Le message sort ainsi du contexte médical institutionnel sur lequel pèse quelque peu, je l'ai signalé, la suspicion.
- Il autorise la pérennité du message sur une période de temps illimitée, sur le modèle de la tradition orale.
- Il permet de citer les personnes à consulter en cas d'effets secondaires : les interpellations de personnes et de personnalités font partie intégrante de la pratique traditionnelle du chant dialogué (cf. *supra* la structure du message).
- Il se caractérise par un excellent rapport coût/efficacité.

Ce type de média aurait pour seul inconvénient l'exclusion des personnes non-locutrices de la langue. Mais cet inconvénient est minore du fait de l'homogénéité ethnique incontestable qui prévaut dans les zones rurales visées.

La mise en œuvre d'une telle procédure posera sans doute quelques problèmes liés non seulement à son caractère novateur, mais aussi au nombre d'intervenant-e-s impliqué-e-s. Traditionnellement, les chants dialogués se développent spontanément, mais dans ce contexte précis, il s'agira d'une entreprise délibérée qui nécessitera, entre autres :

- la constitution d'un **groupe de réflexion et de pilotage** intégrant des professionnel-le-s de la santé, des représentant-e-s de la chefferie, des anthropologues, des spécialistes de la communication et des sciences du langage;
- l'identification d'une **équipe de créatifs et créatives**, groupe dynamique de personnes susceptibles de créer les chants dans les thématiques souhaitées. Cette équipe devra comprendre des membres d'un bon niveau de compréhension et d'un réel potentiel créatif.
- la mise en place de **procédures de test en situation réelle**.

La traduction-adaptation

Le communicateur ou la communicatrice devra diffuser en langue locale, véhiculaire ou non, selon le contexte, des contenus exprimés à l'origine dans des documents en français ou en anglais. Mais le processus de

passage d'une langue à l'autre est d'une complexité redoutable et nécessite une compétence pluridisciplinaire, car il s'agit de textes techniques pour la plupart.

La traduction de messages exogènes comporte plusieurs temps (Tourneux, 2008, p. 16). En premier lieu figure l'aménagement des contenus originels : c'est d'un important travail de réécriture dont il s'agit. Citons un extrait d'un document relatif à la résistance aux insecticides neurotoxiques : « Sans aucun doute, la plupart des échecs des traitements au champ sont imputables aux équipements défectueux, aux insecticides de qualité inférieure, au sous-dosage intentionnel ou non des matières actives, à l'épandage, insuffisant ou inopportun » (Tourneux, 2006, p. 84). Ce texte est incompréhensible pour le paysan ou la paysanne moyen-ne du fait de son haut degré de technicité. Il sera donc reformulé en français facile de la manière suivante : « Quand les insecticides ne réussissent pas à tuer les insectes qui gâtent⁴ les champs de coton, souvent c'est parce que les pulvérisateurs marchent mal, ou que les insecticides ne sont pas de bonne qualité, ou le dosage employé n'est pas suffisant » (Tourneux, *ibid.*, p. 86).

On peut ainsi élaborer un texte qui constitue une base unifiée utilisant des termes facilement traduisibles dans la langue africaine. Il servira de base à partir de laquelle s'effectueront toutes les autres traductions dans les langues pertinentes.

La phase de la traduction-adaptation dans la langue cible

Il est important d'éviter les messages qui comportent un arrière-plan théorique étranger au public destinataire. La rédaction en français facile suppose donc une simplification lexico-notionnelle mais aussi syntaxique.

4. Chacun est bien conscient de ce que cet emploi du verbe *gâter* appartient plus aux usages africains (africanismes lexématiques) qu'hexagonaux du français.

Recherche sur les langues transfrontalières et le développement sous-régional

L'urgence de l'intégration régionale africaine n'est plus aujourd'hui à démontrer. Elle s'est d'abord manifestée aux points de vue politique et économique. Puis a été progressivement pris en compte le rôle que jouent naturellement les langues – et tout particulièrement les langues transfrontalières – dans ce processus. C'est pour cette raison qu'il apparaît nécessaire de renforcer la visibilité ainsi que le rôle de ces langues en vue de promouvoir, sur le continent africain, le dialogue et le développement durable.

Les États africains ayant en partage une langue transfrontalière sont, encore moins que d'autres, des communautés ethniquement homogènes. Le contexte dans lequel s'épanouissent ces langues est caractérisé par un fort dynamisme qui a déterminé, historiquement, des variations linguistiques et, partant, l'émergence de standards divergents. Étant donné qu'il est aujourd'hui assez largement admis que toute langue comporte de multiples variétés de lectes et que, au demeurant, la notion de variation n'est nullement en contradiction avec la notion de système, il nous semble nécessaire d'interroger particulièrement la dynamique de chacune des grandes langues transfrontalières africaines. La réflexion théorique à mener en rapport avec ces phénomènes variationnels devrait se situer non seulement au niveau macrolinguistique des répertoires et des statuts, mais aussi au niveau microlinguistique des corpus.

Le *fulfulde*, par exemple, est parlé dans de nombreux États africains comme langue plénière (Nigéria, Niger, Sénégal, etc.) Il comporte, au Cameroun, deux variétés assez distinctes sur le plan du lexique et de la morphosyntaxe : comme je l'ai indiqué, le *fulfulde* véhiculaire se démarque essentiellement de la variété classique par une forte tendance à l'économie. Sur le plan de la morphologie nominale particulièrement, on observe une fossilisation progressive du fonctionnement de la classification nominale, assortie d'un recul des accords au sein du syntagme nominal. Au point de vue sociolinguistique, la variété classique justifie d'une tradition écrite ancienne, d'une littérature abondante et jouit d'un prestige historique, alors que la variété véhiculaire se caractérise par le poids démolinguistique le plus

important ainsi que par une fonctionnalité supérieure. Concernant la graphie, notons qu'il existe divers choix de code orthographique : les caractères latins ou, de façon plus marginale, les caractères arabes.

Il peut arriver que l'intercompréhension entre locuteurs et locutrices des différentes variétés d'une même langue transfrontalière ne pose pas problème, même s'il resterait à déterminer les degrés d'intercompréhension. Mais il peut aussi arriver que l'on constate une rupture de l'intercompréhension. En tout état de cause, dans l'un ou l'autre cas, l'élaboration d'une politique spécifique par les pays concernés s'impose pour des raisons de cohérence et d'économie. Faudra-t-il choisir un des standards en présence dans la zone transfrontalière? Et en fonction de quels types de critères? Faudra-t-il avoir recours à des actions d'aménagement linguistique du corpus? Il semble clair que les solutions à envisager dépendront du niveau de la langue où se manifestent les divergences. Dans le cas de divergences lexicales par exemple, faudra-t-il élaborer des grilles de correspondances pour faciliter l'intercompréhension et la navigation d'une variété de langue à une autre au sein de la communauté linguistique concernée?

Quelques aspects du cadre institutionnel de la recherche et de l'enseignement supérieur

L'avènement du système LMD (Licence, master, doctorat) dans les universités camerounaises a donné l'occasion, à la faveur de la refonte des programmes, de prendre compte non seulement les besoins actuels en matière d'enseignant-e-s en « Langue et Cultures Camerounaises », mais encore d'inclure dans l'offre de formation la communication dans le domaine du développement. C'est l'idée que j'avais développée lors d'un séminaire organisé à l'Université de Ngaoundéré sur la mise en place du système LMD (Métangmo-Tatou, 2007).

Par ailleurs, l'offre de formation s'est élargie au Cameroun par la création conjointe d'un département et d'un laboratoire de Langues et Cultures Camerounaises à l'École Normale Supérieure de Yaoundé⁵. Idéalement, la

5. Arrêté n° 08/223/MINESU/DDES du 3 septembre 2008.

notion de « culture » devrait être considérée de manière inclusive, c'est-à-dire prenant en compte la culture de partage des savoirs qui constitue une dimension essentielle de notre contemporanéité.

Concernant la recherche, je dois dire que jusqu'en 2008, il n'existait dans le Nord du Cameroun, et ce depuis le défunt Institut des Sciences Humaines en octobre 1991⁶, aucune institution publique spécialement dédiée à la recherche sur les langues camerounaises et, encore moins, sur leur impact sur le développement. De ce constat est né le Laboratoire Langues, Dynamiques et Usages (LADYRUS) que j'ai fondé en 2006 sous le parrainage scientifique de Chumbow.

Le LADYRUS a pour cadre institutionnel la Faculté des Arts, Lettres et Sciences humaines de l'Université de Ngaoundéré. Il s'est progressivement enrichi d'enseignants-chercheurs et d'enseignantes-chercheuses d'autres universités et institutions de recherche impliqué-e-s, d'une manière ou d'une autre, dans des opérations d'encadrement dans ladite université.

La problématique générale du LADYRUS s'articule autour de trois points essentiels. Premièrement, la nécessité, assez largement documentée aujourd'hui, de prendre en compte l'ensemble des ressources linguistiques régionales. Cela implique que soit tournée la page du monolithisme linguistique qui se manifestait naguère par la seule visibilité des langues officielles européennes, au moins au niveau officiel. Cela implique également la reconnaissance du rôle des langues nationales africaines pour un véritable développement intégré. On sait en effet le rôle que joue la langue ethnique dans les stratégies d'appropriation du savoir : tous les mécanismes cognitifs dès la prime enfance se mettent en place par le biais de la langue maternelle (ou la langue quasi maternelle). La langue étant notre premier système de représentation symbolique, il est clair qu'elle a son rôle à jouer dans la formation de nos structures cognitives et de notre rapport au monde. La langue première peut ainsi jouer un rôle fondamental et décisif dans l'éducation (non) formelle et dans l'alphabétisation fonctionnelle. Dès lors, il apparaît que la maîtrise approximative d'une langue centrale de notre

6. Dans le même temps, l'antenne de Garoua, qui servait également de base arrière aux chercheurs et chercheuses évoluant dans la région, a également fermé.

répertoire ou encore les représentations négatives qui peuvent y être attachées peuvent engendrer des phénomènes d'insécurité linguistique notoire au niveau du développement individuel et social.

Deuxièmement, il existe dans les régions septentrionales du Cameroun un grand nombre de langues typologiquement différentes, mais dont trop peu parmi elles ont fait l'objet de descriptions scientifiques. C'est dire que cette région accuse un retard certain par rapport aux autres régions du pays, retard dû en grande partie à l'insuffisance des structures de recherche – centres de recherche, universités – habilitées à prendre en compte les langues de la région. On peut noter également l'action des œuvres missionnaires sur le terrain.

Signalons enfin que nous devons prendre en compte de la manière la plus rigoureuse possible les variétés et les spécificités locales des langues, camerounaises ou non. Cela implique la description scientifique de ces variétés, mais cela suppose aussi la définition de choix argumentés en vue de la fixation d'un standard linguistique dans le cadre de la recherche appliquée, notamment à l'enseignement ou à la communication pour le développement.

Compte tenu de la problématique générale et des principes d'action sous-jacents, des programmes de recherche ont été identifiés, dont certains sont en cours d'exécution et d'autres achevés. Je peux citer quelques-uns de nos axes prioritaires dans une optique de linguistique du développement : aspects épistémologiques de la recherche en sciences du langage; langues véhiculaires et transfrontalières⁷; francophonie et convergences sous-régionales; grammaire de l'intonation.

Quelques moyens opérationnels de la linguistique du développement

Pour soutenir ses interventions, le chercheur ou la chercheuse en linguistique du développement dispose de techniques et met en œuvre une réflexion, ainsi que des actions concrètes de terrain : l'enquête, les actions

7. Utilité d'adopter une optique « transfrontalière », car on sait qu'en Afrique les frontières linguistiques ne correspondent pour ainsi dire jamais à des frontières politiques, qu'il s'agisse de langues camerounaises vivantes (cf. travaux de Chumbow), de langues en voie de disparition ou des variétés locales de langues exogènes.

de plaidoyer, la production de littérature, le suivi-évaluation, la contribution à l'élaboration des instruments juridiques et la vulgarisation des recommandations.

L'enquête de terrain

Incontournable, l'enquête occupe une place prépondérante dans ce champ, en amont de toute autre intervention, compte tenu de la nécessité d'établir des diagnostics quantitatifs et qualitatifs sur lesquels adosser efficacement son action. L'enquête, qu'elle soit quantitative ou qualitative, par questionnaire, par interview, ou même par immersion, permet d'établir les bilans nécessaires :

- Le bilan des ressources linguistiques de la population cible : quels sont les répertoires linguistiques, c'est-à-dire quelles sont les langues ou variétés de langues représentées? Quelle est leur structure? S'il n'existe aucune description de la langue, il est possible de l'envisager. Quels sont les niveaux de compétence pour les langues représentées? etc.
- Le bilan des attitudes et représentations relatives à ces langues compte tenu de l'importance de la dimension épilinguistique dans l'appropriation ou le rejet d'un idiome.
- Le bilan des connaissances de la population cible, de ses attitudes, représentations et pratiques dans le domaine visé : pharmacopée traditionnelle, habitudes alimentaires, éducation, etc. Il s'agit aussi d'évaluer, le cas échéant, l'impact réel des messages en circulation sur les comportements individuels et collectifs avant de proposer, éventuellement, des propositions d'amélioration, etc.
- Le bilan des besoins, attentes et aspirations relativement à une problématique donnée, etc.

Les actions de plaidoyer

J'entends par *action de plaidoyer*⁸ la diffusion, par divers canaux, de messages expliquant le bien-fondé des actions menées. Cela concerne aussi bien les canaux classiques, comme la presse écrite, que les moyens audiovisuels, comme la radio, l'Internet (on y trouve, sur cette question, des textes informatifs tout à fait pertinents, d'une longueur raisonnable, et consultables via le téléphone portable. Nous devrions travailler à les multiplier.) ou encore les médias traditionnels.

Je considère qu'il s'agit là d'une stratégie à part entière de l'action dans le domaine de la linguistique du développement. Il peut s'avérer utile de faire entendre des contenus par le plus grand nombre, y compris, cela va sans dire, les décideurs et décideuses. On remarque, chez les principaux hérauts de ce champ de recherche et d'action, une tendance à la médiatisation de leurs actions. Tadjadjeu a été, au Cameroun, parmi les premiers à adopter ce qu'il faut considérer comme un moyen d'action à part entière. Son bilinguisme dans deux grandes langues internationales, qui se trouvent être également les deux langues officielles du Cameroun, a toujours constitué un atout majeur pour ses interventions radiodiffusées et dans la presse écrite. Je peux citer les prises de position de cet auteur, de même que celles de Tourneux et de Sylla, sous la forme d'interviews données aux niveaux national et régional (les quotidiens *Mutations* et *l'Œil du Sahel*), dans la presse internationale (*Le Monde*) et dans les journaux de vulgarisation scientifique (*Science au Sud*). Ces discours de plaidoyer utilisent également le canal de la toile numérique, diversifiant et élargissant notablement leur audience. C'est dans cette perspective que je situe l'épilogue multilingue du présent volume : j'y propose, en quatre langues, les raisons pour lesquelles nous devons valoriser et faire un usage effectif de nos langues africaines.

8. Bitjaa Kody parle d'une nécessaire campagne nationale de sensibilisation et de décolonisation des esprits organisée et financée par le gouvernement qui devrait expliquer aux populations les nouvelles fonctions sociolinguistiques confiées à leurs langues maternelles dans l'optique de l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette campagne nationale, indique-t-il, est absolument nécessaire, parce que « ces populations qui ont assisté au dénigrement officiel de leurs langues pendant plus d'un siècle, s'interrogeraient sur le revirement subit des autorités » (Bitjaa Kody, 2001, § « Conditions d'émergence et de suivi des langues nationales »).

Les actions de plaidoyer peuvent concerner tous les domaines d'action touchés par la linguistique du développement, notamment la question toujours polémique de l'enseignement des langues identitaires. Les démarches de plaidoyer sur cette question ne seraient certainement pas destinées au public du Collège Libermann, un collège confessionnel de la ville de Douala. En effet, c'est dès 1967 que l'enseignement des langues camerounaises y est lancé. Mais il n'est pas certain qu'en l'absence d'un travail de sensibilisation systématique, la société camerounaise dans son ensemble connaisse les travaux entrepris, le sérieux ainsi que les motivations profondes de cette option. Pourtant, entre le début des années soixante-dix et les années quatre-vingt, la recherche fondamentale et appliquée en langues africaines connaît un essor véritable, quoique confidentiel, dans les universités africaines, bien après les universités du Nord. À l'Université de Yaoundé, des monographies sur les langues camerounaises sont produites. Parallèlement, des équipes de linguistes mènent l'expérimentation dans le cadre du Projet de Recherche Opérationnelle Pour l'Enseignement des Langues au Cameroun (PROPELCA). Ce travail pilote s'effectue essentiellement dans des structures scolaires privées, laïques ou confessionnelles. Le travail de terrain et surtout de sensibilisation de l'opinion accompli dans ce cadre fut et demeure considérable.

Il y a lieu de déplorer l'hérésie qui consiste en l'*exclusion de la langue maternelle des écoles maternelles* : elles représentent un instrument de socialisation fondamental. Des recherches ont montré de manière spectaculaire que le contexte diglossique de développement langagier tel qu'il a existé jusqu'ici au Cameroun n'influe pas seulement de manière superficielle sur les répertoires et usages linguistiques, ou même sur les performances scolaires, mais est de nature à déterminer profondément les capacités cognitives de l'enfant. Tout parent devrait être informé qu'il a été établi sur des bases empiriques fiables, que si l'on veut qu'un enfant profite positivement d'une expérience bilingue précoce, il est nécessaire d'aménager les conditions de cette expérience de sorte qu'elle soit enrichissante sur le plan linguistique et cognitif :

- Les deux langues doivent être également utilisées et valorisées dans le réseau de l'enfant.
- Les fonctions du langage doivent être complètement développées quelle(s) que soi(en)t la ou les langue(s) utilisée(s).

- L'enfant doit développer une *représentation sociale positive des fonctions de langage et de ses deux langues particulières*.

C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que l'enfant parvient à développer un style de bilinguisme équilibré. Il ou elle atteindra un haut niveau de compétence dans les deux langues, tout en bénéficiant de certains avantages cognitifs, notamment une plus grande flexibilité cognitive et une plus grande faculté d'abstraction. Différents travaux de recherche sur la scolarisation et la bilingualité ont révélé que l'acquisition d'une deuxième langue, tant du point de vue oral que de celui de l'écriture et de la lecture, est d'autant plus facile qu'elle s'appuie sur l'existence d'une base solide dans la première langue.

L'aptitude à converser dans une deuxième langue s'acquiert plus tôt que l'aptitude à utiliser cette langue pour l'étude. Enfin, les aptitudes cognitives acquises à l'école se transfèrent facilement d'une langue à l'autre, de sorte que ce qui a été appris dans la première langue dans le cadre des programmes de transition ne doit pas faire l'objet d'un second apprentissage dans la seconde langue. C'est ce que l'on a appelé « la forme additive de la bilingualité ». Dans la « forme soustractive de la bilingualité », par contre, la langue seconde, plus valorisée culturellement et sur le plan socioéconomique, entre en compétition avec la langue première et a tendance à la remplacer. C'est typiquement ce qui provoque les situations d'étiollement linguistique. Car, contrairement à ce qui se produit dans les contextes sans situation diglossique majeure, plus une langue est valorisée et moins l'autre le sera, et vice-versa.

Pendant de longues années, loin de se rapprocher du modèle théorique idéal d'équilibre entre les deux langues, les éducateurs et éducatrices, les décideurs et décideuses et les parents du Cameroun ont tendu vers le pôle opposé : ostracisme total vis-à-vis des langues endogènes, notamment par leur exclusion du cadre scolaire, voire familial. Ils ou elles pensaient – et pensent encore – en toute bonne foi que l'apprentissage exclusif de la langue d'enseignement favorise la réussite scolaire.

Bien entendu, le problème de la promotion des langues identitaires a tendance à se déplacer hors de l'école, compte tenu de l'inefficacité généralisée de la transmission intergénérationnelle. C'est pour cela qu'en

marge d'une action sur les curricula, d'autres initiatives non strictement institutionnelles seraient à envisager en vue de la promotion de la diversité linguistique et de la paix sociale en Afrique.

L'institution d'une journée internationale de la langue maternelle en 1999, à la conférence générale de l'UNESCO, témoigne d'une prise de conscience généralisée de son importance, mais il serait intéressant qu'on y adjoigne aussi les questions de développement. En marge de cette journée célébrée le 21 février, depuis l'année 2000, on pourrait mener une opération annuelle de plaidoyer sur le continent et dans le monde entier. Une journée internationale des langues et du développement serait l'occasion de susciter toutes manifestations mettant en exergue la coopération possible entre ressources linguistiques et le développement. Cette journée s'assurerait la collaboration des médias locaux, nationaux et internationaux. L'organisation d'une telle journée devrait prévoir des points focaux dans les régions. À ce propos, une telle initiative ne saurait se dispenser d'un point focal pour les régions septentrionales compte tenu de la très faible présence institutionnelle des langues camerounaises que l'on y déplore. Une *journée internationale langues africaines et développement* s'attellerait à les rendre visibles, par des expositions et actions de plaidoyer. Elle montrerait, entre autres :

- la richesse morphologique des langues africaines;
- leur adaptabilité sur le plan lexical, démontrée par les expériences de modernisation menées sur différentes langues;
- les réalisations possibles : lexiques scientifiques et techniques, journaux spécialisés, et toute œuvre de l'esprit ayant comme vecteur une langue africaine;
- les traductions existantes de documents techniques;
- le rôle des langues véhiculaires dans la communicabilité des messages;
- la réalité des langues transfrontalières et partant, les possibilités de mutualisation des efforts au niveau supranational, etc.

Cependant, l'instauration d'une telle journée serait insuffisante à elle seule. Elle devrait se concevoir comme une mesure de sensibilisation à court terme, n'excluant absolument pas d'autres initiatives.

La production de littérature

Il s'agit ici de la littérature scientifique et spécialisée, certes, mais aussi de la production d'une littérature de fiction dans les langues africaines. Cette production contribuerait à la valorisation tant individuelle que sociale de ces langues, condition première de leur intégration positive aux politiques de développement.

Concernant la littérature scientifique, les expert-e-s et les différents acteurs et actrices du champ disciplinaire de la linguistique du développement ont à cœur de produire des ressources documentaires et pédagogiques. À cet égard, plusieurs catégories de documents sont pertinentes :

- des journaux périodiques d'information destinés au monde rural : publications de SAFEFOD à Dakar, parution périodique du journal *Kubaruuji* (« les nouvelles » en *fulfulde*) à Garoua;
- des manuels d'alphabétisation fonctionnelle : un syllabaire en *fulfulde* : *Ekkite jannuguo e winndugo*, un manuel de lecture, un *Guide de transcription et de lecture du fulfulde*; un manuel de calcul dans la même langue : *Defteere lisaafi*. Tous ces documents ont été produits dans le cadre du volet Alphabétisation du projet « Développement Paysannal et Gestion des Terroirs » de la SODECOTON (Garoua) » coordonné par Nama (s.d.);
- des dictionnaires encyclopédiques dans tous les domaines pertinents de la communication pour le développement; nous pouvons notamment citer *Ka'ben bee bonnoojum gese hottollo!* (Luttons contre les ravageurs des champs de coton!)⁹. Rappelons à ce propos que le cotonnier constitue l'une des plus importantes cultures de rente au Cameroun.
- des guides de procédures à l'attention des agriculteurs et agricultrices, des éleveurs et éleveuses, des usagers et usagères des structures hospitalières, etc.;
- des manuels à l'usage des communicateurs et communicatrices dans tous les domaines visés.

9. Maroua, Institut de la Recherche Agronomique, traduction et adaptation en *fulfulde* de Tourneux et Yaya Daïrou à partir d'une plaquette de Deguine sur les ravageurs et protection du cotonnier au Cameroun.

- des articles et ouvrages de recherche fondamentale ou appliquée¹⁰.

Le suivi-évaluation

La phase d'évaluation fait partie intégrante de tout projet de développement. Se mettant en place en aval de l'intervention, elle permet une claire visibilité du déroulement des actions entreprises en même temps que des réorientations et réajustements salutaires pour l'avenir. L'évaluation d'une campagne d'information et de sensibilisation devrait par exemple déterminer si elle a eu l'impact escompté sur la population cible et déterminer, le cas échéant, les facteurs de blocage. Ce n'est malheureusement pas toujours le cas.

La contribution à l'élaboration des instruments juridiques

L'élaboration des instruments juridiques ne constitue guère, tant s'en faut, une condition *sine qua non*, de la mise en place d'une politique, quelle qu'elle soit. Ce n'est qu'une circonstance utile, un facteur facilitateur. Elle ne relève pas de la responsabilité directe du chercheur ou de la chercheuse, mais ce sont ses travaux qui l'inspirent. Les actions de sensibilisation et de plaidoyer devraient se fonder en partie sur l'existence de textes juridiques.

Élaboration et vulgarisation des recommandations

Au vu des constats issus des travaux menés dans le cadre du projet ANRS 12172, dont les résultats sont majoritairement repris dans notre ouvrage (Tourneux et Métangmo-Tatou, 2010), nous avons formulé dix recommandations afin d'améliorer les résultats de la communication sur le sida. Elles sont, pour la plupart, toujours d'actualité et sont susceptibles d'application dans un domaine plus vaste.

10. On pourrait déplorer, à ce propos, le fait que les résultats de la recherche ne soient pas assez souvent formalisés de manière à se prêter à une utilisation aisée par les potentiel(le)s utilisateurs et utilisatrices.

(1) Les documents émanant d'organismes internationaux (OMS, ONUSIDA, UNESCO, UNICEF, etc.) ne doivent pas être diffusés sur le terrain tels quels avant d'avoir été reformulés et adaptés en français/anglais (a) à l'échelle nationale; (b) à l'échelle régionale. Cela éviterait, par exemple, de parler des risques liés à l'utilisation de drogues injectables dans des régions où cette pratique n'a pas cours.

(2) Sur chacun des thèmes nécessitant une communication, il faudrait rédiger en français standard et en anglais standard un mémento qui servirait de base de référence pour les communicateurs/communicatrices¹¹ (éducateurs et éducatrices, personnels de santé, religieux et religieuses, ONG spécialisées, médias); toutes les personnes communiquant sur ces thèmes devraient prendre ces mémentos comme base unique de référence.

(3) Il faudrait admettre le principe que les deux langues officielles ne sont pas, à elles seules, capables de toucher l'ensemble de la population camerounaise; il en découle les deux points ci-dessous.

(4) Les traductions en langues nationales ne peuvent être laissées à l'improvisation. Les mémentos évoqués au point (2) devraient être traduits dans les grandes langues véhiculaires du pays (*ewondo*, *pidgin-English*, *fulfulde*) et édités en bilingue (*ewondo-français*; *ewondo-anglais*; *pidgin-français*; *pidgin-anglais*; *fulfulde-français*; *fulfulde-anglais*). Il est beaucoup plus facile pour un communicateur ou une communicatrice de partir d'un tel outil qui lui fournit déjà une traduction réfléchie et élaborée des notions clés, que de se lancer à chaque occasion dans une improvisation risquée et incontrôlable.

(5) Pour pouvoir réaliser ce type de travaux, il faudrait renforcer les cellules de communication présentes à l'échelon des délégations régionales de la santé et les professionnaliser dans le domaine de l'expression en français et en anglais faciles, et dans celui de la traduction dans les principales langues nationales.

11. Voir la fiche 6-4 (en langue française) ci-dessous.

(6) Il faudrait inscrire dans les programmes de formation médicale (facultés de médecine et écoles d'infirmiers et d'infirmières) un module de formation sur la communication avec les patient-e-s et sur les conceptions locales du corps et de la maladie.

(7) La phase actuelle d'action en faveur de la prise en charge des malades et de l'accès aux antirétroviraux ne doit pas faire oublier que la prévention doit continuer à se faire en permanence, notamment du fait de l'arrivée continue de jeunes dans le monde de la sexualité génitale.

(8) Si l'institution de « pair-e-s éducateurs et éducatrices » doit être maintenue, elle doit être mieux contrôlée et encadrée. Le fait d'envoyer des jeunes qui refusent pour eux-mêmes ou elles-mêmes de se soumettre à un test de dépistage du VIH, encourager leurs « pair-e-s » à faire ce qu'ils ou elles ne font pas, est éthiquement intenable. Les « pair-e-s éducateurs et éducatrices » ne devraient être recruté-e-s que parmi des jeunes qui, volontairement, ont fait réaliser pour eux-mêmes et elles-mêmes ce test. Par ailleurs, ils ou elles devraient recevoir une formation digne de ce nom suivie d'un contrôle de connaissances. À défaut de ces mesures, il vaut mieux probablement arrêter cette expérience.

(9) La charge sémantique très négative qui est liée au mot « sida » fait que, pour s'exprimer dans le cadre de la prévention, il vaut mieux employer l'expression « infection à VIH » et, par la suite, parler de « l'apparition des maladies opportunistes ». En effet, le virus et les maladies peuvent être perçus comme des réalités maîtrisables, pas le sida.

(10) Le fait de cibler des groupes socioprofessionnels particuliers (hommes ou femmes en tenue, chauffeurs routiers, travailleuses du sexe, etc.) n'est pas forcément utile et contribue à stigmatiser inutilement les personnes ainsi désignées. Chacune des personnes relevant de ces groupes appartient aussi à une catégorie qui peut se caractériser par ce que nous appelons un « état de vie ». Cet état de vie peut être le célibat sans aucune relation sexuelle, le célibat avec relation sexuelle à partenaire unique, le célibat multipartenariat, le mariage dans un couple monogame, le mariage dans un couple polygame, le veuvage, le divorce, etc. C'est en fonction de ces états de vie que peuvent être formulées les bonnes recommandations de prévention. Le fait d'appartenir à tel groupe socioprofessionnel ne change pas cette donnée de base.

Fiche 6-4. Dix clés pour le communicateur ou la communicatrice au Nord-Cameroun

1. Formulez des messages précis et exacts

Vos messages doivent véhiculer une information précise et exacte. Veillez à ce qu'ils ne puissent pas blesser les personnes vivant avec le virus. Retenez qu'un message trop dense en informations n'est pas correctement perçu. Expliciter tous les sigles ou symboles utilisés.

2. Utilisez les langues véhiculaires

Pour les besoins de diffusion de messages à une large échelle, identifiez les langues véhiculaires, et utilisez-les. Au nord du Cameroun, le *fulfulde* (peul) bénéficie d'une extension large sur l'ensemble de la zone et gagne du terrain. De manière plus circonscrite, vous pourrez avoir recours à l'arabe dit *shuwa* dans le Bec de canard ou du *wandala* dans les Monts Mandara. En milieu urbain, vous pouvez dans certains cas passer par le français. N.B. le *hausa* n'est véhiculaire que le long de la frontière avec le Nigéria.

3. Faites le choix de la langue - ou variété de langue - appropriée

Le peul comporte des variations importantes à l'échelle camerounaise (deux variétés dont l'une véhiculaire) et africaine (peul du Niger, du Sénégal...). Pour atteindre la cible visée, choisissez en fonction du contexte. Évitez par exemple d'utiliser au Cameroun des documents produits en peul du Niger.

4. Documentez-vous

Il est souhaitable que le communicateur et son équipe justifient d'une excellente connaissance du domaine de santé indexé (Santé de la mère et de l'enfant, Onchocercose, VIH, etc.)

5. Soignez l'adaptation linguistique et culturelle

La traduction ou l'adaptation en langue locale de messages originaux pourra s'avérer nécessaire. Entourez-vous de toutes les compétences techniques nécessaires afin d'éviter erreurs ou même incohérences.

6. Utilisez de façon efficiente les ressources de l'oralité

Sans exclure l'écrit, envisagez parallèlement des stratégies de communication en adéquation avec le contexte d'oralité dans lequel baignent les populations cibles : exploitez les médias modernes (radio...) et les médias traditionnels (le chant et toutes les formes locales de circulation des messages).

7. Optimisez la lisibilité de l'image

Contrairement aux apparences, la lisibilité de l'image n'est pas automatique. Pour une lisibilité acceptable,

- a) soignez la qualité technique de l'image : couleurs, contrastes, proportions;
- b) préférez les affiches peu denses en images et en texte;
- c) présentez des types humains ou habitudes vestimentaires et culturelles en harmonie avec ceux de la population cible;

8. Testez le document produit

Quelle que soit la nature du document produit (image, texte, chanson), testez-le sur un groupe représentatif de la population cible. Vous le réaménagez si nécessaire.

9. Faites évaluer le document par un ou plusieurs experts.

10. Faites valider le document produit

Ces dix recommandations¹² furent élaborées en vue d'une meilleure gestion du discours institutionnel dans le cadre de la santé, du VIH notamment. Mais il faut ici remarquer le caractère assez général des cinq

12. Projet ANRS 12172 « Communication sida », Ladyrus Ngaoundéré – mai 2009. Léonie Métangmo-Tatou avec Mohamadou Ousmanou et Assana Brahim.

premières recommandations : elles pourraient s'appliquer à tous les contextes d'intervention et concernent les aspects techniques de la linguistique du développement tels que la reformulation, la rédaction de documents de base, l'identification de la langue pertinente, la traduction.

Concernant la recommandation 6 relative à la formation, on pourrait l'étendre en instituant des cours sur les contenus visant l'approfondissement de la connaissance et de la pratique des langues véhiculaires dans les écoles de journalisme et de communication. Il serait d'ailleurs judicieux d'inscrire des programmes sur les politiques linguistiques dans les grandes écoles de formation du monde entier.

Pour conclure

Promouvoir le développement, c'est faire reculer la pauvreté et l'exclusion. Telle que l'indique le *Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi* (DSCE) publié par l'État camerounais en 2009, la pauvreté se définit comme

un phénomène complexe qui désigne généralement une insuffisance de ressources et une privation de possibilités de choix et d'opportunités qui offriraient aux individus des conditions de vie décente. La pauvreté présente ainsi une multiplicité d'images, notamment les mauvaises conditions de santé ou d'éducation, le manque d'accès au savoir, l'impossibilité d'exercer des droits civiques, l'absence de dignité et de confiance personnelle, la dégradation de l'environnement, etc. (République du Cameroun, 2009, paragr. 60).

La lutte contre la pauvreté suppose, certes, le déploiement de moyens financiers et matériels appropriés. Mais ceux-ci ne constituent pas une condition suffisante. Nous apprenons au paragraphe 228 du document cité, que « malgré les ressources financières massives injectées dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'eau et l'énergie, l'accès aux services de base reste encore très limité et même, les conditions de vie pour une bonne frange de la population se sont dégradées » (République du Cameroun, 2009, paragr. 228). Dans le secteur de la santé en particulier, le niveau des principaux indicateurs ne s'améliore guère de façon significative.

Sans vouloir surestimer l'importance de la communication, nous devons reconnaître sa place dans la réussite de toute démarche humaine. L'échange de mots est bien celui qui fonde tous les autres aspects de la vie humaine. Ainsi, de même que la langue joue un rôle central dans les interactions diverses des humains, son étude scientifique a son rôle à jouer dans la compréhension, l'organisation voire l'amélioration de ces interactions. En effet, la prise en compte insuffisante ou inappropriée de la communication peut gravement hypothéquer les démarches les plus fondées.

Le DSCE nouvelle génération l'a bien compris. Il indique que « la communication a constitué un maillon faible du DSRP¹ » (*ibid.*, paragr. 545). Le Document reconnaît explicitement que mieux gérée, la « communication permet d'atteindre des produits et des résultats supérieurs en favorisant le partage d'information, la sensibilisation, la participation et l'appropriation du processus par tous les acteurs » (*ibid.*, § « Cadre institutionnel de mise en œuvre »). Le texte continue ainsi :

La mise en œuvre d'un plan de communication permettra d'identifier les besoins en informations pour les différents acteurs ainsi que les formats adaptés à chacun des utilisateurs. De même, ce plan de communication permettra de renforcer le dialogue et le débat autour des questions clés de la stratégie, et favorisera la dissémination des informations à tous les niveaux (*ibid.*, paragr. 546)

Tout est dit : communiquer efficacement, c'est-à-dire rationaliser la communication, constitue la condition *sine qua non* de la réussite des politiques.

Il est capital notamment d'évaluer l'impact des discours délivrés et d'étudier les moyens d'améliorer leur conception, leur circulation, leur réception. Les questions qui se posent sont alors : parmi la pléthore de langues disponibles au Cameroun – langues nationales non véhiculaires, langues véhiculaires, langues officielles – dans quelle langue (ou variété de langue) communiquer? Avec qui communiquer? Par quel canal communiquer (médias audiovisuels, presse écrite, internet, dépliants, médias traditionnels, etc.) et à quel sujet communiquer?

Aujourd'hui, une nouvelle page de l'histoire des sciences du langage en Afrique est désormais tournée. Un des axes importants de la linguistique africaine actuelle s'est définitivement frayé un chemin après une longue gestation dont le début fut probablement marqué par le séminaire organisé sur le thème « Langues africaines, facteur de développement » au Collège Libermann en 1973. Pendant toutes ces années de gestation, ce courant s'est nourri de toutes les expériences développées dans des domaines variés : la sociolinguistique, la linguistique appliquée, la didactologie des langues, la lexicologie, la traductique, etc. J'ai noté une évolution de la perspective

1. Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP).

: nous découvrons tout à coup que la perspective naguère exclusive de l'enseignement des langues identitaires s'est laissée distancer, comme à notre insu, par l'urgence de la communication à double sens, du partage du savoir, de l'appropriation des sciences et des techniques par les populations pour un développement durable. Les nécessités du développement, l'importance récemment révélée de l'appropriation vernaculaire des savoirs innovants, l'urgence de promouvoir le dialogue entre les parties prenantes et non plus un style de communication verticale, le rôle central des langues identitaires dans tout l'ensemble de ce processus et l'urgence de développer un style de gouvernance partagée sont en train de marquer profondément l'histoire des recherches linguistiques en Afrique et particulièrement au Cameroun.

Mon projet de reconstituer, *a posteriori*, une linguistique du développement suppose une posture réflexive quant à la problématique de la langue et du développement. Elle inclut le traçage des positions théoriques – mais plus souvent des interventions pratiques – à propos d'un axe de recherche et d'intervention dont j'ai essayé de montrer l'actualité et les principales tendances (en 2008-2009). Cette théorisation ne pouvait se départir d'un essai de conceptualisation utile pour toute discipline qui a l'ambition de se constituer comme telle, tant il est vrai que l'élaboration théorique des concepts dans un axe de recherche en quête d'autonomie prend d'emblée l'allure d'un pugilat. Recherche obstinée d'une légitimité entre multitude de champs et labels : ce champ devait-il tout simplement se réclamer de la linguistique appliquée? De la sociolinguistique? Ce tâtonnement taxinomique témoigne, à mon sens, de la transversalité d'itinéraires de recherche linguistique fondamentalement différents, mais convergeant tous pour se mettre au service d'un idéal citoyen, celui du développement social et humain. Il se révèle alors une vacuité que vient combler le concept de *linguistique du développement*.

Les idées les plus novatrices et les élaborations théoriques les plus audacieuses résultent souvent d'un travail de reconfiguration d'une matière préalablement élaborée, préexistante. Nombreux sont alors ceux et celles qui ont œuvré pour l'avènement de ces élaborations théoriques sans le savoir ni même le vouloir. Leur appartenance explicite à une même école de pensée donnerait à coup sûr à la gamme variée de leurs initiatives de recherche plus de visibilité et plus d'efficacité.

Mais il ne faudrait pas oublier, dans cette entreprise, que corriger la précarité communicationnelle des populations vulnérables ne dispense pas de prendre en compte le patrimoine linguistique exogène, pour peu que ce dernier puisse offrir quelque opportunité d'améliorer l'existence humaine. Il convient, au demeurant, de garder à l'esprit que l'environnement urbain et son hétérogénéité linguistique parviennent à briser la transmission intergénérationnelle des langues identitaires, réduisant davantage le public potentiel de modules d'enseignement de langues camerounaises hardiment élaborés...

Ainsi, depuis quelques dizaines d'années, des chercheurs et chercheuses s'engagent avec conviction dans la voie de la linguistique du développement. Cela se produit dans un contexte favorable où la science contemporaine s'est résolument détachée de la tour d'ivoire qui l'isolait des préoccupations citoyennes. Si le chercheur ou la chercheuse lance un travail sur la perception du corps et de la santé ou de l'onchocercose dans une communauté donnée, ce sera en vue d'élaborer les stratégies les plus pertinentes pour une campagne de sensibilisation ou de distribution d'un médicament. Il s'appuiera sur des descriptions fines de la configuration sociolinguistique de la communauté concernée, de la structure de la langue d'usage (langue maternelle ou quasi maternelle, langue véhiculaire et pourquoi pas, dans certains cas bien définis, langue européenne) afin d'élaborer des traductions, d'adapter des contenus conçus bien souvent dans une langue européenne et de forger des concepts utiles grâce aux ressources de la néologie. L'aménagement linguistique sera ainsi au centre de ses préoccupations.

Préconiser le recours à une langue européenne peut sembler surprenant. Cependant, pourquoi faudrait-il nécessairement amputer le riche patrimoine linguistique du Cameroun et de l'Afrique de certains éléments? Ce serait s'enfermer dans un irrédentisme linguistique de mauvais aloi. Je soutiens que, dans certaines situations discursives, en milieu urbain notamment, le français, pour peu qu'il soit simplifié dans son lexique et sa syntaxe, est parfaitement à même de pallier les problèmes d'hétérogénéité linguistique et donc de fonctionner comme un véhiculaire. C'est déjà avéré, de façon spontanée, dans nos villes. À propos d'un sujet aussi potentiellement polémique, le ou la linguiste de développement n'hésitera pas à endosser la robe du tribun pour expliquer les principes de base de son action, ses objectifs, l'impact prévisible – ou déjà constaté – des travaux

menés dans ce champ sur le développement global de l'Afrique. La sensibilisation constitue, à n'en point douter, un facteur central dans le processus d'adhésion du plus grand nombre (y compris celle, bien entendu, des décideurs et décideuses) à des attitudes, des valeurs et des savoirs innovants.

Une démarche inductive, à partir des travaux et des réalisations et déclarations des chercheurs et chercheuses inscrit-e-s dans cette mouvance, a permis de remonter, sinon à la genèse, mais du moins à l'évolution de la linguistique du développement. Les chercheurs et chercheuses ont d'abord œuvré pour la promotion des langues africaines par le biais de leur intégration au système éducatif pour des raisons essentiellement culturelles en souscrivant massivement à une vision quelque peu passéiste de la culture. Mais si la langue entretient une relation intime avec la culture, cette dernière ne saurait s'abstraire de l'environnement contemporain marqué par des mutations sociétales, scientifiques et technologiques et par la quête du développement humain. Dès lors, les sciences du langage, consciente de leur rôle central dans l'intelligence de l'*homo loquens*, ont eu à cœur de penser leur contribution au développement par une prise en charge explicite et citoyenne de la communication dans le nouvel environnement évoqué ci-dessus. D'une approche « culturaliste » particulièrement liée à la scolarisation, les chercheurs et chercheuses sont passé-e-s à une posture résolument « ingénieuriste » leur permettant d'habiliter un spectre plus large de la population au dialogue, à la communication technique ainsi qu'à l'appropriation des savoirs innovants.

Par le biais d'une recherche portant aussi bien sur les corpus que les statuts des langues, grâce à l'observation et à l'écoute empathique des populations bénéficiaires, le ou la linguiste de développement parvient, entre autres, à des propositions de planification linguistique, à la traduction de contenus utiles, à l'aménagement du corpus des langues – notamment par la recherche terminologique. Il convient de relever, à propos des recherches concernant les corpus, que la linguistique du développement suppose une aptitude certaine à la transversalité disciplinaire, puisque, selon le domaine du développement qui l'interpelle, ses recherches auront trait à la santé, à l'éducation, à l'écologie, etc.

On peut noter, dans ce champ de recherche, un intérêt particulier pour les langues véhiculaires, compte tenu de leur rôle dans la réduction de la diversité linguistique dans les contextes de plurilinguisme de certains

espaces géographiques concernés par la quête du développement humain (Afrique et Asie notamment). Dans ces régions du globe, compte tenu de la précarité des ressources, l'étude d'une autre catégorie de langues, les langues transfrontalières, ainsi que la mutualisation des résultats de la recherche, procureront probablement des avantages économiques notables.

En tout état de cause, les orientations épistémologiques du champ disciplinaire que j'avais le projet de décrire l'éloignent résolument du paradigme classique d'une science détachée des préoccupations de l'humain. Depuis quelques décennies déjà, se mettent progressivement en place, dans les sciences du langage, des préoccupations citoyennes orientées vers la correction d'une précarité communicationnelle en vue de soutenir l'épanouissement individuel et social. C'est désormais le sens d'une linguistique du développement clairvoyante dans l'évaluation de son potentiel, mais parfaitement consciente de sa contribution, compte tenu de la place de son objet spécifique, la langue, dans l'évolution de l'humanité.

Cet ouvrage – déjà présent dans mon dossier d'HDR (Métangmo-Tatou 2009) –, passé quelquefois des mains de quelque spécialiste à celles d'une de mes étudiant-e-s qui s'engageait dans ce champ, vient trouver des propositions analogues que j'ai eues le plaisir de découvrir. Au-delà de ce plaisir, il y a l'agréable surprise de confirmer modestement la maxime des *grands esprits qui se rencontrent*. Mon ami Henry Tourneux (2009), avec qui je collabore depuis environ 30 ans, suggère, fort à propos, la création d'un parcours de formation *ad hoc*. Le volcan de Vésuve et les joyaux architecturaux de Naples ont fait résonner les échos de cette « grande conversation » (Guédon, 2010) durant laquelle il a réitéré sa proposition (Tourneux, 2015). Agresti (2014) a lui aussi perçu la nécessité de dire cette implication du ou de la linguiste sur le terrain du développement; on y retrouve une présentation approfondie dans un livre récemment publié en italien (Agresti, 2018). Au Cameroun, précisément à l'université de Dschang, je partageai chaleureusement, avec des collègues venus de tous les horizons et réunis les 12 et 13 mars 2019 dans le cadre de la deuxième édition du *National Symposium on Cameroonian Languages* (NASCAL), le fruit d'une réflexion sur l'intégration des ressources multimédias dans les démarches de plaidoyer liées aux langues et au développement. Ce Symposium avait pour thème général : « Langues camerounaises, cultures et développement ».

Il est clair que l'objet « linguistique du développement » suscite de la curiosité et de l'intérêt. Chacun y voit une face particulière. La création en 2018 du réseau Populations, Cultures, Langues et Développement (POCLANDE)², celle de la revue *Jeynitaare. Revue panafricaine de linguistique du développement*³ – en 2019 – et les réflexions théoriques en cours sont autant d'actions fortes qui consacrent l'émergence de ce nouveau paradigme.

2. www.poclande.fr

3. En ligne à <https://www.revues.scienceafrique.org/jeynitaare/>

Épilogue plurilingue

Cet épilogue est proposé, successivement, en fulfulde, en tupuri, en anglais et en français. Je dois les traductions en fulfulde, tupuri et anglais respectivement à Mohamadou Ousmanou et Saïdou Ali, Kolyang Dina Taiwe et Willie Mushing Tamfu, que je remercie chaleureusement.

Hujjaaji samdingo bolle de lesde Afirka duudfi :

Aranol, annduki e anndingo,

janngugo e janngingo kanjum woni aynuki al'aadaaji meeden.

Didabol, bolle meeden, kanje caawi al'aadaaji men e annde lesdi men.

Kanje mbolweten haa ko laarani filuuji men,

haa ko laarani ndemri men,

haa ko laarani durngol men.

Bee bolle de, en ngewtata halaaji ko laarani njamu.

E bee bolle de fahin en caawootirta heba en padda kaɓe.

Dammudum haala, de don kuutinire

haa ko laarani kuude biɓɓe aadama fuu!

Sey kakkilanen aynuki bolle de,

E non, sey ngaden dabareeji no de njaada bee jamanuuru men.

En keba en cemnbidina gonndal hakkuunde meeden.

Annden! Anndinen!

Janngen! Jannginen bikkon meeden bolle meeden

ngam en keba en njaynita,

en njaara lesdi men yeeso!

Wer cwāy wāāre maaga naa mo daw jag naa maa bil Afrig la puuri

Taṅgu, koge re wo de koge wer ne re, nen naw wo de wer ṅgel sar sare,
kay wo naa ti jag naa maaga naa biṅ de 6e,

De 6og 6en, jag naa kay wo naa maa kay ti koge wer ne re maa ti sir naa
wo de fēere joo naa wo

Ama dangen buy, naa joṅ lumo naa wo diṅ de jag sen no

Jag sen la kay naa maa joṅ joṅre pāyre naa wo de hrog naa wo

De jag naa sen wo, naa ndal wāare ceege ma ti mo nāy se naa wo lay

Ti fēere buy, wāage jag naa ma sar sar wo, kay wo naa ti jam no de lagge
se kāāra de el

Wer sen, jag naa wo diṅ ti diy seele tenen naa jar taabay wo. Daga na mo
daw jag naa wo, de sen ni lay, naa mo kay jag naa maaga à mo kol wo defāy ti
fēere maaga wo de cooge ti tamsir mo buy.

Daga naa mo ko wer ne jag naa Afrig la

Daga na mo had ra

Daga naa mo had weere naa wo de jag na wo

Daga naa mo wad jag naa nen maaga sir Afrig mo fudí, day mo se ciṅ lay

There are several reasons why we need to valorise our African languages.

Firstly, knowing and sharing knowledge and know-how, in most
circumstances, is beneficial in our native languages.

Secondly, our languages are important for the protection of our
endogenous local knowledge and cultural heritage.

Much more, it is in these languages that we carry out our commercial
exchanges.

It is through these languages that we realize our agropastoral activities.
Through these languages, we discuss health issues, too.

Above all, the use of these different languages promotes peace and living
together.

In fact, our languages are at the center of all human existence. We have
to preserve these languages and at the same time, give them a chance to
adapt to the ever-changing and evolving environment.

Let us know our African languages!

Let us learn them!

Let us teach our children our languages!

Let us use our languages to flourish and develop Africa!

Les raisons pour lesquelles nous devons valoriser nos langues africaines sont nombreuses.

D'abord, il faut savoir que dans la plupart des cas, il est de loin plus bénéfique d'acquérir le savoir, de diffuser les connaissances et le savoir-faire dans notre langue première.

En second lieu, nos langues sont essentielles pour la protection de nos savoirs traditionnels et de notre patrimoine culturel.

En outre, c'est dans ces langues que nous menons nos transactions commerciales.

C'est dans ces langues que nous communiquons pendant nos activités pastorales;

C'est encore dans ces langues que nous discutons des questions de santé.

Mieux encore, l'usage de nos différentes langues favorise la paix et le vivre ensemble.

En somme, les langues sont au centre de toute activité proprement humaine. Nous devons préserver leur usage. Dans le même temps, nous devons leur offrir une chance de s'adapter à un environnement en constante évolution.

Apprenons à connaître nos langues africaines!

Enseignons à nos enfants ces langues africaines!

Faisons usage des langues africaines afin de mieux développer de l'Afrique!

Références

- Académie Africaine des Langues. 2008. *Rapport Général du Colloque international Politiques nationales : rôle des langues transfrontalières et place des langues de moindre diffusion en Afrique centrale*, Yaoundé, 9-11 octobre 2007.
- Adama, Hamadou. 2008. Choix linguistique et modernité islamique au Cameroun : le cas du fulfulde et de l'arabe. *Revue des mondes musulmans et de la méditerranée*, 47-68.
- Agresti, Giovanni. 2014. Actualité des racines. Pour une linguistique du développement social. *Cahiers de l'école doctorale en linguistique française*, 8, 13-39.
- Agresti, Giovanni. 2018. *Diversità linguistica e sviluppo sociale*. Milan : Franco Angeli.
- Arrivé, Michel, Gadet, Françoise et Galmiche, Michel. 1986. *La Grammaire d'aujourd'hui. Guide alphabétique de linguistique française*. Paris : Klincksieck.
- Auroux, Sylvain et Weil, Yvonne. 1994. *Vocabulaire des études philosophiques*. Paris : Hachette.
- Bachelard, Gaston. 1947. *La Formation de l'esprit. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*. Paris : J. Vrin.
- Bachelard, Gaston. 1966. *La Philosophie du non, essai d'une philosophie du nouvel esprit scientifique* (4e éd.). Paris : PUF.
- Banque Mondiale. 1988. *Éducation en Afrique subsaharienne. Pour une stratégie d'ajustement et d'expansion*. BIRD : Washington.
- Barreteau, Daniel et Dieu, Michel. 1991. Linguistique et développement rizicole dans le Nord du Cameroun. *Cahiers des sciences humaines. Plurilinguisme et développement*, 27(3-4), 367-387.
- Barreteau, Daniel, Breton, Roland et Dieu, Michel. 1984. Les langues. J. Boutrais et al. (éd.), *Le Nord du Cameroun. Des hommes, une région*. Paris : Orstom.

- Bearth, Thomas. 2008. Language as a key to understanding development from a local perspective. A case study from Ivory Coast. Dans H. Tourneux (dir.), *Langues, cultures et développement en Afrique* (p. 35-117). Paris : Karthala.
- Bellay, Joachim du. 1549. *Défense et illustration de la langue française*. Paris : Arnoul l'Angelier.
- Beniamino, Michel. 1997. « Diglossie ». Dans M. L. Moreau (dir.), *Sociolinguistique. Concepts de base*. 125-130. Liège : Mardaga.
- Bentolila, Alain. 2001. L'école et les langues régionales : Maldonne. *Le Monde*, 15 mai 2001.
https://www.lemonde.fr/archives/article/2001/05/15/1-ecole-et-les-langues-regionales-maldonne_4169871_1819218.html
- Benveniste, Émile. 1966. *Problèmes de linguistique générale* (tome 1). Paris : Gallimard.
- Bitjaa Kody, Zachée Denis. 2001. Émergence et survie des langues nationales au Cameroun. *Trans Internet-Zeitschrift für Kulturwissenschaften*, 11.
<http://www.inst.at/trans/11Nr/Kody11/htm>
- Bitjaa Kody, Zachée Denis. 2002. Impact des politiques linguistiques au Cameroun. Dans P. Dumont (éd.), *La Coexistence des langues dans l'espace francophone, approche macrosociolinguistique* (actes des deuxièmes journées scientifiques du réseau de l'AUF « Sociolinguistique et dynamique des langues » tenues à Rabat, p. 105-115). AUF-UREF.
- Bitjaa Kody, Zachée Denis. 2004. Pour une mesure de la viabilité des petites langues. Dans *Penser la francophonie. Concepts et outils linguistiques* (actes des premières journées communes des réseaux de chercheurs concernant la langue, Ouagadougou, p. 45-58). Paris : Édition des Archives Contemporaines.
- Blanchet, Philippe. 2000. *La linguistique de terrain, Méthode et théorie*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Bole-Richard, Rémy. et Houis, Maurice. 1977. *Intégration des langues africaines dans une politique d'enseignement*. UNESCO/Agence de Coopération Culturelle et Technique.
- Boutrais, Jean et al. (éd.). 1984. *Le Nord du Cameroun. Des hommes, une région*. Paris : ORSTOM.

- Brière, Laurence, Mélissa Lieutenant-Gosselin et Florence Piron (éd.). 2019. Et si la recherche scientifique ne pouvait pas être neutre? Québec : Éditions science et bien commun.
<https://www.editionscienceetbiencommun.org/?p=991>
- Buchillet, Dominique. 1995. Perles de verre, parures de blancs et "pots de paludisme". Épidémiologie et représentations desana des maladies infectieuses (Haut Rio Negro, Brésil). *Journal de la Société des américanistes*, 81, 181-206.
- Caprile, Jean-Pierre. (éd.). 1982. *L'Expansion des langues africaines : peul, sango, kikongo, ciluba, swahili*. Paris : CNRS.
- Chareille, Samantha. 2003. Aspects institutionnels de l'aménagement linguistique du Mercosur. *Glottopol*, 1, 110-130.
- Château, Jean. 1956. *Les grands Pédagogues*. Paris : PUF.
- Chifflet, Sandrine. 2006. Problèmes éthiques du développement technologique. Dans IRD, Séminaire « Éthique et science dans la globalisation », 24-25 octobre, Mexico.
- Chiss, Jean-Louis et Puech, Christian. 1987. *Fondations de la linguistique. Études d'histoire et d'épistémologie*. Bruxelles : De Boeck-Wesmael.
- Chumbow, Beban Sammy. 1980. Language and language policy in Cameroon. In N. K. Kale (ed.). *An Experiment in nation building : The bilingual Republic of Cameroon* (p. 281-311). Colorado : View press.
- Chumbow, Beban Sammy. 1995. The Language Factor in the Development of Science and Technology in Africa. Paper presented at the Human Sciences Research seminar, Cape Town and Pretoria, 24-27 March.
- Chumbow, Beban Sammy. 2009. Linguistic Diversity, Pluralism and National Development. In *Africa, Africa Development*, XXXIV(2), 21-45.
- Collège Libermann. 1974. *Les langues africaines, facteur de développement. Actes du Séminaire pour l'enseignement des langues africaines*. Douala (Cameroun), 2-14 juillet 1973.
- Constitution de la République du Cameroun* du 18 janvier 1996.
- Constitution de la République Unie du Cameroun*, 1972.
- Danon-Boileau, Laurent et Morel, Mary-Annick. 2003. « Le locuteur vicariant ». Dans J.-M. Merle, *Le sujet* (p. 235-245). Paris : Ophrys.

- Daouaga Samari, Gilbert. 2018. *Approche glottopolitique de l'éducation bi-plurilingue dans l'Adamaoua (Cameroun) : attitudes, représentations et pratiques*. Thèse de doctorat, Université de Ngaoundéré.
- Delafosse, Maurice. 1972. *Haut-Sénégal Niger* (rééd., tome 1, 1912 pour la première édition). Paris : G. P. Maisonneuve et Larose.
- Deluz, Arianne. 1999. Women's songs about life, illness and death. 7th *International Interdisciplinary Congress on Women*. Tromsø, Norway.
- Depecker, Loïc. 2005. Contribution de la terminologie à la linguistique. *Langages*, 157, 6-13.
- Diki-Kidiri, Marcel (dir.). 2008a. *Le Vocabulaire scientifique dans les langues africaines. Pour une approche culturelle de la terminologie*. Paris : Karthala.
- Diki-Kidiri, Marcel. 2008b. La terminologie culturelle : points de repères. Dans H. Tourneux (dir.) *Langues, cultures et développement en Afrique* (p. 117-133). Paris : Karthala.
- Djankbé, André. 2006. *Problématique de la communication en français dans le domaine de la santé au Cameroun. Le cas des zones rurales en milieu tupuri*. Mémoire de DEA, Université de Ngaoundéré.
- Durkheim, Émile. 1973. *Éducation et sociologie*. Paris : PUF.
- Essono, Jean-Jacques Marie. 2012. *Langue et culture ewondo : par la grammaire, les textes et les exercices : suivi d'un lexique-français en ewondo*. Yaoundé : Belles Lettres.
- Essono, Jean-Jacques Marie. 2001. Le Cameroun et ses langues. Dans *Cameroun 2001 : Politique, Langues, Économie et Santé* (p. 61-87). Paris : L'Harmattan.
- Fassin, Didier. 1989. La place de l'anthropologie dans les projets de santé primaire. Dans G. Salem et É. Jeannée (éd.), *Urbanisation et Santé dans le Tiers Monde. Transition épidémiologique changement social et soins de santé primaires* (p. 289-295). Paris : ORSTOM.
- Feussi, Valentin. 2006. *Une construction du français à Douala-Cameroun*. Thèse de doctorat, Université-François Rabelais de Tours.
- Fishman, Joshua A. 1965. Who speaks what language to whom and when?. *La Linguistique*, 2, 67-80.

- Grawitz, Madeleine. 2000. *Méthodes des sciences sociales* (11e éd.). Paris : Dalloz.
- Guédon, Jean-Claude. 2010. Le Libre Accès ou le retour de la Grande Conversation par Jean-Claude Guédon. Framablog (texte et vidéo). <https://framablog.org/2010/08/22/libre-acces-science-grandeconversation-guedon/>
- Hagège, Claude. 1985. *L'Homme de paroles. Contribution linguistique aux sciences humaines*. Paris : Fayard.
- Hall, Edward T. 1971. *La Dimension cachée*. Paris : Seuil.
- Harijaona, Jean-Jules. 2004. Médias et langues à Madagascar. Visages des usages. *Le Français en Afrique*, 19, 203-210.
<https://www.unice.fr/ILF-CNRS/ofcaf/19/Harijaona.pdf>.
- Heugh, Kathleen. 2005. Pour les modèles additifs bilingues ou multilingues. *La Lettre de l'ADEA*, 17(2), 11-13.
- Hymes, Dell (ed.). 1968. *Pidginisation and creolization of languages. Proceedings of a Conference held of the West Indies Mona*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Imbert, Jean. 1976. *Le Cameroun*. Paris : PUF.
- Jakobson, Roman. 1963. *Essais de linguistique générale*. Paris : Minuit.
- Klinkenberg, Jean-Marie. 1996. *Précis de sémiotique générale*. Paris : De Boeck et Larcier.
- Koenig, Edna L., Chia, Emmanuel et Povey, John. 1983. *Sociolinguistic Profile of Urban Centers in Cameroon*. Los Angeles : Cros Road Press.
- Kuhn, Thomas S. 1983. *La Structure des révolutions scientifiques* (3e éd.). Paris : Flammarion.
- La Lettre de la Société française de terminologie*. 2009, 15.
- Labatut, Roger. 1982. La situation du peul au Nord Cameroun. Dans J.-P. Caprile, *Lacito-Documents, Afrique*, 8, « L'expansion des langues africaines 4 : peul, sango, kikongo, ciluba, swahili ».
- Lacroix, Pierre-Francis. 1962. « Distribution géographique et sociale des parlers peul du Nord-Cameroun », *L'Homme*, 2, n°3. 75-101.

- Lavoisier, Antoine. 1770. Discours préliminaire au Traité élémentaire de Chimie. *Cahiers pour l'analyse – Généalogie des sciences, Travaux du Cercle d'Épistémologie de l'École normale supérieure de Paris*, 9, 170-177.
<http://www.lavoisier.cnrs.fr>
- Leclerc, J. L'aménagement linguistique dans le monde.
<http://www.axl.cefano.ulaval.ca/afrique/madagas.htm>
- Léglise, Isabelle. 2000. Quand les linguistes interviennent : écueils et enjeux. *Revue de linguistique appliquée*, 4, 5-13. Halschs-001622421
- Loi d'orientation no 98 /004 du 4 avril 1998, article 4.
- Mahama, André. 2016. *Pratiques déclarées et imaginaire linguistiques des élèves dans les écoles primaires de la ville de Ngaoundéré*. Mémoire de master, Université de Ngaoundéré.
- Martinet, André. 1969. *Éléments de linguistique générale*. Paris : Armand Colin.
- Métangmo-Tatou, Léonie. 1996. Connaissance, Pratiques et Communication à propos de l'onchocercose. Contribution des sciences humaines. *Séminaire de formation des équipes de district de santé*, 6-7 juin. Bafoussam (Cameroun) : Ministère de la santé publique, Fondation Carter.
- Métangmo-Tatou, Léonie. 1988. *Normes et tendances au sein du système classificatoire du fulfulde au Nord-Cameroun*. Essai de méthodologie pour une étude linguistique et sociolinguistique de l'évolution de la langue classique à la koïnè moderne. Thèse de doctorat de 3e cycle, Institut National des Langues et Civilisations Orientales.
- Métangmo-Tatou, Léonie. 1993. Cahier d'une quête au pays du langage. *Chroniques du sud*, 9, 131-134.
- Métangmo-Tatou, Léonie. 1999a. De Saussure à Martinet, Dialectique de la Stabilité et de la Mutabilité du Signe linguistique. *Annales de la FALSH*, IV, 88-102.
- Métangmo-Tatou, Léonie. 1999b. *Linguistique et développement : un défi à relever*. Communication lors de la conférence internationale Université et son environnement – Dialogue entre deux périphéries, Université de Ngaoundéré, (Cameroun), 26-27 novembre.

Métangmo-Tatou, Léonie. 2001. 1996 : cap significatif dans la dynamique des langues au Cameroun. Dans *Cameroun 2001. Politique, Langues, Économie* (p. 33-60). Paris : L'Harmattan.

Métangmo-Tatou, Léonie. 2003. La koïnè peule du Cameroun septentrional et les enjeux du développement. *African Journal of Applied Linguistics (AJAL)*, 4, 119-138.

Métangmo-Tatou, Léonie. 2007. *Le système LMD : Une opportunité de repositionnement des langues camerounaises dans les curricula universitaires au Cameroun. Le cas de l'Université de Ngaoundéré.* Communication au séminaire organisé du 03 au 06 décembre à l'Université de Ngaoundéré.

Métangmo-Tatou, Léonie. 2008. *La linguistique du développement : mise en place d'un nouveau paradigme en sciences du langage.* Communication au séminaire à mi-parcours du projet « Discours institutionnels sur le SIDA et impact sur la population cible (Nord Cameroun) » ANRS.

Métangmo-Tatou, Léonie. 2009. *Langue française et fulfulde au Nord-Cameroun. Dynamique des usages et des statuts dans une société en mutation.* Dossier d'Habilitation à diriger des recherches, Université Paris 3.

Métangmo-Tatou, Léonie. 2011. Aménagement terminologique et développement. In *Sciences Sociales, Sciences du Langage et Développement. Annales de la FALSH, XIII*, « Mélanges en hommage aux Professeurs Jean-Louis Dongmo et Sammy Beban Chumbow », 211-224.

Métangmo-Tatou, Léonie et Morel, Mary-Annick. 2004. *Grammaire de l'intonation : une recension chronologique des textes fondateurs, de la théorie de Mary-Annick Morel, en vue d'une étude critique de la conceptualisation et de l'affûtage progressif de la terminologie*, 1 vol. CD-ROM. Paris 3 : EA1483.

Métangmo-Tatou, Léonie, Ndamè, Jean Pierre et Saïbou, Issa. 2003. Le package culturel minimum par le recyclage para-universitaire des adultes : un outil contre l'exclusion. Dans *Minfopra - IIAS - Minesup, Gouvernance partagée. Lutte contre la pauvreté et les exclusions* (p. 363-376). Yaoundé : Cameroon University Press.

Métangmo-Tatou, Léonie et Tourneux, Henry. 2006. Le Cameroun et ses langues [Carte et notice]. *Atlas du Cameroun*. Paris : Jaguar.

- Métangmo-Tatou, Léonie et Zouyane, Gilbert. 2011. *Document de stratégie pour la croissance et le développement (DSCE). Contribution de la langue et de la littérature*. Communication lors des journées scientifiques de la faculté des arts, lettres et sciences humaines de l'Université de Ngaoundéré.
- Mohamadou, Aliou. 1998. « Fonctionnement morphologique et interprétation sémantique d'un système classificatoire : l'exemple du peul », *Faits de langues*, n°11-12. Les langues d'Afrique subsaharienne, 391-405.
- Mohammadou, Eldridge. (en collaboration avec Modibbo A. Massoro). 1980. *Garoua. Tradition historique d'une cité peul du Nord-Cameroun*. Paris : CNRS.
- Mohammadou, Eldridge. 1970. *Les Ferrobe du Diamaré. Maroua et Petté*. Tokyo : Ilcaa.
- Mohammadou, Eldridge. 1978. *Les Royaumes du plateau de l'Adamaoua au XIXe s.* Tokyo : Ilcaa.
- Mohammadou, Eldridge. 1978. *Les Royaumes du plateau de l'Adamaoua au XIX siècle*. Tokyo : Ilcaa.
- Mohamadou, Ousmanou. 2008. *Le Français oral spontané dans les débats télévisés au Cameroun : Un exemple d'application de la théorie énonciative de Mary-Annick Morel* (mémoire de DEA, Université de Ngaoundéré, Cameroun).
- Mohamadou, Ousmanou. 2010. Les films produits par l'Alliance Biblique sur le VIH et SIDA ». Dans H. Tourneux, H. et L. Métangmo-Tatou (dir.), *Parler du Sida au Nord Cameroun* (p. 175-187). Paris : Karthala.
- Moreau, Marie-Louise. 1997. *Sociolinguistique. Concepts de base*. Liège : Mardaga.
- Morel, Mary.-Annick. et Danon-Boileau, Laurent. 1998. *Grammaire de l'intonation. L'exemple du français oral*. Paris : Ophrys.
- Moumouni Dioffo, Abdou. 2018 [1964]. *L'éducation en Afrique*. Québec : Éditions science et bien commun.
<https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/educationmoumouni/>
- Mutaka, Philippe. 2011. *L'Amour et la prévention du sida*. Paris : L'Harmattan.
- Mveng, Engelbert. 1996. *Balafon*. Yaoundé : Clé.

- Nama, Louis-Marie. s. d.. *Rapport d'activités-volet professionnalisation*. Garoua : DPGT, SODECOTON.
- Neba, Ayu'nwi N., Chumbow, Beban Sammy et Tamanji, Pius N. 2006. Towards the Universals of Loan Adaptation : The Case of Cameroonian Languages. Dans N. E. Chia (ed.), *The Proceedings of the 23rd Congress of Wals* (p. 200-219). Yaoundé : Sherpa.
- Noye, Dominique. 1971. *Un Cas d'apprentissage linguistique : l'acquisition de la langue par les jeunes peuls du Diamaré (Nord-Cameroun)*. Paris : Geuthner.
- Noye, Dominique. 1976. *Blasons peuls. Éloges et satires du Nord Cameroun*. Paris : Geuthner.
- Noye, Dominique. 1989. *Dictionnaire foulfouldé, dialecte peul du Diamaré (nord-Cameroun)*. Paris : Geuthner.
- ONU. 2010. *La Communication pour le développement. Accroître l'efficacité des Nations Unies*. New-York : UNICEF, UNESCO, PNUD/David Dahmen.
- Picoche, Jacqueline et Marchello-Nizia, Christine. 1989. *Histoire de la langue française*. Paris : Nathan.
- Piron, Florence. 2017. Méditation haïtienne. Répondre à la violence séparatrice de l'épistémologie positiviste par une épistémologie du lien. *Sociologie et sociétés*, 49 (2) : 33-60.
<https://corpus.ulaval.ca/jspui/bitstream/20.500.11794/16322/1/Florence%20Piron%20Sociologie%20et%20socie%CC%81te%CC%81s.pdf>
- Piron, Florence, Régulus, Samuel et Dibounje Madiba, Marie Sophie (dir.). 2016. *Justice cognitive, libre accès et savoirs locaux. Pour une science ouverte juste, au service du développement local durable*. Québec : Éditions science et bien commun.
<https://scienceetbiencommun.pressbooks.pub/justicecognitive1>
- Pottier, Bernard. 1992. *Théorie et analyse en linguistique*. Paris : Hachette.
- Puech, Christian et Radzynski, Annie. 1978. La langue comme fait social : fonction d'une évidence. *Langages*, 49, « Saussure et la linguistique pré-saussurienne », 46-65.

- Razafindratsimba, Tiana Dominique. 2010. Le malgache, le français et le variaminanana. Pratiques plurilingues et représentations linguistiques à Madagascar. *Le Français en Afrique*, 25, 135-152.
<http://www.unice.fr/ILF/Razafindratsimba%20Tiana%20Dominique%20.pdf>
- République du Cameroun. 2009. *Document de stratégie pour la croissance et l'emploi. Cadre de référence de l'action gouvernementale pour la période 2010-2020* (préfacé par le premier ministre Philemon Yang).
- Robillard, Didier de. 1997a. Corpus. Dans M.-L. Moreau (dir.), *Sociolinguistique. Concepts de base* (p. 102). Liège : Mardaga.
- Robillard, Didier de. 1997b. Statut. Dans M.-L. Moreau (dir.), *Sociolinguistique. Concepts de base* (p. 162). Liège : Mardaga.
- Saussure, Ferdinand de. 1979. *Cours de linguistique générale* (1916 pour l'édition originale). Paris : Payot.
- Senghor, Léopold Sédar. 1964. Le problème culturel en AOF. *Liberté 1, Négritude et Humanisme*. Paris : Seuil.
- Senghor, Léopold Sédar. 1983. « Préface ». Dans P. Dumont, *Le Français et les langues africaines au Sénégal*. Paris : Karthala.
- Sournia, Jean-Charles. 1982. *Histoire et médecine*. Paris : Fayard.
- Sow, Alpha Ibrahima. 1977. *Langues et politiques de langues en Afrique : l'expérience de l'UNESCO*. Paris : Nubia/UNESCO.
- Surugue, Bernard. 1986. *Mara. Le regard du lion*.
<https://numerisud.ird.fr/documents-et-films/films/MARA-LE-REGARD-DU-LION>
- Sylla, Yéro. 1982. *Grammaire moderne du pulaar*. Dakar, Abidjan, Nomey : Les Nouvelles Éditions africaines.
- Tadadjeu, Maurice, Bot Ba Njock, Henri Marcel, Binam Bikoï, Charles et Dieu, Michel. 1982. *Proposition pour l'enseignement des langues camerounaises. Travaux et documents de l'Institut des Sciences Humaines*, 28, 28 p.
- Tadadjeu, Maurice. 2003. Bilinguisme identitaire et apprentissage d'une troisième langue : le cas du Cameroun. *African Journal of Applied Linguistics (AJAL)*, 4, 5-11.

- Tourneux, Henry (dir.). 2008. *Langues, culture et développement en Afrique*. Paris : Karthala.
- Tourneux, Henry et Dairou, Yaya. (avec la collaboration de Boubakary, A.). (2017). *Dictionnaire peul encyclopédique de la nature (faune/flore), de l'agriculture, de l'élevage et des usages en pharmacopée*. Yaoundé : Cerdotola.
- Tourneux, Henry et Iyébi-Mandjeck, Olivier. 1994. *L'École dans une petite ville africaine (Maroua, Cameroun). L'enseignement en milieu urbain multilingue*. Paris : Karthala.
- Tourneux, Henry et Métangmo-Tatou, Léonie (dir.). 2010. *Parler du sida au Nord-Cameroun*. Paris : Karthala.
- Tourneux, Henry, Boubakary Abdoulaye et Hadjidja Konaï. 2010. Un niveau de fulfulde véhiculaire destiné à la communication. Dans H. Tourneux, H. et L. Métangmo-Tatou, *Parler du Sida au Nord-Cameroun* (p. 233-265). Paris : Karthala.
- Tourneux, Henry, Metangmo-Tatou, Léonie et Abdoulaye Oumarou, Dalil. 1992. *Le Fulfulde de l'Extrême-Nord du Cameroun. Conditions socio-historiques d'une pidginisation et conséquences linguistiques (rapport d'enquête)*. Maroua-Garoua : MINREST/ORSTOM.
- Tourneux, Henry. 2008. Afrique. La question des langues en débat. *Science au Sud*, 46, 16 p.
- Tourneux, Henry. 2009. Linguistique et développement. *La grande Oreille. La revue des arts de la parole*, 39, 39-41.
- Tourneux, Henry. 2006. *La communication technique en langues africaines : L'exemple de la lutte contre les ravageurs du cotonnier (Burkina Faso/Cameroun)*. Paris : Karthala.
- Tourneux, Henry. 2015. Pour une linguistique du développement. Dans S. Baldi et G. C. Batic, *Selected proceedings of the Symposium on West African Languages* (p. 163-176), Naples 27-28 March 2014, University of Naples « L'Orientale ».
- Trudell, Barbara, Dowd, Amy Jo, Piper, Benjamin et Block, Carole. 2012. *Early grade literacy in Africa Classrooms. Triennales de l'éducation et formation en Afrique*. Ouagadougou : Association for the Development of Education in Africa (ADEA).

UNESCO. 1953. *The Use of Vernacular Languages*. Paris : UNESCO.

<https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000002897>

UNICEF. 1990. *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous, commission inter-institutions*. New-York : PNUD, UNESCO, UNICEF, Banque Mondiale.

Warayanssa, Mawoune. 2018. *Contes du Nord-Cameroun et développement en contexte. Des stratégies de persuasion à un modèle de communication. Approche rhétorique*, Thèse de Doctorat Ph.D. Université de Ngaoundéré.

Biographie de l'autrice

L'autrice, Léonie Tatou, est maîtresse de conférences HDR en sciences du langage à l'Université de Ngaoundéré (Cameroun). Elle est fondatrice et responsable du laboratoire Langues, Dynamiques et Usages (LADYRUS). Ses travaux de recherche ainsi que son engagement social s'articulent autour des dynamiques multilingues et multiculturelles observables en Afrique et de la problématique du développement durable par le biais de la formation du capital humain et de la circulation des sciences et des savoirs, tout cela en lien avec la dynamique des langues et des cultures. Elle s'intéresse particulièrement à la mise en cohérence de ces dynamiques avec la problématique du développement humain et la promotion de la justice cognitive.

Elle est chercheuse associée au CIRAM (Centre international de recherche sur l'Afrique et le Moyen Orient de l'Université Laval, Canada) et membre de plusieurs organisations savantes. Elle a obtenu la distinction de Chevalier dans l'Ordre national de la Valeur. Parmi ses livres récents, *Dschang Paris Garoua. Missive à François Tatou, mon père. Essai d'anthropographie du quotidien* (2020) en libre accès aux Éditions science et bien commun et, en collaboration avec Joseph Fometeu et Philippe Briand, *La langue et le droit* (L'Harmattan, 2018).

Pour avancer dans la linguistique du développement, elle est devenue co-fondatrice et co-responsable de la revue panafricaine en libre accès *Jeynitaare, au sein du Grenier des savoirs*.

Annexe 2. Questionnaire de l'enquête CAP sur l'onchocercose

PROJET ONCHOCERCOSE - ENQUÊTE CAP- avril 1996

Date :

Nom de l'enquêteur/enquêtrice :

LE QUESTIONNAIRE

- I- Identification
- II- Outils linguistiques
- III- Contexte socio-économique et environnement
- IV- Connaissance de la maladie, perceptions, attitudes

I- Identification

1- Nom :

2- Prénom :

—

3- Sexe :

a) Féminin /___/

b) Masculin /___/

4- Âge (en nombre d'années) : /___//___/

5- État matrimonial :

a) Marié-e /___/

b) Célibataire /___/

c) Veuf/veuve /___/

d) Divorcé-e - séparé-e /___/

6- Lieu de naissance :

7- Lieu de résidence. District :

a) Foumbot /____/

b) Baham /____/

c) Penka Michel /____/

d) Banganté /____/

e) Bafang /____/

f) Autre (préciser) :

8- Aire de santé :

9- Village :

10- Qualité de résident :

a) Permanent-e /____/

b) Occasionnel(le) /____/

11- Permanent-e : durée de résidence /_____/ années
/_____/ mois /_____/

12- Occasionnel(le) : fréquence par an /____/____/

Durée de chaque séjour en nombre de mois /____/____/

II- Outils linguistiques

13- Répertoire linguistiques :

a) Langue maternelle_____

b) Deuxième langue _____

c) Troisième langue_____

14- Langue déclarée principale

a) Lue : Oui /____/ Non /____/ Moyen /____/

b) Écrite : Oui /____/ Non /____/ Moyen /____/

15- Pidgin compris

a) Lue : Oui /____/ Non /____/ Moyen /____/

b) Écrite : Oui / ___/ Non / ___/ Moyen / ___/

16- Français compris

a) Lue : Oui / ___/ Non / ___/ Moyen / ___/

b) Écrite : Oui / ___/ Non / ___/ Moyen / ___/

III- Contexte socio-économique et environnement

17- Scolarité / ___/

a) Analphabète / ___/

b) Primaire / ___/

c) Secondaire 1er cycle / ___/

d) Secondaire 2ème cycle / ___/

e) Supérieur / ___/

f) Autre (préciser)

18- Profession

a) Agriculteur/agricultrice / ___/

b) Éleveur /éleveuse / ___/

c) Ouvrier/ouvrière, artisan/artisane / ___/

d) Employé-e d'administration / ___/

e) Étudiant-e / ___/

f) Sans emploi / ___/

g) Autre (préciser) :

19- Type d'habitat (observation directe) :

20-Matériau des murs

a) Parpaings / ___/

b) Brique de terre / ___/

c) Terre battue / ___/

d) Bois / ___/

e) Autre (préciser) :

21- Mode d'occupation

a) Propriétaire /____/

b) Locataire /____/

c) Autre (préciser) :

Environnement

22- Cours d'eau à proximité

a) Oui /____/

b) Non /____/

c) Autre (préciser) :

Temps de marche en minutes /____ / ____ / ____ /

23- Utilisation de cette eau pour des besoins ménagers et autres

a) Oui /____/

b) Non /____/

24- Fréquence par semaine

a) 1 /____/

b) 2 /____/

c) 3 /____/

d) Autre (préciser) :

Moyens d'information (programme préféré)

25- Lecture journaux

a) Oui /____/

b) Non /____/

26- Si oui, journal préféré :

a) -----

b) -----

27- Écoute la radio :

a) Oui

b) Non

28- Si oui, émission préférée :

a) _____

b) _____

29- Possession radio

a) Oui /____/

b) Non /____/

30- Regarde la télé

a) Oui /____/

b) Non /____/

31- Si oui, émission préférée :

a) _____

b) _____

32- Possession télé

a) /____/

b) /____/

33- Autre (préciser) :

IV- Connaissance de la maladie - perception - attitudes

34- Possession d'un carnet de santé?

a) Oui /____/

b) Non /____/

35- Première attitude en cas de maladie :

• Automédication :

a) Pharmacie classique /____/

b) Pharmacie poteau, marché /____/

c) Pharmacopée traditionnelle /____/

d) Autre (préciser) :

• Consultation d'un-e spécialiste

a) Tradipraticien-ne

b) Dispensaire, hôpital, centre de santé

c) Autre (préciser) :

36- Avez -vous déjà rencontré un-e aveugle?

a) Oui /____/

b) Non /____/

37- Y en a-t-il autour de vous?

a) Famille /____/

b) Ami-e-s /____/

c) Entourage /____/

d) Rue /____/

38- La cécité. Comment les gens deviennent-ils aveugles?

a) -----

b) -----

c) -----

d) -----

39- Si ni la mouche (simulie) ni l'onchocercose ne sont citées :

Connaissez-vous les petites mouches noires dont la piqûre entraîne des démangeaisons locales? Si oui

40- Savez-vous que la piqûre d'une sorte de mouche noire peut entraîner des troubles sérieux?

a) Oui /____/

b) Non /____/

41- Si oui, lesquels?

a) Maladie de la peau (peau de léopard) /____/

b) Kyste (boules) sous la peau /____/

c) Cécité /____/

d) Autre (préciser) :

42- Connaissez-vous le nom de cette mouche?

a) Oui /____/

b) Non /____/

43- Si oui, nom de la mouche en français

Nom de la mouche en langue maternelle

Le mot à mot en français

44- Où vit la mouche?

a) Près des cours d'eau /____/

b) Ne sait pas /____/

c) Autre (préciser) :

45- Comment transmet-elle la maladie à l'humain?

a) Piqûre /____/

b) Ne sait pas /____/

c) Autre (préciser) : _____

46- La maladie est-elle contagieuse?

a) Oui /____/

b) Non /____/

c) Je ne sais pas /____/

47- Connaissez- vous le nom de la maladie que cette mouche peut causer?

a) Oui /____/

b) Non /____/

48- Si oui,

a) Nom de la mouche en français

b) Nom de la mouche en langue maternelle

c) Le mot à mot en français

49- Peut-on prévenir la maladie?

a) Oui /____/

b) Non /____/

c) Ne sait pas /____/

50- Si oui comment?

a) Comprimés /____/

b) Injections /____/

c) Autre (à préciser): _____

51- La maladie est-elle passible d'un traitement traditionnel?

a) Oui /____/

b) Non /____/

c) Ne sait pas /____/

52- Connaissez-vous le M.?

a) Oui /____/

b) Non /____/

53- Que traite-t-il?

a) Gale /____/

b) Filaire /____/

c) Autres (préciser) :

54- Provoque-t-il des troubles? (effets secondaires?) chez ceux/celles qui le prennent?

a) Oui /____/

b) Non /____/

55- Si oui, lesquels?

a) Fièvre /____/

b) Démangeaisons /____/

c) Nausée /____/

d) Autre (préciser) :

56- Avez-vous déjà entendu parler de l'onchocercose?

a) Oui /____/

b) Non /____/

57- La cécité entraînée est-elle réversible? (seulement si la personne semble connaître la maladie). Si non expliquez brièvement et passez à la suite. -----

Mobilisation contre la maladie

58- Seriez-vous prêt-e à dépenser de l'argent pour l'obtention du médicament?

a) Oui /____/

b) Non /____/

59- Combien par an?

a) 100 Frs /____/

b) 200 à 500 Frs /____/

c) 300 à 1000 Frs /____/

d) Autre (à préciser) :

60- Quelle est la personne la mieux placée pour distribuer le médicament

a) Médecin /____/

b) Missionnaire /____/

c) Autre (préciser) :

61- Quelle est l'époque de l'année la mieux indiquée pour la distribution du médicament?

a) Après les semailles /____/

b) Après les récoltes /____/

c) Ne sait pas /____/

d) Autre (préciser) : -----

62- Quel canal vous semble le plus approprié pour une campagne d'information sur la maladie?

a) Radio /____/

b) Télé /____/

c) Journaux /____/

d) L'école /____/

e) L'église /____/

f) La mosquée /____/

g) Associations /____/

h) Autre (préciser) : -----

Annexe 3. Extrait d'une grille de programme de Radio Garoua

MERCREDI

| HEURE | PROGRAMME | PRÉSENTATEUR/-TRICE |
|--------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| 05H00 | Ouverture d'antenne | |
| 05H05 | Animation en français | |
| 06H00 | Cameroun Matin 1ère | POSTE NATIONAL |
| 06H10 | Animation en français (suite) | |
| 06H20 | Futurama | HAOUA |
| 06H30 | Cameroon this morning | POSTE NATIONAL |
| 07H00 | Cameroun matin 2ème | POSTE NATIONAL |
| 07H30 | Journal du Nord matin en français | |
| 07H45 | Animation en français (suite) | |
| 07H55 | Publicité CMCA | |
| 08H00 | Animation en anglais | |
| 08H30 | Journal du Nord matin en anglais | |
| 08H45 | Thermosports | AYUK, NGONO, LAWONG, ABAKAR |
| 09H50 | Animation en français | |

Pour une linguistique du développement

| | | |
|-------|--|------------------------------|
| 10H00 | Antenne jeunesse (délégation provinciale de la Jeunesse) | BELINGA |
| 10H55 | Publicité CMCA | |
| 11H00 | La croix rouge en marche (Comité départemental de la croix rouge de la Bénoué) | MAMADOU DANDA |
| 11H15 | Animation en français | |
| 11H20 | Sport et société | POSTE NATIONAL |
| 11H40 | CAMAG | POSTE NATIONAL |
| 12H55 | Publicité CMCA Communiqués | |
| 13H00 | Cameroun midi 1ère | POSTE NATIONAL |
| 13H30 | Page nécrologique | POSTE NATIONAL |
| 14H00 | Luncheon date | POSTE NATIONAL |
| 15H00 | The news | POSTE NATIONAL |
| 16H00 | Mercredi jeunesse | JEUNES DE LA VILLE DE GAROUA |
| 16H55 | Publicité CMCA | |
| 17H00 | Cameroun midi 2ème | POSTE NATIONAL |

Pour une linguistique du développement

| | | |
|-------|---|---|
| 17H30 | Journal en fulfulde, haoussa, arabe, toupouri, guidar, bata, massa, lamé, mambaye, daba, mundang, fali, musgum, mafa, dourou, namtchi | YAYA, DANDA, HASSAN, THEMWA, TOUMBA, MADOUGOU, HAMAN FOUMARGUE, VAÏMAT, KADA, KENEF, DITCHIBE, TCHOPCHE, LAPRAÏ |
| 18H30 | Animation en anglais | |
| 18H35 | Journal régional en anglais | |
| 19H00 | The news | POSTE NATIONAL |
| 19H30 | Journal du nord en français | |
| 19H45 | Antenne du soir en français | |
| 19H55 | Publicité CMCA communiqués | |
| 20H00 | Cameroun soir 1ère | POSTE NATIONAL |
| 20H30 | Magazine en daba | KENEF |
| 21H00 | Emission islamique en fulfulde | OUSTAZ BAKO |
| 22H00 | Magazine en mambaye | KADA PAUL |
| 22H30 | Musique à la carte en arabe choa | HASSAN BENACYL |
| 23H00 | Magazine santé en toupouri | THEMWA JEAN |
| 23H30 | Sawtu linjiila | RADIO SAWTU LINJIILA NGAOUNDERE |
| 0H00 | Cameroun soir 2ème | POSTE NATIONAL |

JEUDI

| HEURE | PROGRAMME | PRÉSENTATEUR/-TRICE |
|--------------|-----------------------------------|----------------------------------|
| 05H00 | Ouverture d'antenne | |
| 05H05 | Animation en français | |
| 06H00 | Cameroun Matin 1ère | POSTE NATIONAL |
| 06H10 | Animation en français (suite) | |
| 06H20 | Futurama | HAOUA |
| 06H30 | Cameroon this morning | POSTE NATIONAL |
| 07H00 | Cameroun matin 2ème | POSTE NATIONAL |
| 07H30 | Journal du Nord matin en français | |
| 07H45 | Animation en français (suite) | |
| 07H55 | Publicité CMCA | |
| 08H00 | Animation en anglais | |
| 08H30 | Journal du Nord matin en anglais | |
| 08H45 | Thermosports | AYUK, NGONO, LAWONG, ABAKAR |
| 09H00 | Journal en fulfulde | YAYA, MAÏRI, OUMAROU, NAFISSATOU |

Pour une linguistique du développement

| | | |
|-------|---|--|
| 09H30 | Animation en français | |
| 10H50 | Publicité CMCA | |
| 11H20 | Sport et société | POSTE NATIONAL |
| 11H40 | CAMAG | POSTE NATIONAL |
| 12H55 | Publicité CMCA Communiqués | |
| 13H00 | Cameroun midi 1ère | POSTE NATIONAL |
| 13H30 | Page nécrologique | POSTE NATIONAL |
| 14H00 | Luncheon date | POSTE NATIONAL |
| 15H00 | The news | POSTE NATIONAL |
| 16H00 | Au nom de la société | IYA ACHAM, MOUSSA MARANDATA |
| 16H30 | Emission PLAN CAMEROON en anglais (rediffusion) | EWANE EPOLLE |
| 16H55 | Publicité CMCA | |
| 17H00 | Cameroun midi 2ème | POSTE NATIONAL |
| 17H30 | Journal en fulfulde, haoussa, arabe, toupouri, guidar, bata, massa, lamé, mambaye, daba, moundang, fali, musgum, mafa, dourou, namtchi | YAYA, DANDA, HASSAN, THEMWA, TOUMBA, MADOUGOU, FOU MARGUE, VAÏMAT, KADA, KENEF, DITCHIBE, TCHOPTCEE, LAPRAÏ, HAMAN. |

Pour une linguistique du développement

| | | |
|-------|---|------------------------------------|
| 18H30 | Animation en anglais | |
| 18H35 | Journal régional en anglais | |
| 19H00 | The news | POSTE NATIONAL |
| 19H30 | Journal du nord en français | |
| 19H45 | Antenne du soir en français | |
| 19H55 | Publicité CMCA communiqués | |
| 20H00 | Cameroun soir 1ère | POSTE NATIONAL |
| 20H20 | Antenne du soir en français (suite et fin) | |
| 20H30 | Magazine en daba | KENEF |
| 21H00 | Emission islamique en fulfulde | OUSTAZ BAKO |
| 22H00 | Magazine en mambaye | KADA PAUL |
| 22H30 | Musique à la carte en arabe choa | HASSAN BENACYL |
| 23H00 | Magazine santé en toupouri | THEMWA JEAN |
| 23H30 | Sawtu linjiila | RADIO SAWTU LINJIILA NGAOUNDERE |
| 0H00 | Cameroun soir 2ème | POSTE NATIONAL |

À propos de la maison d'édition

Les Éditions science et bien commun sont un chantier de l'Association science et bien commun (ASBC), un organisme sans but lucratif enregistré au Québec depuis juillet 2011.

L'Association science et bien commun

L'Association science et bien commun se donne comme mission d'appuyer et de diffuser des travaux de recherche transuniversitaire favorisant l'essor d'une science pluriverselle, ouverte, juste, plurilingue, non sexiste, non raciste, socialement responsable, au service du bien commun.

Pour plus d'information, écrire à [info @ scienceetbiencommun.org](mailto:info@scienceetbiencommun.org), s'abonner à son compte Twitter @ScienceBienComm ou à sa page Facebook : <https://www.facebook.com/scienceetbiencommun>

Les Éditions science et bien commun

Un projet éditorial novateur dont les principales valeurs sont les suivantes.

- la publication numérique en libre accès, en plus des autres formats
- la pluridisciplinarité, dans la mesure du possible
- le plurilinguisme qui encourage à publier en plusieurs langues, notamment dans des langues nationales africaines ou en créole, en plus du français
- l'internationalisation, qui conduit à vouloir rassembler des auteurs et autrices de différents pays ou à écrire en ayant à l'esprit un public issu de différents pays, de différentes cultures
- mais surtout la justice cognitive :
 - chaque livre collectif, même s'il s'agit des actes d'un colloque, devrait aspirer à la parité entre femmes et hommes, entre juniors et seniors, entre auteurs et autrices issues du Nord et issues du Sud

(des Suds); en tout cas, tous les livres devront éviter un déséquilibre flagrant entre ces points de vue;

- chaque livre, même rédigé par une seule personne, devrait s'efforcer d'inclure des références à la fois aux pays du Nord et aux pays des Suds, dans ses thèmes ou dans sa bibliographie;
- chaque livre devrait viser l'accessibilité et la « lisibilité », réduisant au maximum le jargon, même s'il est à vocation scientifique et évalué par les pairs.

Le catalogue

Le catalogue des Éditions science et bien commun (ESBC) est composé de livres qui respectent les valeurs et principes des ÉSBC énoncés ci-dessus.

- Des ouvrages scientifiques (livres collectifs de toutes sortes ou monographies) qui peuvent être des manuscrits inédits originaux, issus de thèses, de mémoires, de colloques, de séminaires ou de projets de recherche, des rééditions numériques ou des manuels universitaires. Les manuscrits inédits seront évalués par les pairs de manière ouverte, sauf si les auteurs ne le souhaitent pas (voir le point de l'évaluation ci-dessus).
- Des ouvrages de science citoyenne ou participative, de vulgarisation scientifique ou qui présentent des savoirs locaux et patrimoniaux, dont le but est de rendre des savoirs accessibles au plus grand nombre.
- Des essais portant sur les sciences et les politiques scientifiques (en études sociales des sciences ou en éthique des sciences, par exemple).
- Des anthologies de textes déjà publiés, mais non accessibles sur le web, dans une langue autre que le français ou qui ne sont pas en libre accès, mais d'un intérêt scientifique, intellectuel ou patrimonial démontré.
- Des manuels scolaires ou des livres éducatifs pour enfants

Pour l'accès libre et universel, par le biais du numérique, à des livres scientifiques publiés par des autrices et auteurs de pays des Suds et du Nord

Pour plus d'information : écrire à info@editionscienceetbiencommun.org